





2

POUVOIR DU PAPE

SUR LES SOUVERAINS

AU MOYEN AGE

OU

Recherches historiques

SUR

LE DROIT PUBLIC DE CETTE ÉPOQUE

RELATIVEMENT

A LA DÉPOSITION DES PRINCES.

Par M. ***.

DIRECTEUR DU SÉMINAIRE SAINT-SULPICE.



LIBRAIRIE CATHOLIQUE DE PERISSE FRÈRES.

Paris,



Lyon,

RUE DU POT-DE-FER-S.-SULPICE, 8

GRANDE RUE MERCIÈRE, 33.

1839

A. 9. 501

A. 9. 501

77

POUVOIR DU PAPE

sur les souverains

AU MOYEN AGE.

PABIS, IMPRIMERIE DE DECOURCHANT
Rue d'Erfort, n°. 1, près de l'Albays.

POUVOIR DU PAPE

SUR LES SOUVERAINS

AU MOYEN AGE

OU

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR

LE DROIT PUBLIC DE CETTE ÉPOQUE

RELATIVEMENT

A LA DÉPOSITION DES PRINCES.

par M. ***,

MAÎTRE AU SÉMINAIRE DE SAINT-SULPICE.



LIBRAIRIE CATHOLIQUE DE PERISSE FRÈRES.

Paris,



Lyon,

RUE DU POT-DE-FER-S.-SULPICE, 3.

GRANDE RUE MERCIER, 33.

1839

PRÉFACE.

Le premier essai de ces *Recherches* a paru en 1830, dans la *Revue de quelques ouvrages de Fénelon*, destinée à servir de supplément aux *avertissements* placés en tête des différentes classes de ses *OEuvres* ¹. L'exposition que nous avons faite, dans le second article de cet ouvrage (§ 1^{er}, n° 84, etc.), des sentiments de Bossuet et de Fénelon sur l'autorité du souverain pontife dans l'ordre temporel, nous conduisit naturellement à quelques recherches sur les *maximes du Droit public*, au moyen desquelles Fénelon croit pouvoir expliquer la conduite des souverains pontifes qui ont autrefois déposé des princes tem-

¹ Cet opuscule, qui fut alors publié séparément (212 p. in-8°), fut inséré en même temps dans le dernier tome des *OEuvres de Fénelon*, qui a pour titre : *Table des OEuvres de Fénelon, précédées d'une Revue de ses ouvrages*; Paris, 1830, in 8°.

porels. Nous regrettions alors que notre plan ne nous permit pas de nous étendre davantage sur ce point; et nous avions tout lieu de croire que des recherches plus étendues confirmeraient de plus en plus le sentiment de l'archevêque de Cambrai. Nous n'avons pas été trompés dans notre attente; et les nouvelles recherches auxquelles nous nous sommes livrés, depuis cette époque, nous ont fourni des preuves aussi nombreuses que décisives du *Droit public* dont il s'agit. Tel est du moins le sentiment unanime des personnes éclairées auxquelles nous avons soumis le travail beaucoup plus étendu que nous publions aujourd'hui. Encouragés par leurs suffrages, nous croyons pouvoir avancer avec confiance, que le sentiment de Fénelon, sur ce point, est en harmonie parfaite avec les faits, et qu'il fournit, en quelque sorte, la clef de l'histoire du moyen âge, et d'une multitude d'événements qu'on a trop souvent présentés sous des couleurs très-odieuses, pour ne les avoir pas envisagés sous leur véritable point de vue.

On voit assez, par l'objet et par le titre même de cet ouvrage, que notre intention n'est pas d'y

renouveler les discussions théologiques, relatives à l'indépendance mutuelle des deux puissances. Outre que ces discussions sont tout à fait étrangères à l'objet purement historique de nos *Recherches*, l'intérêt qu'elles ont pu offrir autrefois disparaît nécessairement, pour le plus grand nombre des lecteurs, dans un temps où le sentiment qui attribue à l'Église et au souverain pontife, en vertu du *Droit divin* ou du *Droit naturel*, une *juridiction, soit directe, soit indirecte, sur le temporel des princes*, est généralement abandonné, même au delà des Monts ¹. Nous sommes d'autant moins portés à renouveler cette controverse, que la seule exposition des faits qui se rattachent à notre plan, nous paraît suffisante pour éclaircir la plupart des questions agitées avec

¹ Voyez, à ce sujet, la *Lettre du cardinal Antonelli, préfet de la Propagande, aux archevêques d'Irlande, en date du 23 juin 1791*. (Dans *l'Ami de la Religion*, t. XVIII, 197-199.) — *Lettre encyclique de N. S. P. le pape Grégoire XVI à tous les primats, archevêques et évêques, du 15 août 1832*. (*L'Ami de la Religion*, t. LXXIII, p. 211 et 244.) — *Exposition du droit et du fait en réponse à la déclaration du gouvernement Prussien du 31 décembre 1838*; Rome, 1839, in-4°. — *Lettre de M. l'évêque de Chartres à un de ses diocésains, du 30 mars 1826*; p. 57, 69, etc. — *L'Ami de la Religion*, t. XXI, p. 116; t. CI, p. 193, etc.

tant d'éclat, dans ces derniers temps, sur l'autorité respective des deux puissances. Mais quoi qu'il en soit de ce résultat de nos *Recherches*, l'unique but que nous nous y proposons, est de prévenir et de corriger, par la seule exposition des faits, les fâcheuses impressions que produit, sur une multitude d'esprits légers et superficiels, l'étude de l'histoire du moyen âge.

Pour atteindre plus sûrement ce but, et pour ne pas nous exposer à dénaturer les faits, ou à les présenter sous un faux jour, nous nous sommes fait une loi de n'en avancer aucun qui ne soit fondé sur le témoignage des auteurs contemporains, ou les plus voisins de l'époque où ils sont arrivés. Les bornes qui nous sont prescrites ne nous permettent pas sans doute, pour l'ordinaire, de citer au long le *texte même* de ces auteurs; nous nous contentons le plus souvent d'en rapporter la substance, en conservant, autant qu'il est possible, leurs propres expressions. Mais pour suppléer à notre brièveté, nous indiquons fidèlement en note les principaux endroits des ouvrages sur lesquels nous nous appuyons, après les avoir soigneusement vérifiés. Nous ci-

tens même textuellement ceux qui semblent plus importants pour éclairer l'objet de nos *Recherches*, ou pour corriger des erreurs accréditées parmi les auteurs modernes.

Quelque suffisants que soient ces anciens témoignages pour établir notre récit, avec les principales conséquences qui en résultent, nous avons cru devoir confirmer les faits les plus importants, et souvent même leurs conséquences les plus remarquables, par le témoignage des auteurs modernes les moins suspects de partialité en faveur du clergé. Il est curieux en effet de voir les principaux faits qui établissent la légitimité du pouvoir temporel de l'Église et du souverain pontife au moyen âge, confirmés par les propres aveux des auteurs les plus opposés aux sentiments ultramontains, souvent même par des écrivains hétérodoxes imbus des plus funestes préjugés contre le saint Siège et l'Église catholique. Parmi les auteurs de la première classe, on conviendra sans doute que nous pouvons citer avec confiance : Bossuet, *Defensio Declarationis*; Fleury, *Histoire ecclésiastique*, et *Institutions au Droit canonique*; Velly et ses continuateurs, *Histoire de France*; Lebeau, *Histoire du Bas-Empire*;

Gaillard, *Histoire de Charlemagne*; Bernardi, *De l'Origine et des Progrès de la Législation française*; Michaud, *Histoire des Croisades*; Frantin, *Annales du moyen âge*; etc. etc. Tous ces auteurs, malgré le profond respect et le sincère attachement dont ils font profession pour le saint Siège et pour l'Église catholique, s'expriment en général avec beaucoup de liberté, quelques-uns même avec peu de mesure, sur le sujet qui nous occupe. Parmi les écrivains hétérodoxes, nous aurons souvent occasion de citer, à l'appui des faits les plus importants pour la justification du clergé et des papes du moyen âge, plusieurs célèbres auteurs Protestants, tels que Leibnitz, Pffeffel, Hegewisch, Woigt, Eichorn, Hallam, etc. Ce dernier auteur en particulier est d'autant moins suspect, lorsqu'il nous est favorable, qu'il se montre habituellement rempli des plus odieux préjugés contre l'Église catholique, et surtout contre le saint Siège.

Au reste, quelque solides et même décisives que nous paraissent les preuves exposées dans cet ouvrage, pour établir le *Droit public* dont nous parlons, nous croyons qu'il serait facile d'éclair-

cir de plus en plus cette matière, par des *Recherches* plus étendues sur l'Origine et les Progrès du pouvoir temporel de l'Église et du souverain pontife, dans les premiers âges de l'Église. Le travail que nous publions aujourd'hui nous a donné lieu de recueillir, sur ce sujet, des documents également importants, que nous nous proposons de publier dans la suite, si les circonstances nous le permettent. Nous y sommes d'autant plus portés, que ce sujet, si intéressant par lui-même, nous paraît avoir été jusqu'à présent trop peu approfondi, et qu'il devient, de jour en jour, plus important de l'éclaircir, dans un temps où l'étude de l'histoire du moyen âge, autrefois réservée à un petit nombre d'hommes d'un esprit mûr et d'une solide instruction, occupe une place considérable dans l'éducation de la jeunesse, et dans les cours publics de nos Académies.

P. S. Nous indiquons quelquefois en note, à l'appui de nos assertions, l'*Histoire littéraire de Fénelon*. Cette *Histoire*, actuellement sous presse, doit paraître prochainement, à la tête de la nouvelle édition des *Œuvres choisies*

de Fénelon (Paris et Lyon, chez Perisse, 4 vol. grand in-8°).
Les *Recherches* que nous publions aujourd'hui peuvent être
considérées comme une appendice de la partie de cette
Histoire littéraire, où nous exposons le sentiment de Féne-
lon sur le *Droit public du moyen âge*, relativement à la dé-
position des souverains.

RECHERCHES
HISTORIQUES
SUR LE DROIT PUBLIC
DU MOYEN AGE ¹,
RELATIVEMENT
A LA DÉPOSITION DES PRINCES TEMPORELS.

INTRODUCTION.

- 1.—Prérogatives et pouvoir temporel du clergé au moyen âge.
- 2.—Pouvoir temporel du souverain pontife; avantages qu'il procure à la société.
- 3.—Décadence de ce pouvoir : reproches faits au clergé à cette occasion.
- 4.—Opinions diverses des auteurs modernes sur ce point.
- 5.—Objet de cet ouvrage.
- 6.—Importance de cet objet.
- 7.—Plan de cet ouvrage; trois questions principales à examiner.

1. — Le pouvoir temporel de l'Église et du souverain pontife au moyen âge, et l'influence de ce pouvoir sur les affaires politiques pendant

¹ Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler ici ce qu'on entend communément par le *moyen âge*. On peut dire en général que cette partie de l'histoire embrasse tout le temps écoulé depuis l'établissement des Barbares

plusieurs siècles, offrent sans contredit un des phénomènes historiques les plus étonnants, et les plus dignes d'occuper les méditations d'un esprit attentif.

A peine sortie des persécutions que le monde lui avait constamment suscitées pendant trois siècles, l'Église se voit comblée d'honneurs, de richesses et de privilèges. Constantin et ses plus illustres successeurs, non contents de la soutenir par leurs édits, relèvent son autorité spirituelle par l'éclat du pouvoir temporel, jusqu'à faire entrer les évêques en participation de l'administra-

du Nord dans les provinces de l'Empire Romain en Occident, au cinquième siècle, jusqu'à la renaissance des lettres, au quinzième; ce qui donne au *moyen âge* une durée d'environ dix siècles. Pour en fixer les limites avec plus de précision, un écrivain récent, qui a particulièrement étudié cette matière (quoique sous l'influence de fâcheux préjugés), place le commencement du moyen âge à l'établissement des Francs dans les Gaules, sous Clovis en 496, et le termine à l'expédition de Charles VIII contre Naples, en 1494. (Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. 1, *Préface*, page iv; tom. iv, pag. 79.)—Voyez le compte rendu de cet ouvrage, par M. Raoul Rochette, dans le *Journal des Savants*, décembre 1821. Suivant cette division, l'*histoire du Bas-Empire*, au moins depuis le cinquième siècle, appartient proprement à l'*histoire du moyen âge*; cependant un usage constant rattache à l'*histoire ancienne* celle du *Bas-Empire*, jusqu'à la destruction de l'Empire d'Occident, au sixième siècle.

tion civile, et à se décharger sur eux du soin des objets les plus importants au bien des peuples et à l'ordre public ¹. La générosité des empereurs chrétiens est encore surpassée par les souverains des nouvelles monarchies qui s'élèvent sur les débris de l'Empire Romain, depuis le quatrième siècle. Dans ces nouveaux Etats, le clergé voit chaque jour augmenter ses prérogatives et son pouvoir temporel. Appelé, dans la personne de ses principaux membres, au conseil des princes et à toutes les assemblées politiques, il y occupe le premier rang, il exerce son influence dans toutes les parties du gouvernement civil, dans l'élection même et la déposition des princes; et pendant plusieurs siècles, l'union de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle est si étroite, qu'elles semblent se confondre en une seule, pour le gouvernement de l'Eglise et de l'Etat ².

2. — A mesure que le pouvoir temporel du

¹ On peut voir, à l'appui de cette assertion, Thomas-sin, *Ancienne et nouvelle discipline*, tom. III, liv. 1^{re}, chap. 26 et 27; tom. II, liv. 3, chap. 103; — Fleury, *Hist. eccl.* tom. XIX, 7^e Discours, n^o 4; — *Instît. au Droit eccl.* tom. II, 3^e partie, chap. 1^{er}.

² La suite de nos *Recherches* nous donnera lieu de rapporter un grand nombre de faits, à l'appui de ces assertions. Voyez en particulier le chap. 2, art. 1^{er}, § 1^{er}.

clergé s'établit et s'accroît dans les divers Etats de l'Europe, celui du saint Siège s'étend et se consolide en Italie, où le profond respect des peuples pour la religion, joint aux affaiblissements successifs de la puissance impériale, amène insensiblement la souveraineté temporelle des papes. Bientôt l'influence de cette nouvelle souveraineté se fait sentir au loin. Au milieu des désordres et de l'anarchie du moyen âge, elle établit de nouveaux rapports entre les nations les plus éloignées, et même les plus divisées d'intérêt et de caractère : elle devient, pour toute la société, comme un centre commun et un point de ralliement; bien plus elle devient un tribunal suprême, où se jugent en dernier ressort les différends entre les souverains, et dont les arrêts sont également respectés des princes et des peuples.

3. — Par une révolution non moins étonnante, le pouvoir temporel du clergé, après avoir exercé, pendant plusieurs siècles, une si grande influence dans tous les Etats de l'Europe, s'affaiblit et se perd insensiblement. Les princes et les peuples, après l'avoir si longtemps regardé comme leur plus puissante ressource et leur plus ferme appui, ne l'envisagent plus qu'avec une sorte de jalousie et de défiance : ils concourent à l'envi à

le restreindre, et même à le détruire ; enfin, telle est aujourd'hui la disposition générale des esprits, que la plupart ne peuvent considérer sans étonnement, et presque sans scandale, un ordre de choses qui semblait autrefois si naturel ; souvent même on en vient jusqu'à reprocher au clergé son ancienne autorité, comme une espèce d'usurpation et de révolte contre le pouvoir légitime des princes temporels.

L'examen de ce reproche, et de l'étonnante révolution qui a donné lieu de le faire au clergé, est assurément un des sujets les plus intéressants, non-seulement dans l'ordre de la religion, mais sous le rapport même historique et purement philosophique. Dans l'ordre de la religion, quel sujet plus digne de réflexion que celui qui touche de si près l'honneur du clergé, et d'une longue suite de pontifes ? Sous le rapport historique, et même purement philosophique, quel spectacle plus intéressant que celui de l'origine et des vicissitudes d'un pouvoir, qui, après avoir été pendant si longtemps un des principaux mobiles de tous les événements politiques, a perdu insensiblement toute son influence, jusqu'à tomber enfin dans cette espèce d'oubli et d'anéantissement où nous le voyons aujourd'hui

4. — Mais, quelque intéressant que soit par lui-même un pareil sujet, il est aisé de comprendre combien les préjugés et les passions ont dû influer sur la manière de l'envisager, depuis que la différence des temps, et surtout la décadence de la religion et des mœurs, ont exposé un si grand nombre d'écrivains à juger l'histoire du moyen âge d'après les idées et les opinions modernes, plutôt que d'après la connaissance et l'examen attentif des faits. Telle est sans doute la principale cause des jugements si différents qu'on a portés, dans ces derniers temps, sur une matière si délicate. D'un côté, le désir d'excuser et de justifier des hommes respectables par leurs vertus et leur caractère, a fait imaginer des systèmes aussi dangereux qu'exagérés sur les droits de la puissance ecclésiastique, dans l'ordre temporel ¹.

¹ On peut voir l'exposition de ces systèmes dans Belarmin, de *Summo Pontifice*, lib. 5, cap. 1 et 6; — Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*; Matriti, 1751, 2 vol. in-4°, tom. 1, cap. 14; — Mamachi, *Origines et Antiquitates christiana*, tom. iv, cap. 2, § 4. — On sait avec quel éclat les opinions ultramontaines, sur ce point, ont été renouvelées, de nos jours, par un trop célèbre écrivain. Voyez en particulier les deux ouvrages intitulés : *De la Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique*, Paris, 1826, in-8°; *Des Progrès de la révolution, et de la*

D'un autre côté, l'exagération de ces systèmes, jointe aux abus qu'on a cru voir dans l'exercice du pouvoir temporel du clergé, et même du souverain pontife, pendant les siècles du moyen âge, a donné lieu aux plus scandalieuses déclamations contre l'Eglise et contre son chef visible. Les reproches d'ignorance, d'ambition et de fanatisme ont été mille fois répétés, à cette occasion, contre des hommes dont les lumières et les vertus avaient fait l'admiration et le bonheur de leurs contemporains. Ces reproches si odieux ne sont pas seulement à la bouche des hérétiques et des impies; mais on est surpris et affligé de les retrouver, ou du moins de les voir confirmés, d'une manière plus ou moins expresse, par une multitude d'écrivains, d'ailleurs estimables et sincèrement attachés à la religion ¹; et ce qui est encore plus

guerre contre l'Eglise, Paris, 1829, in-8°. Voyez aussi, dans l'*Histoire littéraire de Fénelon* (4^e partie, n° 54, l'exposition du système de l'auteur sur le pouvoir temporel de l'Eglise et du souverain pontife.

¹ Nous citerons en particulier, l'*Histoire ecclésiastique* de Fleury, celle de Berault-Bercastel; l'*Histoire de France* de Velly, et celle même du P. Daniel; l'*Histoire des Croisades*, par Michaud; l'*Esprit de l'histoire*, par Ferrand, etc. Tous ces ouvrages et une infinité d'autres, malgré les principes religieux dont leurs auteurs font profession,

déplorable, l'histoire du moyen âge est tellement obscurcie, à cet égard, par les préventions les plus opposées, que des auteurs judicieux ont presque désespéré de la voir jamais débrouiller : « Sujet si remarquable, dit un savant académicien » de nos jours, sujet défiguré par tant de préventions contraires, sujet enfin dont il n'existe pas encore, et dont nous attendrons peut-être longtemps une histoire complète et impartiale¹. »

5. — En attendant la publication d'un ouvrage qui éclaircisse entièrement cette matière, il nous a semblé utile d'y préluder par quelques *Recherches historiques sur le droit public du moyen âge, relativement à la déposition des princes temporels*. Nous sommes persuadés, en effet, que le *Droit public* de cette époque est le véritable fondement de l'autorité prodigieuse que les papes et les conciles y

laissent dans l'esprit des lecteurs les plus fâcheuses impressions contre les papes et le clergé du moyen âge, relativement au pouvoir temporel qu'ils y ont exercé. La suite de nos *Recherches* nous donnera lieu de signaler les principaux écarts de ces auteurs, et d'un grand nombre d'autres, sur cette matière.

¹ *Journal des Savants*, décembre 1821, page 737; article de M. Raoul Rochette, sur l'ouvrage de Hallam intitulé : *L'Europe au moyen âge*, 4 vol. in-8°.

ont exercée à l'égard des souverains, et que l'ignorance de cet *ancien Droit* est la principale source des déclamations si communes parmi les auteurs modernes, sur la conduite et le caractère des souverains pontifes, qui ont autrefois déposé des princes temporels. La plupart de ces déclamations supposent, ou que les papes n'avaient alors aucun droit de juger les souverains en matière temporelle, ou que ce droit n'avait pas eu, dans le principe, un fondement légitime, ou que l'exercice de ce droit a été funeste à la société. Il est certain, au contraire, et clairement prouvé par l'histoire : 1° que le droit de juger les souverains, en matière temporelle, était alors conféré au Pape et à l'Eglise par des *maximes de Droit public* universellement reconnues; 2° que ce droit avait eu, dès le principe, les fondements les plus légitimes; 3° que les résultats de ce droit ont été généralement avantageux à la société.

6. — Il ne s'agit pas ici d'examiner les causes qui ont insensiblement ébranlé, affaibli et même entièrement anéanti cette prodigieuse autorité dont l'Eglise et son chef visible ont été si longtemps investis; à plus forte raison ne s'agit-il point ici d'appliquer à l'état présent de la société les maximes de cet ancien droit, depuis longtemps

tombé en désuétude, et repoussé aujourd'hui plus que jamais par l'opinion universelle des princes et des peuples ; il s'agit uniquement de savoir ce qu'il faut penser de la sévérité avec laquelle on a blâmé, dans ces derniers temps, la conduite des papes et des conciles du moyen âge à l'égard des souverains, et s'il est possible de l'expliquer, et même de la justifier par les *maximes de Droit public alors en vigueur*. Il est vrai que cette explication, quelque bien fondée qu'elle soit, ne peut autoriser le sentiment des théologiens qui ont cru pouvoir justifier par le seul *Droit divin*, et même par le *Droit naturel*, indépendamment du *Droit humain positif*, la conduite des papes et des conciles qui ont autrefois déposé des princes temporels. Mais on doit reconnaître aussi que notre sentiment, en le supposant bien établi, fournit une réponse péremptoire à une foule de déclamations odieuses et mille fois répétées contre les souverains pontifes et le clergé du moyen âge.

7. — Après ces observations préliminaires, nous croyons pouvoir réduire à trois questions principales tout ce que nous avons à dire pour l'éclaircissement de cette matière si importante :

1° Est-il vrai que le *Droit public de l'Europe au moyen âge* subordonnât tellement la puissance

temporelle à la puissance spirituelle, qu'un souverain pût être déposé, en certains cas, par l'autorité du Pape ou du concile ?

2° Quels étaient les fondements et l'origine de ce *Droit public* ?

3° Quels en ont été les résultats ?

CHAPITRE PREMIER.

RÉALITÉ DU *Droit public de l'Europe au moyen âge*
SUR LA SUBORDINATION DE LA PUISSANCE TEMPO-
RELLE A LA PUISSANCE SPIRITUELLE.

- 8.—Comment se connaît le *Droit public* ou *privé* d'une société quelconque.
9.—Application des principes reçus en cette matière au *Droit public* du *moyen âge* sur la question présente.

8. — C'est un principe universellement reconnu des théologiens et des jurisconsultes, que le *Droit public*, aussi bien que le *Droit privé* d'une société quelconque, en tout ce qu'ils ont d'*humain* et d'*arbitraire*, se manifestent non-seulement par ses *lois écrites*, mais encore par ses *coutumes*, pourvu qu'elles soient autorisées par un long usage et par la persuasion universelle ¹.

¹ Parmi les théologiens on peut consulter Suarez, de *Legibus*, lib. 7. — *Conférences d'Angers, sur les Loix*, édition de 1830, tom. iv, 5^e conférence. — Billuart, *Cursus Theologiae*, t. viii; *Tractatus de Legibus*, dissert. 5^e, art. 2. — Parmi les jurisconsultes, voyez Cujas, *Observationum* lib. 10, cap. 1; *Operum* tom. iii, pag. 525, editio anni 1758. — Domat, *Lois civiles*, livre préliminaire, titre 1^{er}, sect 1^{re},

« Les lois ou règles, dit à ce sujet le célèbre Do-
 » mat, sont de deux sortes : l'une, de celles qui
 » sont du *droit naturel*; et l'autre, de celles qui
 » sont du *droit positif*, qu'on appelle autrement des
 » lois humaines et arbitraires, parce que les hommes
 » les ont établies... Les lois arbitraires sont de deux
 » sortes : l'une, de celles qui, dans leur origine,
 » ont été établies, écrites et publiées par ceux qui
 » en avaient l'autorité, comme sont en France les
 » ordonnances des rois; et l'autre, de celles dont
 » il ne paraît point d'origine et de premier établis-
 » sement, mais qui se trouvent reçues par l'*appro-
 » bation universelle et l'usage immémorial qu'en a fait
 » le peuple*; et ce sont ces lois ou règles qu'on ap-
 » pelle coutumes. Les coutumes tirent leur autorité
 » du consentement universel du peuple, qui les a
 » reçues, lorsque c'est le peuple qui a l'autorité,
 » comme dans les républiques. Mais, dans les Etats
 » sujets à un souverain, les coutumes ne s'établis-
 » sent ou ne s'affermissent en force de lois que de
 » son autorité. Ainsi, en France, les rois ont fait
 » arrêter et rédiger par écrit, et ont confirmé en

n° 10 et 11; section 2°, n° 19. — *Id. Droit public, Préface*,
 pag. 16, 41, et alibi passim. — Leibnitz, *Codex diplom. Pref.*
 pag. 8 et 9. — Montesquieu, *Esprit des Loix*, liv. 28,
 chap. 11, 12, 44, 45, et alibi passim.

» lois toutes les *coutumes*, conservant aux provinces
 » les lois qu'elles tiennent, ou de l'ancien consen-
 » tement des peuples qui les habitaient, ou des
 » princes qui y gouvernaient ¹. » — Le même
 auteur conclut, un peu plus bas, de ces prin-
 cipes, que « si les difficultés qui peuvent arriver
 » dans l'interprétation d'une *loi* ou d'une *coutume*
 » se trouvent expliquées par un *ancien usage* qui en
 » ait fixé le sens, et qui se trouve confirmé par
 » une suite perpétuelle de jugements uniformes,
 » il faut s'en tenir au sens déclaré par *l'usage*, qui
 » est le meilleur interprète des lois ². »

Non content d'avoir établi ces principes dans son *Traité des règles du Droit en général*, l'auteur les rappelle encore dans la *Préface* de son *Droit public*, où il s'exprime ainsi : « Pour ce qui regarde
 » la partie de l'ordre de la société qui est bornée
 » aux personnes unies dans un Etat, sous un même
 » gouvernement, les matières qui naissent de cet
 » ordre sont de deux sortes, qu'il est nécessaire
 » de distinguer. La première est de celles qui se
 » rapportent à l'ordre général de l'Etat : comme
 » celles qui regardent le gouvernement, l'autorité

¹ Domat, *Lois civiles*, *ubi supra*, sect. 1^{re}, n^{os} 2, 10 et 11.

² *Idem*, sect. 2, n^o 19.

» des puissances, l'obéissance qui leur est due, etc.
 » La seconde sorte est de celles qui regardent ce
 » qui se passe entre les particuliers, leurs divers
 » engagements, soit par convention ou sans con-
 » vention.... La première sorte de matières, se
 » rapportant à l'ordre général d'un Etat, est l'objet
 » du *Droit public*; et la seconde, ne regardant que
 » ce qui se passe entre les particuliers, est l'objet
 » de cette autre partie du droit qui est appelée
 » par cette raison *Droit privé*. Pour les lois de ces
 » deux espèces, il y en a de deux sortes, dont on
 » a l'usage dans toutes les nations du monde.
 » L'une est de celles qui sont de *Droit naturel*, et
 » l'autre est des lois propres à chaque nation,
 » telles que sont les *coutumes qu'un long usage a*
 » *autorisées*, et les lois que ceux qui gouvernent
 » peuvent établir ¹. »

9. — D'après ces principes incontestables, et
 universellement admis, la réalité de l'ancien *Droit*
public, en vertu duquel la puissance temporelle
 était subordonnée, en certains cas, à la puissance
 spirituelle, dans le sens où nous l'avons ex-
 pliqué, ne peut être révoquée en doute, s'il est
 vrai qu'elle soit établie par les *lois écrites*, ou

¹ Domat, *Droit public*, Préface, pages 15 et 16.

par l'*usage* et la *persuasion universelle* des peuples du moyen âge. Or, il est aisé de montrer que le *Droit public* dont nous parlons est clairement établi, surtout depuis le dixième siècle, par l'*usage* et la *persuasion universelle* des peuples du moyen âge, souvent même par leurs *lois écrites*.

Bien des lecteurs, imbus des préjugés si répandus dans le monde contre les papes et le clergé du moyen âge, et entretenus dans ces préjugés par la lecture des auteurs modernes qui ont écrit sous la même influence, seront tentés de regarder notre sentiment, sur ce point, comme une opinion nouvelle et singulière, comme un paradoxe historique entièrement destitué de preuves, et même de vraisemblance. Il suffirait sans doute d'opposer à ces préjugés les faits incontestables qui démontrent la réalité du *Droit public* dont il s'agit. Toutefois, avant d'entrer dans le détail de ces faits, il ne sera pas inutile de faire connaître, sur ce point, le sentiment de plusieurs auteurs modernes, même parmi ceux qui se montrent d'ailleurs plus opposés aux maximes du moyen âge en cette matière, et plus attachés aux principes de l'indépendance réciproque des deux puissances.

ARTICLE PREMIER.

TÉMOIGNAGES ET AVEUX REMARQUABLES DES AUTEURS MODERNES
SUR LA QUESTION PRÉSENTE.

- 10.—Témoignages nombreux et non suspects sur cette matière.
- 11.—Le sentiment de Fénelon particulièrement digne d'attention.
- 12.—Comment il explique la déposition de Childeric, et celle de Louis le Débonnaire.
- 13.—Usages et maximes du moyen âge sur la déposition des princes.
- 14.—*Pouvoir directif* de l'Eglise et du Pape sur les souverains.
- 15.—La conduite des papes envers les souverains au moyen âge expliquée par ces principes.
- 16.—Sentiments de Bossuet sur ce point, conformes à ceux de Fénelon.
- 17.—Le *pouvoir directif* de l'Eglise et du Pape admis par Bossuet.
- 18.—Le *droit de suzeraineté* du saint Siège sur plusieurs États, et ses droits particuliers sur l'Empire, également reconnus par Bossuet.
- 19.—Le sentiment de Fénelon sur le *Droit public du moyen âge*, relativement à la déposition des princes temporels, ouvertement favorisé par Bossuet.
- 20.—Importance de ces aveux.
- 21.—Aveux non moins remarquables de l'abbé Fleury.
- 22.—Sentiment du docteur Lingard.
- 23.—Sentiment de M. Michaud.
- 24.—Sentiment des docteurs de Louvain.
- 25.—Aveux remarquables de plusieurs auteurs protestants.
- 26.—Leibnitz.
- 27.—Pfeffel.
- 28.—Fréd. Eichorn.

- 29.—Réflexions sur ces témoignages.
- 30.—Aveux remarquables de Voltaire.
- 31.—Bolingbroke.
- 32.—Conséquences qui résultent de ces témoignages.
- 33.—La coutume, même fondée sur une erreur, peut introduire une loi.

10. — Quelque nouvelle et singulière que puisse paraître, au premier abord, la supposition de cet ancien *Droit public*, en vertu duquel la puissance temporelle était subordonnée, en certains cas, à la puissance spirituelle, il est constant que la réalité de cet ancien droit est ouvertement reconnue ou supposée par un grand nombre d'auteurs modernes. Nous pouvons citer avec confiance, à l'appui de ce sentiment, non-seulement des auteurs ultramontains, que leurs opinions théologiques rendraient peut-être suspects sur ce point ; mais les auteurs français les plus opposés à ces opinions ; des écrivains même protestants, imbus des plus fâcheux préjugés contre l'Eglise et le saint Siège ; enfin, ce qui est encore plus étonnant, de célèbres incrédules, ennemis déclarés de toute religion.

11. — A la tête de ces témoignages, nous placerons celui de Fénelon, d'autant plus digne d'attention qu'il paraît être, parmi les auteurs modernes, un des premiers qui se soit prononcé

d'une manière aussi expresse pour la réalité du *Droit public* dont nous parlons. Nous avouerons même que le ton ferme et assuré avec lequel il s'exprime à ce sujet, est la véritable origine des recherches que nous avons entreprises, depuis quelques années, pour l'éclaircissement d'un point si important.

12. — Dans le chapitre 39^e de sa *Dissertation sur l'autorité du souverain pontife*, il examine *ex professo*, en vertu de quel droit l'autorité ecclésiastique a déposé autrefois les princes temporels : *Qua ratione laici principes ab ecclesiastica auctoritate depositi fuerint*. Voici de quelle manière il croit pouvoir résoudre cette question délicate. Il remarque d'abord que la réponse du pape Zacharie aux Français, sur la déposition de Childeric en 752, et la déposition de Louis le Débonnaire par les évêques de France en 833, ne sont pas proprement des *actes de juridiction*, exercés par l'autorité ecclésiastique sur le temporel des princes. La réponse du pape Zacharie était un *simple avis* sur un cas de conscience que les Français avaient porté librement à son tribunal¹; et les évêques de France qui

¹ Nous verrons bientôt cette explication de Fénelon adoptée par Bossuet et par nos meilleurs historiens. Voyez plus bas, n° 16, etc.

prononcèrent la déchéance de Louis le Débonnaire, ne le firent point en vertu de l'autorité ecclésiastique, mais *en qualité de premiers seigneurs du royaume*, et de concert avec les autres seigneurs qui composaient les États généraux de la nation ¹.

43. — Après ces observations importantes, Fénelon continue ainsi : « Depuis ce dernier événement ², on vit peu à peu s'imprimer profondément, dans l'esprit des peuples catholiques, cette opinion, que la puissance suprême ne pouvait être confiée qu'à un prince orthodoxe, et qu'une des conditions apposées au contrat tacitement passé entre le peuple et le prince, était que les peuples obéiraient fidèlement au prince, pourvu

¹ Voyez Fleury, *Hist. eccl.* tom. x, liv. 47, n° 40.

² « *Sensim catholicarum gentium hæc fuit sententia animis alte impressa, scilicet, supremam potestatem committi non posse nisi principi catholico, eamque esse legem sive conditionem tanto (probabilius legendum tacito) contractui appositam populos inter et principem, ut populi principi fideles parerent, modo princeps ipse catholicæ religioni obsequeretur. Qua lege posita, passim putabant omnes solutum esse vinculum sacramenti fidelitatis a tota gente præstitum, simul atque princeps, ea lege violata, catholicæ religioni contumaci animo resisteret.* » Fénelon, *Dissert. de auctoritate summi Pontificis*, cap. 39, pag. 382.

» que celui-ci fût lui-même soumis à la religion
 » catholique ¹. Cette condition étant supposée,
 » on pensait généralement que le lien du serment
 » qui attachait la nation à son prince était rompu,
 » aussitôt que celui-ci, au mépris de la condition
 » dont il s'agit, se révoltait ouvertement contre la
 » religion catholique. Il était alors d'usage ² que

¹ Fénelon suppose ici que l'autorité du prince peut être restreinte par la loi fondamentale de l'Etat, au moyen de certaines conditions mises à l'élection du souverain, et dont l'infraction l'expose à être déposé par l'assemblée générale de la nation. Cette doctrine est en effet admise par les plus célèbres et les plus sages publicistes, et par Bossuet lui-même. Voyez Bossuet, *Défense de l'Histoire des variations*, nos 5 et 13; — Pey, *De l'Autorité des deux puissances*, t. 1^{er}, page 274. Voyez aussi, dans la suite de ces *Recherches*, chap. 1^{er}, art. 2, §§ 4 et 5.

² « Tum vero moris erat ut excommunicati piorum omnium societate privarentur, et sola ope ad victum necessaria frui possent : unde nihil est mirum si gentes catholice religioni quam maxime addictæ, principis excommunicati jugum excuterent. Ea enim lege sese principi subditas fore pollicitæ erant, ut princeps ipse catholice religioni pariter subditus esset. Princeps vero qui, ob hæresim, vel ob facinorosam et impiam regni administrationem, ab Ecclesia excommunicatur, jam non censetur pius ille princeps, cui tota gens sese committere voluerat : unde solutum sacramenti vinculum arbitrabantur. Præterea canonico jure sancitum fuit, ut ii censerentur hæretici, aut saltem hæreticæ pravitatis valde

» les excommuniés fussent privés de toute société
 » avec les fidèles, et ne pussent communiquer
 » avec eux que pour les besoins indispensables de
 » la vie. Il n'est donc pas étonnant que les peu-
 » ples, alors si attachés à la religion catholique,
 » secouassent le joug d'un prince excommunié.
 » En effet, ils avaient promis de lui obéir, à con-
 » dition qu'il serait lui-même soumis à la religion
 » catholique; or le prince qui était excommunié
 » par l'Eglise pour cause d'hérésie, ou pour les

» suspecti, qui, excommunicati ab Ecclesia, intra certum
 » tempus absolutionem excommunicationis debita submis-
 » sione non consequerentur. Ita principes qui in excom-
 » municationis vinculo contumaces jam obsordescebant,
 » ut impii Ecclesiæ catholicæ contemptores, atque adeo hære-
 » tici habebantur. Hos autem, tanquam a contractu secum
 » inito deficientes, exauctorabat gens sua. Porro hoc erat
 » hujus moris temperamentum, quod ea depositio non fieret,
 » nisi consulta prius Ecclesia.... In ea autem disciplina,
 » quæ multum viguit, nulla est Ecclesiæ doctrina quæ in
 » dubium vocari possit : sed solummodo agitur de placito,
 » quod apud omnes catholicas gentes invaluit, nimirum, ut
 » secularis auctoritas non committeretur principi, nisi ea
 » certissima lege, ut ipse princeps catholicæ religioni per
 » omnia tuendæ et observandæ incumberet. Itaque Ecclesia
 » neque destituebat neque instituebat laicos principes ; sed tan-
 » tum consulentibus gentibus respondebat, quid, ratione
 » contractus et sacramenti, conscientiam attineret. Hæc non
 » juri-lica et civilis, sed directiva tantum et ordinativa potestas,
 » quam approbat Gersonius. » Fénelon, ubi supra

» crimes et les impiétés dont il s'était rendu cou-
» pable dans le gouvernement de son royaume,
» n'était plus considéré comme ce prince reli-
» gieux auquel toute la nation avait voulu se sou-
» mettre ; *on pensait donc* que le lien du serment
» qui attache les sujets à leur souverain était
» rompu en ce cas. De plus, le *Droit canonique*
» avait décidé que les excommuniés qui n'obtien-
» draient pas l'absolution en se soumettant à l'E-
» glise dans un certain espace de temps, seraient
» censés hérétiques, ou du moins très-suspects
» d'hérésie. Ainsi les princes qui croupissaient
» avec obstination sous le lien de l'excommunica-
» tion étaient regardés comme coupables d'un
» mépris sacrilège envers l'Eglise, et par consé-
» quent d'hérésie ; et le peuple, les regardant
» comme coupables de l'infraction du contrat
» qu'ils avaient passé avec lui, secouait leur au-
» torité. Toutefois *cet usage* était modifié en ce
» que la déposition du prince ne pouvait être
» effectuée qu'après avoir consulté l'Eglise.....

14. — » Cette *discipline*, qui a été longtemps en
» vigueur, ne peut donner lieu de révoquer en
» doute aucun point de la doctrine de l'Eglise ;
» car il s'agit uniquement d'une *maxime* qui avait
» alors prévalu chez toutes les nations catholiques,

» savoir, que l'autorité séculière n'était confiée au
 » prince que sous la condition expresse de proté-
 » ger et d'observer en toutes choses la religion
 » catholique. Ainsi, l'Eglise ne destituait point et
 » n'instituait point les princes temporels; mais étant
 » consultée par les peuples, elle répondait seule-
 » ment ce qui regardait la conscience, à raison du
 » contrat et du serment. Elle n'exerçait pas un
 » pouvoir civil et juridique, mais le pouvoir purement
 » directif et ordonatif approuvé par Gerson ¹..... Ce
 » pouvoir consiste uniquement en ce que le Pape,
 » en tant que prince des pasteurs, en tant que
 » principal directeur et docteur de l'Eglise, dans
 » les grandes questions de morale, est obligé d'in-
 » struire le peuple qui le consulte sur l'observa-

¹ « Hæc autem potestas, quam Gersonius *directivam et ordinativam* nuncupat, in eo tantum consistit, quod Pape, ut pote princeps pastorum, ut pote præcipuus, in majoribus moralis disciplinæ causis, Ecclesiæ director et doctor, de servando fidelitatis sacramento populum consulentem edocere teneatur. De cætero nihil est quod pontifices regibus imperare velint, nisi ex speciali titulo, aut possessione aliqua peculiari, id sibi juris in aliquem regem seu datarium Sedis apostolicæ adepti fuerint. Namque apostolis omnibus, ac proinde Petro dictum est : *Reges gentium dominantur eorum; vos autem non sic.* » Fénelon, *ubi supra*, cap. 27, pag. 334.

» tion du serment de fidélité. Du reste, *les pontifes*
 » *n'ont aucune raison de prétendre commander aux*
 » *princes, à moins qu'ils n'aient acquis ce droit par un*
 » *titre spécial, ou par une possession particulière, sur*
 » *quelque prince feudataire du saint Siège; car c'est*
 » *à tous les apôtres et par conséquent à Pierre que*
 » *Jésus-Christ a dit : Les rois des nations exercent*
 » *leur empire sur elles; pour vous, n'en usez pas*
 » *ainsi.* »

Conformément à ces principes, Fénelon enseigne, dans les *Plans de gouvernement* rédigés en 1711 pour le duc de Bourgogne, que le Pape n'a aucun *pouvoir direct sur le temporel* des princes, mais seulement un *pouvoir indirect*, qui se réduit à décider sur le serment, par voie de consultation, et qui ne suppose, en aucune manière, le *pouvoir proprement dit de déposer les souverains*¹.

15. — Ainsi, dans le sentiment de Fénelon, la

¹ Voici les propres expressions de Fénelon dans ce passage, où sa pensée est plutôt indiquée que développée : « Puissance (de Rome) sur le temporel : — *directe*, absurde et pernicieuse ; — *indirecte*, évidente, quoique faillible, quand elle est réduite à décider sur le serment par consultation ; mais déposition n'en suit nullement. » Voyez, dans l'*Histoire littéraire de Fénelon* (4^e partie, n° 60, note), quelques observations importantes pour établir l'authenticité de ce passage.

conduite des souverains pontifes qui ont autrefois déposé des princes temporels s'explique naturellement par les *maximes de Droit public alors généralement admises* parmi les peuples catholiques de l'Europe, et qui donnaient, en certains cas, à l'Eglise le pouvoir au moins indirect d'instituer et de destituer les souverains. Ce pouvoir, selon l'archevêque de Cambrai, n'était pas proprement un pouvoir de *juridiction*, hors des fiefs et des autres souverainetés temporelles que l'Eglise pouvait avoir acquises par un titre spécial; c'était seulement un *pouvoir directif*, dont l'exercice se bornait à éclairer la conscience des princes et des peuples, en leur faisant connaître à quoi ils étaient tenus à raison de leurs serments, et des *maximes de Droit public alors en vigueur*, relativement aux effets temporels de l'hérésie et de l'excommunication par rapport aux princes.

16. — Bien des lecteurs seront peut-être surpris de nous voir citer, à l'appui de cette explication, Bossuet lui-même, l'oracle de l'assemblée de 1682, et le rédacteur des quatre articles adoptés par cette célèbre assemblée, pour manifester l'opposition du clergé de France aux opinions ultramontaines. On sera bien plus surpris encore de nous voir invoquer, à l'appui de cette même ex-

plication, celui de tous les ouvrages de Bossuet où il blâme plus hautement la conduite de Grégoire VII et des autres papes du moyen âge qui ont autrefois déposé des princes temporels. Toutefois il est certain que l'évêque de Meaux, sans adopter ouvertement la doctrine de Fénelon que nous venons d'exposer, la favorise manifestement en plusieurs endroits de sa *Défense de la Déclaration*. Non-seulement il y admet sans difficulté le *pouvoir directif* de l'Eglise et du souverain pontife, dans le sens où l'explique Fénelon, et les *droits de suzeraineté* que le saint Siège a possédés autrefois sur plusieurs Etats de l'Europe; mais, quelque opposé qu'il se montre d'ailleurs aux maximes du moyen âge *sur les effets temporels de l'hérésie et de l'excommunication par rapport aux princes*, il reconnaît expressément *qu'elles étaient alors généralement admises par les hommes les plus pieux et les plus éclairés*. Nous rapporterons ici les propres paroles de Bossuet sur ces différents points.

17. — Pour ce qui regarde, en premier lieu, le *pouvoir directif* de l'Eglise et du souverain pontife, au sens où l'explique Fénelon, Bossuet le reconnaît expressément dans le second livre de la *Défense de la Déclaration*, à l'occasion de la réponse du pape Zacharie aux Français, sur la déposition

de Childeric. « Quand nous lisons, dit-il ¹, que
 » Pépin fut substitué à Childeric par l'autorité de
 » Zacharie, ce serait un excès manifeste et ridi-
 » cule de prétendre que cette substitution ne se

² « Cum audimus auctoritate Zachariæ Pipinum Chil-
 » derico fuisse substitutum, nisi intelligamus *consilio* id,
 » non *imperio* factum, omnino nimis, adeoque vani su-
 » mus..... Summa est : *deposuisse* (Zachariam), id est, de-
 » ponendum consensisse, suasisse, consuluisse, idque vo-
 » lentibus : jam *consilium a Papa, ut a viro sapiente ac patre*
 » *spirituali, exquisitum*. At si pro imperio aliquid *decrevisset*,
 » nunquam permissuros fuisse barones regni Franciæ.....
 » Neque tamen negamus *justæ decisionis* loco fuisse pro-
 » fectum a tanta Sede, ex ipsa totius gentis consultatione,
 » responsum ; sed aliud est datum ambigentibus, gravis-
 » sima etiam auctoritate, *consilium* ; aliud prolatum de
 » rebus civilibus ordinandis pro potestate *decretum*..... Non
 » id factum est ut pontifex *regnum adimeret aut daret*, sed
 » ut *declararet* adiuvandum vel dandum ab iis quibus id
 » juris competere judicasset..... Sed si vel maxime adver-
 » sariis concedimus *Francos jurejurando a Zacharia exso-*
 » *lutos*, nihil hoc ad propositum. Esto enim Franci, ... tan-
 » quam *ad cautelam*, ut aiunt, et propter ipsam jurisju-
 » randi reverentiam, a Zacharia petierint ut *declararet illud*
 » *esse irritum, eaque religione rite exsolutos Francos* ; quid
 » hoc ad questionem nostram ? an id propterea extorque-
 » bunt, ut pontifex principem pleno imperii jure gauden-
 » tem dejicere, aut populos nihil tale cogitantes jureju-
 » rando solvere possit ?..... Nihil est absurdius. » *Defens.*
Declar. part. 1, lib. 2, cap. 33, 34, 35 ; *édit. Versal.*
 tom xxxi, pag. 521, 528, 530.

» fit point par un simple *conseil*, mais par un *ordre*
» du souverain pontife..... Zacharie déposa Chil-
» deric, c'est-à-dire, consentit à sa déposition,
» l'insinua, la conseilla aux Français qui la sou-
» haitaient. *Ils avaient demandé conseil au Pape,*
» *comme à un homme sage et à leur père spirituel.* Mais
» s'il eût prétendu *faire un décret* sur cette ma-
» tière, jamais les barons du royaume de France
» ne l'eussent permis..... Toutefois nous ne nions
» pas qu'on n'ait regardé *comme une juste décision*
» la réponse du saint Siège consulté par la nation
» française. Mais autre chose est *un conseil donné*
» *par une autorité très-grave, en réponse à une con-*
» *sultation*; autre chose *un décret dressé pour sta-*
» *tuer sur des objets civils, en vertu d'un pouvoir na-*
» *turel*..... La réponse du Pape n'avait pas pour
» objet d'ôter ou de donner la *puissance royale*, mais
» de déclarer qu'elle devait être ôtée ou donnée par
» ceux auxquels le souverain pontife reconnaissait ce
» droit..... Enfin, quand nous accorderions à nos
» adversaires, que les Français *ont été déliés de*
» *leur serment* par le pape Zacharie, cela ne fait
» rien à la question (agitée entre les théologiens
» français et étrangers). Supposons en effet que les
» Français..., pour plus grande sûreté et par res-
» pect pour leur serment, aient prié le Pape de

» déclarer ce serment nul, et les Français absous de
 » ce lien ; qu'est-ce que cela fait à notre ques-
 » tion ? Nos adversaires prétendront-ils pour cela
 » que le souverain pontife puisse déposer un
 » prince jouissant de tous ses droits, ou absoudre
 » de leur serment les peuples qui ne songent
 » même pas à s'en dégager ? Rien ne serait plus
 » absurde que cette prétention. » On peut voir,
 dans l'ouvrage même de Bossuet, le développe-
 ment de ce passage, qui, sans employer les mots de
pouvoir directif, autorise au fond ce pouvoir de la
 manière la plus formelle ¹.

¹ A l'appui des réflexions de Bossuet sur la déposition de Childeric, on peut consulter l'*Abrégé de l'histoire de France*, rédigé par le Dauphin sous la direction de Bossuet; année 745 ; — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. ix, liv. 43, n° 1 ; — *Hist. de l'Église gallicane*, tom. II, année 752 ; — Daniel, *Hist. de France*, tom. I, année 750. — L'authenticité de la décision du pape Zacharie, dont il est ici question, a été fortement contestée, à la fin du dix-septième siècle, par les Pères Lecoingt et Noël Alexandre. Cette décision, selon eux, ne se trouve que dans des chroniques sans autorité, et dont les plus anciennes ont été supposées ou altérées par des faussaires dévoués à la dynastie Carlovingienne. (Lecoingt, *Annales ecclesiastici Francorum*, tom. v, anno 752 ; — Noël Alexandre, *Hist. eccles. Dissertatio 2, in sæculum octavum*.) Mais l'opinion de ces auteurs a trouvé peu de partisans : elle a été solidement réfutée par le P. Pagi, Mabillon et plusieurs autres. Voyez Pagi,

Ce passage, au reste, n'est pas le seul où Bossuet se montre favorable au pouvoir dont il s'agit. On peut citer encore, à l'appui de ce pouvoir, les réflexions de l'évêque de Meaux sur la requête présentée par Charles le Chauve au concile de Savonnières en 859, et dans laquelle ce prince reconnaît expressément qu'il peut être déposé du trône *par le jugement des évêques*¹. Voici les réflexions de Bossuet sur cette partie de la requête de Charles le Chauve : « Nous n'examinons point » en ce moment si les rois peuvent descendre du » trône *par l'autorité des évêques considérés comme* » *interprètes de la volonté divine*, ce qui toutefois ne » paraît guère convenable; mais nous examinons » si les évêques ont le droit de détrôner les rois » par voie de jugement². »

Critica in Annales Baronii, ad annos 751 et 752; — Mabilion, *Annales Bened.* tom. II, lib. 22, n^{os} 43 et 55; — *Recueil de pièces d'histoire et de littérature* (par l'abbé Granet et le P. Desmolets), tom. 1^{re}; — Mamachi, *Origines et Antiquitates Christianæ*, tom. IV, pag. 224, etc.

¹ Labbe, *Conciliorum* tom. VIII, pag. 672. — Apud *Baronii Annales*, tome X, anno 859.

² « Non enim quærimus utrum reges, arbitrio episcoporum, tanquam divini numinis interpretum, abdicare possint, » quod tamen vix aut ne vix quidem expedit; sed utrum » episcopi, judicio dato, reges solio deturbare possint. » Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 2, cap. 43, 3^e alinéa. Voyez

18. — Bossuet se prononce bien plus ouvertement en faveur des *droits de suzeraineté* que le saint Siège a possédés autrefois sur plusieurs Etats de l'Europe. « Nous savons assez, dit-il ¹, » que les souverains pontifes et tout l'ordre ecclésiastique tiennent de la concession des princes, et d'une longue possession, des biens, des droits et des souverainetés aussi légitimement acquis que les propriétés les plus inviolables parmi les hommes... Bien plus, si l'on sou-

aussi le livre 1^{er} du même ouvrage, section 2, chap. 35, dernier alinéa.

¹ « Nos enim satis scimus Romanis pontificibus et sacerdotum tali ordini, regum concessione, ac legitima possessione, bona quæ sita, jura, imperia ita haberi ac possideri, uti quæ inter homines optimo jure habentur ac possidentur..... Ac si contendat Romanis pontificibus, quale in utraque Sicilia aut in Sardinia, aliisque forte regnis, tale sibi, aut majus etiam, aut aliquatenus simile, usu, consuetudine, possessione legitima, in Imperio Romano-Germanico ordinando, quæsitum esse jus; illud Germani et quorum interest omnes, et juris civilis interpretes quærant, et decidant utcumque libuerit: nihil hæc ad nos pertinent, neque ullam, ea de re, quæstionem movet clerus Gallicanus; id enim tantum declarat, reges et principes in temporalibus nulli ecclesiasticæ potestati, Dei ordinatione, subjici, neque auctoritate clavium Ecclesiæ directe vel indirecte deponi, aut illorum subditos a fide atque obedientia, ac præstito fidelitatis sacramento solvi posse. » *Def. Decl. lib. 1, sect. 1, cap. 16, pag. 272, 273.*

» tient que *les souverains pontifes ont acquis sur*
 » *l'Empire Romain-Germanique, par l'usage, la cou-*
 » *tume, ou une possession légitime, un droit égal, ou*
 » *même supérieur, ou semblable en quelque manière*
 » *à celui qu'ils avaient acquis sur les Deux-Siciles,*
 » *la Sardaigne, et peut-être encore d'autres royaumes;*
 » nous laissons l'examen et la décision de ce point
 » aux Allemands et à tous ceux qu'il intéresse, et
 » aux interprètes du Droit civil. Quant à nous,
 » cette question nous est tout à fait étrangère, et
 » le clergé de France ne la touche aucunement :
 » car il se borne à déclarer *que les rois et les princes*
 » *ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique*
 » *dans l'ordre temporel, par l'ordre de Dieu ; qu'ils ne*
 » *peuvent être déposés ni directement ni indirectement*
 » *en vertu du pouvoir des clefs de l'Eglise ; enfin, que*
 » *leurs sujets ne peuvent être déliés, en vertu de ce*
 » *pouvoir, de la foi, de l'obéissance, et du serment*
 » *de fidélité qui les attachent à leur prince.* »

Dans la suite du même ouvrage, Bossuet reconnaît de la manière la plus formelle les anciens droits du saint Siége sur l'Empire et sur plusieurs autres États. Voici comment il s'exprime, sur ce sujet, à l'occasion des démêlés de Philippe le Bel avec Boniface VIII¹ : « Tandis que l'Allemagne,

¹ « *Huc accedit quod, cum Germani, Angli, alii que*

» l'Angleterre et d'autres pays s'étaient *soumis au*
 » *Pape pour le temporel*, les Français croyaient que
 » la dignité et la liberté du royaume de France
 » avaient été maintenues par nos rois au-dessus
 » de celles des autres royaumes : également chré-
 » tiens et puissants, les rois de France étaient plus
 » soumis que personne au souverain pontife dans
 » les choses spirituelles ; mais à l'égard du tem-
 » porel, ils ne s'étaient aucunement soumis à son
 » autorité. »

19. — Quant aux *maximes du moyen âge sur les effets temporels de l'hérésie et de l'excommunication*, il est vrai que Bossuet rejette absolument l'opinion qui représente ces maximes comme fondées sur le *droit divin* ; mais il s'en faut beaucoup qu'il rejette de même l'opinion qui les regarde comme fondées sur le *Droit public* alors en vi-

» *in temporalibus colla subdidissent, Franci existimabant*
 » *super alia regna hujusce regni dignitatem ac libertatem,*
 » *a regibus ac majoribus suis, fuisse defensam : quippe*
 » *qui, christianissimi pariterque fortissimi, in spiritualibus*
 » *quidem Romano pontifici maxime omnium paruerant,*
 » *in temporalibus vero minime omnium huic potestati se*
 » *obnoxios fecerant.* » (*Def. Declar.* part. 1, lib. 3, cap. 24, pag. 682.) Voyez, dans le même ouvrage, le neuvième chapitre du livre 4. Nous verrons ailleurs les raisons qui ont fait dire à Bossuet que la France avait conservé son indépendance. (Voyez plus bas, art. 2, § 6, n° 87.)

gueur. Il reconnaît même expressément que, dans ces anciens temps, l'Eglise a souvent agi d'après ces maximes, *du consentement et par la concession des princes eux-mêmes*. C'est ainsi qu'il explique en particulier la peine de déposition, et les autres peines temporelles décernées contre les princes hérétiques, dans le troisième et le quatrième concile de Latran : « Toutes ces dépositions, dit-il, ne se faisaient point en vertu du pouvoir des clefs, mais par la concession des princes, sans laquelle de pareils décrets eussent été nuls ¹... Si donc plusieurs princes reconnaissaient alors qu'ils pouvaient être déposés par l'Eglise (pour les crimes d'hérésie et d'apostasie), ce n'est pas

¹ « Ergo hæc demonstravimus..... quæ a sacris conciliis œcumenicis, circa temporalia, decreta sint, nunquam auctoritate clavium facta esse; nunquam adscriptum ea auctoritate fieri; imo explicatum fieri, mutuata a regibus potestate; neque unquam ea decreta, nisi consensu principum, valuisse. » (*Def. Declar.* lib. 4, cap. 17, n° 13, tom. xxxii, pag. 71.) C'est principalement dans ce quatrième livre, que Bossuet discute et explique les décrets dont nous parlons ici. On peut consulter aussi là-dessus l'ouvrage intitulé : *Essai historique et critique sur la suprématie temporelle du Pape et l'Eglise*, par M. l'abbé Affre, vicaire général du diocèse d'Amiens; Paris, 1829, in-8°. L'auteur adopte pleinement cette explication de Bossuet, et la confirme par de nouvelles observations. Voyez en particulier les chapitres 16, 17, 18, etc.

» qu'ils reconnussent dans les évêques aucun
 » pouvoir de régler les choses temporelles ; mais
 » ces princes poussaient la haine de l'hérésie jus-
 » qu'à se soumettre volontiers aux peines les plus
 » rigoureuses, s'ils étaient assez malheureux pour
 » s'en laisser infecter ¹. »

Ailleurs, Bossuet reconnaît expressément, avec le plus grand nombre des historiens ², que, dès le temps de Grégoire VII, *la persuasion générale des hommes les plus pieux et les plus éclairés* attachait à l'excommunication la perte de toute dignité même temporelle. « Ce raisonnement (tiré
 » de l'obligation de fuir les excommuniés), dit
 » Bossuet, avait tellement frappé *les hommes les plus pieux et les plus éclairés*, au temps de Grégoire VII, qu'ils renoncèrent à l'obéissance de
 » l'empereur Henri IV excommunié par ce pon-

¹ « Quod ergo quidam forte principes se, propter eas
 » causas (hæresis atque apostasiæ), deponi posse concesserint, id non oritur ex ulla potestate quam in pontificibus
 » agnoscant ad ordinanda temporalia ; sed quod hæresim
 » detestati, omnia in se uliro permittant, si ea se peste infici sinant. » *Def. Declar.* lib. 4, cap. 18, pag. 73.

² Nous citerons un peu plus bas, à l'appui de cette assertion, les témoignages de Fleury et de plusieurs autres historiens non moins opposés que lui aux maximes du moyen âge sur ce point.

» tife... *Ou avait coutume* alors d'insister fortement
 » sur la loi qui défend le commerce avec les ex-
 » communiés;... et c'était la principale raison
 » apportée par ceux qui renonçaient à l'obéis-
 » sance de l'Empereur ¹. » Il est vrai que Bossuet,
 dans les endroits que nous venons de citer, re-
 garde comme une *erreur manifeste* la persuasion
 où l'on était alors sur l'obligation de fuir les ex-
 communiés; mais ce reproche tombe uniquement
 sur l'extension excessive que quelques-uns paraissaient vouloir donner à cette obligation, en l'étendant aux actes même les plus indispensables de la vie, tels que le boire et le manger. Bossuet est si éloigné de regarder comme une *erreur manifeste* la persuasion où l'on était sur l'obligation de fuir les excommuniés, en ce qui regarde l'exercice de leurs droits et de leurs emplois civils, qu'il suppose clairement la légitimité de cet usage, en tant qu'il était fondé *sur la loi civile et sur le consente-*

¹ « Hoc illud argumentum est, quo uno, Gregorii VII
 » temporibus, viros bonos doctosque permotos fuisse vide-
 » bimus, ut ab Henrici IV regis excommunicati obedi-
 » tia recederent.....Solebant autem, his temporibus, vehe-
 » mentissime urgere, quod excommunicatos vitare debeat-
 » mus;..... eaque se ratione maxime tuebatur, qui Regem
 » respuebant. » Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 24,
 pag. 348; lib. 3, cap. 4, pag. 587, et alibi passim.

ment des princes. » Suivant les témoignages de
 » l'Évangile et des apôtres, dit-il, un excommunié
 » est banni de la société humaine, en tant que
 » cette société concerne les bonnes mœurs ; mais
 » il conserve tous les droits que lui donne la loi
 » civile, à moins que la loi elle-même ne l'ait réglé
 » autrement. Si dans la suite les excommuniés ont
 » été regardés comme infâmes, intestables, et in-
 » habiles à certaines fonctions de la vie civile, jus-
 » qu'à ce qu'ils fussent rentrés dans le devoir,
 » cela est venu de ce que *les princes ont conformé*
 » *leurs lois*, autant qu'il leur a été possible, à la
 » *règle des bonnes mœurs et à la discipline évangé-*
 » *lique*, et non de ce que l'excommunication prive
 » *par elle-même* de quelque droit ou de quelque
 » bien temporel ¹. »

¹ « Ergo excommunicatus, evangelica atque apostolica
 » auctoritate, humanæ societatis exsors est, quatenus hu-
 » mana societas ad bonos mores spectat ; manentque inte-
 » gra quæ civili lege continentur, nisi aliter lex ipsa caverit.
 » Quod autem postea, inter christianos, excommunicati,
 » nisi resipiscant, sint infames, intestabiles, ad quædam
 » vitæ civilis officia inhabiles ; id ex eo ortum est, quod
 » christiani principes, quoad fieri potest, *leges suas ad bonos*
 » *mores atque evangelicam disciplinam aptent*, non quod ex-
 » communicatio *per se* ullo temporali jure bonoque pri-
 » vet. » Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 22,
 pag. 345.

20. — Il résulte clairement, de ces témoignages, que le sentiment de Bossuet sur le *Droit public du moyen âge*, relativement à la déposition des princes temporels, ne diffère pas au fond de celui de Fénelon. Il ne s'agit pas ici d'examiner comment Bossuet a pu concilier avec des sentiments si modérés la sévérité avec laquelle il blâme, dans le cours du même ouvrage, la conduite des souverains pontifes qui ont autrefois déposé des princes temporels¹. Il suffit à notre but d'avoir montré combien l'évêque de Meaux, malgré son opposition manifeste aux maximes ultramontaines, se montre favorable aux explications les plus propres à justifier, pour le fond, la conduite de ces pontifes. Nous remarquerons seulement que la sévérité avec laquelle il s'exprime, sur ce sujet, en plusieurs endroits du même ouvrage, tient vraisemblablement aux circonstances fâcheuses dans lesquelles cet ouvrage fut composé, et qui durent naturellement communiquer à son style, du moins dans le premier travail de la rédaction, une certaine empreinte d'amertume et de vivacité. Bossuet lui-même paraît l'avoir senti; on

¹ Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 1, sect. 1, cap. 7; lib. 3. cap. 9, 10, et alibi passim.

sait en effet que, pendant les dernières années de sa vie, il s'appliqua avec ardeur, et à diverses reprises, à revoir cet ouvrage, dans le dessein d'en adoucir la forme, et d'en faire disparaître tout ce qui pouvait blesser les égards et les ménagements dus au saint Siège. Il est également certain que, malgré les corrections et les adoucissements qu'il avait eu devoir faire à son premier travail, il ne jugea pas à propos de le publier, et il désirait même qu'il ne le fût jamais, dans la crainte que cette publication ne réveillât de fâcheuses querelles avec la cour de Rome, et ne lui attirât à lui-même les anathèmes du saint Siège ¹.

21. — L'abbé Fleury, étroitement lié avec Bossuet, n'est pas moins connu que lui pour son opposition aux doctrines ultramontaines, et pour la sévérité avec laquelle il blâme, dans plusieurs de ses ouvrages, la conduite des conciles et des souverains pontifes qui ont autrefois déposé des princes temporels. Toutefois, dans les endroits mêmes où il s'exprime, sur ce sujet, avec plus de rigueur, il reconnaît expressément que les *maximes* sur lesquelles se fondaient les papes et les

¹ *Hist. de Bossuet*, tom. II, lib. 6; *Pièces justific.* n° 1^{re}, pages 393, 394, 418, 419, etc.

conciles qui exerçaient de si grands actes d'autorité, étaient alors généralement reconnues par les souverains eux-mêmes. « Depuis que les évêques, » dit-il, se virent seigneurs, et admis en part du » gouvernement des Etats, ils crurent avoir comme » évêques, *ce qu'ils n'avaient que comme seigneurs* ; » ils prétendirent juger les rois, non-seulement » dans le tribunal de la pénitence, mais dans les » conciles; et *les rois*, peu instruits de leurs droits, » *n'en disconvenaient pas* ²..... Cette opinion, que » les évêques pouvaient déposer les rois, fit un tel » progrès (pendant le huitième et le neuvième siècle), *que les rois eux-mêmes en convenaient*, comme » il paraît par la requête de Charles le Chauve, présentée au concile de Savonnières en 859, contre » Venilon, archevêque de Sens ¹. » On voit que, de l'aveu de Fleury, les évêques avaient alors, *si non comme évêques, du moins comme seigneurs, le pouvoir de déposer les rois*, et que ceux-ci *n'en disconvenaient pas*. Il est vrai que Fleury suppose qu'en cela les souverains étaient *peu instruits de leurs droits*; mais il semble étonnant que Fleury attribue ainsi à tous les souverains, pendant plusieurs siècles, une si grande ignorance de leurs droits, et

¹ Fleury, *Hist. eccl.* tom. XIII, 3^e Discours, n° 10.

² *Ibid.* tome XIX, 7^e Discours, n° 5.

qu'il prétende mieux connaître qu'eux le *Droit public* de leur temps.

Le même auteur convient qu'au temps de Grégoire VII, les *maximes* qui attachaient à l'excommunication la perte des droits civils étaient universellement reconnues; tellement que les *défenseurs du roi Henri se retranchaient à dire qu'un souverain ne pouvait être excommunié*; assertion tout à fait insoutenable, comme Fleury le reconnaît au même endroit. « Plus de deux cents ans avant Grégoire VII, dit-il, les papes avaient commencé à régler par autorité les droits des couronnes ¹. » Grégoire VII suivit ces nouvelles maximes, et les poussa encore plus loin ², prétendant ouvertement que, comme pape, il était en droit de

¹ Fleury fait principalement allusion ici à ce qu'il a dit précédemment (n° 10 du même *Discours*) de la conduite du pape Adrien II envers Charles le Chauve, qui s'était emparé du royaume de Lothaire, au détriment de l'empereur Louis II, fils de Lothaire. Nous indiquerons ailleurs les raisons qui expliquent la conduite du Pape en cette occasion. Voyez plus bas, chap. 2, art. 1, § 1, n° 131 et 132.

² La suite de cet ouvrage montrera clairement que Grégoire VII ne poussa pas plus loin que ses prédécesseurs les *maximes* dont il s'agit; il se contenta d'en faire une application plus rigoureuse, parce qu'il y fut obligé à raison des circonstances.

» déposer les souverains rebelles à l'Eglise. Il
 » fonda cette prétention principalement sur l'ex-
 » communication. On doit éviter les excommuniés,
 » n'avoir aucun commerce avec eux, ne pas leur
 » parler, ne pas même leur dire *bonjour*, suivant
 » l'apôtre saint Jean. Donc un prince excommu-
 » nié doit être abandonné de tout le monde : il
 » n'est plus permis de lui obéir, de recevoir ses
 » ordres, de l'approcher ; il est exclu de toute
 » société avec les chrétiens... Il faut avouer qu'on
 » était alors tellement prévenu de ces maximes, que
 » les défenseurs du roi Henri se retranchaient à dire
 » qu'un souverain ne pouvait être excommunié ; mais
 » il était facile à Grégoire VII de montrer que la
 » puissance de lier et de délier a été donnée aux
 » apôtres généralement, sans exception de per-
 » sonnes, et comprend les princes comme les
 » autres ¹. »

22. — Le docteur Lingard adopte au fond la même opinion, dans son *Histoire d'Angleterre*, où il croit pouvoir expliquer la conduite des papes du moyen âge à l'égard des souverains, par les principes de *Droit public* dont nous venons de parler, et qui étaient, selon lui, le résultat de la

¹ Fleury, *Hist. ecclési.* tome xiii, 3^e Discours, n° 18.

combinaison des idées religieuses avec la jurisprudence féodale. « Le lecteur, dit-il, a vu qu'Innocent III appuyait ses prétentions temporelles sur le droit qu'il avait de prononcer quand il s'agissait du péché, et de l'obligation qui résulte du serment ¹. Cette doctrine, quelque contraire qu'elle pût être à l'indépendance des souverains, fut souvent admise par les souverains eux-mêmes. Ainsi quand Richard I^{er} fut réduit en captivité par l'empereur (d'Allemagne, Henri VI, en 1192), sa mère Eléonore sollicita, à plusieurs reprises, le pontife de procurer la liberté de son fils, en faisant usage de l'autorité qu'il possédait sur tous les princes temporels ². C'est ainsi que Jean-sans-Terre lui-même invoqua la même autorité pour recouvrer la Normandie envahie par le roi de France (Philippe-Auguste). Il est vrai que, dans les commencements, les papes se contentaient de faire usage des censures spirituelles ; mais à une époque où toutes les notions de justice étaient formées sur le modèle de la jurispru-

¹ Nous citerons plus bas une *Décretale d'Innocent III*, à laquelle ce texte de Lingard fait allusion. Voyez plus bas, chap. 2, art. 3, n° 173.

² Nous donnerons ailleurs quelques détails sur ce fait important. Voyez plus bas, art. 2, § 1, n° 52.

« dence féodale, il fut bientôt reçu que les princes,
 » par leur désobéissance, devenaient traitres à Dieu ;
 » que comme traitres ils encouraient la privation des
 » royaumes et des fiefs qu'ils tenaient de Dieu ; et
 » qu'il appartenait au pontife, vicaire de Jésus-Christ
 » sur la terre, de prononcer contre eux une sentence
 » de déposition. Par ce moyen, le serviteur des servi-
 » teurs de Dieu devint le souverain des souverains,
 » et s'arrogea le droit de les juger à son tribunal,
 » et de transférer leurs couronnes quand il le
 » jugea convenable ¹. » La suite de ces *Recher-*
ches nous donnera lieu de montrer combien est
 peu fondé le reproche que l'auteur fait ici aux
 papes du moyen âge, de s'être arrogé le droit de
 juger les souverains. Nous remarquerons seulement
 ici, en passant, combien ce reproche est difficile à
 concilier avec le fait dont l'auteur lui-même con-
 vient en cet endroit, savoir : que les prétentions
 des papes, à cet égard, étaient alors généralement
 regardées comme un droit légitime et incontes-
 table. Il est évident qu'on ne s'arroge pas un droit,
 lorsqu'en se l'attribuant, on ne fait que suivre des
 principes généralement admis.

23. — Le dernier historien des Croisades, l'un

¹ Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. III, année 1213, p. 40,
 note.

des écrivains de nos jours qui ont étudié avec plus de soin l'histoire du moyen âge, regarde comme un fait incontestable, que les maximes sur lesquelles Grégoire VII et ses successeurs se fondaient étaient généralement reconnues longtemps avant ce pontife, non-seulement par les simples particuliers, mais par les souverains eux-mêmes, quelque intérêt qu'ils pussent avoir à les contester. « Il faut avouer, dit-il, que les prétentions » des papes, à cet égard, furent favorisées par les » opinions contemporaines. On se plaignait quelquefois d'être jugé injustement au tribunal des » chefs de l'Église; *mais on ne leur contestait guère » le droit de juger les puissances de la chrétienté; » et les peuples recevaient presque toujours leurs » jugements sans murmure*¹..... Tout le monde » sait que l'autorité des successeurs de saint » Pierre avait déjà fait d'immenses progrès avant » les Croisades; la tête des plus puissants monarques s'était déjà courbée devant les foudres » du Vatican; et déjà *la chrétienté semblait avoir » adopté cette maxime de Grégoire VII, que le Pape,*

¹ Michaud, *Hist. des Croisades*, tom. iv, page 163. Il est à remarquer que les jugements dont il s'agit ne furent presque jamais contestés que par les parties intéressées.

» en qualité de vicaire de Jésus-Christ, devait être
 » supérieur à toute puissance humaine¹. »

24. — Quelque remarquables que soient ces témoignages, ils n'expriment que l'opinion particulière de leurs auteurs. En voici un qui exprime le sentiment généralement admis par les docteurs de Louvain, vers la fin du dernier siècle; c'est celui de M. Van-Gils, membre de l'ancienne Faculté de théologie de cette ville, mort en 1834 au séminaire de Bois-le-Duc, dont il était supérieur. Dans sa *Lettre sur les sentiments de l'ancienne Faculté de théologie de Louvain, par rapport à la Déclaration Gallicane de 1682*², M. Van-Gils atteste que le sentiment de Fénelon sur le *Droit public du moyen âge*, relativement à la déposition des princes temporels, était généralement adopté par les docteurs de la Faculté de Louvain, à l'époque de sa destruction en 1788. « Je déclare, dit-il, que de mon

¹ *Hist. des Crois.* t. vi, p. 225.

² Cette lettre, adressée en 1826 par M. Van-Gils, alors président du séminaire de Bois-le-Duc, à un ecclésiastique de Paris, a été imprimée à Louvain en 1835 (14 p. in-8°), d'après une copie communiquée à l'éditeur par M. Van-Gils lui-même; celui-ci était mort l'année précédente au séminaire de Bois-le-Duc. On trouve une courte notice sur cet estimable ecclésiastique, dans l'*Ami de la Religion*, t. lxxx, p. 489.

» temps (et j'ai passé une bonne partie de ma vie à
» Louvain) je n'ai jamais entendu traiter, dans les
» actes publics, soit des leçons, soit des disputes
» en théologie, l'objet de la première proposition
» de la *Déclaration* de 1682. On ne le regardait pas
» comme un objet de la science proprement théo-
» logique, mais plutôt comme faisant partie du
» *Droit public*; et en conversation, quand on en
» parlait en particulier, on soutenait ordinaire-
» ment l'opinion de Fénelon, connue seulement
» ici depuis l'édition complète de ses *Œuvres* ¹.
» Cette opinion dit que, depuis la conversion uni-
» verselle de toute l'Europe dans l'union catholi-
» que..., les constitutions ou les lois constitutives
» de tous ces peuples, si profondément attachés
» à la religion catholique, étaient, pour ainsi dire,
» enracinées dans la foi catholique et dans ses
» lois, comme le seul fondement de la fidélité du
» souverain et des sujets; que, constitutionnelle-
» ment, le souverain ou le pouvoir législatif, et
» les lois mêmes, devaient être catholiques; en
» sorte que le législateur, en cessant d'être ca-
» tholique et membre reconnu de l'Église catho-

¹ L'auteur parle ici de la *Dissertation sur l'autorité du souverain pontife*, publiée pour la première fois en 1820, dans le tom. II des *Œuvres de Fénelon*.

» lique, cessait d'être souverain légitime, et les
 » lois contraires aux lois catholiques cessaient
 » d'être lois. Et à qui le droit de déclarer la ca-
 » tholicité de tel souverain et de telles lois, sinon
 » au chef suprême de l'Église? Même il en paraît
 » suivre que tout citoyen ou sujet, en cessant
 » d'être catholique, cessait d'être citoyen, et se
 » constituait *félon* ou rebelle à la loi fondamentale,
 » et se soumettait aux peines de félonie¹. . . Il
 » est vrai peut-être que ces lois ne se trouvaient
 » pas écrites dans les *Codes nationaux* (qui n'exis-
 » taient pas même en bien des pays)²; mais
 » elles n'en étaient pas moins gravées, comme
 » beaucoup d'autres, dans tous les cœurs, tant des
 » souverains eux-mêmes que de leurs sujets³. »

¹ Cette conjecture de l'auteur est très-conforme à la vérité. Il est certain que, d'après la jurisprudence de tous les États catholiques au moyen âge, les hérétiques notoires étaient privés des *droits civils*. On verra bientôt que cette jurisprudence était alors commune à tous les États catholiques de l'Europe, et qu'elle avait même sa source dans le *Droit Romain*. Voyez les paragraphes 2 et 7 de l'article suivant.

² On verra plus bas (art. 2, § 4, 5 et 7) que ces lois se trouvaient écrites dans les *Codes nationaux* de l'Espagne, de l'Angleterre et de l'Empire Germanique.

³ *Lettre de M. Van-Gils*, p. 6 et 7. Le sentiment que l'auteur attribue ici aux docteurs de Louvain semble, au pre-

25. — Il serait aisé de multiplier les témoi-

mier abord, bien différent de celui qu'on trouve exprimé dans une *Réponse de la Faculté de théologie* de cette ville aux demandes que M. Pitt lui avait adressées, en 1788, sur l'indépendance de la couronne d'Angleterre à l'égard du saint Siège. (On peut voir cette *Réponse* parmi les *pièces justificatives* de la *Lettre de monseigneur l'évêque de Chartres à un de ses diocésains*, etc. Paris, 1826, in-8°, p. 71; et dans les *Mémoires sur les catholiques anglais*, par Butler; Londres 1716, in-fol.) Mais on doit remarquer d'abord, que cette *Réponse* n'est pas de l'ancienne et véritable Faculté de Louvain; elle est de quelques professeurs du *séminaire général*, qui fut alors établi dans cette ville par Joseph II, et qui s'attribua, contre toute espèce de droit, le titre et les prérogatives de cette ancienne Faculté. En effet, cette *Réponse* est datée du 18 novembre 1788: or il est certain qu'à cette époque la véritable Faculté de Louvain ne pouvait répondre aux questions de M. Pitt, la plupart de ses membres ayant été bannis ou dispersés l'année précédente, en punition de leur attachement à la doctrine catholique et de leur opposition aux nouveautés de Joseph II. (Voyez la *Lettre de M. Van-Gils*, p. 5; — *Mémoires pour servir à l'Hist. ecclés. du dix-huitième siècle*, tom. III, p. 125, 161, etc.; — *Synopsis monumentorum Ecclesie Mechlin.* t. III, p. 1099.) D'ailleurs la *Réponse* adressée à M. Pitt est signée *De Mazzière, doyen*; or, il est certain que cet ecclésiastique n'était pas doyen de l'ancienne et véritable Faculté de Louvain, mais un des membres de la nouvelle Faculté établie par Joseph II, et dont l'enseignement fut signalé, en 1788, comme dangereux et inexact, par le cardinal de Frankenberg, archevêque de Malines. Au reste, si l'on examine attentivement la *Réponse* dont nous parlons, on verra qu'elle se

gnages des auteurs catholiques sur ce sujet ¹; mais ce que nous devons surtout remarquer, c'est que l'opinion de ces auteurs est également adoptée par plusieurs écrivains protestants, qui ne font pas difficulté de s'en servir pour expliquer le pouvoir extraordinaire que les papes se sont attribué, pendant le moyen âge, sur le temporel des princes.

26. — Tel est en particulier le sentiment du célèbre Leibnitz, qui, par ses connaissances étendues en histoire et en jurisprudence, était plus en état que personne d'approfondir l'importante question qui nous occupe. Ce grand homme, tout

considère point la question de l'indépendance de la couronne d'Angleterre d'après le *Droit public du moyen âge*, mais d'après le *Droit divin* et d'après le *Droit public du dix-huitième siècle*.

¹ L'examen de notre troisième question (chap. 3, § 3), nous donnera lieu de citer plusieurs de ces auteurs. On peut voir aussi de Châteaubriand, *Etudes historiques*, préface, p. cxvij; — Feller, *Dict. historique*, art. Grégoire VII et IX, Martin IV, Frédéric I^{er} et II, etc. — Catéchisme philos. n^o 510, avant-dernière note. — Möller, *Manuel d'hist. du moyen âge*, chap. 8, § 2, p. 418. Voyez le compte rendu de ce dernier ouvrage dans *l'Ami de la Religion*, t. xcvi, p. 289. Remarquez en particulier la pag. 292, où le rédacteur indique plusieurs correctifs nécessaires au passage que nous venons de citer. — De Montalembert, *Hist. de sainte Elisabeth*, introduction, p. 21, 26, etc.

protestant qu'il était, reconnaît expressément, dans plusieurs de ses ouvrages, la réalité et même les avantages de l'ancien *Droit public de l'Europe*, qui donnait au souverain pontife une si grande autorité sur les princes, dans l'ordre temporel; et sans approuver indistinctement toutes les prétentions des papes en ce genre, il reconnaît du moins que leur autorité avait alors une très-grande étendue, *d'après l'usage et les maximes reconnues des souverains eux-mêmes*. « Il faut convenir, dit-il ¹, » que la vigilance des papes pour l'observation des » canons, et pour le maintien de la discipline ecclésiastique, a produit de temps en temps de » très-bons effets, et qu'en agissant à temps et à » contre-temps auprès des rois, soit par la voie » des remontrances que l'autorité de leur charge » les mettait en droit de faire, soit par la crainte » des censures ecclésiastiques, ils arrêtaient beau- » coup de désordres. *Rien n'était plus commun* que » de voir les rois, dans leurs traités, se soumettre » à la censure et à la correction des papes, comme » dans le traité de Bretigny en 1360, et dans le » traité d'Étaples en 1492. »

¹ Leibnitz, *Dissert. I, de actorum publicorum usu; Oper.* t. iv, p. 299. Cette dissertation est la préface du *Codex diplomaticus juris gentium*, publié pour la première fois à Hanovre, 1693, in-fol.

Mais c'est principalement dans son traité *De Jure suprematus* que Leibnitz expose ses principes sur cette matière. « Il est constant, dit-il, que » plusieurs princes sont *feudataires* ou *vassaux* de » l'Empire Romain, ou du moins de l'Eglise Romaine; » qu'une partie des rois et des ducs ont été créés » par l'Empereur ou par le Pape; et que les » autres ne sont pas sacrés rois, sans faire en » même temps hommage à Jésus-Christ, à l'Eglise » duquel ils promettent fidélité, lorsqu'ils reçoivent l'onction par la main de l'évêque; et c'est » ainsi que se vérifie cette formule : *Christus regnat, vincit, imperat* ¹, puisque toutes les histoires témoignent que la plupart des peuples de l'Occident se sont soumis à l'Eglise avec autant d'empressement que de piété. Je n'examine point si toutes ces choses sont de *droit divin*. Ce qu'il y a de constant, c'est qu'elles ont été faites avec un consentement unanime, qu'elles ont très-bien pu se faire, et qu'elles ne sont point opposées au bien de la chrétienté; car souvent le salut des

¹ Ces paroles, qui étaient souvent le cri de guerre des soldats chrétiens pendant les Croisades, forment la légende du revers de toutes les monnaies d'or frappées en France depuis Louis VI ou Louis VII jusqu'à Louis XVI. Voyez Michaud, *Hist. des Croisades*, t. II, p. 38; — Paucton, *Métrologie*, ch. 13, p. 685.

» âmes et le bien public sont l'objet du même
 » soin...¹. Il est arrivé, dit-il un peu plus bas, par
 » la connexion étroite qu'ont entre elles les choses
 » sacrées et les profanes, qu'on a cru que le Pape
 » avait reçu quelque autorité sur les rois eux-mêmes.»
 C'est ce que Leibnitz explique en cet endroit, en
 faisant une longue énumération des souverains
 qui, selon lui, ont été autrefois *feudataires de*
l'Eglise Romaine. « Je ne cherche point actuelle-
 » ment, ajoute-t-il, par quel droit ces choses se
 » sont faites, mais quelle a été, dans les siècles
 » précédents, l'opinion des hommes². » Il va encore
 plus loin dans une lettre à M. Grimaret, où il re-
 grette cet ancien *Droit public*, dont le rétablisse-
 ment, selon lui, nous ramènerait le siècle d'or.
 « Je serais d'avis, dit-il, d'établir à Rome même
 » un tribunal (pour juger les différends entre les
 » princes), et d'en faire le Pape président; comme

¹ *Tract. de Jure suprematus*, part. 3; *Oper. t. iv*, p. 330.

² *De Jure suprematus; ubi supra*. p. 401. Leibnitz adopte les mêmes principes dans l'ouvrage intitulé : *Systema theologicum*, où il s'exprime ainsi : « Etsi christiani principes » non minus Ecclesiæ obedientiam debeant quam minus » quisque fidelium, tamen, nisi ipso jure regni aliter provi- » sum actumque esse con- tet, ecclesiastica potestas eo ex- » tendenda non est, ut subditos in veros dominos armet » *Systema theolog.* p. 306.

» en effet il faisait autrefois figure de juge entre
 » les princes chrétiens. Mais il faudrait en même
 » temps que les ecclésiastiques reprissent leur
 » ancienne autorité, et qu'un interdit et une
 » excommunication fissent trembler des rois et
 » des royaumes, comme du temps de Nicolas I^{er} ou
 » de Grégoire VII. Voilà des projets qui réussiraient
 » aussi aisément que celui de M. l'abbé de Saint-
 » Pierre ¹. Mais puisqu'il est permis de faire des
 » romans, pourquoi trouverons-nous mauvaise la
 » fiction qui nous ramènerait le siècle d'or ² ? »

27. — Un auteur protestant, plus récent que Leibnitz, et qui blâme d'ailleurs ouvertement la conduite des papes du moyen âge envers les souverains, convient cependant que les maximes par lesquelles Grégoire VII justifiait sa conduite envers l'empereur d'Allemagne, c'est-à-dire les maximes qui attachaient à l'excommunication la perte des droits civils, et de toute dignité, même temporelle, étaient généralement reconnues, même des docteurs,

¹ L'abbé de Saint-Pierre venait de publier son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*. (1713 et 1716; 3 vol. in-12.) Il proposait, dans cet ouvrage, l'établissement d'une *diète européenne*, pour juger les différends qui pourraient s'élever entre les princes.

² *Deuxième lettre à M. Grimaret; Oeuvres de Leibnitz*, tome v, page 65.

*longtemps avant le pontificat de Grégoire VII; d'où il conclut avec raison, que ce pontife ne pouvait agir autrement qu'il ne fit, et que toutes ses démarches étaient une suite nécessaire des principes alors universellement admis*¹. En faut-il davantage pour établir le *Droit public* dont nous parlons, et pour justifier la conduite de Grégoire VII et de ses successeurs envers les souverains? Le même auteur ajoute, avec le plus grand nombre des historiens, que les principes et la conduite de Grégoire VII étaient *favorisés par la persuasion où l'on était alors que l'Empire était un fief du saint Siège; persuasion que les empereurs eux-mêmes favorisaient, par la délicatesse singulière qu'ils avaient de ne prendre le nom d'empereur qu'après avoir été sacrés et couronnés une seconde fois par les souverains pontifes*². Il y a sans doute lieu de s'étonner que l'auteur attribue à une *délicatesse singulière des empereurs* cette conduite qui leur était rigoureusement prescrite par l'usage et la constitution de l'Empire, comme on le verra bientôt³; mais les aveux de cet auteur n'en sont pas moins importants pour

¹ Pfeffel, *Nouvel abrégé d'histoire d'Allemagne*, année 1106, édition in-4°, tome 1, pages 228 et 229.

² *Ibid.* pages 229 et 259.

³ Voyez plus bas, art. 2, § 7.

établir l'ancien *Droit public de l'Allemagne* sur ce point.

28. — Un écrivain de nos jours, également attaché à la religion protestante, et justement célèbre par ses recherches sur l'histoire et le Droit public du moyen âge, ne fait pas difficulté d'adopter, sur ce sujet, le sentiment de Leibnitz que nous venons de citer, et le développe même d'une manière encore plus favorable au saint Siège. Frédéric Eichorn, fils du célèbre commentateur de la Bible, et professeur d'histoire à l'Université de Gottingue, a publié, en 1821, une *Histoire de l'Empire et du Droit Germanique*, dans laquelle il résume en ces termes le *système du Droit public de l'Europe au moyen âge* : « La chrétienté, qui, d'après » la destination divine de l'Eglise, embrasse tous » les peuples de la terre, forme *un tout* dont le bien- » être est confié à la garde du *pouvoir* que Dieu » lui-même a commis à certaines personnes. Le » pouvoir est de deux sortes, spirituel et temporel. » *L'un et l'autre est confié au Pape*, en sa qualité de » vicaire de Jésus-Christ et de chef visible de la » chrétienté ; c'est de lui, et par conséquent dans » sa dépendance et sous sa surveillance, que l'Em- » pereur, en qualité de chef visible de la chré- » tienté pour les affaires du siècle, et que tous les

» princes en général tiennent le pouvoir temporel.
 » Les deux pouvoirs doivent se prêter un mutuel
 » appui. Tout pouvoir vient donc de Dieu, vu que
 » l'Etat est d'institution divine; mais le pouvoir
 » spirituel n'appartient qu'au Pape, qui en com-
 » munique une partie aux évêques, comme à ses
 » aides (*adjutores*), pour l'exercer sous lui
 » L'Eglise et l'Etat ne forment qu'une seule société
 » chrétienne, quoique extérieurement ils paraissent
 » être deux sociétés séparées, et puissent, en cette
 » qualité, régler leurs rapports réciproques par
 » des contrats. Pour l'exercice du pouvoir tant
 » spirituel que temporel, il est nécessaire qu'il
 » soit en partie confié (*inféodé*) à d'autres, dont la
 » soumission envers celui dont ils tiennent leurs
 » droits est exprimée par la promesse expresse
 » d'une fidélité particulière ¹. » A l'appui de cet

¹ Eichorn, *Histoire de l'Empire et du Droit Germanique*,
 3^e édition, tome II, page 276. Nous n'avons pas sous les
 yeux cet ouvrage d'Eichorn, qui est écrit en allemand.
 Nous citons ce passage d'après une lettre manuscrite de
 M. Moy, professeur de droit à Munich, que nous priâmes
 il y a quelques années (en 1831) de nous donner des
 renseignements sur l'opinion reçue aujourd'hui en Alle-
 magne, relativement à la question qui nous occupe. Le sa-
 vant professeur, dans la lettre même où il voulut bien nous
 envoyer la traduction française du texte d'Eichorn, le re-
 garde comme étant du plus grand poids sur cette matière,

exposé l'auteur cite les lois fondamentales des principaux Etats de l'Europe au moyen âge, et spécialement les passages de l'ancien *Droit Germanique* que nous aurons bientôt occasion de rapporter¹.

Nous n'oserions assurer que ce *système de Droit public*, tel que l'expose le savant auteur, ait été aussi généralement admis qu'il le suppose, soit au temps de Grégoire VII, soit à une époque plus récente. Il est certain que, sous Grégoire VII, le roi d'Angleterre ne reconnaissait pas encore, comme il fit depuis (sous Henri II et ses successeurs), la suzeraineté du saint Siège². Il paraît également certain que cette suzeraineté, dans le temps même où elle était reconnue par un grand

et ne fait pas difficulté de dire que l'autorité d'Eichorn sur ce point ne sera rejetée de personne, ni en France ni en Allemagne. Longtemps après avoir reçu cette réponse de M. Moy, nous avons vu avec plaisir ce texte d'Eichorn cité avec la même confiance par M. Wiseman, dans le n° 2 des *Annales des sciences religieuses*, publié à Rome au mois d'octobre 1835, et par M. Jager dans son *Introduction à l'Histoire de Grégoire VII* (page lxxxij); on en trouve aussi le résumé dans le *Manuel d'histoire du moyen âge*, par Mœller, page 418.

¹ Voyez plus bas, art. 2, § 7.

² *Baronii Annales*, anno 1079, n° 25. — Lingard, *Hist. d'Angleterre*, tom. II, page 120.

nombre de souverains de l'Europe, n'était pas reconnue par le roi de France; et nous aurons bientôt occasion de montrer que la dépendance de l'Empire à l'égard du Pape n'était pas proprement une *dépendance féodale* ¹.

29. — Mais quoi qu'il en soit des exceptions auxquelles ce *Droit public* a pu être sujet, il faut convenir que le langage des écrivains protestants que nous venons de citer, et particulièrement celui de Leibnitz, est une des plus fortes leçons qu'on puisse donner à un grand nombre d'écrivains catholiques, qui ne traitent presque jamais les questions délicates dont nous parlons, sans y mêler les traits les plus injurieux au saint Siège et à l'Eglise elle-même. C'est la remarque du judicieux éditeur des *Pensées de Leibnitz*, dans une note sur les passages de cet auteur que nous avons cités plus haut. « Le fondement, dit-il, que Leibnitz » assigne à l'autorité que les papes ont prétendue

¹ Voyez plus bas, art. 2, § 6 et 7. Peut-être l'auteur, en admettant le principe général, le croit-il sujet à quelques exceptions. C'est ainsi du moins que l'entend M. Wiseman (*ubi supra*); car il remarque qu'au temps de Grégoire VII le roi d'Angleterre ne reconnaissait pas la suzeraineté du saint Siège. Au reste, nous ne pouvons bien juger de l'opinion d'Eichorn sur ce point, n'ayant pas son ouvrage sous les yeux.

» sur le temporel des rois, est plus imposant et
 » plus coloré que celui que les ultramontains lui
 » donnent. Le respect avec lequel ce grand homme,
 » tout protestant qu'il était, a toujours parlé des
 » évêques de Rome, et le soin qu'il a pris de les
 » disculper, sont une leçon à quelques catholi-
 » ques qui s'appliquent au contraire à charger
 » ce qu'il y a eu d'odieux dans la conduite ou les
 » entreprises des papes, et qui oublient, en s'ex-
 » pliquant sur cette matière, toutes les règles de
 » cette décence et de cette modération dont on ne
 » doit jamais s'écarter, même lorsqu'on défend la
 » vérité la plus importante ¹. »

30. — On sera de plus en plus frappé de la
 justesse de ces réflexions, si l'on fait attention
 que les faits importants que nous venons d'établir
 par le témoignage même des plus célèbres auteurs
 protestants, sont également reconnus par un des
 ennemis les plus déclarés, non-seulement de la
 papauté, mais encore de toute religion. « Il pa-
 » rait, dit Voltaire dans son *Essai sur les mœurs*,
 » que des princes qui avaient le droit d'élire l'Em-
 » pereur, avaient aussi le droit de le déposer ; mais

¹ *Pensées de Leibnitz sur la religion et la morale* (recueil-
 lies par M. Emery, supérieur général de la compagnie de
 Saint-Sulpice). Paris, 1803. 2 vol in-8°, tom. II, pag. 400.

• vouloir faire présider le Pape à ce jugement,
 • c'était le reconnaître pour juge naturel de l'Em-
 • pereur et de l'Empire ¹..... Tout prince, ajouté-
 • t-il dans la suite du même ouvrage, tout prince
 • qui voulait usurper ou recouvrer un domaine,
 • s'adressait au Pape comme à son maître..... Au-
 • cun nouveau prince n'osait se dire souverain,
 • et ne pouvait être reconnu des autres princes,
 • sans la permission du Pape; et le fondement de
 • toute l'histoire du moyen âge est toujours qu'
 • les papes se croient seigneurs suzerains de tous
 • les États, sans en excepter aucun ². » Les ma-
 lignes exagérations de Voltaire, en cet endroit,
 n'empêchent pas qu'il ne reconnaisse formelle-
 ment la *persuasion universelle des princes et des peu-
 ples*, qui attribuaient alors au Pape un si grand
 pouvoir temporel sur tous les États de l'Europe,
 et en particulier sur l'Empire.

31. Un auteur contemporain de Voltaire, et
 dont l'animosité contre les papes n'est pas moins
 connue, n'a pu s'empêcher de faire le même aveu :
 • Malheureusement, dit-il, *presque tous les souve-*
 • rains, par un aveuglement inconcevable, travail-
 • laient eux-mêmes à accréditer, dans l'opinion pu-

¹ Voltaire, *Essai sur les mœurs*, tom. II, chap. 46.

² *Ibid* tome III, chap. 64.

» blique, une arme qui n'avait et ne pouvait avoir de
 » force que par cette opinion. Quand elle attaquait
 » un de leurs rivaux et de leurs ennemis, non-
 » seulement ils l'approuvaient, mais ils provo-
 » quaient quelquefois l'excommunication; et en
 » se chargeant eux-mêmes d'exécuter la sentence
 » qui dépouillait un souverain de ses Etats, ils
 » soumettaient les leurs à cette juridiction usur-
 » pée¹. »

32. — Nous avons déjà remarqué combien le reproche d'*usurpation*, que cet auteur et plusieurs autres font ici aux papes du moyen âge, est mal fondé²; mais l'aveu de ces auteurs sur la *persuasion universelle des princes et des peuples*, qui attribuaient alors au Pape un si grand pouvoir sur les souverains, n'est pas moins important pour établir la *réalité du Droit public* dont nous parlons. En effet, après de pareils aveux, il est impossible de contester la réalité de ce Droit, sans abandonner le principe universellement reconnu des jurisconsultes et des théologiens, comme on l'a vu plus haut³, que le *Droit public*, aussi bien que le *Droit*

¹ Bolyngbroke, *Lettres sur l'hist.* tom. II, lettre 41, page 413, édition in-8.

² Voyez plus haut, n° 22.

³ *Ibid.* n° 8.

privé d'une société quelconque, en tout ce qu'ils ont d'humain et d'arbitraire, se connaissent, non-seulement par ses lois écrites, mais encore par ses coutumes, pourvu qu'elles soient autorisées par un long usage et par la persuasion universelle.

33. — On nous opposera peut-être, que la *persuasion universelle* dont il s'agit était une erreur fondée sur l'ignorance ou la fausse politique de ces anciens temps. Mais, outre que la supposition de cette erreur est tout à fait gratuite, comme la suite de ces *Recherches* nous donnera lieu de le montrer ¹, il est certain que le seul fait de la *coutume* ou de la *persuasion universelle* suffit pour établir le *Droit public* dont nous parlons. En effet, on convient généralement que la coutume, quelle que soit son origine, eût-elle même été introduite par des actes irréguliers, suffit pour établir une loi, pourvu qu'elle ne renferme rien de contraire au *Droit divin* ou au *Droit naturel* ². La raison de ce principe est que les actes même irréguliers, par lesquels la coutume s'introduit alors, n'étant

¹ Voyez plus bas, art. 2, § 3, n° 75 ; et chap. 2, art. 3, n° 164.

² Voyez les auteurs cités dans le préambule de ce chapitre, n° 8 ; principalement Suarez, de *Legibus*, lib. 7, cap. 18, n° 24 ; — *Conférences d'Angers, sur les Lois*, tom. II, 5^e conférence, 3^e question.

pas mauvais de leur nature, peuvent absolument être autorisés par le souverain ; et que celui-ci est raisonnablement censé les autoriser, lorsque la persuasion de leur légitimité est généralement établie dans la société. Ce principe, généralement admis en matière de législation, est particulièrement reconnu, en matière de *Droit public*, par les plus célèbres publicistes, qui ne font aucune difficulté de dire qu'un gouvernement, même fondé sur l'usurpation, peut, avec le temps, devenir légitime, par suite d'une longue et légitime possession¹. Si un pareil titre suffit pour autoriser, avec le temps, un gouvernement usurpateur, combien plus est-il suffisant pour autoriser les restrictions mises au pouvoir du souverain, avec le consentement du souverain lui-même ?

ARTICLE II.

EXPOSITION DES FAITS QUI ÉTABLISSENT le *Droit public* DONT IL S'AGIT.

34.—Objet de ce second article.

34. — Quelque favorables que soient à notre sentiment les témoignages et les aveux des au-

¹ Grotius, *De Jure belli et pacis*, lib. 2, cap. 4, § 8 et 14.
— Pufendorf, *De Jure nat. et gent.* lib. 7, cap. 7, § 4 ;
cap. 8, § 9.

teurs modernes que nous venons de citer, nous le croyons établi, d'une manière bien plus décisive, par le témoignage des faits, principalement depuis le dixième siècle. Aussi avons-nous souvent regretté que tant de savants auteurs, qui ont adopté ou supposé ce sentiment d'une manière plus ou moins expresse, ne se fussent point appliqués à en montrer les fondements dans l'histoire. C'est pour suppléer à leur silence que nous allons examiner ce point avec impartialité, dans la suite de ce chapitre.

Pour y procéder avec ordre, nous rapporterons à plusieurs chefs principaux les faits qui nous semblent propres à établir la réalité du *Droit public* dont nous parlons. La législation autrefois en vigueur dans tous les Etats catholiques de l'Europe sur les effets temporels de l'excommunication et de l'hérésie; la législation particulière de certains Etats sur la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle; les droits de souveraineté du saint Siège sur plusieurs Etats, et ses droits particuliers sur l'Empire d'Occident; tels sont les principaux points que nous traiterons successivement dans les paragraphes suivants, et dont le développement nous fournira de nombreuses preuves du *Droit public* dont il s'agit.

§ 1^{er}.—*Droit public de l'Europe, au moyen âge, sur les effets temporels de l'excommunication* ¹.

35.—Effets temporels de l'excommunication, dès l'origine du christianisme.

36.—Confirmation des lois divines et ecclésiastiques par l'autorité des princes, depuis la conversion de Constantin.

37.—Effets temporels de la pénitence publique, depuis le quatrième siècle.

38.—Semblables effets attachés à l'excommunication, depuis la décadence de la pénitence publique.

39.—Exemples remarquables de cette discipline en France, depuis le sixième siècle.

40.—La même discipline s'établit insensiblement dans les autres États de l'Europe.

¹ L'*excommunication* est une peine spirituelle, infligée par un supérieur ecclésiastique, ou par l'Église elle-même, et qui prive, en tout ou en partie, le fidèle des biens spirituels propres aux membres de l'Église, tels que la participation des sacrements, les prières publiques, etc. Dans toute société, le souverain, et les magistrats qui exercent en son nom la justice, peuvent infliger des peines aux sujets coupables, les priver des biens qu'elle procure à ses enfants dociles, et même les exclure de son sein pour de graves délits. Ces notions de simple bon sens suffiraient pour établir le pouvoir qu'a l'Église de rejeter de son sein les pécheurs opiniâtres. Pour de plus amples développements sur cette matière, on peut consulter, outre les théologiens et les canonistes, Pey, *De l'Autorité des deux Puissances*, tom. III, 3^e partie, chap. 5, § 2, page 471; — Bergier, *Dictionnaire théologique*, article *Excommunication*.

- 41.—Concours des souverains dans l'établissement de cette discipline.
- 42.—Rigueur de cette discipline avant Grégoire VII.
- 43.—Cette rigueur tempérée par Grégoire VII.
- 44.—La privation de toute dignité, même temporelle, attachée à l'excommunication.
- 45.—Cette discipline longtemps autorisée par le Droit commun de l'Europe; Droit Germanique.
- 46.—Lois Anglaises.
- 47.—L'ancien usage de la France conforme, sur ce point, à celui des autres États.
- 48.—Ordonnance de saint Louis sur ce point.
- 49.—Circonstances favorables à l'établissement de cette discipline.
- 50.—Conséquences de cette discipline par rapport aux souverains.
- 51.—Ces conséquences reconnues en Angleterre, au douzième siècle.
- 52.—Témoignages remarquables à ce sujet.
- 53.—Les mêmes conséquences reconnues en France, sous la seconde race de nos rois, et au commencement de la troisième.
- 54.—Preuve de ce fait, par la conduite de Grégoire VII envers le roi de France, Philippe I^{er}.
- 55.—Le même fait prouvé par la conduite du pape Urbain II.
- 56.—Le même fait prouvé par le témoignage d'Ives de Chartres.
- 57.—Examen de quelques difficultés qu'on oppose à ce témoignage.
- 58.—Le *Droit public* dont il s'agit, reconnu en France longtemps après Philippe I^{er}.
- 59.—Difficulté contre ce *Droit public*, tirée de la conduite de quelques souverains.
- 60.—Cette difficulté résolue par quelques observations générales.

81. — Les exemples de Philippe I^{er} et de Frédéric Barbe-rousse ne prouvent rien contre le *Droit public* dont il s'agit.

35. — L'usage d'attacher à l'excommunication certains effets temporels remonte à l'origine même du christianisme; toute la différence entre la discipline des premiers siècles et celle du moyen âge, sur ce point, consiste en ce que la première était beaucoup moins rigoureuse, et fondée sur la seule autorité de l'Eglise et de son divin fondateur; tandis que la seconde était établie par l'autorité et le concours des deux puissances. Nous rapporterons ici, en peu de mots, l'origine et les progrès de cette discipline, si longtemps en vigueur dans tous les Etats catholiques de l'Europe, au moyen âge¹.

¹ Nous ne connaissons aucun auteur qui ait traité historiquement cette matière avec un certain développement. On peut consulter là-dessus Van-Espen, *Tractatus historico-canonicus de Censuris ecclesiasticis*, cap. 7, § 2 et 3, *Operum* tom. II; — Dupin, *Traité historique des excommunications*, 1^{re} partie, § 16; 2^e partie, § 3. Cependant la hardiesse et la témérité de ces auteurs, sur plusieurs points relatifs au dogme et à la discipline de l'Eglise, demandent qu'on lise leurs ouvrages avec précaution. Le *Traité* de Van-Espen parut pour la première fois en 1728, c'est-à-dire, l'année même où l'auteur fut suspendu de

Dès l'origine du christianisme, d'après l'institution même de Jésus-Christ et des apôtres, l'effet propre de l'excommunication était de priver un fidèle, non-seulement des *biens spirituels propres aux membres de l'Eglise*, mais encore de *certaines actes du commerce civil*, qui dépendent de la libre volonté des particuliers, et dont ils peuvent s'abstenir sans blesser aucun droit; tels sont plusieurs témoignages ordinaires d'amitié ou de civilité, comme manger ensemble, converser familièrement, se saluer mutuellement, etc.¹ On

ses fonctions académiques, par le recteur de l'Académie de Louvain, pour son attachement opiniâtre au parti de l'appel. Le second tome du *Traité* de Dupin fut supprimé, en 1743, par un arrêt du Conseil d'Etat, à cause des pièces qu'il renfermait en faveur du même parti. (Voyez le *Dictionnaire de Moreri*, articles *Van-Espen* et *Dupin*.)

¹ « Quod si non audierit eos, dic Ecclesiæ; si autem Ecclesiæ non audierit, sit tibi sicut ethnicus et publicanus. » *Math.* xviii, 17.

« Nunc autem scripsi vobis non commisceri, si is qui frater nominatur est fornicator, aut avarus, aut idolis serviens, aut maledicus, aut ebriosus, aut rapax; cum ejusmodi nec cibum sumere. » *I Cor.* v, 11.

« Quod si quis non obedit verbo nostro per epistolam, hunc notate, et ne commisceamini cum illo, ut confusio datur. » *II Thessal.* iii, 14.

« Si quis venit ad vos, et hanc doctrinam non afferit, nolite recipere eum in domum, nec *ave* ei dixeritis; qui

trouve de nombreux témoignages de cette ancienne discipline dans les auteurs ecclésiastiques des premiers siècles, qui la regardaient comme également importante pour préserver les fidèles de la contagion du mauvais exemple, et pour exciter les pécheurs à la pénitence par une salutaire confusion¹.

36. — L'étroite union qui s'établit entre les deux puissances, dans tous les Etats chrétiens, depuis la conversion de Constantin, amena bientôt l'usage de confirmer les lois divines et ecclésiastiques par l'autorité des princes, et par la sanction des peines temporelles; en sorte que, avec le temps, il n'y eut presque pas un article important de la doctrine et de la discipline de l'Eglise, qui ne fût confirmé par l'autorité de la puissance temporelle². Telle est la véritable origine des pei-

« enim dicit illi *ave*, communicat operibus ejus malignis. »
II Joan. 10, 11. Voyez, sur le passage de saint Matthieu, Maldonat, Menochius, etc.; sur les autres passages, Estius, Mauduit, etc.

¹ Fleury, *Mœurs des chrétiens*, n° 24. — Bingham, *Origines et Antiquitates Eccles.* t. vii, lib. 16, cap. 2, § 11, etc. — Duguet, *Conférences ecclésiastiques*, 33^e dissert. § 2. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 22, etc.

² On peut voir l'analyse du *Droit Romain* sur cette matière, dans l'ouvrage de D. Ceillier, *Hist. des Auteurs eccl.*

nes temporelles décernées par le *Droit Romain*, et par la législation de tous les Etats chrétiens de l'Europe, au moyen âge, contre l'hérésie, l'apostasie, le sacrilège, le blasphème et plusieurs autres délits contraires à la religion¹.

37. — De là vinrent aussi les effets temporels attachés à la pénitence publique, dans l'Eglise Latine, depuis le quatrième siècle, et parmi lesquels on comptait la *privation des emplois séculiers, dangereux pour le salut*, tels que la milice, la judicature et plusieurs autres. Les *Capitulaires* de Charlemagne et de ses successeurs, aussi bien que les décrets de plusieurs *conciles ou assemblées mixtes*

tome iv, chap. 5, art. 4; tom. viii, chap. 15; tom. xvi, chap. 20. — Domat, *Droit public*, liv. 1^{re}, titre 19.

Pour ce qui regarde l'ancienne *législation Française* sur ce point, voyez principalement l'analyse des *Capitulaires*, dans l'ouvrage de D. Ceillier, tom. xviii, chap. 24. — Pour la *législation Anglaise*, Lingard, *Antiquités de l'Eglise Anglo-Saxonne*, chap. 5; et son *Hist. d'Angleterre*, passim. — Pour la *législation d'Espagne* et des autres pays, voyez, dans l'ouvrage de D. Ceillier, l'analyse des *conciles ou assemblées mixtes*, tenus dans ces divers Etats, depuis le sixième siècle, tom. xvii, xxii et xxiii.

¹ Pour le développement de cette ancienne jurisprudence, voyez les auteurs cités dans le paragraphe suivant, principalement les ouvrages du P. Thomassin, de Van-Espen, et d'Alphonse de Castro.

de la même époque, supposent que cette discipline était alors en vigueur en France, en Espagne et en d'autres Etats, où elle était formellement reconnue et autorisée par la puissance temporelle¹.

38. — Depuis le septième siècle jusqu'au douzième, l'usage de la pénitence publique étant peu à peu tombé en désuétude, et les désordres se multipliant de jour en jour, par suite de l'état d'anarchie auquel la société était en proie, il était nécessaire de suppléer à la pénitence publique par quelque autre châtiment qui pût en imposer à des hommes barbares et indisciplinés. La religion étant presque la seule autorité qu'ils respectassent, on ne trouva pas de moyen plus efficace, pour les comprimer, que l'usage des *censures ecclésiastiques*, et particulièrement de l'*excommunication*. Les souverains eux-mêmes, selon la remarque d'un ancien auteur, ne voyaient pas alors de meil-

¹ Ce point d'histoire, généralement peu connu, a été soigneusement traité par le P. Morin, dans son ouvrage intitulé : *Commentarius historicus de disciplina in administratione sacramenti pœnitentiæ olim observata*, Parisiis, 1651, in-fol. lib. 5, cap. 18-25; lib. 7, cap. 4-7. — Voyez aussi Duguet, *Conférences ecclésiastiques*, tom. 1, 30^e dissert. pag. 511, etc.

leur moyen pour contenir dans le devoir leurs vassaux rebelles¹; et l'étroite union qui régnait entre les deux puissances, les engagea naturellement à attacher à cette peine spirituelle des effets temporels semblables à ceux qui étaient depuis longtemps attachés à la pénitence publique.

39. — Le premier exemple que l'histoire nous offre de cette *privation des droits civils* attachée à l'excommunication, se trouve dans une constitution de Childebert II, publiée en 595. Ce prince y défend à tous ses sujets, même aux seigneurs français qu'il nomme *chevelus*, de contracter des mariages incestueux. Il ordonne que ceux qui refuseront d'obéir en cela aux évêques, et qui se feront excommunier pour ce sujet, soient *chassés de son palais, et dépouillés de leurs biens en faveur de leurs héritiers légitimes*².

¹ « Carolus Magnus, pro contundendis gentium illarum
 « (Germaniæ) ferocia, omnes pene terras Ecclesiis contu-
 « lerat, consiliosissime perpendens nolle sacri ordinis ho-
 « mines tam facile quam laicos fidelitatem Domini reji-
 « cere; præterea si laici rebellarent, illos posset excom-
 « municationis auctoritate, et potentie severitate compes-
 « cere. » Guillaume de Malmesbury, *De Gestis Anglorum*,
 lib. 5, apud Henr. Savillium, *Anglicarum rerum Scriptores*,
 Londini, 1596, in-fol. pag. 166.

² « Convenit una cum leudis nostris (id est eum vassalis

Depuis cette constitution de Childebert, à mesure que l'ancienne discipline de la pénitence publique s'affaiblissait, on vit paraître, en France et ailleurs, un grand nombre de semblables ordonnances, publiées par l'autorité des deux puissances, pour étendre de plus en plus les effets temporels de l'excommunication. Une des plus remarquables est celle du concile de Verneuil, assemblé en 755 par ordre de Pepin le Bref, et dont les décrets furent confirmés par son autorité. Le neuvième canon de ce concile, qui fut depuis inséré dans les *Capitulaires*, défend aux excommuniés d'entrer dans l'église, et de manger avec aucun

« *nobilioribus, sive optimatibus*), ut nullus de *crinosis* incestum usum sibi societ conjugio, hoc est, nec *fratris* sui uxorem, nec uxoris suæ sororem, nec uxorem patris sui, aut parentis consanguinei. Si quis uxorem patris acciperit, mortis periculum incurrat. De præteritis vero conjunctionibus, quæ incestæ esse videntur, per prædicationem episcoporum jussimus emendari. Qui vero episcopum suum noluerit audire, et excommunicatus fuerit, perennem condemnationem apud Deum sustineat, et insuper de palatio nostro sit omnino extraneus, et omnes facultates suas parentibus legitimis amittat, qui non luit sacerdotis sui medicamenta sustinere.» *Childeberti Constitutio*, n° 2 ; apud Baluzii *Capitularia*, tom. I, pag. 17. — Fleury, *Hist. ecclésiastique*, tom. VIII, liv. 35, n° 45. — *Hist. de l'Eglise Gall.* tom. III, liv. 8, pag. 313.

chrétien; il condamne de plus à l'exil celui qui refuse de se soumettre à cette défense¹. Un autre capitulaire prive les excommuniés du droit d'accuser et de se défendre en justice, et condamne à l'exil celui qui témoigne faire peu de cas de l'excommunication².

¹ « Si quis presbyter ab episcopo degradatus fuerit, et
 » ipse per contemptum postea aliquid de suo officio, sine
 » comiteatu (id est, sine licentia) facere præsumperit, et
 » postea ab episcopo suo correptus et excommunicatus
 » fuerit; qui cum ipso communicaverit scienter, sciat se
 » esse excommunicatum. Similiter quicumque clericus
 » aut laicus, vel femina incestum commiserit, et ab epi-
 » scopo suo correptus se emendare noluerit, et ab episcopo
 » suo excommunicatus fuerit, si quis cum ipso communi-
 » caverit scienter, sciat se excommunicatum esse. Et ut
 » sciatis qualis sit modus istius excommunicationis, in ec-
 » clesiam non debet intrare, nec cum ullo christiano ci-
 » bum vel potum sumere, nec ejus munera quisquam
 » debet accipere, vel osculum porrigere debet, nec in
 » oratione se jungere, nec salutare antequam ab episcopo
 » suo fuerit reconciliatus. Quod si aliquis se reclamaverit
 » quod injuste sit excommunicatus, licentiam habeat ad
 » metropolitani episcopum venire, et ibidem secundum
 » canonicam institutionem dijudicetur; interim suam ex-
 » communicationem custodiat. Quod si aliquis ista omnia
 » contempserit, et episcopus emendare minime potuerit,
 » regis judicio, exilio condemnatur. » *Concilium Vernens*,
 can. 9, apud Baluz. *ibid.* p. 172 et 836. — *Hist. de l'Église
 Gallicane*, tom. iv, pag. 398.

² « Omnium snathemstun vox, in accusatione, vel tes-

40. — On trouve dans la législation des autres États de l'Europe, vers le même temps, particulièrement dans celle d'Angleterre, un grand nombre de semblables dispositions, qui ne permettent pas de douter que les effets temporels de l'excommunication n'aient été introduits, dès le principe, non-seulement sans aucune réclamation de la part des princes, mais avec leur concours et leur approbation. Une constitution d'Ethelrède, roi d'Angleterre, publiée en 1008, « défend aux » excommuniés non absous de demeurer dans le » voisinage du Roi (et par conséquent de remplir auprès de lui aucun office) avant d'avoir » satisfait à Dieu et à l'Église¹. » Une loi, publiée quelques années après par le roi Canut, « condamne à la perte de la vie et de tous ses biens,

» timonio, aut humano judicio, penitus non audiatur; nec » hi accusare quemquam permittantur; sed si quis anathematis poenam parvi duxerit, aut in insulam religetur, » aut exilio deputetur, ne possit Ecclesiam Dei ejusque » famulos perturbare. » *Capitularium* lib. 7, cap. 215, apud Baluze, tom. 1, pag. 1071.

¹ « Et si aliquis excommunicatus absque pace sit (i. e. » absque venia seu absolutione delictorum), non commoretur » in Regis vicinia alicubi, antequam divinam compensationem diligenter fecerit. » *Æthelredi regis Constitutio*, apud Canciani, *Barbarorum Leges antiquæ*, tom. iv, p. 291, col. 2.

» celui qui aura donné refuge à un homme excom-
 » munié ou proscrit civilement ¹. »

41. — Le concours des souverains dans l'éta-
 blissement de cette discipline est formellement
 reconnu par plusieurs écrivains modernes, d'ail-
 leurs très-opposés aux maximes et à la pratique
 du moyen âge sur ce point. « Charlemagne, dit à
 » ce sujet le continuateur de Velly, loin de re-
 » douter la puissance des évêques, croyait qu'il
 » était de son intérêt de l'augmenter, afin qu'elle
 » servît de contre-poids à celle des seigneurs, qui,
 » nourris dans l'exercice des armes, et ayant à leur
 » disposition les principales forces du royaume,
 » commençaient à méconnaître le joug de l'auto-
 » rité. Il fit donc adopter, non-seulement dans les
 » écoles qu'il fondait, mais dans les tribunaux ecclé-
 » siastiques dont il étendait la juridiction, et jusque
 » dans les *parlements* ou *assemblées générales*, qui
 » étaient le tribunal suprême de la nation, de nou-
 » velles maximes, aussi favorables à l'Église qu'elles
 » étaient contraires aux droits des souverains ². Ces

¹ « Si quis excommunicatum vel exlegem (i. e. qui bene-
 » ficio legis, proinde juribus civilibus privatur) habuerit et
 » custodierit, luat vitam et omnem suam possessionem. »
Leges Caroli regis, ibid. pag. 309, n° 64.

² Il est étonnant que l'auteur de ce passage représente

» germes ne tardèrent pas à se développer... Les
 » rois ou empereurs ayant communiqué une por-
 » tion du pouvoir civil et politique aux évêques,
 » et ayant intérêt que les sentences ecclésiastiques
 » ne demeuraissent pas sans exécution, *avaient don-*
 » *né à l'excommunication une toute autre étendue*
 » (qu'elle n'avait eue dans les premiers siècles de
 » l'Eglise). Un excommunié, s'il n'avait la docile
 » attention de se faire absoudre avant un certain
 » temps, *perdait tout droit de citoyen ; il était proscrit*
 » *et banni de la société, etc.* »

42. — La sévérité fut insensiblement portée à un tel point, *avant le pontificat de Grégoire VII*, qu'il était défendu, même aux serviteurs et aux proches parents d'un excommunié, de communiquer avec lui, excepté pour les besoins indispensables de la vie; d'où l'on concluait que l'excommunication le rendait incapable de tout em-

comme *contraires aux droits des souverains*, des maximes autorisées, de son aveu, par les souverains eux-mêmes, qui croyaient avoir le plus grand intérêt à les autoriser.

¹ Garnier, *Hist. de France*, t. XXI, pag. 201 et 208. On peut voir à l'appui de ce témoignage, Bernardi, *De l'Origine et des progrès de la législation Française*, liv. 1, chap. 2; liv. 4, chap. 6; pag. 71 et 275, etc. — Gaillard, *Histoire de Charlemagne*, tom. II, pag. 124; — Bossuet, *Défens. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 22, *versus finem.*

ploi civil, le dépouillait de toute dignité, même temporelle, et déliait ses sujets de toute obligation d'obéissance et de fidélité envers lui, jusqu'à ce qu'il eût satisfait à l'Église en se faisant absoudre¹.

¹ Voici ce qu'on lit, à ce sujet, dans le 4^e concile de Rome, réuni sous Grégoire VII : « Sanctorum prædeces-
 » sorum nostrorum statuta tenentes, eos qui excommuni-
 » catis fidelitate aut sacramento constricti sunt, apostolica
 » auctoritate a sacramento absolvimus, et ne sibi fidelita-
 » tem observent omnibus modis prohibemus : et quoniam
 » multos, peccatis nostris exigentibus, pro causa excommu-
 » nicationis perire quotidie cernimus, partim ignorantia,
 » partim etiam nimia simplicitate, partim timore, partim
 » etiam necessitate; devicti misericordia, anathematis sen-
 » tentiam ad tempus, prout possumus, opportune tempera-
 » mus. Apostolica namque auctoritate, anathematis vinculo
 » hos subtrahimus, videlicet : uxores, liberos, servos, an-
 » cillas, seu mancipia, necnon rusticos et servientes, et
 » omnes alios qui non adeo *curiales* sunt, (i. e. *adeo in offi-
 » ciis curiæ versantur*) ut eorum consilio scelera perpe-
 » trentur ; et illos qui ignoranter excommunicatis com-
 » municant, seu illos qui communicant cum eis qui com-
 » municant excommunicatis. Quicumque autem aut orator
 » (i. e. *qui orationis et pietatis causa peregrinatur*), sive pere-
 » grinus aut viator, in terram excommunicatorum deve-
 » nerit, ubi non possit emere, vel non habet unde cinat
 » ab excommunicatis, accipiendi licentiam damus. Et si
 » quis excommunicatis pro sustentatione, non superbie
 » sed humanitatis causa, aliquid dare voluerit, fieri non
 » prohibemus. » *Synodus Romana* 14, sub Greg. VII, cap. 3
 et 4, apud Labbe, *Conciliorum* tom. x, pag. 370 et 371. —
Gratiani Decretum; parte 2, caus. 11, quest. 3, can. 103 ;

On doit cependant remarquer que la sentence d'excommunication ne privait un excommunié de ses droits civils, que lorsqu'il persévérait opiniâtrément dans l'excommunication pendant un certain temps déterminé par la loi ou la coutume de chaque pays. Nous verrons bientôt quelle était à cet égard la législation des principaux États de l'Europe¹.

43. — Les graves inconvénients qui résultaient souvent, dans le commerce de la vie, d'une discipline si rigoureuse, engagèrent bientôt les souverains pontifes à la mitiger sur plusieurs points². Grégoire VII permit d'abord aux femmes, aux enfants et aux domestiques de l'excommunié, de communiquer avec lui. Il étendit même cette permission à tous ceux dont la présence n'était pas propre à l'entretenir dans ses mauvaises disposi-

caus. 15, quæst. 6, can. 4 et 5. — *Decretal.* lib. 5, tit. 37, cap. *Gravem*. Pour l'explication de ces décrets, voyez Van-Espen, *ubi supra*; — Suarez, *De Censuris*, disput. 15; — Bossuet, *Def. Declarationis*, lib. 1, sect. 2, cap. 28, etc.

¹ On verra, dans la suite de ce paragraphe, quelle était, sur ce point, la législation des divers États de l'Europe, par rapport aux simples particuliers. Pour ce qui regarde l'Empereur, voyez le paragraphe 7^e de ce second article.

² Voyez, à ce sujet, les auteurs cités dans la note 1 de la page 80.

tions. Ce décret, qui n'était d'abord que provisoire, fut depuis renouvelé par les successeurs de Grégoire VII; et il a été inséré dans le *Corps du Droit*. Enfin le pape Martin V, non content d'approuver cet adoucissement, l'étendit encore davantage dans le concile de Constance, en déclarant qu'on ne serait désormais obligé d'éviter que les *excommuniés publiquement et nommément dénoncés*; et telle est encore aujourd'hui la discipline de l'Eglise.

44. — Ces divers adoucissements laissèrent néanmoins subsister, pendant toute la suite du moyen âge, le principe général qui privait de toute dignité, même temporelle, les excommuniés opiniâtres. Telle était la persuasion générale des hommes les plus pieux et les plus éclairés sous le pontificat de Grégoire VII, et même plus anciennement; de l'aveu des auteurs les moins favorables à cette discipline¹. Il est certain, en effet, qu'à l'époque où l'empereur d'Allemagne Henri IV fut excommunié, les partisans de ce prince, comme ceux de

¹ Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 24; lib. 3, cap. 4, pag. 348 et 587. Nous avons cité ailleurs ces passages de Bossuet. (Voyez plus haut, art. 1, n° 19.) — Fleury, *Hist. ecclési.* tom. XIII, 3^e Discours n° 18; Plessel, *Abrégé chronologique de l'Histoire d'Allemagne*, année 1106, édition in-4°, tom. 1, pag. 228.

Grégoire VII, convenaient du principe général dont nous parlons. Toute la question entre eux était de savoir si un souverain pouvait être frappé de l'excommunication, qui entraînait de si terribles effets¹. Nous n'examinons pas en ce moment ce qu'il faut penser de cette dernière question, clairement résolue, comme on le verra bientôt, par le *Droit public de l'Empire*, à l'époque dont il s'agit². Il suffit en ce moment de remarquer qu'au temps de Grégoire VII, et même plus anciennement, la persuasion générale des hommes les plus pieux et les plus éclairés attachait à l'excommunication la perte de toute dignité, même temporelle.

45. — Il est certain que cette discipline continuait, pendant plusieurs siècles, à faire partie du *Droit commun* de tous les États chrétiens de l'Europe. Elle était autorisée en particulier, de la manière la plus expresse, dans plusieurs articles du *Droit de Saxe* et du *Droit de Souabe*, compilés au treizième siècle, d'après les anciennes coutumes de l'Empire³.

¹ Bossuet, *ubi supra*. Voyez aussi, lib. 1, sect. 1, cap. 7, sect. 2, cap. 21 et 30. — Fleury, *ubi supra*. — Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, tom. II, chap. 8, pag. 138-140.

² Voyez plus bas le paragraphe 7 de ce second article.

³ Voici le titre du *Droit de Souabe* : « Hic incipit liber

Voici ce qu'on lit, sur ce sujet, dans le *Droit de Souabe* : « Si quelqu'un est excommunié par le juge » ecclésiastique, et demeure en cet état pendant six » semaines et un jour, il peut être proscrit¹ par le » juge séculier. De même, si quelqu'un est pro- » scrit par le juge séculier, il peut être excommu- » nié par le juge ecclésiastique. S'il a été excom- » munié avant d'être proscrit, on doit l'absoudre » de l'excommunication (s'il en est digne) avant » de lever la proscription; et de même, s'il a été » proscrit avant d'être excommunié, on doit lever » la proscription avant de l'absoudre de l'excom- » munication. Ni l'un ni l'autre des deux juges » ne doit l'absoudre (de l'excommunication ou de » la proscription) avant qu'il ait satisfait pour la » faute qui l'avait fait excommunier ou pro-

» *Juris provincialis Cesarei, statutus et ordinatus a Roma-*
 » *nis imperatoribus et electoribus, continens omnes com-*
 » *munes articulos Juris, quidve agendum aut omitten-*
 » *dum sit, ... communis pacis causa, a sacro Imperio*
 » *statutum, et ab antiquo tempore, serio confirmatum.* » *Præ-*
 » *famen Juris Alamannici, sive Suevici, apud Senckenberg,*
Corpus Juris Germanici, tom. II, pag. 1.

¹ On voit, par le contexte, que la *proscription* dont il est ici question consiste dans la privation des droits civils. C'est ce qui résulte surtout de la comparaison du chapitre 3 avec le chapitre 127, selon la remarque de Senckenberg.

» crire¹..... Si un homme proscrit ou excommuni-
 » nié cite quelqu'un en justice, personne n'est
 » tenu de répondre à leur citation; mais si on les
 » cite, ils sont tenus de répondre. La raison est
 » qu'ils sont privés dans les jugements, soit ecclé-
 » siastiques, soit séculiers, du droit commun à
 » tous les chrétiens. Si un homme est seulement
 » proscrit ou excommunié, il est censé frappé
 » tout à la fois des deux sortes de peines². »

¹ « Si quis a iudicio ecclesiastico fuit excommunica-
 » tus, et in illo statu manet per sex septimanas et unum diem,
 » tunc jure potest proscribi a iudicio seculari. Similiter,
 » si quis a iudicio seculari proscribitur, jure a iudicio
 » ecclesiastico excommunicatur. Et si prius fuerat ex-
 » communicatus quam proscriptus, prius etiam ab excom-
 » municatione absolvi debet (præstitis præstandis); et
 » vicissim, si prius fuit proscriptus quam excommuni-
 » catus, debet etiam prius liberari a proscriptione. Neu-
 » ter horum iudicum debet illum absolvere (ab excom-
 » municatione vel proscriptione) priusquam ratione prio-
 » ris culpæ (propter quam primum fuit excommunicatus
 » vel proscriptus) satisfecerit. » *Juris Alamannici* cap. 3,
 apud Senckenberg, *Corpus Juris Germanici*, tom. II.

² « Proscriptis aut excommunicatis, si aliquem conve-
 » nire conantur, nemo tenetur respondere; si autem ipsi
 » ab aliis conveniuntur, obstricti sunt ut respondeant.
 » Hoc inde est quod, in iudicio ecclesiastico et seculari,
 » exclusi sunt a jure quod christianis ordinarie competit.
 » Si quis est vel solummodo proscriptus, vel solummodo
 » excommunicatus, tum censetur quasi et proscriptus et

46. — La législation de l'Angleterre et de la France, depuis le dixième siècle, était au fond la même, sur ce point, quoique avec de légères modifications¹. D'après les lois Anglaises, un excommunié qui ne se mettait pas en devoir d'obtenir l'absolution dans l'espace de quarante jours, était dénoncé par l'évêque aux officiers royaux, qui le faisaient mettre en prison jusqu'à ce qu'il eût satisfait à l'Eglise en se faisant absoudre; et s'il persévérait opiniâtrément dans l'excommunication pendant une année entière, il était noté d'infamie². Si le coupable était un baron ou un autre seigneur, ses sujets étaient déliés de leur serment de fidélité envers lui, et ses fiefs pouvaient être saisis par

« excommunicatus esset. » *Juris Alamannici* cap. 12.
Confer etiam cap. 1 et 2.

¹ Voyez Ducange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, verbo *Excommunicatio*; — Idem, *Observations sur l'histoire de saint Louis*, par Joinville, p. 40; — D. Brial, *Recueil des Hist. de France*, tom. xiv, préface, sect. 1^{re}, § 10.

² Voici comment s'expriment, à ce sujet, les compagnons d'exil de saint Thomas de Cantorbéry, dans une lettre écrite au cardinal Albert, en 1170: « In eo maxime, apud
« nostrates, justitia viget ecclesiastica, quod qui per
« annum excommunicationem sustinent, notari solent
« infamia. » S. Thom. Cantuariensis. *Epistol.* lib. 3, epist. 22. Cette lettre est la 258^e dans le *Recueil des Historiens de France* de D. Bouquet, tom. xvi, pag. 419.

le seigneur suzerain, jusqu'à ce qu'il eût satisfait à l'Eglise ¹.

47. — Il serait aisé de montrer, par un grand nombre de faits, que la France n'avait pas alors, sur ce point, d'autres usages que le reste de l'Europe catholique². Mais il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les écrits du bienheureux Ives de Chartres, la lumière et l'oracle de l'Eglise de France, et même de tout l'Occident, au douzième siècle. Dans un recueil des règles ecclésiastiques en vigueur de son temps, et qu'on a publié depuis sous le titre de *Décret*, il suppose clairement la discipline alors universelle, sur les effets temporels de l'excommunication, et particulièrement l'usage constant qui privait les excommuniés du droit d'accuser et de se défendre en justice³. Mais il

¹ Voyez les Conciles et autres actes de la législation Anglaise par Ducange, *ubi supra* ; voyez en particulier le concile de Lambeth en 1261 (cap. *De Excommunicatis capiendis*), et celui de Londres en 1342 (cap. 13), apud Labbe, *Concil.* tom. xi, pag. 808 et 1897 ; — Fleury, *Histoire ecclési.* tom. xviii, liv. 85, n° 5 ; tom. xi, liv. 95, n° 13 ; — Prynn, *Antiquæ Constitutiones regni Angliæ*. Londini, 1672, in-fol. pag. 358 et 410.

² Voyez les auteurs cités dans la note 1 de la page précédente.

³ *Definiunt eum rite ad accusationem non admitti, qui, postea quam excommunicatus fuerit, in ipsa adhuc*

expose cette discipline avec beaucoup plus de développements, dans une de ses lettres, adressée à Laurent, moine de La Charité, et qui paraît avoir été écrite dans le temps de l'excommunication lancée par le pape Urbain II contre Philippe I^{er}, à l'occasion de son mariage scandaleux avec Bertrade. L'évêque de Chartres, consulté par Laurent sur la conduite à tenir envers les excommuniés, lui rappelle les règles établies ou renouvelées, sur ce sujet, par Grégoire VII : il cite et explique, à cette occasion, les canons du concile de Rome que nous avons rapportés plus haut¹; et après avoir rappelé la défense faite aux excommuniés, *d'accuser et de se défendre en justice*, il ajoute que *les lois divines et humaines l'ont ainsi établi, pour obliger les excommuniés à rentrer en eux-mêmes, et à se repentir de leurs péchés*². Nous au-

excommunicatione constitutus, sive clericus, sive laicus, accusare voluerit. » *Ivonis Decret.* lib. XIV, cap. 69. *Confer etiam* cap. 95-97.

¹ Voyez plus haut, pag. 80.

² « *Divinæ leges pariter et humanæ refutant et vitant eorum (excommunicatorum) testimonia et judicia, non quod non aliquando vera testificentur, et justa decernant; sed ut, tali repulsa confutati, ab errore suo desistant.* » *Ivonis Epist.* 186, *Operum* part. 2, pag. 78, col. 2. Cette lettre d'Ives de Chartres ne se trouve pas dans le recueil

rons bientôt occasion de citer plusieurs autres lettres du même prélat, écrites au sujet du mariage scandaleux de Philippe I^{er}, et qui supposent les effets temporels de l'excommunication alors admis en France, même par rapport aux souverains.

48. — Une *ordonnance* publiée par saint Louis, en 1228, établit d'une manière également décisive la législation alors suivie en France sur cette matière. On y trouve des dispositions tout à fait semblables à celles que nous venons de remarquer dans la législation Anglaise ¹. Cette *ordonnance* enjoint aux juges séculiers « d'employer les » peines temporelles contre les excommuniés qui » persévèrent opiniâtrément dans l'anathème pendant une année, afin de ramener à l'Eglise, par » la crainte des châtimens, ceux que la crainte » de Dieu ne touche pas. Nous ordonnons en conséquence à nos baillis, ajoute le Roi, de saisir, » au bout d'un an, tous les biens meubles et immeubles des excommuniés, et de ne les leur

déjà cité de D. Bouquet, qui renferme seulement un choix des lettres du prélat.

¹ Cette *ordonnance* de saint Louis se trouve dans le tom. xi de la collection des *Conciles* du P. Labbe, pag. 424. On peut voir, à ce sujet, l'*Histoire de l'Eglise Gallicane*, tom. xi, pag. 569-572; — Daniel, *Histoire de France*, tom. iv, pag. 308 et 376; — Ducange, *ubi supra*.

» restituer qu'après qu'ils auront été absous, et
 » qu'ils auront satisfait à l'Eglise; et dans ce cas
 » même, lesdits biens ne seront restitués qu'après
 » avoir obtenu de nous un ordre spécial ¹. » On
 retrouve ces dispositions dans plusieurs conciles
 de France tenus vers le même temps, particuliè-
 rement dans ceux de Cognac en 1262 ², et de
 Cologne en 1266 ³. On les remarque également
 dans le recueil de lois publié vers le même temps
 sous le titre d'*Etablissements de saint Louis* ⁴, et qui,
 s'il n'est pas l'ouvrage de ce prince, exprime du

¹ « Statuimus, ut excommunicati vitentur, secundum ca-
 nonicas sanctiones : et si aliqui per annum contumaciter in
 excommunicatione persisterint, ex tunc temporaliter
 compellantur redire ad ecclesiasticam unitatem : ut
 quos a malo non retrahit timor Dei, saltem poena tem-
 poralis compellat. Unde præcipimus quod balivi nostri
 omnia bona talium excommunicatorum mobilia et im-
 mobilia post annum capiant : nec eis aliquo modo re-
 stituant, donec prædicti absoluti fuerint, et Ecclesiæ sa-
 tisfecerint, nec tunc etiam, nisi de nostro speciali
 mandato. » *Statuta Ludovici regis pro libertate Ecclesiæ*,
 n° 7 et 8; apud Labbe, *Concil.* tom. xi, pag. 424.

² *Concilium Coprinicense* (apud Cognac), n° 3, apud
 Labbe, *ibid.* pag. 821.

³ *Concilium Coloniense*, cap. 38, apud Labbe, *ibid.* p. 854.

⁴ *Etablissements de saint Louis*, livre 1^{er}, chap. 121. Ce cha-
 pitre est cité par Ducange, dans son *Glossaire*, *ubi supra*. Le
 texte entier des *Etablissements* se trouve à la suite de l'*His-
 toire de saint Louis*, par Joinville, édition de Ducange.

moins la législation en vigueur de son temps¹.

49. — Quelque rigoureuse que nous semble aujourd'hui cette ancienne législation, elle s'établit d'autant plus facilement, qu'elle était au fond un adoucissement de l'ancienne discipline sur les effets temporels de la pénitence publique. Il est certain en effet que celle-ci, indépendamment des pratiques pénibles et humiliantes qu'elle imposait, donnait lieu aux effets temporels dont nous parlons, même lorsqu'on la faisait librement et par dévotion; et ces effets subsistaient même après le temps de la pénitence². D'après la nouvelle discipline, au contraire, outre que le coupable n'était pas ordinairement obligé aux pratiques pénibles et humiliantes de la pénitence publique, l'excommunication n'était prononcée qu'en punition de certains délits considérables; et ses effets cessaient aussitôt que le coupable se montrait digne d'absolution.

50. — Il est aisé de voir les conséquences qui résultaient naturellement de cette discipline, par rapport aux princes qui persévéraient opiniâtre-

¹ Daniel, *Histoire de France*, tom. iv, pag. 596 — Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. 25, chap. 37, etc. — Bernardi, *De l'Origine et des progrès de la législation Française*, liv. 5, chap. 4, pag. 329.

² Voyez, à l'appui de ces assertions, l'ouvrage du P. Morin que nous avons cité plus haut, pag. 73, not. 1.

ment dans l'excommunication, sans se mettre en état de satisfaire à l'Eglise. Leur déchéance n'était qu'une application de la jurisprudence alors universelle sur les effets temporels de l'excommunication; jurisprudence autorisée non-seulement par la *persuasion générale des hommes les plus pieux et les plus éclairés*, mais par le consentement même des souverains. Elle était d'ailleurs une suite du principe non moins généralement admis à cette époque, comme nous l'avons déjà remarqué¹, que le souverain ne recevait l'autorité que sous la *condition expresse* de protéger et de soutenir de tout son pouvoir la religion catholique.

Les détails que nous donnerons, dans la suite de cet article, sur le *Droit public* des principaux Etats de l'Europe au moyen âge, mettront dans un nouveau jour la vérité de ces principes². Nous rappellerons seulement ici quelques faits importants, qui suffiraient seuls pour montrer que les effets temporels de l'excommunication n'étaient pas moins universellement admis, dans ces anciens temps, par rapport aux souverains que par rapport aux simples particuliers.

¹ Voyez plus haut, art. 1^{er}, n° 13, p. 5, etc. Voyez aussi les §§ 2-5 de ce second article.

² Voyez les §§ 3-8 de ce second article.

51. — L'empereur Frédéric I^{er} (Barberousse) ayant été excommunié et déposé, par le pape Alexandre III, en punition de la protection publique qu'il accordait à l'antipape Victor ¹, Jean de Sarisbery, auteur contemporain, et l'un des écrivains les plus distingués de cette époque, suppose comme un point de *Droit public universellement reconnu*, que le Pape a infligé cette peine à l'Empereur, en vertu du *pouvoir qu'il a reçu de Dieu sur toutes les nations et sur tous les royaumes*; et il souhaite que le souverain pontife emploie le même moyen, pour obliger le roi d'Angleterre à se désister de ses injustes prétentions contre les libertés de l'Eglise d'Angleterre, et à rendre sincèrement ses bonnes grâces à saint Thomas, archevêque de Cantorbéry, qu'il persécutait alors ouvertement, à cette occasion ².

¹ Cette sentence d'excommunication et de déposition fut prononcée d'abord en 1160, dans le concile d'Anagni, et renouvelée en 1167 dans un concile de Latran. C'est par erreur que Bossuet la recule jusqu'à l'an 1168. Voyez à ce sujet les *Annales de Baronius*, année 1160, n° 32; — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xv, liv. 70, n° 43; — Bianchi, *Della Potestà della Chiesa*, tom. II, lib. 5, § 14, n° 2.

² « Spes est in Domino, ut, vociferantibus tubis sacerdotibus, in proximo corruiat et Hiericho (i. e. regnum diaboli, et principum Ecclesie adversantium), et regnum proprio sanguine acquisitum obtineat triumphator »

Henri persistant opiniâtrément dans ses prétentions, le Pape lui écrivit (en 1169) des lettres

« Jesus, et in pace possideat, quod sui juris est, sponsus
 « et custos Ecclesiæ Christus. Cum enim Romanus pontifex
 « per patientiam Theutonicum tyrannum (i. e. Frederi-
 « cum I, Germaniæ imperatorem) diutius expectasset, ut
 « vel sic provocaretur ad pœnitentiam, et schismaticus,
 « obutens patientia ejus, peccata peccatis adderet jugiter,
 « ut error in amentiam verteretur; vicarius Petri, a Do-
 « mino constitutus super gentes et super regna, Italos et om-
 « nes qui ei, ex causa imperii et regni, religionē jurisjū-
 « randi tenebantur adstricti, a fidelitate ejus absolvit, et
 « Italiam fere totam a facie furentis et præseptis, tanta
 « felicitate et celeritate, excussit, ut in ea nihil habere vi-
 « deatur nisi tortores quos evitat interdum, et angustia-
 « rum, quas evitare non potest, iuge supplicium..... Et
 « quidem illa sententia effectum sortita est, et hanc, de
 « privilegio Petri latam, videtur ipse Dominus confir-
 « masse. Hoc enim Itali audito, ab eo discedentes, reædi-
 « ficaverunt Mediolanum, schismaticos expulerunt catho-
 « licos reduxerunt episcopos, et apostolicæ Sedi unanimiter
 « adhæserunt. *Sed quid nota recenseo?* Hoc ubique locorum
 « fama, quasi præconæ voce, concelebrat; nec aliquibus
 « dubium puto, nisi forte lateat illos, qui soli, tempestate
 « hac, exulant domi suæ. Quia ergo ab Oriente jam radius
 « serenitatis illuxit per Christum, et incolumitas Ecclesiæ
 « in capite reparatur, superest spes fidei certissima, quod
 « unguentum a capite in apostolicam barbani exuberans
 « descendet in caput et oram Ecclesiæ Anglicanæ. » Joannes Sarisb. *epistola* 210, *ad Willelmum, subpriorem Cantuar.*,
apud Biblioth. Patrum, t. xxiii;—inter *Epistolas S. Thomæ*
Cantuar. lib. II, *epist.* 89;—apud *Baronii Annales*, t. xii,

très-pressantes, pour l'obliger à se réconcilier avec l'archevêque. Le Roi protesta d'abord avec serment, en présence des légats du Pape, qu'il n'en ferait rien, et menaça même de se porter à de nouveaux excès. Un des légats lui répondit aussitôt avec douceur : « Seigneur, ne faites point de menaces : nous ne les craignons point, parce que nous sommes d'une cour qui a coutume de commander aux empereurs et aux rois. » Alors le Roi s'étant radouci, parut disposé à se réconcilier avec l'archevêque, et prit à témoin plusieurs barons et ecclésiastiques de sa chapelle, pour montrer les avances qu'il avait déjà faites dans cette vue¹. La réponse du légat renfermait évidemment

anno 1668, n° 53 ; — apud *Rerum Gallic. Scriptores*, t. xvi ; — Joann. Sarisb. *epist.* 57.

¹ « Aliquantulum ante occasum solis, exiit Rex multum iratus, conquerens graviter de domino Papa, quod nunquam in aliquo audierit eum ; et cum quadam contumacia dixit Rex : *Per oculos Dei, ego faciam aliud* Et Gratiâus gratiose respondit : *Domine, noli minari : nos enim nullas minas timemus ; quia de tali curia sumus quæ consuevit imperare imperatoribus et regibus*. Tunc convocati sunt omnes barones et monachi albi, qui præsentés erant, et omnes fere de capella ; et dominus Rex rogavit ut tempore opportuno testificarentur pro eo, quanta et qualia obtulerat, restitutionem scilicet archiepiscopatus et pacis. » S. Thomæ Cantuar. *Epist.* lib. iii, *epist.* 61 ; — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xv, liv. 72, n° 7.

une menace d'excommunication et de déposition, semblables à celles dont le Pape avait frappé l'Empereur quelques années auparavant; et il résulte clairement de ce récit que le roi d'Angleterre, loin de contester, à cet égard, le pouvoir du Pape, fut intimidé par les menaces du légat, et se mit en devoir de satisfaire le Pape, pour prévenir les suites fâcheuses que sa résistance aurait pu entraîner¹.

L'histoire d'Angleterre fournit encore, vers le même temps, un témoignage remarquable de la persuasion générale des princes et des peuples, à

¹ Le P. Daniel (*Hist. de France*, t. III, p. 601 et 613) suppose que ce fut aussi la crainte de l'excommunication et de la déposition dont le roi d'Angleterre se voyait menacé, qui l'engagea, vers le même temps, à associer son fils à la couronne, afin d'assurer à ce jeune prince le gouvernement du royaume, dans le cas où son père serait déposé. Il y a tout lieu de croire que tel fut en effet le motif de Henri en faisant couronner son fils en 1170; mais quelque bien fondée que soit cette conjecture, elle ne paraît pas assez clairement établie par l'ancien auteur que cite à ce sujet le P. Daniel. (*Hist. Quadrip.* lib. 2, cap. 31. Cet ouvrage se trouve à la tête des *Lettres de saint Thomas de Cantorbery*, publiées par Chr. Lupus.) Il est à remarquer que le docteur Lingard ne dit rien non plus de ce motif que le P. Daniel croit pouvoir donner à la démarche de Henri. (Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. II, chap. 5, p. 376, etc.)

cette époque, sur les effets de l'excommunication par rapport aux souverains.

52. — Richard I^{er}, roi d'Angleterre, ayant été réduit en captivité, au retour de la Terre-Sainte, par l'empereur d'Allemagne Henri VI, en 1192, la reine Eléonore, sa mère, écrivit plusieurs fois au pape Célestin III, pour obtenir, par son intervention, la délivrance de son fils¹. Parmi les considérations pressantes dont elle appuie sa demande, elle représente au pontife, que, pour obtenir la délivrance de Richard, il lui suffit de faire usage de l'autorité que Dieu lui a donnée sur tous les royaumes et sur toutes les puissances de la terre.

• Quelle excuse, lui dit-elle, pourrait pallier votre
 • négligence, puisqu'il est connu de tout le monde
 • que vous avez le pouvoir de délivrer mon fils,
 • si vous en aviez la volonté? Dieu n'a-t-il pas
 • donné à saint Pierre, et à vous en sa personne, la
 • puissance de gouverner tous les royaumes? Il n'y a
 • ni roi, ni empereur, ni duc, qui soit exempt du joug

¹ Petri Blesensis *Epistolæ* 144, 145, 146; *Operum* p. 227, etc.—Rymer, *Fœdera, Conventiones*, etc. t. 1, p. 72-78.—D. Ceillier, *Histoire des Auteurs ecclésiastiques*, t. xxiii, p. 220. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xv, liv. 74, n° 41. — Michaud, *Histoire des Croisades*, t. II, p. 553. — *Bibliothèque des Croisades*, 2^e partie, p. 862.

» de votre juridiction. Où est donc le zèle de Phinées ? Qu'il paraisse que ce n'est pas en vain que l'on vous a mis en main, à vous et à vos coévêques, des glaives à deux tranchants¹..... Vous me direz que cette puissance vous a été donnée sur les âmes et non sur les corps. Je le veux ; mais il nous suffit que vous ayez la puissance de lier les âmes de ceux qui tiennent mon fils en prison, pour qu'il vous soit facile de le délivrer ; faites seulement que la crainte de Dieu chasse en vous la crainte des hommes. Rendez-moi mon fils, ô homme de Dieu, si toutefois vous êtes l'homme de Dieu, et non pas un homme de sang².

¹ « Quæ enim excusatio possit vestram desidiam et incuriam palliare, cum omnibus liqueat quod liberandi filium meum habetis potestatem, et subtrahitis voluntatem ? Nonne Petro apostolo, et in eo vobis a Deo omne regnum, omnisque potestas regenda committitur ?... Non rex, non imperator aut dux a jugo vestræ jurisdictionis eximitur. Ubi est ergo zelus Phinæes ?... Appareat quod non in vanum dati sunt vobis et coepiscopis vestris gladii ancipites in manibus vestris. » Petri Blesensis Epist. 145; Oper. p. 228, col. 2.

Ces paroles font allusion à l'allégorie des deux glaives, alors communément employée pour exprimer la réunion de la puissance spirituelle et de la temporelle entre les mains du Pape.

² « Sed dicetis hanc potestatem vobis in animabus, non

Ces paroles supposent évidemment que, d'après l'usage et les maximes de Droit public alors généralement reconnus, la puissance temporelle était subordonnée à la spirituelle, et qu'en vertu de cette subordination, le pouvoir temporel était réuni au spirituel entre les mains du Pape; en sorte qu'il pouvait, au moyen des peines spirituelles, gouverner les royaumes, et contenir les souverains dans le devoir¹. Ce langage de la reine d'Angleterre est d'autant plus digne d'attention, que, pour écrire au Pape les lettres que nous venons de citer, elle employa la plume de Pierre de Blois, un des hommes les plus distingués de cette époque, par son savoir et sa vertu, et alors attaché à la reine en qualité de secrétaire.

53. — Le *Droit public* dont nous parlons n'était pas moins reconnu en France que dans les autres États de l'Europe, sous la seconde race de

« in corporibus fuisse commissam. Esto; certe sufficit nobis
 « si eorum ligaveritis animas, qui filium meum ligatum
 « in carcere tenent, filium meum solvere, vobis in expe-
 « dito est, dummodo humanum timorem Dei timor eva-
 « cuet. Redde igitur mihi filium meum, vir Dei, si tamen
 « vir Dei es, et non potius vir sanguinum. » Petri Blesensis *Epist.* 146; *Operum* pag. 230, col. 2.

¹ Voyez, à l'appui de ces observations, celles du docteur Lingard que nous avons citées plus haut, art. 1^{er}, n° 22.

nos rois et au commencement de la troisième. En effet, les auteurs dont nous avons cité les témoignages, à l'appui de ce *Droit public*, le supposent commun à tous les Etats de l'Europe, et ne disent rien qui puisse faire soupçonner une exception à l'égard de la France. On serait d'autant moins fondé à supposer cette exception, qu'à l'époque dont nous parlons, le souverain était élu, en France comme ailleurs, sous la *condition expresse* de respecter et de soutenir de tout son pouvoir la religion catholique¹.

Mais indépendamment des témoignages et des faits qui établissent, à cet égard, le *Droit commun* de l'Europe, celui de la France en particulier, au commencement de la troisième race de nos rois, paraît solidement établi, soit par la conduite des papes Grégoire VII et Urbain II envers Philippe I^{er}, soit par le témoignage de plusieurs écrivains même Français, au sujet du mariage scandaleux de ce prince avec Bertrade.

54. — Les lettres de Grégoire VII, aussi bien que les autres monuments de l'histoire contemporaine, nous représentent Philippe I^{er} comme un des princes les plus scandaleux de cette épo-

¹ Voyez plus bas, § 3, n° 73.

que, par le dérèglement de ses mœurs et par le honteux trafic qu'il faisait des évêchés et des abbayes¹. Grégoire VII, si zélé pour la réforme de l'Eglise et des mœurs publiques, l'ayant inutilement sollicité de changer de conduite, crut enfin devoir le menacer d'excommunication et de déposition, s'il persistait dans ses désordres. Voici en quels termes il en écrivit à l'évêque de Châlons, en le chargeant d'avertir le Roi : « Faites savoir » à ce prince que nous ne souffrirons pas plus » longtemps ses entreprises contre l'Eglise ; car, » ou il renoncera au trafic honteux de la simonie, ou les Français, frappés d'un anathème » général, *refuseront désormais de lui obéir*, s'ils » n'aiment mieux renoncer au christianisme². »

¹ Ivonis Carnot. *Epistolæ* 35, 66, etc. Remarquez les notes de Juret sur ces lettres. — Guibert, abbé de Nogent, confirme les reproches qu'on a faits à Philippe I^{er} sur l'article de la simonie, en le caractérisant par ces mots si expressifs : *Hominem in Dei rebus venalissimum*. (Guib. *Monodiarum, sive de Vita sua*, lib. 3, cap. 2, apud *Rerum Gallic. scriptores*, tom. xii, pag. 241.) — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xiii, liv. 62, n^{os} 6, 16 et 20. — *Hist. de l'Egl. Gall.* tom. vii, année 1073, pag. 504, etc. — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés.* tom. xx, pag. 618 et 626.

² « Indubitanter noverit nos hanc Ecclesiæ ruinam nequaquam diutius toleraturos, et ex auctoritate beatorum apostolorum Petri et Pauli, duram inobedientiæ con-

Grégoire VII répète ces menaces dans une lettre adressée, vers le même temps, aux évêques de France, qu'il accusait de fomenter par leur faiblesse, et par un lâche silence, les désordres du Roi. Il leur enjoint en conséquence de s'assembler, afin de concerter entre eux les moyens de l'obliger à rétablir dans ses Etats la justice et les bonnes mœurs, ajoutant que « s'il persiste dans » ses dérèglements, il emploiera, avec l'aide de » Dieu, tous les moyens de lui *ôter la possession » de son royaume* ¹. » Les moyens dont parle ici le Pape sont expliqués dans sa lettre à Guillaume, comte de Poitiers, qu'il invite à se joindre aux

» tumaciam canonica austeritate coercituros. Nam, aut » Rex ipse, repudiato turpi simoniacæ hæresis mercimonio, » idoneas ad sacrum regimen personas promoveri per- » mittet, aut Franci pro certo, nisi fidem christianam » abjicere maluerint, generalis anathematis mucrone » percussi, illi ulterius obtemperare recusabunt. » Gregorii VII *Epistol.* lib. 1, *epist.* 35, apud Labbe, *Conciliorum* tom. x, pag. 34. Cette lettre, aussi bien que celle que nous indiquons dans la note suivante, ont été citées par Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 1, sect. 1, cap. 7.

¹ « Quod si nec hujusmodi districtione voluerit resipiscere, nulli clam aut dubium esse volumus, quin modis » omnibus regnum Franciæ de ejus occupatione, adjuvante » Deo, tentemus eripere. » Gregorii VII. *Epist.* lib. 2, *epist.* 5, pag. 74.

évêques et aux seigneurs de France, pour obliger le Roi à se corriger, et à cesser enfin les violences qui le rendaient également odieux aux Français et aux étrangers. « S'il persiste dans ses dérèglements, continue le Pape, nous le séparerons de la communion de l'Eglise, dans le prochain concile de Rome, lui et tous ceux qui lui rendront honneur et obéissance ¹. » Ce langage suppose clairement que les effets temporels de l'excommunication, par rapport aux souverains, n'étaient pas moins reconnus en France que dans les autres États de l'Europe. Comment croire, en effet, que Grégoire VII, à qui ses adversaires eux-mêmes ne peuvent refuser beaucoup de lumières, de pénétration, et de talents pour le gouvernement, eût employé avec tant de confiance un pareil langage, dans des lettres adressées aux évêques et aux seigneurs de France, si les effets temporels

¹ « Si in perversitate studiorum suorum perduraverit, et secundum duritiam et impœnitens cor suum iram Dei et sancti Petri sibi thesaurizaverit, nos, Deo auxiliante, et nequitia sua promerente, in Romana synodo, a corpore et communione sanctæ Ecclesiæ ipsum et qui cumque sibi regalem honorem vel obedientiam exhibuerit, sine dubio sequestrabimus. » Gregorii VII Epist. lib. 2, epist. 18, pag. 84.

de l'excommunication n'eussent été admis dans ce royaume comme dans tous les autres ?

55. — Le pape Urbain II, dont tous les historiens s'accordent à louer la prudence et les lumières, était, à cet égard, dans la même persuasion que Grégoire VII. C'est ce qui résulte clairement de la conduite qu'il tint envers Philippe I^{er}, en 1095, dans le concile de Clermont, un des plus nombreux qui aient été tenus en France, et auquel assistèrent une multitude d'évêques et de seigneurs de toutes les provinces du monde chrétien¹. Le Roi ayant été excommunié, l'année précédente, par le légat du Pape, dans le concile d'Autun, pour son mariage illégitime avec Bertrade, avait obtenu du souverain pontife, dans le concile de Plaisance, un délai pour plaider sa cause ; mais comme il n'avait donné, depuis ce délai, aucune espérance de conversion, le Pape confirma, dans le concile de Clermont, la sentence d'excommunication déjà portée contre lui, et décerna la même peine « contre ceux qui le re- » connaîtraient pour roi ou seigneur, et qui lui » obéiraient, ou même lui parleraient, sinon pour

¹ *Hist. de l'Eglise Gallicane*, tom. VIII, liv. 22, pag. 50, 51, 76, etc. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, liv. 64, n^{os} 21, 22, 29, 37, etc.

» le faire rentrer en lui-même ¹. » Ce sont les propres expressions de Guillaume de Malmesbury, auteur contemporain, dont le récit est expressément confirmé par la *Chronique* de Gui, chanoine de Châlons-sur-Marne, écrite vers la fin du douzième siècle, et par celle d'Albéric, moine des Trois-Fontaines, qui écrivait au treizième siècle ².

¹ « In eo concilio (Claromontano) excommunicavit dominus Papa regem Philippum Francorum, et omnes qui eum vel regem, vel dominum suum vocaverint, et ei obedierint, et ei locuti fuerint, nisi quod pertineret ad eum corrigendum. » Guill. Malmesb. *De Gestis Anglorum*, lib. 4, cap. 2. — *Recueil des Historiens de France*, tom. xv, pag. 6, et *Préface*, p. v. — Ce passage de Guillaume de Malmesbury est cité par Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 11, pag. 621.

² « Ibi (in concilio Claromontano) dominus Apostolicus excommunicavit Guibertum Ravennatem, qui se papam appellabat, et Henricum imperatorem Romanorum, qui eum manu tenebat, Philippum quoque regem Francorum, ejus concubinam, comitis Andegavorum uxorem, et omnes qui eum regem vel dominum vocarent, vel obedirent, quousque veniret ad emendationem, ut alter ab altero discedat. » — Alberici, monachi Trium Fontium, *Chron.* anno 1095, apud Leibnitz, *Accessiones historicae ad Scriptores rerum German. Hanoveræ*, 1700, in-4°, tom. II, pag. 144. Albéric lui-même, dans le passage que nous venons de citer, rapporte le fait dont il s'agit d'après Gui, chantre de l'église de Saint-Etienne de Châlons, mort en 1203, et auteur d'une *Chronique* qui renferme un abrégé d'histoire universelle depuis le commencement du monde jusqu'au

Il est vrai que Bossuet et quelques autres écrivains modernes contestent la vérité de ce fait, sous prétexte que Guillaume de Malmesbury, le plus ancien auteur qui en parle, était un étranger peu au fait de ce qui se passait en France, et qu'il semble réfuté par le silence des auteurs Français du même temps¹. Mais il semble difficile de contester l'autorité de Guillaume de Malmesbury sur un événement si important, arrivé dans un concile si célèbre, et dans un temps où les relations entre la France et l'Angleterre étaient si fréquentes. Il est également difficile de supposer que deux auteurs français, Gui et Albéric, eussent rapporté le fait avec tant de confiance au douzième et au treizième siècle, si la tradition ne s'en était conservée en France. Au reste, il est à remarquer que Bossuet, et la plupart des auteurs modernes qui ont contesté ce fait, ignoraient absolument les témoignages de Gui et d'Albéric sur cette matière.

temps où l'auteur écrivait. La préface de l'ouvrage de Leibnitz renferme de plus amples détails sur la Chronique d'Albéric, et sur les anciens auteurs d'après lesquels il a écrit. Voyez aussi l'*Hist. littéraire de la France*, tom. xvi, pag. 132, et *alibi passim*.

¹ Bossuet, *ubi supra*. — *Recueil des Hist. de France*, tom. xv, *ubi supra*; tom. xvi, *préface*, pag. lxx.

Mais ce qui résulte du moins évidemment du témoignage de ces deux auteurs, c'est qu'ils regardaient l'usage des effets temporels de l'excommunication, par rapport aux souverains, comme un point de *Droit public* aussi bien reconnu en France que dans les autres Etats de l'Europe, au douzième siècle. Assurément il est bien plus naturel de s'en rapporter, sur un fait de cette importance, à des auteurs si anciens et si voisins du règne de Philippe I^{er}, qu'à des auteurs modernes, qui n'opposent au témoignage des anciens aucun témoignage positif, mais de simples raisonnements, dont la solidité est loin d'être à l'abri de toute contestation.

56. — Au reste, si le témoignage de ces auteurs pouvait laisser quelques doutes sur ce point, ils seraient pleinement dissipés par le témoignage d'Ives de Chartres, un des prélats les plus distingués par ses lumières et sa piété sous le règne de Philippe I^{er} ¹. Déjà nous avons cité une lettre de ce prélat qui suppose clairement les effets temporels de l'excommunication reconnus en France, comme dans les an-

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, liv. 64, n° 6. — Daniel, *Hist. de France*, tom. III, année 1092, etc. — *Histoire de l'Eglise Gall.* tom. VIII, *ibid.*

tres Etats de l'Europe, à l'époque dont nous parlons ¹. Mais, indépendamment de cette lettre, le prélat en écrivit plusieurs autres, à l'occasion du mariage scandaleux de Philippe, dans lesquelles il suppose que les effets temporels de l'excommunication n'étaient pas alors moins reconnus en France par rapport aux souverains que par rapport aux simples particuliers. En effet, ce prince étant menacé d'excommunication (en 1092) pour le mariage dont il s'agit, l'évêque de Chartres lui écrivit, à diverses reprises, pour le faire rentrer en lui-même; et parmi les motifs d'amendement qu'il lui donne, il lui représente surtout le péril extrême auquel il expose sa couronne et le royaume entier, et la perte qu'il doit craindre de son royaume temporel, aussi bien que du royaume éternel, s'il persiste opiniâtrément dans son péché ². Le pape Urbain II ayant adressé, vers le

¹ Voyez plus haut, n° 47.

² « Nec ista (quæ contra illegitimas Regis Ivo nuptias objiciebat) contra fidelitatem vestram, sed pro summa fidelitate » dicere me arbitror; cum hoc et animæ vestræ magnum » credam fore detrimentum, et coronæ regni vestri summum » periculum..... Caveat ergo sublimitas vestra ne in horum » incidatis exemplum, et ita cum diminutione terreni, regnum » amittatis æternum. » Ivonis Carnot. epist. 15; apud Duchesne, *Historiæ Francorum scriptores*, tom. IV. Voyez aussi

même temps, une lettre circulaire à tous les archevêques et évêques de France, pour les autoriser à contraindre le Roi, par les voies canoniques, à se séparer de Bertrade, l'évêque de Chartres obtint, par son ascendant sur l'esprit des évêques, que cette lettre demeurât quelque temps secrète, afin d'empêcher, autant qu'il était en lui, le soulèvement du royaume contre le Roi¹. Enfin ce prince, après plusieurs alternatives d'amendement et de rechutes, d'excommunications et d'absolutions, ayant été de nouveau excommunié en 1100, dans le concile de Poitiers, par les légats du pape Pascal II, l'évêque de Chartres engagea ce pontife à user de condescendance envers le Roi, pour délivrer le royaume du danger auquel il était exposé par l'anathème de ce prince². Il est impossible, à ce

la lettre 13^e. Ces lettres sont les 5^e et 7^e dans le *Recueil des Hist. de France* de D. Bouquet, tom. xv.

¹ « Hæ quidem litteræ jam publicatæ essent; sed, pro amore ejus, feci eas adhuc detineri, quia nolo regnum ejus, quantum ex me est, adversus eum aliquâ ratione commoveri. » Ivonis *Epist.* 23 (alias 14), ad Hædonem dapiferum.

² « Nostræ suggestionis summa est, ut imbecillitati hominis amodo, quantum cum salute ejus potestis, condescendatis, et terram quæ ejus anathemate periclitatur ab hoc periculo eruat. » Ivonis *Epist.* 144 (alias 89) ad Paschalem papam II.

qu'il nous semble, de ne pas reconnaître, dans ces différentes lettres, une allusion aux effets temporels que l'excommunication entraînait alors après elle, *d'après le Droit commun des Etats catholiques de l'Europe*.

57. — Quelques auteurs, il est vrai, ont prétendu que l'évêque de Chartres, en parlant ainsi, ne faisait pas allusion à ces effets temporels, mais au prétexte que plusieurs seigneurs mécontents du Roi pouvaient prendre de son excommunication pour soulever le royaume contre lui¹. Mais rien de plus invraisemblable que cette explication; car 1^o l'évêque de Chartres suppose que le Roi est exposé, par son excommunication, à voir soulever contre lui, non un certain nombre de seigneurs, mais *le royaume entier*; ce qui n'eût pas été à craindre dans le cas où l'excommunication du Roi n'eût été qu'un prétexte de révolte pour un certain nombre de seigneurs; 2^o en admettant même que le danger ne fût venu que d'un certain nombre de seigneurs, les lettres du prélat supposent du moins que la révolte de ces seigneurs eût été puissamment se-

¹ Blondel, *De formula, Regnante Christo*. Amstelodami, 1646, in-4^e, sect. 2, § 15. — *Hist. de l'Eglise Gall.* t. viii, pag. 43.

condée par l'opinion publique sur les effets temporels de l'excommunication ; autrement il est tout à fait incroyable que leurs intrigues, pour détrôner le Roi, eussent été aussi à craindre que le supposent les lettres que nous venons de citer. Au reste, le sens que nous attachons à ces lettres est confirmé par l'idée que les historiens nous donnent généralement de la disposition des esprits en France à l'époque dont nous parlons. Le Roi, malgré les promesses réitérées qu'il avait faites de renvoyer Bertrade, l'ayant reprise en 1098, et ayant été excommunié, pour cette raison, dans le concile de Poitiers, crut devoir, dans une conjoncture si critique, associer à la couronne son fils Louis, âgé seulement de dix-neuf ou vingt ans. Le motif de cette association, selon l'opinion commune des historiens, fut que l'excommunication du Roi *était un prétexte plausible aux plus puissants vassaux de se révolter*¹. Un pareil motif suppose clairement que la révolte des vassaux, dans ces conjonctures, était puissamment secondée par la persuasion générale qui

¹ Daniel, *Hist. de France*, *ubi supra*, pag. 398 et 613.
— Velly, *Hist. de France*, tom. II, pag. 425. — *Biographie universelle*, article *Philippe I^{er}*.

attachait à l'excommunication la perte de toute dignité, même temporelle.

58. — Il y a tout lieu de croire que cette persuasion existait encore en France, comme dans les autres Etats de l'Europe, longtemps après le règne de Philippe I^{er}; car nous verrons bientôt que les plus célèbres écrivains du douzième et du treizième siècle, dans ce royaume comme ailleurs, soutenaient la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, comme un point de *Droit public* alors généralement admis; subordination en vertu de laquelle les souverains pouvaient être jugés et même déposés, en certains cas, par l'autorité de l'Eglise ou du saint Siège ¹.

59. — Nous ne dissimulerons pas, en terminant cet article, que notre sentiment sur les effets temporels de l'excommunication, par rapport aux souverains, semble combattu par une difficulté spécieuse, tirée de la conduite de plusieurs, qui, malgré la sentence d'excommunication dont ils avaient été frappés, continuèrent de gouverner leurs Etats, et d'y être reconnus comme souverains légitimes. S'il en faut croire Fleury, Bossuet et quelques autres écrivains, Philippe I^{er}, roi de

¹ Voyez plus bas, chap. 2, art. 3, n° 167, etc.

France, Frédéric I^{er}, empereur d'Allemagne, et plusieurs autres souverains, quoique excommuniés, ne perdirent rien de leur autorité, et ne furent point regardés comme déchus de leurs droits¹.

60. — Les bornes qui nous sont prescrites ne nous permettent pas d'examiner en détail tous les faits qu'on invoque à l'appui de cette difficulté²; nous nous contenterons d'y opposer quelques observations générales qui suffisent pour la résoudre, et qui renversent en particulier la difficulté tirée des exemples de Philippe I^{er} et de Frédéric I^{er}.

Observons d'abord que, d'après *le Droit public* dont nous parlons, la sentence d'excommunication n'entraînait point *par elle-même* la perte des droits civils; elle n'avait cet effet qu'au bout d'un certain temps, qui était beaucoup plus long par rapport aux souverains que par rapport aux simples particuliers. C'est ce que Bossuet lui-même reconnaît expressément, en disant que les papes

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, liv. 64, n^{os} 21 et 29; tom. XV, liv. 70, n^o 43; liv. 73, n^o 6. — Bossuet, *Défens. Declar.* lib. 3, cap. 10, 19, 20.

² Pour l'éclaircissement de ces faits, on peut consulter Bianchi, *Della Potestà e della Politia della Chiesa*. In Roma, 1745, 5 vol. in-4^e. Voyez principalement le tome II.

distinguaient très-bien l'*excommunication* de la *déposition*, et les *séparaient* souvent l'une de l'autre¹. Il n'est donc pas étonnant qu'un prince excommunié continuât souvent de gouverner ses États, et d'y être reconnu pour légitime souverain.

Observons, en second lieu, qu'indépendamment de ce délai accordé aux excommuniés par le *Droit commun*, avant d'encourir la perte de leurs droits temporels, ils obtenaient quelquefois un délai plus considérable, soit par des appels, soit par des promesses de soumission, soit par des négociations qu'ils prolongeaient adroitement pour éluder une sentence définitive. C'est ainsi que Philippe I^{er}, excommunié dans le concile d'Autun en 1094, obtint un sursis, l'année suivante, au concile de Plaisance, et ne fut définitivement excommunié que dans le concile de Clermont, tenu vers la fin de l'année 1095².

Observons, en troisième lieu, que le Pape, auquel il appartenait, d'après le *Droit public*, de

¹ « Anno 1163, dit Bossuet, in concilio Turonensi excommunicationem renovat (Alexander III), nulla hactenus depositionis mentione; hanc enim ab excommunicatione Romani pontifices separabant. » Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 19, pag. 654. Voyez aussi le chap. 10 du même livre, dernier alinéa.

² Voyez Fleury et Bossuet, *ubi supra*.

prononcer la sentence de déposition contre les souverains qui persévéraient opiniâtrément dans l'excommunication, différerait souvent de la prononcer, soit par ménagement pour les princes, soit par l'espérance de leur amendement, soit dans la crainte des funestes effets qui pouvaient résulter de la sentence. Ce fut ce dernier motif, s'il en faut croire Bossuet, qui empêcha les papes Grégoire VII et Urbain II de prononcer contre Philippe une sentence de déposition¹. Cette conjecture de Bossuet est sans doute sujette à contestation dans le cas particulier dont il parle ; mais elle peut servir à expliquer d'autres faits de même genre.

Observons enfin que les souverains, comme les particuliers, ont pu quelquefois s'attribuer, malgré les censures de l'Église, les droits spirituels ou temporels dont ils étaient réellement dépouillés². De tout temps on a vu des coupables faire peu de cas de la sentence qui les condamnait, et affecter même de la mépriser. Les souverains surtout ne manquent pas ordinairement de moyens

¹ « Neque his (depositionis minis) Franci auscultabant, » dit Bossuet, et ab iis adversus Francos Romani pontifices temperabant. » Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 10.

² Voyez les auteurs cités plus haut, n° 48, note 1.

pour soutenir leurs prétentions en pareils cas, et pour intéresser à leur cause une partie de leurs sujets, souvent même des souverains étrangers. Mais il est évident qu'on ne doit pas alors juger du *droit* par les *faits*, qui peuvent être dignes de blâme; on doit au contraire juger *des faits* par le *droit*, surtout quand celui-ci est d'ailleurs établi par la persuasion générale des princes et des peuples, et par les propres aveux des souverains, dans un temps où ils n'étaient pas intéressés à le contester.

61. — Quelque suffisantes que soient ces observations générales pour résoudre la difficulté qu'on nous oppose, nous y ajouterons quelques observations particulières, relativement aux exemples de Philippe I^{er} et de Frédéric I^{er}.

Pour parler d'abord du roi de France, c'est bien à tort qu'on a prétendu que la sentence d'excommunication prononcée contre lui, à l'occasion de son mariage avec Bertrade, *ne lui avait rien fait perdre de son autorité royale*¹. Il est certain au contraire que, « pendant tout le temps qu'il fut » excommunié, il ne porta jamais le diadème, ni » la pourpre, et ne tint aucune cour solennelle, à

¹ Bossuet et Fleury, *ubi supra*.

» la manière des rois¹. » Ce sont les propres expressions d'Orderic Vital, auteur contemporain. Il résulte évidemment de ce témoignage, que, d'après un usage reconnu en France, l'excommunication privait alors le souverain de certains droits et de certains honneurs temporels, même avant que sa déposition eût été prononcée.

Il est vrai que Philippe, dans le temps même où il était privé de ces honneurs, et depuis la sentence prononcée contre lui par le pape Urbain II, dans le concile de Clermont, continua de gouverner ses États, et d'y être regardé comme souverain légitime. Mais on doit remarquer aussi que ce prince, effrayé de cette sentence, parut se repentir de son crime, et se mit en devoir de satisfaire le Pape, dont il obtint en effet l'absolution au concile de Nîmes, en 1096². Les négociations qui eurent lieu à ce sujet durèrent naturellement

¹ « Tempore Urbani et Paschalis Romanorum pontificum, fere quindecim annis interdictus fuit (Philippus). » Quo tempore, nunquam diadema portavit, nec purpuram induit, neque solemnitatem aliquam regio more celebravit. » Orderic Vital, *Hist. eccles.* lib. 8, anno 1092. — *Recueil des Hist. de France*, tom. XII, pag. 650; tom. XIV, préface, § 10, n° 40. — *Hist. de l'Eglise Gallicane*, t. VIII, page 50.

² Voyez Fleury et Bossuet, *ubi supra*.

suspendre l'effet de la sentence. Ajoutons que, le texte de cette sentence n'étant pas parvenu jusqu'à nous, il serait difficile de dire si la déposition de Philippe y était prononcée d'une manière *absolue* et *définitive*, ou seulement en *termes conditionnels*, et supposé qu'il refusât de satisfaire à l'Église dans un temps déterminé.

L'exemple de Frédéric Barberousse ne fournit pas une difficulté plus sérieuse contre la réalité du *Droit public* dont nous parlons. Il est vrai que ce prince, malgré la sentence de déposition prononcée contre lui par le pape Alexandre III, continua d'être réputé et nommé empereur par un grand nombre de ses sujets, surtout en Allemagne, et en Italie même, par les partisans du schisme qu'il soutenait; mais il est certain qu'il était réellement déchu de sa dignité aux yeux des autres nations et des fidèles catholiques. C'est ce qui résulte clairement de plusieurs lettres de Jean de Sarisbury, particulièrement de celle que nous avons déjà citée¹, et qu'il écrivit à Guillaume, sous-prieur de l'abbaye de Cantorbéry, à l'occasion des démêlés du roi d'Angleterre avec saint Thomas de Cantorbéry. L'auteur de cette lettre suppose,

¹ Voyez plus haut, n° 51. Voyez aussi les lettres 159, 178, 182, 211, 238, 270 du même auteur.

comme des choses notoires et généralement reconnues : 1^o que le Pape a déposé l'Empereur, en vertu du pouvoir qu'il a reçu de Dieu sur toutes les nations et sur tous les royaumes; 2^o que cette sentence a détaché de Frédéric et soulevé contre lui la plus grande partie de ses États en Italie. Tout ce que dit, à ce sujet, Jean de Sarisbery, est confirmé par les *Actes d'Alexandre III*, publiés en partie, d'après les *Archives du Vatican*, par le cardinal Baronius, et plus complètement, au milieu du dernier siècle, par Muratori dans son *Recueil des Historiens d'Italie* ¹. Il résulte de ces *Actes* : 1^o que Frédéric était regardé, en Orient aussi bien qu'en Occident, comme déchû de l'Empire, depuis la sentence de déposition prononcée contre lui par le pape Alexandre III; et que, dans cette persuasion, l'empereur Manuel supplia le Pape de lui rendre la couronne dont Frédéric avait été justement privé ²; 2^o que Frédéric, après de longues et inutiles tentatives pour ramener à

¹ Baronius, *Annal.* tom. XII, anno 1170, n^o 54, etc. anno 1176, n^o 15; anno 1177, n^o 13, et alibi passim. — Muratori, *Rerum Italicarum scriptores*, tom. III, pag. 459, etc.

² « Unde (Emmanuel Magnus Constantinopolitanus imperator) rogat et postulat quatenus, prædictæ Ecclesiæ adversario Imperii Romani corona privato, eam sibi, prout ratio et justitia exigit, restituatis. » Baronii *Annales*, anno 1170, n^o 54. — Muratori, *ubi supra*, p. 460, col. 2.

son obéissance les peuples d'Italie, fut enfin obligé de s'humilier devant le Pape, et de lui demander sérieusement l'absolution, qu'il obtint en effet en 1177¹.

On peut juger, d'après ces témoignages, avec combien peu de fondement Fleury et d'autres écrivains ont avancé que *Frédéric, après la sentence de déposition prononcée contre lui par le pape Alexandre III, était constamment reconnu pour empereur, et que ses sujets catholiques, même ecclésiastiques, ne lui obéissaient pas moins qu'auparavant*².

¹ « Fridericus vero, cum..... in cunctis actionibus suis
» eventus semper sinistros haberet,... pacem Romanæ Ec-
» clesie, quam præ cæteris rebus affectare se publice asse-
» rebat, per se ipsum requirere studuit..... Quamvis au-
» tem causa ejus, ab eo tempore quo cœpit Ecclesiam Dei
» persequi, semper, ultore Domino, in deterius habere-
» tur, et nulla eum adversitas atque difficultas laboris a suo
» incepto retraheret; modo tamen ita vehementer a su-
» premo iudice percussus et humiliatus est, quod ad pacem
» Ecclesie, quam hactenus in duplicitate quæsierat, incli-
» nari humiliter videretur, et eam, per majores personas
» Imperii, a domino Alexandro papa et ejus fratribus, sup-
» pliciter postularet. » Baronius, *ubi supra*, anno 1176,
n° 15. — Muratori, *ubi supra*, pag. 465, col. 2; et 467,
col. 2. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xv, liv. 73, n° 1^{re}, etc.

² Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xv, liv. 73, n° 60. — Bos-
suet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 19.

§ 11. — *Droit public de l'Europe, au moyen âge, sur les effets temporels de l'hérésie.*

- 62. — Les effets temporels de l'hérésie naturellement amenés par ceux de l'excommunication.
- 63. — Effets temporels de l'hérésie établis par le *Droit Romain*.
- 64. — La peine de déposition décernée contre les princes hérétiques par le *Droit commun* de l'Europe catholique au moyen âge.
- 65. — Preuves de ce *Droit commun* par le troisième concile général de Latran.
- 66. — Autre preuve, tirée du quatrième concile général de Latran.
- 67. — Concours des deux puissances dans la publication de ces décrets.
- 68. — Ces décrets confirmés par les ordonnances des princes, et par divers conciles ou assemblées mixtes.

62. — De toutes les excommunications, la plus juste sans contredit, comme la plus ancienne dans l'Eglise, est celle dont elle a toujours frappé les hérétiques notoires, qui, par un attachement opiniâtre à leurs erreurs, secouent son autorité et se séparent eux-mêmes de sa société. Il était donc naturel que les effets temporels attachés à l'excommunication, par le *Droit public* du moyen âge, fussent à plus forte raison attachés à l'hérésie, au schisme, à l'apostasie, et aux autres délits qui donnent un juste fondement de regarder comme hérétiques ceux qui s'en rendent coupables.

63. — Cette conséquence était d'autant plus naturelle, qu'elle n'était au fond qu'un renouvellement et une confirmation des *lois Romaines*, adoptées de bonne heure, sur ce point comme sur plusieurs autres, dans la plupart des nouvelles monarchies fondées depuis le quatrième siècle, sur les ruines de l'Empire Romain en Occident. En effet, il est souvent ordonné aux évêques et aux magistrats, dans le *Code Théodosien* et dans le *Code Justinien*, de rechercher les hérétiques et leurs fauteurs, de les arrêter, de les examiner, et de les punir selon leurs mérites, *jusqu'à les priver de leurs emplois et de leurs dignités*, s'ils ne satisfont à l'Eglise. Ces dispositions successivement établies contre plusieurs sectes hérétiques, et principalement contre les Manichéens, sont appliquées, dans le *Code Justinien*, à tous les hérétiques sans exception :

- Nous condamnons à l'infamie perpétuelle, dit
- l'Empereur, nous déclarons coupables de trahi-
- son, et nous condamnons à l'exil tous les héré-
- tiques des deux sexes, sous quelque nom qu'on
- les désigne; voulant que tous leurs biens soient
- confisqués, sans espérance de retour, en sorte
- que leurs enfants eux-mêmes ne puissent être
- admis à leur succession : car c'est un plus grand
- crime d'offenser la majesté divine que celle des

• princes temporels. Quant à ceux qui seront seulement suspects d'hérésie, si, étant requis par l'Eglise, ils ne fournissent des preuves convaincables de leur innocence, selon la nature du soupçon et la qualité de la personne, ils seront aussi regardés comme infâmes et bannis¹. »

On ne voit pas, il est vrai, que ces dispositions

¹ « Omnes hæreticos utriusque sexus, quocumque nomine censeantur, perpetua damnamus infamia, diffidamus atque bannimus : censeutes ut omnia bona talium confiscentur, nec ad eos ulterius revertantur : ita quod filii eorum ad successionem eorum pervenire non possint ; cum longe gravius sit, æternam quam temporalem offendere majestatem. Qui autem inventi fuerint sola suspicionem notabiles, nisi, ad mandatum Ecclesiæ, juxta considerationem suspicionis, qualitatemque personæ, propriam innocentiam congrua purgatione monstraverint, tanquam infames et banniti ab omnibus habeantur. » *Codex Justin.* lib. 1, tit. 5, u^o 19. Pour l'explication des mots *diffidamus* et *bannimus*, voyez le *Glossaire* de Ducange, avec les *Suppléments* de Carpentier. Parmi un grand nombre de passages du *Droit Romain* qu'on pourrait citer à ce sujet, nous remarquerons seulement ceux qui suivent : *Codex Theod.* lib. 16, tit. 5, n^o 42, etc. — *Codex Justin.* lib. 1, tit. 5, n^o 4, 19, etc. On peut voir l'analyse du *Droit Romain*, sur cette matière, dans les ouvrages suivants : D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés.* t. iv, chap. 5, art. 4 ; tom. viii, chap. 15 ; tom. xvi, chap. 20 ; — Domat, *Droit public*, liv. 1^{re}, tit. 19 ; — Thomassin, *Traité des édits*, tom. 1, chap. 30, etc. tom. II, chap. 9 ; — Bossuet, *Défens. Declar.* lib. 4, cap. 3.

aient jamais été appliquées aux empereurs, avant l'établissement du nouvel Empire d'Occident; nous croyons même que l'usage et la constitution de l'Empire, avant cette époque, ne permettaient pas cette application, autorisée depuis par le *Droit public du moyen âge*. Mais il est certain que, sous les empereurs romains, ces dispositions étaient en vigueur par rapport aux simples particuliers, et qu'on les appliquait même quelquefois, avec le consentement des empereurs, aux magistrats civils et militaires. On en trouve un exemple remarquable sous le règne de Justinien, qui donna au patriarche d'Alexandrie, vers l'an 540, une pleine autorité sur les ducs et les tribuns de l'Egypte, pour éloigner de ces emplois les hérétiques, et mettre à leur place des catholiques¹.

64. — Mais quelle que soit l'origine de la législation du moyen âge sur ce sujet, un des points les mieux établis dans l'histoire de cette période, principalement depuis le dixième siècle, c'est que, d'après la constitution ou le *Droit public* de tous les

¹ « Accepit (patriarcha Alexandrinus) ab Imperatore potestatem super ordinationem ducum et tribunorum, ut removeret hæreticos, et pro eis orthodoxos ordinaret. » *Liberati Breviarium*, cap. 23; apud Labbe, *Conciliarum* tom. v, pag. 777. — Fleury, *Hist. ecclésiast.* tom. vii, liv. 33, n° 1^{re}.

Etats catholiques de l'Europe, les souverains, aussi bien que les seigneurs particuliers, encouraient par l'hérésie la peine de déposition, et pouvaient en effet être déposés par une sentence émanée de la puissance ecclésiastique. Nous aurons bientôt occasion d'établir ce point si important, par la législation particulière des principaux Etats de l'Europe au moyen âge. Mais, indépendamment de cette législation particulière des divers Etats, il est aisé de montrer que tel était, à l'époque dont nous parlons, le *Droit commun de tous les Etats catholiques de l'Europe*. C'est ce qui résulte clairement de plusieurs conciles, tant généraux que particuliers, dont les décrets, sur cette matière, ont été publiés en présence et avec le consentement exprès ou tacite des princes chrétiens. Nous remarquerons surtout, à ce sujet, les décrets du troisième et du quatrième concile œcuménique de Latran, si diversement expliqués par plusieurs auteurs qui n'ont pas fait assez d'attention au concours des deux puissances dans ces grandes assemblées¹.

¹ Voyez, sur ces différentes explications, Tournely, *De Ecclesia*, tom. II, pag. 47 ; — Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 4, cap. 1 et 2 ; — Mamachi, *Origines et Antiquitates Christianæ*, tom. IV, pag. 245, nota 2.

65. — Le premier de ces conciles, tenu en 1179, renouvelle contre les Albigeois et plusieurs autres hérétiques de cette époque les principales dispositions alors en vigueur dans tous les Etats chrétiens de l'Europe, et fondées pour la plupart sur le *Droit Romain*, comme on vient de le voir. Les expressions de ce concile sont d'autant plus remarquables qu'il distingue très-exactement les *peines spirituelles* que l'Eglise décerne contre les hérétiques par sa propre autorité, d'avec les *peines temporelles* qu'elle ne décerne que du consentement et avec le secours des princes chrétiens. Voici les propres expressions de ce concile¹ : « Quoique » l'Eglise, comme dit saint Léon², *contente de pro-* » *noncer des peines spirituelles par la bouche de ses* » *ministres*, ne fasse point d'exécutions sanglan-

« Sicut ait beatus Leo, licet ecclesiastica disciplina, sa- » *cerdotali contenta judicio*, cruentas non efficiat ultiones, » *catholicorum tamen principum constitutionibus adjuvatur*, ut » *sæpe quærit hominibus salutare remedium, dum corporale* » *super se metuunt evenire supplicium.* » *Concil. Later. III,* can. 27, apud Labbe, *Conciliarum* tom. x, page 1522.

² Le Concile emploie ici les propres expressions de saint Léon dans sa *Lettre à Turibius*, évêque d'Espagne, au sujet des Priscillianistes qui infestaient alors ce royaume. *Sancti Leonis Epist.* 15 (alias 93), n° 1. — Fleury, *Hist. ecclési.* tom. vi, liv. 27, n° 10.

» *chrétiens*, afin que la crainte du châtimement corporel engage les coupables à recourir au remède spirituel. » Après avoir établi ce principe, comme le fondement de son décret, le concile emploie contre les hérétiques les peines spirituelles et temporelles. D'abord il les anathématise, eux et leurs auteurs, les sépare de la communion des fidèles, défend d'offrir pour eux le saint sacrifice et de leur donner la sépulture chrétienne; puis, faisant usage du secours que l'Eglise reçoit des princes chrétiens, il décerne, contre les hérétiques, des peines temporelles, en ces termes : « Que tous ceux » qui s'étaient engagés envers eux par quelque » convention, se regardent comme déliés de toute » obligation de fidélité, d'hommage et d'obéissance, » tandis qu'ils persévéreront dans l'hérésie. De » plus, nous enjoignons à tous les fidèles, pour la » rémission de leurs péchés, de s'opposer courageusement aux ravages des hérétiques, et de fendre par les armes le peuple chrétien contre eux. Nous ordonnons aussi que leurs biens » soient confisqués, et qu'il soit permis aux princes de les réduire en servitude¹. » Le concours

¹ « *Relaxatos autem se noverint a debito fidelitatis et hominū, ac totius obsequiū, donec in tanta iniquitate permanserint, quicumque illis aliquo pacto tenentur annexi.* »

des deux puissances pour la publication de ce décret, outre qu'il est clairement supposé par le texte même que nous venons de citer, est d'ailleurs attesté par un auteur contemporain, qui, après avoir rapporté les canons du concile dont nous parlons, ajoute que « ces décrets ayant été » publiés, furent reçus *par tout le clergé et le peuple* » *présent* ¹. » Il est certain, comme Bossuet le remarque à ce sujet, que dans le style des conciles et de tous les auteurs ecclésiastiques, le mot *peuple* est ici employé par opposition au *clergé*, pour désigner tous les *laïques* présents au concile, même les princes et les seigneurs ².

« *Ipsis autem cunctisque fidelibus in remissionem peccatorum injungimus, ut tantis cladibus se viriliter opponant, et contra eos armis populum christianum tueantur, confiscenturque eorum bona, et liberum sit principibus hujusmodi homines subicere servituti.* » Concil. Lateran. III ; *ubi supra*, pag. 1523.

¹ « *His itaque decretis promulgatis, et ab universo clero ac populo circumstante receptis, etc.* » Roger de Hoveden, *Ann. Anglican.* lib. 2, apud *Scriptores Angliæ*, tom. 1 ; necnon apud Labbe, *Concil.* tom. x, pag. 1525.

² « *Populi autem nomine, ecclesiastico more styloque, laïci omnes intelligebantur, ipsique adeo principes et eorum legati.* » Bossuet, *Def. Declar.* lib. 4, cap. 1, pag. 6. On peut voir encore, à l'appui de ces observations, Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xv, liv. 73, n° 22 ; — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclésiastiques*, tom. xxi, pag. 721 ; — Pey, *De l'Au-*

66. — Ce décret du troisième concile de Latran fut renouvelé, au commencement du siècle suivant, par le quatrième concile de Latran, tenu en 1215. Après avoir anathématisé, généralement et sans exception, toutes les hérésies contraires à la foi catholique, le concile continue en ces termes : « Nous ordonnons¹ que les hérétiques, après

torité des deux puissances, t. 1, p. 112.—Thomassin, *Traité des Édits*, t. II, chap. 9;—Bernardi, *De l'Origine et des Progrès de la législation Française*, liv. 5, chap. 3, p. 316.

1 « *Damnati vero, secularibus potestatibus presentibus, aut eorum balivis, relinquantur animadversione debita puniendi, clericis prius a suis ordinibus degradatis; ita quod bona hujusmodi damnatorum, si laici fuerint, confiscentur, si vero clerici, applicentur ecclesiis a quibus stipendia perceperunt. Qui autem inventi fuerint sola suspitione notabiles, nisi juxta considerationes suspicionis, qualitatemque personæ, propriam innocentiam congrua purgatione monstraverint, anathematis gladio feriantur, et usque ad satisfactionem condignam ab omnibus evitentur; ita quod si per annum in excommunicatione persisterint, extunc velut hæretici condemnentur. Moneantur autem et inducantur, et si necesse fuerit, per censuram ecclesiasticam compellantur seculares potestates, quibuscumque fungantur officiis, ut sicut reputari cupiunt et haberi fideles, ita pro defensione fidei præstent publice juramentum; quod de terris suæ jurisdictioni subjectis, universos hæreticos ab Ecclesia denotatos, bona fide, pro viribus exterminare studebunt. . . . Si vero dominus temporalis, requisitus et monitus ab Ecclesia, terram suam purgare neglexerit ab hac hæretica fœdi-*

» avoir été condamnés, soient livrés aux puissances
 » séculières, ou à leurs baillis, pour être punis
 » comme ils le méritent, en observant néanmoins

» tate, per metropolitanum et cæteros comprovinciales epi-
 » scopos excommunicationis vinculo innodetur; et si satis-
 » facere contempserit infra annum, significetur hoc summo
 » Pontifici, ut extunc ipse vassallos ab ejus fidelitate denun-
 » tiet absolutos, et terram exponat catholicis occupandam,
 » qui eam, exterminatis hæreticis, sine ulla contradictione
 » possideant, et in fidei puritate conservent; salvo jure
 » domini principalis, dummodo super hoc ipse nullum
 » præstet obstaculum, nec aliquod impedimentum oppo-
 » nat; eadem nihilominus lege servata circa eos qui non
 » habent dominos principales..... Credentes vero præter-
 » ea, receptores, defensores et fautores hæreticorum, ex-
 » communicatione decernimus subjacere; firmiter sta-
 » tuentes ut postquam quis talium fuerit excommunica-
 » tione notatus, si satisfacere contempserit infra annum,
 » extunc ipso jure sit factus infamis, nec ad publica offi-
 » cia seu consilia, nec ad eligendos aliquos ad hujusmodi,
 » nec ad testimonium admittatur. Sit etiam intestabilis,
 » ut nec testandi liberam habeat facultatem, nec ad hære-
 » ditatis successionem accedat. Nullus præterea ipsi, super
 » quocumque negotio, sed ipse aliis respondere cogatur.
 » Quod si forte judex extiterit, ejus sententia nullam ob-
 » tineat firmitatem, nec causæ aliquæ ad ejus audientiam
 » perferantur. Si fuerit advocatus, ejus patrocinium nulla-
 » tenus admittatur. Si tabellio, ejus instrumenta confecta
 » per ipsum nullius penitus sint momenti, sed cum auc-
 » tore damnato damnentur. » *Concilium Lateranense IV*,
 can. 3; apud Labbe, *Conciliorum* t. XI, prima parte, p. 147,
 etc. - Fleury, *Hist. ecclés.* t. XVI, liv. 77, n° 47.

» de dégrader les clercs avant de les livrer au bras
» séculier ; que les biens des laïques ainsi con-
» damnés soient confisqués, et ceux des clercs ap-
» pliqués aux églises dont ils ont reçu les rétri-
» butions ; que l'on frappe aussi d'anathème ceux
» qui seront suspects d'hérésie, à moins qu'ils ne
» se justifient d'une manière convenable, suivant
» la nature du soupçon et la qualité de la per-
» sonne ; que tous les fidèles évitent de communi-
» quer avec eux, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait à
» l'Eglise ; et qu'ils soient enfin condamnés comme
» hérétiques, s'ils persistent dans l'excommuni-
» cation pendant un an. On avertira encore, et on
» obligera même, s'il est nécessaire, par les cen-
» sures ecclésiastiques, toutes les puissances sé-
» culières,.... de s'engager, par un serment pu-
» blic, à chasser de leurs terres les hérétiques
» notés par l'Eglise..... Si un seigneur temporel,
» averti et requis par l'Eglise, néglige de purger
» sa terre de la contagion de l'hérésie, il sera d'a-
» bord excommunié par le métropolitain et ses
» comprovinciaux ; et s'il ne satisfait dans l'an-
» née, on en avertira le Pape, afin qu'il déclare
» les vassaux de ce seigneur déliés de leur ser-
» ment de fidélité, et qu'il abandonne sa terre à
» des catholiques, pour la posséder paisiblement,

» après en avoir chassé les hérétiques, et pour y
» maintenir la pureté de la foi ; sauf le droit du
» seigneur suzerain, pourvu que lui-même ne
» mette aucun obstacle ou empêchement à l'exé-
» tion de ce décret ; et cependant on suivra la
» même règle à l'égard de ceux qui n'ont point de
» seigneur suzerain..... Nous ordonnons en outre
» que les protecteurs et les fauteurs des hérési-
» ques soient excommuniés ; et que s'ils ne satis-
» font dans l'année, ils soient, de plein droit, re-
» gardés comme infâmes, inhabiles aux offices et
» conseils publics,... intestables, c'est-à-dire inca-
» pables de tester et de recueillir une succession ;
» que personne ne soit obligé de leur répondre en
» justice, sur quelque affaire que ce soit, bien
» qu'ils soient obligés de répondre aux autres. Si
» un homme ainsi condamné est juge, ses sen-
» tences n'auront aucune force ; s'il est avocat, il
» ne sera point admis à plaider ; s'il est tabellion
» (ou notaire), les actes par lui dressés n'auront
» aucune valeur. »

67. — Il semble, au premier abord, que le concile, en publiant de pareils décrets, entreprenait sur les droits de la puissance temporelle. Mais, outre que le concours des princes, nécessaire pour la validité de ces décrets, avait été clairement expli-

qué dans le troisième concile de Latran, tenu peu de temps auparavant, il est certain que ces décrets ne furent publiés que de concert avec les princes chrétiens, qui avaient tous été convoqués à ce concile, et qui y assistèrent en effet par leurs ambassadeurs. C'est ainsi que Bossuet, Fleury, et la plupart des historiens et des canonistes, particulièrement en France, expliquent les décrets dont il s'agit, et plusieurs autres du même genre, qu'on rencontre dans les conciles généraux du moyen âge¹. La réunion des deux puissances dans ces conciles a même engagé plusieurs savants auteurs à les considérer comme des *diètes générales*, ou des *Etats généraux* de l'Europe, qui avaient tout à la fois le caractère d'*assemblées ecclésiastiques* et d'*assemblées politiques*². En effet, tous les princes catholiques de l'Europe y étant convoqués, aussi bien que les évêques, et y assistant par eux-mêmes ou par leurs ambassadeurs, les décrets

¹ Fleury, *ubi supra*. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 4, cap. 1-5. — D. Ceillier, *Histoire des Auteurs ecclésiastiques*, tom. xxi, page 721; tom. xxiii, pag. 560. — Milner, *Excellence de la religion catholique*, lettre 49. Voyez aussi les ouvrages de l'abbé Pey, du P. Thomassin et de Bernardi cités dans la dernière note de la page 128.

² Thomassin, *ubi supra*, pag. 87. — Id. *Ancienne et nouvelle Discipline*, tom. II, liv. 3, chap. 45-57, *passim*. — Bernardi, *ubi supra*, pag. 316.

qu'on y publiait sur les objets temporels émanaient tout à la fois de l'autorité de l'Eglise et des princes, et devenaient ainsi obligatoires pour tous les peuples catholiques de l'Europe.

68. — Mais indépendamment de ce concours des deux puissances dans le troisième et le quatrième concile de Latran, le consentement que les princes chrétiens donnaient aux décrets que nous venons de citer, est clairement prouvé par un grand nombre de lois émanées, vers ce même temps, de la puissance temporelle, et par plusieurs conciles ou *assemblées mixtes* tenues en divers Etats. Nous remarquerons en particulier une constitution publiée par Frédéric II, empereur d'Allemagne, en 1220, le jour même où il reçut la couronne impériale de la main du pape Honorius III. L'Empereur confirme expressément, par cette constitution, les décrets du troisième et du quatrième concile de Latran que nous avons rapportés, et qui sont textuellement insérés dans cette ordonnance¹. Quelques années après, saint Louis, à peine monté sur le trône, en publia une semblable, pour assurer l'exécution des mêmes décrets dans les provinces du midi de la France, où

¹ *Constitutio Frederici II, ad calcem Libri Feudorum.* — Fleury, *Hist. ecclésiast.* tom. XVI, liv. 78, n° 40.

l'hérésie des Albigeois, et la protection que le comte de Toulouse leur avait longtemps accordée, rendaient cette exécution plus difficile¹. Ce fut par de semblables motifs que le saint roi demanda depuis au pape Alexandre IV, et en obtint l'établissement du tribunal de l'inquisition en France².

Parmi les *conciles* ou *assemblées mixtes* qui ont publié, vers le même temps, de semblables décrets, nous remarquerons en particulier le concile de

¹ *Constitutio Ludovici IX*; apud Labbe, *Conciliorum* t. xi, prima parte, pag. 423.—*Hist. de l'Église Gallicane*, tom. xi, liv. 31, pag. 31.—Daniel, *Hist. de France*, édition du P. Griffet, tom. iv, pag. 575.

² Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xvii, liv. 84, n° 15. On doit corriger ou modifier, d'après cet exposé, l'assertion de plusieurs canonistes français du dernier siècle, qui assurent que les peines temporelles, prononcées par les papes contre les hérétiques, ne sont point d'usage en France. (De Héricourt, *Lois ecclés. de France*, tom. 1, pag. 149, 1^{re} col.) Il est certain que sous le règne de saint Louis, et même longtemps après, la France n'avait point, à cet égard, d'autre usage que celui de tous les États catholiques de l'Europe. Il est vrai que, par suite des progrès de la réforme en France, les principales dispositions du *Droit commun*, sur ce point, y tombèrent peu à peu en désuétude; mais on sait que la plupart de ces dispositions furent remises en vigueur par la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685. Voyez de Héricourt; *ibid.* pag. 378, etc.—Davigney, *Mémoires pour servir à l'Hist. ecclés. du dix-septième siècle*, tom. iii, année 1685;—*Hist. de Bossuet*, par le card. de Bausset, tom. iv, liv. 11, n° 15.

Tours, en 1163, composé d'une multitude d'évêques et de seigneurs des royaumes de France et d'Angleterre¹; celui de Vérone, en 1184, auquel assistèrent un grand nombre d'évêques et de seigneurs d'Allemagne, de Lombardie et de quelques autres Etats²; et celui de Toulouse, en 1229, où l'on renouvela les règlements publiés peu de temps auparavant par saint Louis contre les hérétiques³.

Tous ces témoignages sont assurément plus que suffisants pour établir le *Droit public* de l'Europe, au moyen âge, sur les effets temporels de l'hérésie, par rapport aux princes. Mais ce point si important sera de plus en plus établi, dans les paragraphes suivants, par les propres aveux des souverains, les plus jaloux de leur autorité, et les

¹ *Concil. Turon.* apud Labbe, *Concil.* tom. x, pag. 1411.

— Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xv, liv. 70, n° 63.

² *Concil. Veron.* apud Labbe, *ibid.* pag. 1737 et 1740.

— Fleury, *ibid.* liv. 73, n° 54.

³ *Concil. Tolos.* anni 1229; apud Labbe, *Concil.* tom. xi, prima parte, pag. 426, etc. — Fleury, *ibid.* tom. xvi, liv. 79, n° 57. — *Hist. de l'Église Gallic.* t. xi, liv. 31, p. 35, etc. — Pour le développement de la discipline du moyen âge, sur ce point, on peut consulter, outre les auteurs déjà cités, Alphonse de Castro, *De justa hæreticorum punitione*; — Van-Espen, *Jus ecclés. universale*, tom. II, part. 3, tit. 4, cap. 2; — De Héricourt, *Lois ecclés. de France*, 1^{re} partie, chap. 24.

plus intéressés à contester le *Droit public* dont nous parlons¹.

§ III.— *Droit public de la France, sur la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, sous la première et la seconde race de nos rois.*

69.—Témoignage remarquable de saint Grégoire le Grand sur ce point.

70.—L'authenticité de ce témoignage contestée mal à propos par plusieurs critiques.

71.—Diverses explications données à ce passage.

72.—La difficulté levée par le consentement des princes Français au décret de saint Grégoire.

73.—Les monarques Français généralement regardés comme *justiciables du concile*, sous la seconde race de nos rois.

74.—Ce fait expressément reconnu par nos plus célèbres historiens.

75.—Cette persuasion générale n'était point une erreur.

76.—On ne saurait prouver que cette persuasion ait été introduite par la politique de Pepin et de ses successeurs.

69. — Le royaume des Francs est peut-être, de tous les Etats de l'Europe, celui qui nous offre les plus anciens vestiges du *Droit public* dont nous

¹ Remarquez surtout, dans le § 7 de ce second article (n^{os} 102 et 113), les aveux de l'empereur Henri IV, sous Grégoire VII; et la lettre écrite par saint Louis et les seigneurs Français au pape Grégoire IX, à l'occasion de la déposition de l'empereur Frédéric II.

parlons; du moins, il est un de ceux où ce *Droit* paraît avoir été d'abord mieux affermi, et plus généralement reconnu.

Saint Grégoire le Grand, vers la fin du sixième siècle, accordant certains privilèges aux monastères et à l'hôpital d'Autun, déclare déchus de leur dignité tous les laïques, même les rois et autres seigneurs, qui oseraient violer ces privilèges¹.
 « Si quelqu'un, dit-il, roi, évêque, juge, ou autre
 » personne séculière, ayant connaissance de cette
 » constitution, ose y donner atteinte, *qu'il soit privé*
 » *du pouvoir et de l'honneur attachés à sa dignité*, et
 » qu'il s'attende à répondre de son crime au jugement de Dieu². »

70. — La difficulté de concilier ce langage avec la doctrine de l'antiquité, et avec les principes de saint Grégoire lui-même sur la distinction et l'indépendance mutuelle des deux puissances, a fait croire à plusieurs critiques modernes que cette clause avait été ajoutée à ses lettres par un faus-

¹ S. Greg. *Epistol.* lib. XIII, epist. 8, 9 et 10; *Opus* tom. II. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. VIII, liv. 36, n° 43. — *Hist. de l'Église Gallic.* tom. III, année 602, pag. 356. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 9.

² « Si quis regum, sacerdotum, judicum, personarum-
 » que sæcularium, hanc constitutionis nostræ paginam
 » agnoscens, contra eam venire tentaverit, *potestatis, hono-*

saire¹. Mais cette opinion est clairement réfutée par l'autorité des manuscrits même les plus anciens, et par plusieurs autres témoignages authentiques, selon la remarque des savants Bénédictins, éditeurs des *Oeuvres de saint Grégoire*². Aussi un des plus savants et des plus judicieux critiques du dernier siècle ne craint pas de dire que les privilèges dont il s'agit, tels qu'ils sont rapportés dans les lettres de saint Grégoire, *doivent paraître incontestables à toute personne non prévenue*³.

71. — En supposant l'authenticité de la clause dont il s'agit, quelques auteurs ont cru lever la difficulté qu'elle présente, en soutenant que cette clause n'était pas proprement un *décret* ou une *menace de déposition* contre les infracteurs, mais une *formule purement imprécatoire*, pour les menacer de la vengeance divine même en ce monde⁴.

« *risque sui dignitate careat, reumque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat.* » S. Greg. *ubi supra*, epist. 8, 9 et 10.

¹ Cette opinion est adoptée par le P. Maimbourg, *Hist. du pontificat de saint Grégoire*, pag. 290 ; — Lebeau, *Hist. du Bas-Empire*, tom. xi, liv. 49, n° 50.

² Voyez la note b des éditeurs, sur la 8^e lettre déjà citée.

³ D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés.* tom. xvii, pag. 317.

⁴ D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés. ubi supra.* — Mabilon, *De re Diplom.* lib. 2, cap. 9. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 9.

Mais cette explication paraît tout à fait contraire au sens naturel du texte de saint Grégoire, dont les paroles n'expriment pas une *formule purement imprécatoire*, mais une *déclaration absolue* : *Qu'il s'attende*, dit le Pape, *à répondre de son crime au jugement de Dieu*.

Pour lever entièrement la difficulté que présente cette clause, les éditeurs des *Oeuvres de saint Grégoire* observent, d'après ses lettres mêmes, que les privilèges dont il s'agit furent accordés à la demande de la reine Brunehaut, et que tout y fut réglé conformément à ses désirs. « On ne peut douter, » disent-ils¹, que saint Grégoire, s'il eût suivi sa propre inclination et sa douceur naturelle, ne se fût abstenu d'une clause si sévère; mais il ne pouvait la refuser à la Reine, qui voulait intimider, par ce moyen, les violateurs de l'acte dont il s'agit. C'est ainsi que les Pères du quatrième concile d'Orléans (en 541), à la demande du roi Childebert, défendent à toute sorte de personnes, de quelque condition et dignité qu'elles soient, de toucher aux biens de l'hôpital de Lyon, sous peine d'être frappées d'anathème irrévocable, comme meurtriers des pauvres². »

¹ Note b sur la lettre huitième.

² Concil. Aurelian. anni 541, can. 15.

On sera frappé de la justesse de ces réflexions, pour peu qu'on lise attentivement les lettres que saint Grégoire écrivit à la reine Brunehaut et à Théodoric, son petit-fils, en leur adressant les privilèges dont nous parlons. « Afin de participer en » quelque manière à vos bonnes œuvres, leur dit- » il, nous avons accordé auxdits lieux les privilèges, *tels que vous les désiriez*, pour le repos et la » sûreté des habitants; et nous n'avons pas voulu » différer d'un seul instant à satisfaire *les louables » désirs de Votre Excellence* ¹. »

72. — Il résulte clairement de ces observations, que, dès le temps de saint Grégoire, les princes Français consentaient à se laisser déposer, en certains cas, par l'autorité du Pape. Une pareille concession peut sans doute paraître aujourd'hui extraordinaire; mais il est certain, et reconnu même des auteurs les plus opposés aux maximes du moyen âge sur ce point, que l'histoire de cette période offre bien d'autres exemples de semblables concessions. On a vu plus haut², que Bossuet, Fleury, et la plupart

¹ « Qua de re, ut et nos bonis vestris in aliquo participes haberemur, privilegia locis ipsis, pro quiete et munitione illic degentium, *sicut voluistis, indulsumus, nec Excellentiae Vestrae amplectenda nobis desideria, vel ad modicum differre pertulimus.* » S. Greg. *Epist.* lib. 13, ep. 6 et 7.

² Voyez plus haut, art. 1, n° 19; art. 2, § 2, n° 67.

des canonistes, surtout en France, expliquaient ainsi la peine de déposition et les autres peines temporelles décernées contre les princes hérétiques, dans le troisième et le quatrième concile de Latran. La suite de ces *Recherches* nous donnera lieu de citer plusieurs autres exemples de semblables concessions, particulièrement en France, sous la seconde race de nos rois.

Peut-être pourrait-on ajouter que le consentement de la reine Brunehaut et des princes Français à la clause dont il s'agit, était alors très-conforme aux coutumes du royaume, aussi bien qu'à l'ancienne législation des peuples Germaniques, qui déclarait *déchu de leurs dignités les ducs ou les seigneurs violateurs des décrets du Roi*¹. Il est vrai que cette disposition, telle qu'on la voit aujourd'hui dans les anciennes lois des Francs, ne regarde,

¹ « Si quis autem dux de provincia illa, quem Rex ordinaverit, tam audax aut contumax, aut levitate stimulatus, seu protervus et elatus, vel superbus atque rebellis fuerit, qui decretum Regis contempserit, donatu dignitatis ipsius ducati careat. » *Lex Bajuvariorum*, tit. 2, n° 9; apud Baluz. *Capitularium* tom. 1, pag. 104. — Daniel, *Hist. de France*, tom. II, année 643, pag. 109. Cette loi, rédigée au cinquième siècle par Thierry, roi d'Austrasie, fut plusieurs fois renouvelée par les rois Francs de la première race.

par elle-même, que les seigneurs inférieurs au Roi; mais il y a tout lieu de croire que le Roi lui-même était alors justiciable de l'assemblée générale de la nation, et encourait, en cette qualité, la peine de déposition, par la violation des lois et coutumes de l'Etat. Il est du moins certain, comme on le verra bientôt, que cet usage était en vigueur sous la seconde race de nos rois, et que l'histoire n'en marque point l'origine; il est même naturel de le croire aussi ancien que la monarchie, dans le sentiment aujourd'hui généralement admis, selon lequel la couronne de France, sous la première race de nos rois comme sous la seconde, n'était pas *putement héréditaire, mais élective parmi les princes de la famille royale*¹.

73.— Quoi qu'il en soit de cette dernière supposition, il est certain que, sous les successeurs de Charlemagne, le monarque était généralement regardé comme *justiciable du concile*, qui pouvait déposer, au nom de Dieu, un prince indigne du trône, comme le monarque peut déposer un magistrat indigne de son emploi. L'histoire nous

¹ On trouvera dans le chapitre suivant (art. 1, § 1) quelques détails sur ce point, dont l'éclaircissement peut beaucoup servir à l'explication du texte de saint Grégoire.

montre les princes eux-mêmes prenant alors cette opinion pour base de leur conduite¹. C'est ce qu'on vit en particulier pendant les funestes divisions qui s'élevèrent entre les enfants de Louis le Débonnaire, à l'occasion du partage de ses Etats². Un des principaux moyens que chacun d'eux employa contre son rival, fut de le faire déposer dans un concile. C'est ainsi que Lothaire fut déposé, en 842, par le concile d'Aix-la-Chapelle, assemblé contre lui par ses deux frères, Charles le Chauve, roi de France, et Louis, roi de Bavière. Les évêques de ce concile, après avoir prononcé contre Lothaire une sentence de déposition, déclarèrent aux princes ses frères qu'ils ne leur permettraient point de se mettre en posses-

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xvii, 3^e Discours, n° 10; tom. xix, 7^e Discours, n° 5. — *Hist. de l'Égl. Gallie.* t. xvii; Discours prélim. pag. xlvii. — Daniel, *Hist. de France*, t. ii, pag. 335, 388, 393, etc. *édit. du P. Griffet.* — Velly et Garnier, *Hist. de France*, tom. ii, pag. 60 et 81; tom. xxi, pag. 189. — Moreau, *Discours sur l'Hist. de France*, tom. i, pag. 22-30. — Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 2, cap. 43. — Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. 31, chap. 23, dernière page.

² Nithard, *De Dissensionibus filiorum Ludovici Pii*, lib. 4; apud Labbe, *Concilior.* tom. vii, pag. 1782. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. x, liv. 48, n° 11; liv. 49, n° 46. — Daniel, *ubi supra*, pag. 335.

sion de ses Etats, à moins qu'ils ne promissent de se conduire, dans leur gouvernement, selon la loi et les ordres de Dieu. *Nous le promettons*, répondirent les deux rois; alors le président de l'assemblée leur dit au nom de tous les prélats : « Recevez le royaume par l'autorité de Dieu, et gouvernez-le selon sa divine volonté; nous vous en avertissons, nous vous y exhortons, nous vous le commandons ¹. »

Quelques années après, Charles le Chauve ayant été déposé par les intrigues de Venilon, archevêque de Sens, dans le concile d'Attigny (en 857), ne trouva pas de moyen plus efficace pour soutenir ses droits, que de présenter au concile de Savonnières (en 859) une requête contre la sentence qui l'avait dépouillé de ses Etats. Mais, dans cet acte même, où il se plaint hautement de l'injus-

¹ « Verumtamen haudquaquam illis hanc licentiam dedere (regendi regni), donec palam illos percontati sunt, » utrum illud per vestigia fratris ejecti, an secundum Dei voluntatem regere voluissent. Respondentibus autem, in quantum nosse ac posse Deus illis concederet, » secundum suam voluntatem, se et suos gubernare et regere velle, aiunt : Et auctoritate divina, ut illud suscipiatis, et secundum Dei voluntatem illud regatis, monemus, hortamur atque præcipimus. » Nithard, *ubi supra*.

tion de la sentence portée contre lui par Venilon, il reconnaît expressément la compétence du tribunal. « Personne, dit-il, n'a pu m'ôter ma consécration, et me renverser du trône, au moins sans l'avis et le jugement des évêques, par le ministère desquels j'ai été consacré roi, qui sont appelés les *trônes de Dieu*, sur lesquels Dieu est assis, et par lesquels il prononce ses jugements. J'ai toujours été disposé, et je le suis encore, à me soumettre à leurs corrections paternelles, et aux châtimens qu'ils voudraient m'imposer ¹. »

74. — Frappé de ces exemples, et du langage uniforme de tous nos anciens historiens, un des auteurs modernes qui ont le mieux étudié, et traité avec plus de développement, l'histoire des premiers temps de la monarchie française, résumé

¹ « A qua consecratione, vel regni sublimitate, super plantari vel projici a nullo debueram, saltem sine audentia et judicio episcoporum; quorum ministerio in regem sum consecratus, et qui *thrôni Dei* sunt dicti, in quibus Deus sedet, et per quos sua decernit judicia; quorum paternis correptionibus et castigatoriis judiciis me subdere fui paratus, et in præsentem sum subditus. » *Libellus proclamationis domni Caroli adversus Venilonem*, n^o 3; apud Labbe, *Conciliorum* tom. viii, pag. 679. — Daniel, *ubi supra*, pag. 393. — Bossuet, *ubi supra*.

en ces termes les principes généralement admis sur cette matière, sous la seconde race de nos rois, et même au commencement de la troisième :

« Sous la seconde race, dit-il, *les grands, les laïques et les ecclésiastiques partent du même principe ;* ils supposent la même vérité, mais ils en abusent. Le Roi, disent les évêques, n'a d'autre supérieur que Dieu : il est le magistrat dépositaire du pouvoir de l'Eternel, qui seul a droit de lui demander compte de ses actions ; mais ce juge souverain des rois nous a établis ses vicaïres et ses représentants ; nous composons sa cour, comme les magistrats qui environnent le trône forment la cour du monarque : nous avons droit de juger celui-ci, au nom et par l'autorité de Dieu même ; et comme il destitue ses officiers sur le procès qu'il fait instruire contre eux, Dieu dépose également le prince contre lequel nous avons prononcé, dans le concile, la sentence qui le déclare indigne du trône ¹. »

75. — Il est vrai que cet auteur, à l'exemple de plusieurs autres, tout en reconnaissant le fait de la persuasion générale qui regardait le Roi comme *justiciable du concile*, la représente comme *une erreur introduite et propagée par la politique de*

¹ Moreau, *ubi supra*, pag. 22-26.

Pepin et de ses successeurs, qui, en l'accréditant, se proposaient de rendre leur autorité plus respectable aux yeux des peuples ¹.

Nous avons déjà remarqué qu'en admettant même la supposition de ces auteurs, on n'en peut rien conclure contre la réalité du *Droit public* dont nous parlons ²; mais nous pouvons aller plus loin, et montrer que la supposition dont il s'agit est tout à fait gratuite et sans fondement.

En effet, on suppose, en premier lieu, que la persuasion générale qui regardait alors le Roi comme justiciable du concile, était *une erreur* : mais où serait ici l'erreur ? Est-ce dans la fausse politique qui mettait la couronne à la disposition des évêques ? Sans doute cette politique eût pu être fausse en d'autres circonstances ; mais l'était-elle dans les circonstances où se trouvait la société ? Dans un temps où les seigneurs laïques étaient pour la plupart si ambitieux et si remuants ; où le clergé formait le premier corps de l'Etat, et occupait, en cette qualité, le premier rang dans toutes les assemblées politiques ; où il était, de

¹ Moreau, *ubi supra*. — Garnier, *Hist. de France*, t. xxi, pag. 189, etc. — Berthier, *Hist. de l'Église Gallic.* t. xvii, *Discours prélim.* pag. xlv, etc.

² Voyez plus haut, art. 1, n° 33.

tous les corps de l'Etat, le plus éclairé, le plus respecté, le plus fidèle au Roi; peut-on blâmer les souverains d'avoir accru son autorité, pour servir de contre-poids à celle des grands, et d'avoir cherché, dans son influence, le plus ferme appui qu'ils pussent donner à leur trône ? L'erreur des souverains, sur ce point, est si peu évidente, que plusieurs même des écrivains qui blâment si hautement ce grand pouvoir des évêques, sous la seconde race de nos rois, ne peuvent s'empêcher de convenir des heureux effets qu'il a produits. Le P. Berthier, entre autres, après avoir représenté ce pouvoir comme fondé sur une erreur et une prétention insoutenable du clergé, ne fait pas difficulté de reconnaître, avec l'abbé Dubos, « que la grande puissance des ec-
» clésiastiques fut ce qui conserva la monarchie
» sous les derniers rois de la seconde race. Tandis
» que les seigneurs laïques, ajoute-t-il, usurpaient
» le domaine de la couronne, les évêques et les
» abbés, qui voulaient, après tout, maintenir la
» constitution de l'Etat, s'opposèrent, en plusieurs
» endroits, à ces usurpations, et prirent toujours
» soin de faire reconnaître un maître et un sou-
» verain; ce qui peu à peu rétablit l'ordre, et fit
» que les rois de la troisième race recouvrèrent,

» avec le temps, les provinces, les villes et droits
» dont leurs prédécesseurs avaient été dé-
» pouillés¹. »

Fera-t-on consister l'erreur de cette époque en ce qu'on regardait le *jugement des évêques* sur les souverains, comme le *jugement de Dieu*, et leur autorité, en cette matière, comme celle de Dieu lui-même? Mais, en supposant la persuasion générale qui regardait le Roi comme *justicia-ble du concile*; celle qui regardait le *jugement des évêques*, en cette matière, comme le *jugement de Dieu*, n'était-elle pas une conséquence naturelle des principes de la religion, qui nous apprend *que tout pouvoir vient de Dieu*, et que l'autorité, en quelques mains qu'elle soit, tire toute sa force de la sanction divine? C'est en vertu de ce principe, qu'un ancien roi de Juda, établissant des juges dans les principales villes de sa domination, leur donnait cette admirable instruction : « Prenez bien garde à ce que » vous ferez dans l'exercice de votre emploi; car

¹ Berthier, *Hist. de l'Église Gallicane*, tom. xvii; *Discours prélim.* pag. xlvj. — Dubos, *Hist. critique de la Monarchie Française*, tom. iii, pag. 384. — Voyez, à l'appui de ces réflexions, ce qui a été dit plus haut, § 1^{er}, n° 38. — Voyez aussi plus bas, chap. 2, art. 1^{er}, § 2, n° 144, et *alibi passim*.

« ce n'est pas la justice des hommes que vous » exercez, mais celle de Dieu lui-même ¹. » Si l'on peut parler ainsi des magistrats même laïques, à plus forte raison pouvait-on dire la même chose des évêques, dans un temps où ils étaient investis d'un si grand pouvoir temporel, reconnu par les souverains eux-mêmes, et fondé sur le profond respect des princes et des peuples pour leur caractère sacré ?

76. — Les auteurs dont nous parlons supposent, en second lieu, que l'opinion générale qui rendait alors le Roi *justiciable du concile*, s'était *introduite et propagée en France par la politique de Pepin et de ses successeurs*. Mais où sont les preuves de cette supposition ? Nous ne croyons pas qu'on puisse l'établir par un seul fait, ni par aucun témoignage positif. On n'en trouve aucune trace dans l'histoire de Pepin et de Charlemagne ; et, à consulter les monuments de l'histoire, il serait difficile de décider si l'opinion générale dont il s'agit fut introduite avant la mort de Charlemagne, ou depuis le règne de ce grand prince, si elle fut introduite par la seule autorité du monarque, ou par l'autorité de quelque assemblée

¹ « *Videte quid faciatis; non enim hominis exercetis judicium, sed Dei.* » (II Paralip. xix, 6.)

générale, comme on l'avait vu précédemment en Espagne ¹. Aussi les auteurs que nous combattons sont-ils très-peu d'accord entre eux, lorsqu'il s'agit d'assigner la véritable origine de cette opinion. Les uns la supposent introduite par Pepin et Charlemagne ²; les autres par Charles le Chauve ³; d'autres, sous Louis le Débonnaire, par les évêques eux-mêmes, dont les prétentions furent depuis favorisées par la conduite des souverains ⁴. Mais nous ne voyons aucune preuve à l'appui de ces différentes suppositions. Prétendre, comme font quelques-uns, que Pepin, en réparant cette nouvelle opinion, croyait *réparer le vice de son titre*, et couvrir la tache de son usurpation ⁵, c'est établir une supposition gratuite en elle-même, par une autre supposition également sujette à difficulté. L'usurpation de Pepin n'est pas un fait tellement incontestable, qu'on ne puisse la révoquer en doute; des auteurs très-habiles ont combattu l'hypothèse de cette usurpation

¹ Voyez plus bas, § 4.

² Moreau, *ubi supra*.

³ Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. 31, chap. 23, dernier alinéa.

⁴ Daniel, *ubi supra*, pag. 335, 354, 393, et *alibi passim*.

⁵ Moreau, *ubi supra*, pag. 23.—Garnier, *Hist. de France*, tom. XXI, pag. 189.

prétendue, par des raisons qui ne sont nullement à mépriser¹.

§ IV. — *Droit public d l'Espagne pendant le sixième siècle.*

77. — Conditions apposées à l'élection des rois d'Espagne, dans le sixième concile de Tolède.

78. — Légitimité de ces conditions.

79. — Elles continuent d'être en vigueur en Espagne dans la suite du moyen âge.

77. — Plus d'un siècle avant le règne de Pepin, dès l'an 638, on trouve des restrictions sem-

¹ L'opinion qui suppose Pepin usurpateur de la couronne de France, a été combattue avec beaucoup de force par Serarius, dans son ouvrage intitulé : *Rerum Moguntinensium libri quinque* ; Moguntiae, 1604, in-4°. (L'édition de Francfort, 1722, in-fol., renferme quelques additions importantes.) Voyez surtout la note 40° sur le troisième livre de cet ouvrage. Alban Butler, ou son traducteur, dans une note sur la *Vie de saint Boniface*, indiquent cet ouvrage de Serarius, comme ayant fort bien éclairci ce qui concerne l'élection de Pepin. (*Vie des Pères*, tom. v, 5° jour de juin.) A l'appui de l'opinion de Serarius, on peut consulter encore les ouvrages suivants : Gaillard, *Hist. de Charlemagne*, tom. 1, pag. 194, 258, etc. — Clausel de Coussergues, *Du Sacre des rois de France*, chap. 4. — De Saint-Victor, *Tableau hist. et pittoresq. de Paris*, t. 1, pag. 69, etc. — *Notice généalogique et historique sur la maison de France* ; Paris, 1816, in-12. — Mœller, *Manuel d'histoire du moyen âge*, chap. 7, § 1, vers la fin.

blables à celles dont nous venons de parler, mises au pouvoir du roi des Visigoths d'Espagne, dans une assemblée générale de la nation¹. Les évêques et les seigneurs auxquels appartenait l'élection du Roi, d'après la constitution de l'État, décidèrent d'un commun accord, dans le sixième concile de Tolède, « qu'à l'avenir, aucun Roi ne » monterait sur le trône, avant d'avoir promis » avec serment, *entre autres conditions*, celle de ne » point souffrir d'hérétiques dans ses États². » On voit, par le texte et les circonstances de ce dé-

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. viii, liv. 38, n° 14. — Mariana, *Hist. d'Espagne*, liv. 1, n° 32. — Ferreras, *Hist. d'Espagne*, tom. ii, pag. 312. — Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*, tom. ii, cap. 6, n° 38-40; cap. 7, n° 17.

² « Quisquis succedentium temporum regni sortitus » fuerit apicem, non ante conscendat regiam sedem, quam, » *inter reliqua conditionum sacramenta*, pollicitus fuerit, non » permissurum eos (*subditos*) violare fidem (*catholicam*). » *Concilium Toletanum* vi, cap. 3; apud Labbe, *Conciliarum* tom. v. — Au lieu de ces mots : *inter reliqua conditionum sacramenta pollicitus fuerit*; une autre leçon porte : *inter reliquas conditiones, sacramento pollicitus fuerit*; ce qui offre absolument le même sens. Ce décret du sixième Concile de Tolède fut renouvelé dans le huitième, tenu en 653, et qui entre dans un plus grand détail sur les conditions dont le Roi doit jurer l'observation, dans la cérémonie de son inauguration. (*Concil. Tolet. viii*, can. 10.) — Perez Valiente, *ubi supra*, cap. 6, n° 38, etc.

cret, et de quelques autres semblables qu'on remarque dans les conciles tenus à Tolède vers le même temps, que le principal motif de cette disposition était d'assurer la tranquillité de l'État, en y maintenant l'unité de religion. Mais quel qu'ait été le motif de ces décrets, il résulte clairement de celui que nous venons de citer, que, d'après le *Droit public* du royaume des Visigoths, le souverain ne devait être élu que sous la *condition expresse* de maintenir dans ses États l'unité de la foi catholique; en sorte qu'un prince notoirement hérétique, ou fauteur des hérétiques, encourait la perte de ses droits, comme infracteur d'une condition expressément attachée à son élection, et pouvait, en conséquence, être déposé par l'assemblée générale de la nation, c'est-à-dire, par les *conciles*, ou *assemblées mixtes*, dans lesquels se traitaient les grandes affaires de la nation, et où les évêques avaient la principale autorité.

78. — « Il ne faut pas s'étonner, dit à ce sujet un auteur judicieux, que l'on imposât, dans les *conciles*, des lois et des conditions nouvelles aux rois Goths; car il faut raisonner d'une manière bien différente dans les *royaumes électifs*, que dans les *royaumes héréditaires*. Dans ceux-ci, l'on n'a point droit d'imposer d'autres lois aux

» souverains, que celles qui ont été portées, lors-
» que la monarchie s'est formée. Mais quand on a
» droit d'élire un roi, on est en droit de lui propo-
» ser les conditions auxquelles on veut l'élire, sur-
» tout quand elles se proposent dans l'assemblée
» générale de tous les ordres du royaume, et au
» nom de tout le peuple. Dans ces conciles d'Es-
» pagne, tous les grands du royaume s'y trou-
» vaient : c'était comme une espèce d'*Etats*. Il est
» vrai que les évêques seuls y réglaient les affaires
» ecclésiastiques; mais, quand il était question
» des affaires civiles, les seigneurs y avaient leurs
» voix et leurs suffrages, aussi bien que les pré-
» lats ¹. »

79. — Ces observations seront mises dans un nouveau jour, par les détails que nous donnerons plus bas sur la nature des gouvernements du moyen âge, et sur l'autorité des États généraux

¹ Note du P. Charenton, Jésuite, sur l'endroit cité de l'*Histoire d'Espagne*, par Mariana. A l'appui des observations de cet auteur, sur la nature du gouvernement électif, on peut consulter Bossuet, *Défense de l'Histoire des variations*, n^{os} 5 et 13; tom. XXI des *OEuvres de Bossuet*.—Pey, *de l'Autorité des deux Puissances*, tom. 1, 2^e partie, chap. 4, § 3.—Lenglet-Dufresnoy, *Méthode pour étudier l'histoire*, 4^e partie, chap. 5, art. 1, t. VI de l'édition in-12, pag. 333.

dans les monarchies de cette époque¹. Nous remarquerons seulement ici, que les conditions qu'on y imposait au souverain, particulièrement celles de professer la religion catholique, et de maintenir parmi ses sujets l'unité de religion, ont été constamment en vigueur dans la monarchie Espagnole, pendant toute la suite du moyen âge². Tous les rois, dans la cérémonie de leur inauguration, faisaient serment d'observer ces conditions. Ce n'est guère que depuis le quatorzième siècle, que l'usage de ce serment est peu à peu tombé en désuétude, vraisemblablement, dit un célèbre jurisconsulte Espagnol, parce qu'il n'était plus nécessaire pour assurer l'attachement des princes et des sujets à l'Église catholique³.

§ V.—*Droit public de l'Angleterre depuis le dixième siècle.*

80.—Le Roi rebelle envers Dieu et envers l'Église, privé de son titre de roi par une loi de saint Édouard.

81.—Conséquences remarquables de cette loi.

80.—L'histoire d'Angleterre, depuis le dixième siècle, fournit une preuve remarquable des pro-

¹ Voyez plus bas, chap. 2, art. 1, § 1.

² Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*, t. II, cap. 7, n° 18.

³ *Ibid.*

grès de cet ancien *Droit public*, en vertu duquel un prince rebelle envers Dieu ou envers l'Église encourait la perte de ses droits. Le quatorzième article des *Lois de saint Édouard*, publiées par Guillaume le Conquérant, son successeur, décide formellement que le Roi qui refuse à l'Église le respect et la protection qu'il lui doit, *perd le titre de roi* : voici le texte de cet article : « Le Roi ¹ qui

¹ « Rex autem, qui vicarius summi Regis est, ad hoc est » constitutus, ut regnum terrenum, et populum Domini, » et super omnia sanctam veneretur Ecclesiam ejus, et regat, et ab injuriosis defendat, et maleficos ab ea evellat » et destruat, et penitus disperdat. Quod nisi fecerit, nec » nomen regis in eo constabit; verum, testante Papa Joanne, » nomen regis perdit. » *Leges Eduardi regis*, art. 17 (alias 15); apud Wilkins, *Leges Anglo-Saxonicae*; Londini, 1721, in-fol. Cette édition, beaucoup plus exacte et plus complète que toutes les autres, a été fidèlement reproduite dans le recueil de Canciani, *Barbarorum Leges antiquæ*; Venetiis, 1781-1792, 5 vol. in-fol. (tom. iv, pag. 337).

On est étonné de ne pas retrouver la dernière phrase du texte que nous venons de citer, dans l'édition des *Lois de saint Édouard*, qui fait partie du recueil de Houard, *Traité sur les coutumes Anglo-Normandes*; Paris, 1776, 4 vol. in-4°. (Voyez le tom. i de ce recueil, pag. 167.) Cette suppression est d'autant plus étonnante, que l'éditeur n'en donne aucune raison; qu'il suit d'ailleurs exactement le texte de Wilkins, comme il l'annonce lui-même dans sa *Préface* (pag. vij); enfin que le passage dont il s'agit se trouve dans toutes les éditions que nous avons pu consulter des

» tient ici-bas la place du Roi suprême, est établi
 » pour gouverner le royaume terrestre et le peuple
 » du Seigneur, et surtout pour honorer la sainte
 » Église, pour la défendre contre ses ennemis,
 » pour arracher de son sein, détruire et perdre
 » entièrement les malfaiteurs. *S'il ne le fait, il ne*
remplit pas son titre de roi ; mais, comme l'atteste
*le pape Jean, il perd ce titre auguste*¹. » Dans la suite

Lois de saint E-louard. (Voyez en particulier, Spelman, *Concilia, Decreta, Leges, Constitutiones orbis Britannici*; Londini, 1639, in-fol. pag. 622;—Wilkins, *Concilia Magnæ Britannia*; Londini, 1737, tom. 1, pag. 312;—Hardouin, *Concil.* tom. vi, pag. 988;—Labbe, *Concil.* tom. ix, pag. 1023.)

Il est difficile d'attribuer à une pure distraction de l'éditeur la suppression d'un passage si important, dans le recueil de Houard. Peut-être cette suppression fut-elle exigée, dans le temps, par les censeurs; peut-être aussi eut-elle pour cause l'embarras que l'éditeur éprouvait pour concilier cet article des *Lois de saint Édouard*, avec les vrais principes sur l'indépendance réciproque des deux puissances. Son embarras, sur ce point, devait être d'autant plus grand, qu'il se montre fort attaché, dans cet ouvrage, aux principes alors si répandus parmi les jurisconsultes, généralement portés à étendre l'autorité du prince, aux dépens de celle de l'Eglise. (Voyez en particulier, tom. 1, pag. 49, 58, etc.) Mais quelle que soit la véritable cause de la suppression du passage en question, on conviendra qu'elle est bien difficile à excuser.

¹ Les éditeurs des différentes collections que nous venons de citer ne disent pas quel est le pape Jean dont l'article cité des *Lois Anglaises* invoque ici l'autorité. Il y a

de cet article, après une exposition détaillée des principaux devoirs du Roi envers ses sujets et envers l'Église, il est statué que « le Roi, en sa propre personne, mettant la main sur les saints Évangiles, devant les saintes reliques, en présence de l'assemblée générale du royaume, des prêtres et du clergé, fera serment d'observer toutes ces choses, avant d'être couronné par les archevêques et évêques du royaume ¹. »

Il ne faut pas croire que c'est le pape Jean VIII, à qui le *Décret de Gratien* attribue un règlement assez semblable à celui dont il est ici question. (*Decretum Gratiani*, partie 2, causa 23, quæst. 5, cap. 26, *Administratores*.) Il y a cependant une grande différence entre cet article du *Décret de Gratien*, et celui des *Lois Anglaises*. Le premier frappe seulement d'excommunication les princes temporels qui, après trois monitions de l'évêque, refusent de remplir leurs devoirs envers l'Église et envers les pauvres, et de réprimer les malfaiteurs. Les *Lois Anglaises* vont plus loin, et ôtent, en ce cas, au souverain son titre de roi. Cette différence si remarquable paraît être une conséquence de la discipline introduite depuis le pape Jean VIII, et reconnue des souverains eux-mêmes depuis le dixième siècle, sur les effets temporels de l'excommunication, comme on l'a vu plus haut (§ 1).

¹ « *Ista vero debet omnia Rex in propria persona, in spectis et tactis sacrosanctis Evangeliiis, et super sacras et sanctas reliquias, coram regno et sacerdotio et clero, jurare, antequam ab archiepiscopis et episcopis regni coronetur.* » *Leges Eduardi regis, ubi supra.*

81. — Il résulte clairement de cet article des *Lois Anglaises*, que, d'après le *Droit public* alors en vigueur en Angleterre, un prince rebelle envers Dieu et envers l'Église pouvait être déposé. On doit seulement remarquer que les lois Anglaises, aussi bien que celles de France et d'Espagne, ne réservaient point alors au Pape le jugement des souverains qui encouraient la perte de leurs droits; d'où il suit que ce jugement pouvait être prononcé par l'assemblée générale de la nation, et que, dans ces divers États, le Roi était alors *justiciable du concile*, considéré comme une *assemblée mixte*, composée des évêques et des principaux seigneurs de l'État. Mais on a déjà vu que ce jugement fut depuis réservé au Pape, dans tous les États catholiques de l'Europe, par suite de la nouvelle législation sur les effets temporels de l'excommunication et de l'hérésie.

§ VI. — *Droits de suzeraineté du saint Siège sur plusieurs États de l'Europe*¹.

82. — Plusieurs souverains se déclarèrent librement feudataires du saint Siège depuis le dixième siècle.

¹ On entend par *droit de suzeraineté*, l'autorité d'un prince ou d'un seigneur sur un autre, qui tient de lui son *fief* ou son *domaine*, et dont l'autorité est subordonnée à la sienne. Le seigneur subordonné au suzerain se nomme

83.—*Serment de fidélité* prêté au Pape par Robert Guiscard, en 1059

84.—*Droits de suzeraineté* du saint Siège sur plusieurs États, longtemps avant Grégoire VII.

85.—Nouveaux droits du même genre acquis par le saint siège depuis Grégoire VII.

86.—Tous ces droits hautement reconnus par les souverains.

87. — Le roi de France, et quelques autres souverains, exempts de cette dépendance féodale.

82. — Les principes de *Droit public* que nous venons d'exposer dans les paragraphes précédents ne pouvaient manquer de donner au saint Siège, en bien des cas, une grande influence sur l'élection et la déposition des souverains. Mais cette influence devint beaucoup plus grande encore, depuis le dixième siècle, en vertu des *droits de suzeraineté* que la plupart des princes catholiques de l'Europe conférèrent librement au saint Siège sur leurs États. Rien n'est mieux établi par l'histoire, que ces actes solennels, par lesquels des souverains, d'ailleurs indépendants du saint Siège dans l'ordre temporel, se déclaraient librement ses *feudataires*, en lui faisant hommage de leurs États. Il ne s'agit point ici d'examiner quels ont pu être les motifs de ces actes de dépendance qui nous semblent aujourd'hui si extraordinaires; *vassal* ou *feudataire* de ce dernier, parce qu'il tient de lui son *fief* ou son *domaine*.

nous verrons bientôt que, dans les circonstances où se trouvait alors la société, ils étaient fondés, non-seulement sur des motifs de religion, mais encore sur des motifs évidents d'intérêt public ¹. Mais quelle qu'ait pu être la force de ces motifs, il nous suffit, pour le moment, d'établir le fait de cette dépendance, que la plupart des princes catholiques de l'Europe s'imposèrent librement à l'égard du saint Siège, depuis le dixième siècle.

83. — Le premier exemple qu'on en trouve dans l'histoire, est celui de Robert Guiscard, fondateur du royaume de Naples en 1059 ². Voici la formule du *serment de fidélité* qu'il prêta au Pape, en recevant de lui l'investiture de ses Etats, et que Baronius rapporte, dans ses *Annales*, d'après les archives du Vatican, où on la conservait encore de son temps. « Moi Robert ³, par la grâce

¹ Voyez plus bas, chap. 2, art. 1, § 2.

² Leo Ostiensis, *Chronic. Cassin.* lib. 3, cap. 12, etc. — Baronii *Annales*, t. XI, anno 1059, n° 67, etc. — Fleury, *Hist. ecclési.* t. XIII, liv. 60, n° 39. — Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, t. II, chap. 11, pag. 372. Voyez aussi le tom. I, chap. 1, p. 25-30.

³ « Ego Robertus, Dei gratia et sancti Petri, dux Apuliæ, » et Calabria, et utraque subveniente, futurus Siciliæ; ab » hac hora et deinceps ero fidelis sanctæ Romanæ Ecclesiæ, » et tibi domino meo Nicolao papæ. In consilio vel in » facto, unde vitam aut membrum perdas, aut captus sis

» *de Dieu et de saint Pierre, duc de Pouille et de Cala-*
 » *bre*, et, par la même protection, bientôt duc de
 » Sicile; je serai fidèle dès aujourd'hui et dans la
 » suite à la sainte Eglise Romaine, et à vous mon

» mala captione, non ero. Consilium quod mihi credideris,
 » et contradices ne illud manifestem, non manifestabo ad
 » tuum damnum, me sciente. Sanctæ Romanæ Ecclesiæ
 » ubique adjutor ero, ad tenendum et ad acquirendum
 » regalia sancti Petri, ejusque possessiones, pro meo posse,
 » contra omnes homines; et adjuvabo te, ut secure et ho-
 » norifice teneas papatum Romanum, terramque sancti
 » Petri, et principatum: nec invadere, nec acquirere quæ-
 » ram, nec etiam deprædari præsumam, absque tua tuo-
 » rumque successorum, qui ad honorem sancti Petri
 » intraverint, certa licentia, præter illam, quam tu mihi
 » concedes, vel tui concessuri sunt successores. Pensionem
 » *de terra sancti Petri, quam ego teneo, aut tenebo*, sicut sta-
 » tutum est, recta fide studebo ut illam annualiter Romana
 » habeat Ecclesia. Omnes quoque ecclesias, quæ in mea
 » persistunt dominatione, cum earum possessionibus, di-
 » mittam in tua potestate; et defensor ero illarum ad fide-
 » litatem sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Et si tu, vel tui suc-
 » cessores, ante me ex hac vita migraveritis, secundum
 » quod monitus fuero a melioribus cardinalibus, clericis
 » Romanis, et laïcis, adjuvabo ut Papa eligatur, et ordi-
 » tur ad honorem sancti Petri. Hæc omnia supra scripta
 » observabo sanctæ Romanæ Ecclesiæ et tibi, cum recta
 » fide, et hanc fidelitatem observabo tuis successoribus,
 » ad honorem sancti Petri ordinatis, qui mihi firmaverint
 » *investituram a te mihi concessam*. Sic me Deus adjuvet, et
 » hæc sancta Evangelia.» Apud Baronii *Annales*, ubi supra,
 n° 70.

» seigneur pape Nicolas. Je n'aurai part à aucun
» conseil ni action contre votre vie, vos membres,
» ou votre liberté. Je ne manifesterai point scienti-
» ment, à votre dommage, les desseins que vous
» m'aurez confiés, et que vous m'empêcherez
» de manifester. J'aiderai en tous lieux, et de
» tout mon pouvoir, la sainte Eglise Romaine,
» envers et contre tous, à conserver et acquérir
» les biens et les domaines de saint Pierre; je vous
» aiderai à conserver avec honneur et sûreté la
» papauté Romaine, le territoire et la principauté
» de saint Pierre; je ne chercherai point à enva-
» hir, acquérir, ou enlever, sans votre permission
» et celle de vos successeurs dans la dignité de
» saint Pierre, d'autres possessions que celles qui
» me seront accordées par vous ou par vos succes-
» seurs. Je m'efforcerai, de bonne foi, de payer
» annuellement à l'Eglise Romaine la redevance
» qui a été statuée, *sur la terre de saint Pierre que*
» *je possède maintenant, ou que je posséderai dans la*
» *suite*. Je remettrai entre vos mains toutes les
» églises de mes domaines, avec leurs dépen-
» dances, et je les maintiendrai dans la fidélité
» à la sainte Eglise Romaine. Si vous ou vos suc-
» cesseurs mourez avant moi, j'aiderai à choisir
» un Pape et un digne successeur de saint Pierre,

» selon les avis qui me seront donnés par les
 » meilleurs cardinaux, clercs et laïques Romains.
 » J'observerai de bonne foi, envers l'Eglise Romaine
 » et envers vous, toutes les choses susdites, et je
 » garderai la même fidélité à vos successeurs dans
 » la dignité de saint Pierre, qui me confirmeront
 » l'investiture que vous m'avez accordée. »

84. — Plusieurs lettres de Grégoire VII supposent qu'avant son pontificat, le saint Siège avait acquis un pareil droit de suzeraineté sur d'autres Etats; car en soutenant ses droits sur l'Espagne, la Hongrie, et quelques autres royaumes, il se fonde principalement sur une ancienne coutume, reconnue des souverains eux-mêmes¹. Il est vrai que l'origine

¹ « Non latere vos credimus *regnum Hispaniæ, ab antiquo, proprii juris sancti Petri fuisse, et adhuc (licet diu a paganis sit occupatum) lege tamen justitiæ non evacuatam, nulli mortalium, sed soli apostolicæ Sedi ex æquo pertinere.* » Gregorii VII *Epist.* lib. 1, *epist.* 7.

« Nam, *sicut a majoribus patriæ tuæ cognoscere potes, regnum Hungariæ sanctæ Romanæ Ecclesiæ proprium est, a rege Stephano olim beato Petro, cum omni jure et potestate sua oblatum et devotè traditum.* » *Idem*, lib. 2, *epist.* 13, etc. Voyez quelques autres lettres du même pape citées par Bossuet, *Defens. Declar.* lib. 1, sect. 1, cap. 12, 13 et 14. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xiii, liv. 73, n° 11. — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés.* t. xx, p. 662. — Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, t. 1, p. 269, etc. II, 128.

de cette coutume, et les titres des différentes concessions invoqués par Grégoire VII ne nous ont pas été conservés; mais ils pouvaient exister encore, ou du moins être connus avec assurance au temps de ce pontife : la manière même dont il s'exprime ne permet pas de douter qu'ils ne le fussent; et il est tout à fait incroyable qu'il les eût invoqués avec autant de confiance, s'ils n'eussent alors été regardés comme incontestables ¹.

85. — Depuis le pontificat de Grégoire VII, plusieurs autres souverains firent hommage de leurs Etats au saint Siège. Nous remarquerons en particulier Godefroi de Bouillon, roi de Jérusalem, en 1099 ²; Roger, fondateur du royaume de Sicile, en 1130, et Charles I^{er}, roi de Sicile, en 1276 ³; Pierre II, roi d'Aragon,

¹ On doit corriger, d'après ces observations, un grand nombre d'auteurs modernes, qui reprochent très-durement à Grégoire VII et à ses successeurs leurs prétentions sur l'Espagne, la Hongrie et plusieurs autres Etats. Voyez à l'appui de nos observations les notes de M. l'abbé Jager sur l'*Hist. de Grégoire VII*, par M. Voigt, t. 1, p. 273; t. II, p. 214.

² Fleury, *Hist. ecclés.* t. XIII, liv. 64, n^{os} 67; liv. 65, n^o 2 — Michaud, *Hist. des Croisades*, t. II, p. 10.

³ Fleury, *Hist. ecclés.* t. XIII et XVIII, liv. 58, n^{os} 3 et 57; liv. 85, n^o 35; liv. 87, n^o 2. — Daniel, *Hist. de France*, t. IV, année 1264.

en 1204¹; enfin les rois d'Angleterre, Henri II, en 1172, Jean-sans-Terre, en 1213, et Henri III, en 1216².

86. — Tous ces États, et quelques autres dont nous ne parlons point ici, étaient alors universellement regardés comme des *fiefs de l'Église Romaine*; et les souverains eux-mêmes le reconnaissaient hautement par leur conduite. Ainsi, le pape Innocent III ayant prononcé, en 1211, une sentence de déposition contre Jean-sans-Terre, roid'Angleterre, et donné son royaume à Philippe-Auguste, roi de France, celui-ci ne fit pas difficulté d'accepter cette donation, et se disposa aussitôt à soutenir, par la force des armes, les droits qu'il tenait uniquement de la concession du Pape³. Les droits du saint Siège sur la Sicile ne furent pas moins solennellement reconnus en France sous le règne de saint Louis⁴. Le Pape

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. xvi, liv. 76, n° 10.

² Lingard, *Hist. d'Angleterre*, t. II, année 1176, p. 427, note; t. III, p. 43 et 107.

³ Fleury, *Hist. ecclés.* t. xvi, liv. 77, n° 5 et 23. — Daniel, *Hist. de France*, t. III, année 1211. — Velly, *Hist. de France*, t. III, p. 468.

⁴ Daniel, *Hist. de France*, t. IV, année 1264 et 1265. Ce fait important est reconnu par Velly, Michaud et plusieurs autres écrivains d'ailleurs très-peu favorables aux prétentions du Pape sur la Sicile. Voyez Velly, *Hist. de*

ayant donné le royaume de Sicile à Charles d'Anjou, frère du saint roi, celui-ci, pour diverses raisons politiques, et peut-être aussi par délicatesse de conscience, parut d'abord craindre de donner les mains à cette élection; cependant il y consentit enfin en 1265, et autorisa même la levée d'une décime sur le clergé, pour aider le comte d'Anjou à se mettre en possession du trône de Sicile. Quelques années après (en 1282), Philippe le Hardi se montra beaucoup plus facile à condescendre à de pareilles offres¹. Le pape Martin IV, ayant excommunié Pierre III, roi d'Aragon, usurpateur de la Sicile, le priva, non-seulement de ce dernier royaume, mais encore de l'Aragon, qu'il donna à Philippe le Hardi, pour un de ses fils. Aussitôt le roi de France, non content d'accepter cette donation, se mit à la tête d'une armée pour faire valoir ses droits. Enfin, il est constant que, sous Philippe le Bel, celui de tous nos rois qui a soutenu avec plus d'éclat l'indépendance de la couronne de France, on ne contestait point, dans ce royaume, les droits du saint Siège sur plusieurs autres États catholiques,

France, t. v, p. 328;—Michaud, *Hist. des Crois.* t. v, p. 42.

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. xviii, liv. 88, n^{os} 10 et 19.—Daniel, *Hist. de France*, t. iv, année 1283. — Velly, *Hist. de France*, t. vi, p. 386, etc.

et particulièrement sur l'Empire¹. Les sentiments de Philippe le Bel, à cet égard, étaient si bien connus, que, dans le temps même où il poursuivait avec plus de chaleur la mémoire de Boniface VIII (en 1311), le pape Clément V ne s'adressait pas à lui avec moins de confiance qu'aux autres souverains catholiques, pour lui demander son secours contre le doge et la république de Venise, dépouillés par le saint Siège de leurs droits temporels, en punition de leur félonie².

87. — On doit cependant remarquer que, dans le temps même où la plupart des souverains de l'Europe se reconnaissaient *feudataires du saint Siège*, le roi et les seigneurs Français ont toujours tenu à honneur de conserver la couronne de France exempte de toute *dépendance féodale*. Ces sentiments, qui s'étaient déjà manifestés sous le règne de Philippe-Auguste, à l'occasion de la déposition du roi d'Angleterre Jean-sans-Terre, en 1213³, se mani-

¹ Daniel, *Hist. de France*, t. v, année 1303. — Velly, *Hist. de France*, t. vii, p. 207, etc. — *Hist. de l'Eglise Gallie*, t. xii, année 1302, p. 325, 334, etc. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 24; lib. 4, cap. 9, *versus finem*.

² Fleury, *Hist. ecclési.* t. xix, l. 91, n° 33. — Raynaldi *Annales*, anno 1309, n° 7 et 8.

³ Fleury, *Hist. ecclési.* t. xvi, liv. 77, n° 60. — Daniel, *Hist. de France*, t. iv, année 1216, p. 236.

festèrent de nouveau, et avec beaucoup plus d'éclat, à l'occasion des démêlés de Philippe le Bel avec Boniface VIII en 1302¹. Cette disposition n'était pas particulière à la France : nous verrons bientôt qu'elle lui était commune avec l'empire d'Allemagne; mais elle n'empêchait pas que, dans ces deux États, comme dans tous les autres, on ne reconnût des *maximes de Droit public*, qui subordonnaient, en certains cas, la puissance temporelle à la spirituelle. En effet, on a vu plus haut que, sous la seconde race de nos rois, le souverain était généralement regardé comme *justiciable du concile*²; et que les maximes généralement admises en Europe, depuis le dixième siècle, *sur les effets temporels de l'hérésie et de l'excommunication*, n'étaient pas moins reconnus en France et en Allemagne, que dans les autres États³.

§ VII.—*Droits particuliers du saint Siège sur l'Empire d'Occident.*

88.—Trois preuves principales de ces droits.

89.—*Première preuve, tirée de l'ancien Droit Germanique.*

¹ Voyez, au sujet de ces démêlés, les auteurs cités dans la note 1 de la page précédente.

² Voyez le § 3 de ce second article.

³ *Ibid.* § 1 et 2.

- 90.—Subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, selon ce *Droit*.
- 91.—Disposition du même *Droit* sur l'élection de l'Empereur.
- 92.—Trois cas déterminés par ce *Droit*, où l'Empereur peut être excommunié par le Pape.
- 93.—Conséquences de cette excommunication, d'après les anciennes lois de l'Empire.
- 94.—La peine de déposition prononcée par les mêmes lois contre les princes hérétiques.
- 95.—Conséquences de ces dispositions.
- 96.—*Deuxième preuve*, tirée de la persuasion générale des princes et des peuples.
- 97.—En quel sens l'Empire était regardé comme un fief du saint Siège.
- 98.—Le pouvoir du Pape sur l'Empereur, reconnu par les seigneurs Allemands, sous Grégoire VII.
- 99.—Divers témoignages à l'appui de ce pouvoir : Godefroi de Viterbe, Arnould, évêque de Lisieux.
- 100.—Gervais de Tilbury.
- 101.—Ludolphe, évêque de Bamberg.
- 102.—Les mêmes principes généralement reconnus en France pendant plusieurs siècles.
- 103.—La persuasion générale, sur ce point, partagée par les souverains eux-mêmes.
- 104.—*Troisième preuve*, tirée de la conduite et des propres aveux des empereurs.
- 105.—Ils ne prenaient le titre et les insignes de leur dignité, qu'après avoir été reconnus et couronnés par le Pape.
- 106.—*Serment de fidélité* prêté au Pape par les empereurs.
- 107.—Formule de ce serment, au neuvième siècle.
- 108.—Serment prêté par Othon I^{er}, en 960.
- 109.—Serment de l'empereur Henri II, en 1014.
- 110.—Formule de serment dressée par Grégoire VII.
- 111.—Discussion entre Frédéric I^{er} et Adrien IV, sur la dépendance de l'Empire à l'égard du saint Siège.

112. — Discussion sur le même sujet, entre l'empereur Henri VII et le pape Clément V.

113. — Aveu remarquable de l'empereur Henri IV, sur le droit qu'avait le Pape de le déposer.

114. — Semblables aveux de l'empereur Frédéric II.

88. — Indépendamment des principes de *Droit commun* qui subordonnaient, en certains cas, la puissance temporelle à la puissance spirituelle, dans tous les Etats catholiques de l'Europe au moyen âge, les droits particuliers du saint Siège sur l'Empire d'Occident, au moins depuis le dixième siècle ¹, sont clairement établis par les plus anciens monuments du *Droit Germanique*, par la persuasion générale des princes et des peuples de l'Europe, enfin par la conduite et les propres aveux des empereurs.

89. — 1° *Les plus anciens monuments du Droit Germanique* établissent clairement les droits dont il s'agit. On peut s'en convaincre en parcourant le *Droit de Saxe* et le *Droit de Souabe*, compilés au treizième siècle d'après les anciennes coutumes de l'Empire ², et longtemps en vigueur en Allemagne

¹ Je dis, au moins depuis le dixième siècle; parce que l'origine de ces droits, comme on le verra bientôt, remonte, à vrai dire, jusqu'au temps de Charlemagne. (Voyez plus bas, chap. 2, art. 2.)

² Voyez le préambule du *Droit de Souabe*, que nous avons cité plus haut, § 1^{er}, n° 45, note.

depuis cette époque. Les plus savants jurisconsultes Allemands du dernier siècle, et même de nos jours, regardent comme certain que ces deux Codes ont été d'une grande autorité en Allemagne, dans les jugements, depuis le treizième siècle jusqu'au seizième, *comme renfermant les lois et les coutumes du temps*¹. Ils ajoutent que ce sont moins deux codes différents, que deux rédactions d'un même code, l'une faite par un Saxon, et l'autre par un habitant de la Souabe. Nous rapporterons seulement ici, sur le sujet qui nous occupe, les principaux articles *du Droit de Souabe*, parce qu'il entre dans un plus grand développement.

90. — Il est expressément statué, dans le *préambule* de ce code, que l'Empereur tient son pouvoir temporel du Pape, et qu'il doit, aussi bien que tous les autres princes et magistrats séculiers, employer ce pouvoir à faire rendre au Pape l'obéissance qui lui est due. Voici les propres expressions de ce *préambule*² : « Dieu, qui

¹ Senckenberg, dans sa *Préface du Droit de Souabe* (§ 20), dit que ce point n'est plus contesté aujourd'hui. C'est aussi le sentiment d'Eichorn, dans son *Histoire de l'Empire et du Droit Germanique*, 3^e édit. tom. II, pag. 276, etc.

² « Quoniam itaque Deus nominatur princeps pacis, » hinc, cum ad cœlos ascenderet, reliquit duos enses in » his terris, ad tutelam christianitatis; hos ambos commi-

» est le prince de la paix, a laissé, en montant au
 » ciel, deux épées sur la terre pour la défense de
 » la chrétienté. Il les a confiées toutes deux à
 » saint Pierre, l'une pour le jugement temporel,
 » l'autre pour le jugement ecclésiastique.....
 » Le Pape donne à l'Empereur l'épée du jugement
 » séculier ¹. L'épée du jugement ecclésiastique a

» sit sancto Petro, unum propter iudicium seculare, al-
 » terum propter iudicium ecclesiasticum.... *Ensem iudicii*
 » *secularis concedit Papa Imperatori. Eius ecclesiasticus*
 » *Papæ ipsi est concessus, ut debito tempore iudicet, se-*
 » *dens super equum candidum; et Imperator debet Papæ*
 » *stapiam tenere, nè ephippium loco moveatur. Hoc ipso*
 » *indicatur quod omnem eum, quicumque Papæ resistit,*
 » *quemque ipse iudicio ecclesiastico cogere non valet ad*
 » *obediendum, debeat Imperator, et alii seculares principes et*
 » *judices, cogere per proscriptionem.* » *Juris Alamannici seu*
Suevici præfamen, n^o 21-24, apud Senckenberg, *ubi supra*,
 pag. 6, etc.

¹ Le *Droit de Saxe* présente ici un sens un peu différent :
 » Dieu, dit-il, a laissé deux épées sur la terre, pour pro-
 » téger la chrétienté ; au Pape, l'épée spirituelle ; à l'Em-
 » pereur, l'épée temporelle. Il est aussi permis au Pape de
 » monter, au temps déterminé, sur un cheval blanc ; et
 » l'Empereur doit lui tenir l'étrier, afin que la selle ne
 » bouge pas. Cela signifie que ... etc. » (*Speculi Saxonici*
 lib. 1, art. 1.) Mais il est certain, selon la remarque de
 Senckenberg, que la glose du *Droit de Souabe* était con-
 forme, non-seulement aux maximes de la cour de Rome,
 mais au sentiment alors universel. C'est ce que Sencken-
 berg prouve en particulier par le témoignage de *G rvals*

» été donnée au Pape, afin qu'il prononce ses jugements, au temps convenable, assis sur un cheval blanc (en signe de sa prééminence); » l'Empereur doit alors tenir l'étrier au Pape, » afin que la selle ne bouge pas ¹. Cela signifie que

de Tilbury, que nous citerons plus bas, et que nous confirmerons par plusieurs autres également dignes d'attention. (Note de Senckenberg sur le *Préambule du Droit de Souabe*, n° 22.)

¹ L'usage où étaient autrefois les empereurs de remplir auprès du Pape la fonction d'*écuyer*, particulièrement à l'époque de leur couronnement, était bien antérieur à la rédaction du *Droit de Souabe* et du *Droit Saxon*. Environ un siècle auparavant (en 1155), l'empereur Frédéric I^{er} (*Barberousse*), ayant fait difficulté de se conformer à cet usage, qu'il ne croyait pas suffisamment établi, ne balança plus à le faire, lorsqu'on lui eut montré que cet usage était fondé sur d'anciens monuments, et sur le témoignage de plusieurs seigneurs, qui avaient assisté (en 1133) à l'entrevue de l'empereur Lothaire II et du pape Innocent II. (Muratori, *Antiquit. Italicae mediæ ævi*, tom. 1, dissert. 4. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xv, liv. 70, n° 5.)

Cet usage paraît même remonter beaucoup plus haut; car il en est fait une mention expresse dans plusieurs exemplaires du *Sacramentaire de saint Grégoire*, en usage à Rome et en France au neuvième siècle. (*Sacram. Greg. de Coronatione imper.* apud Muratori, *Liturgia Romana vetus*; Venetiis, 1748, 2 vol. in-fol. tom. II, pag. 464.) Nous indiquerons plus bas (n° 107) les principales raisons qui établissent l'antiquité de ces exemplaires du *Sacramentaire de saint Grégoire*. Mais, quoi qu'il en soit de ce point de cri-

» si quelqu'un résiste au Pape, et que celui-ci ne
 » puisse le contraindre à l'obéissance par le juge-
 » ment ecclésiastique, *l'Empereur, ainsi que les au-*
 » *tres princes et juges séculiers, doivent l'y contrain-*
 » *dre par la proscription (civile.)* »

91. — Plusieurs articles du même Code entrent, sur ce sujet, dans un détail remarquable. Voici les principales dispositions relatives à l'élection de l'Empereur : « Le choix du *Roi (des Romains)* ap-
 » partient aux Germains..... *Il reçoit le pouvoir et le*
 » *nom de Roi*, lorsqu'il est consacré (couronné), et
 » placé sur le trône à Aix-la-Chapelle, du consen-
 » tement de ceux qui l'ont choisi; mais *quand le*
 » *Pape l'a consacré (et couronné)*, alors il reçoit la
 » *pleine puissance de l'Empire, et le nom d'Empe-*
 » *reur* ¹..... Les princes (électeurs) ne doivent pas

tique, il est certain que les empereurs, en donnant au souverain pontife le témoignage de respect dont il est ici question, imitaient l'exemple de *Pepin le Bref*, qui s'était fait un honneur de remplir la fonction d'*écuyer* auprès du pape Étienne II, en 754. (Anastas. Bibliothec. in *Vita Stephani II.* — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. ix, liv. 43, n° 11.)

¹ « Germani eligunt regem (*Romanorum*).... Quando
 » ipse consecratur (et coronatur), et collocatur in solio
 » Aquisgranensi, ex eorum voluntate qui ipsum elegere,
 » tunc accipit potestatem et nomen Regis. Quando autem Papa
 » eum consecravit (coronavitque), tunc plenariam habet Imperii
 » potestatem, et nomen Imperatoris. » *Juris Alamannici*
 cap. 13, n° 1, 2, 3.

» élever à la dignité royale un homme difforme,
 » lépreux, *excommunié, proscrit, ou hérétique*. S'ils
 » choisissent un Roi qui ait quelqu'un de ces
 » défauts, les autres princes (de l'Empire) ont
 » droit de le rejeter, dans le lieu où s'assemble la
 » cour impériale, pourvu que le prince élu soit
 » convaincu, comme cela doit être, d'un seul de
 » ces défauts ¹. »

92.—Le chapitre 29^e détermine les cas où l'Empereur peut être excommunié. « Le Pape seul
 » peut *bannir* (c'est-à-dire *excommunier*) l'Empereur ; cependant il ne le peut que pour ces trois
 » causes : l'une, si l'Empereur doutait de la foi
 » catholique ; l'autre, s'il quittait son épouse
 » légitime ; la troisième, s'il détruisait les églises
 » (ou d'autres lieux saints). Le Pape a ce droit
 » sur l'Empereur après son couronnement. Si,
 » avant cette cérémonie, l'Empereur se conduit
 » d'une manière répréhensible envers un évêque
 » ou quelque autre personne, la plainte doit être

¹ « Membris capti, item leprosi, et qui sunt *vel excommunicati, vel proscripti et haretici*, non debent eligi (in regem Romanorum) a principibus (electoribus). Quod si autem eligunt talem aliquem, reliqui principes eum jure rejiciunt in illo loco, quo curia imperialis est convocata, si electus de unico horum defectuum est convictus, uti juris est. » *Juris Alamannici* cap. 22, n^{os} 8 et 9.

» portée d'abord au *comte palatin du Rhin*¹, qui la
 » portera lui-même à son archevêque; alors celui-
 » ci peut *bannir* (ou *excommunier*) le Roi². »

93. — Pour bien comprendre le sens et les conséquences de cet article, il faut remarquer, en premier lieu, que le *Droit de Souabe* distingue, en plusieurs endroits, deux sortes de *bans*, savoir : le *ban ecclésiastique* ou l'*excommunication*, qui prive le fidèle des biens spirituels, et le *ban séculier* ou la *proscription*, qui entraîne la perte des droits civils³. Le *ban* dont il est question dans le chap. 29^o, étant prononcé par un évêque ou par le Pape lui-même, est proprement le *ban ecclésiastique* ou l'*excommunication*. Mais il faut remarquer, en second lieu, que, d'après le droit alors en vigueur

¹ D'après le chap. 21 du *Droit de Souabe*, le *comte Palatin du Rhin* était le juge ordinaire de l'Empereur.

² « Imperatorem in bannum declarare nemo potest, nisi
 » Papa. Hoc (tamen) non facere debet, nisi ob tres causas. Una est si Imperator de fidei orthodoxia dubitaret.
 » Altera est si ab uxore diverteret. Tertia est si ecclesias
 » (aut alia loca pia) destrueret. Hoc juris obtinet circa Imperatorem, quando coronatus est. At si antea (quam coronatus est) contra episcopum aliquem aut alium, aliquid (*querela dignum*) agit, tum primo loco querela illa ad Comitem Palatinum debet deferri, qui inde archiepiscopo suo rem defert; qui (archiepiscopus) potest ipsum in bannum declarare. » *Juris Alamannici seu Suevici* cap. 29.

³ *Ibid.* cap. 1, 2 et 127.

dans tous les Etats catholiques de l'Europe, et spécialement en Allemagne, l'excommunication entraînait régulièrement, au bout d'un certain temps, la proscription civile, comme celle-ci entraînait régulièrement, au bout d'un certain temps, l'excommunication. Nous avons rapporté plus haut les principales dispositions du *Droit de Souabe* sur ce point¹. Nous avons remarqué, à cette occasion, que l'intervalle de temps nécessaire pour donner à l'excommunication ses effets temporels, n'était pas le même pour les princes et pour les particuliers. D'après le *Droit de Souabe*, cet intervalle de temps était, pour ceux-ci, de six semaines; mais, d'après les anciennes coutumes de l'Empire, ce temps était, pour l'Empereur, d'une année entière. Telle était déjà la loi ou la coutume longtemps avant la rédaction du *Droit de Souabe*, au témoignage des auteurs contemporains de Grégoire VII². Un de ces auteurs, dont l'exactitude est généralement reconnue, rapporte que les dé-

¹ *Juris Alam.* cap. 1 et 3. Voyez plus haut le § 1^{er} de ce second article, n° 44.

² Voyez les témoignages de Domnizo, cardinal d'Aragon, de Paul Bernried, et de Lambert de Schafnabourg, cités par Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, tom. II, pag. 137, 180, 183 et 190. — Voyez aussi Fleury, *Hist. ecclési.* tom. XIII, liv. 62, n° 35, 37, 39. — Christ. Lupus, *Decreta et Canones*, tom. IV, pag. 456, etc.

putés envoyés à ce pontife, en 1077, par l'empereur Henri IV, pour obtenir son absolution, insistèrent particulièrement sur ce que le jour anniversaire de son excommunication approchait, « et que s'il n'était absous avant ce jour, il serait jugé indigne de sa dignité royale, *selon les lois de l'Empire*¹. » Ce témoignage et quelques autres, confirmés par les propres aveux des empereurs que nous citerons bientôt, nous autorisent à dire, avec un célèbre critique du dix-septième siècle, que la peine de la déposition, pour un Empereur qui perséverait une année entière dans l'excommunication, *était fondée sur une ancienne loi de l'Empire, quoique nous ne puissions en assigner l'origine précise*².

94. — Le chapitre 351 du *Droit de Souabe*, qui

¹ « Ut si ante hanc diem excommunicatione non absolutur, deinceps, *juxta Palatinas leges*, indignus regio honorare habetur. » Lambert. Schafnaburg. *Historia Imperatorum*, apud *Script. rerum Germanic.* tom. 1, pag. 248, édition de Francfort, 1613, in-fol.

² « Ista lege (depositione scilicet Imperatoris excommunicati), licet proprium ejus fontem nequeam producere, *vivebat olim Romanum (id est Romano-Germanum) imperium* : ideoque Romani pontifices, antequam ad augusti principis procederent exauctorationem, excommunicationem præmittebant. » Christ. Lupus, *Decreta et Canones*, tom. IV, *Scholia in Gregorii VII dictatus*, can. 12, pag. 457.

traite des hérétiques, renferme les dispositions suivantes¹: « Tout prince laïque qui ne punit point
 » les hérétiques, mais les défend et les protège,
 » doit être excommunié par le juge ecclésiastique; et s'il ne s'amende point dans l'année,
 » l'évêque qui l'avait excommunié doit le dénoncer
 » au Pape, et exposer en même temps à celui-ci
 » pendant combien de temps le coupable est demeuré dans l'excommunication lancée contre
 » lui, en punition de son crime. Après cela, le Pape
 » doit priver le prince de son emploi et de tous ses honneurs. C'est ainsi qu'il faut juger les grands,
 » aussi bien que les pauvres. Aussi lisons-nous
 » que le Pape Innocent III a déposé de l'Empire
 » l'empereur Othon IV pour d'autres crimes. C'est

¹ « Quicumque principum laicorum hæreticos non punit,
 » sed ipsos defendit et fovet, hunc judicium ecclesiasticum
 » debet excommunicare; et si intra integrum annum non
 » resipiscit, episcopus qui ipsum excommunicaverat,
 » Papæ denuntiare debet ipsius crimen, etsimul exponere
 » per quantum temporis ille, ob crimen suum, sit in statu
 » excommunicatorum. Hoc facto, Papa debet illum privare munere principis, et omnibus honoribus suis. Ita judicandum est tam de magnatibus quam de pauperibus.
 » Nos etiam legimus quod papa Innocentius deposuerit
 » imperatorem Othonem ab Imperio ob alia crimina. Id
 » pontifices jure faciunt; Deus enim dixit Jeremiæ: *Ego te judicem constitui omni homini et omni regno.* » *Juris Alamannici seu Suevici cap. 351.*

• avec raison que les pontifes agissent ainsi; car
• Dieu dit à Jérémie : *Je vous ai établi pour juger*
• *tous les hommes et tous les royaumes.* »

95.— Il résulte clairement de ces divers passages de l'ancien *Droit Germanique*, que la sentence du Pape qui déposait l'Empereur, ne le privait pas seulement du *titre d'empereur*, mais de *tous ses emplois et de tous ses honneurs*, et par conséquent du *titre et des droits de roi de Germanie*; en sorte que les électeurs étaient autorisés, par cette sentence, à élire un autre roi, qui devait ensuite s'adresser au Pape, pour obtenir le titre d'empereur avec la couronne impériale. Ces dispositions du *Droit Germanique*, au moyen âge, étonneront sans doute aujourd'hui bien des lecteurs; et il est à regretter que la plupart des auteurs modernes, qui ont écrit sur l'histoire de cette époque, aient ignoré cette ancienne jurisprudence, qui répand un si grand jour sur l'histoire des fâcheux démêlés qui ont si longtemps divisé le sacerdoce et l'Empire.

96.— 2° *La persuasion générale des princes et des peuples*, à cette époque, établit de plus en plus les droits particuliers que le saint Siège s'attribuait alors sur l'Empire. On regardait comme une chose constante, *que l'Empire était*, du moins à certains égards, *un fief du saint Siège; que l'Empereur était*

l'homme du Pape; que les électeurs tenaient du saint Siège le pouvoir de choisir l'Empereur; et que celui-ci pouvait, en certains cas, être déposé par le Pape. Nous rassemblerons ici quelques-uns des témoignages et des faits qui supposent plus clairement cette persuasion générale.

97. — Toutefois, pour mieux exposer ce point d'histoire, et pour éviter toute exagération dans une matière si importante, nous remarquerons d'abord que les auteurs du moyen âge qui ont parlé de l'Empire comme d'un *fief du saint Siège*, ne paraissent pas avoir tous entendu ces expressions dans le même sens. Plusieurs paraissent les entendre dans le sens d'un *fief proprement dit*, c'est-à-dire d'un domaine que le propriétaire ou feudataire tenait de la cession ou de l'investiture d'un seigneur suzerain. Mais ce n'est pas ainsi que les papes et les empereurs entendaient la dépendance de l'Empire à l'égard du saint Siège. Dans leur sentiment, l'Empereur ne tenait pas proprement du Pape le domaine ou le territoire de l'Empire, mais seulement le titre d'empereur. Son domaine, comme celui des autres souverains, lui venait de la libre disposition des peuples qui l'avaient choisi, de la constitution de l'Etat, ou de ses justes conquêtes. Tout le droit du saint

Siège sur l'Empire se réduisait donc à choisir l'Empereur par lui-même ou par les princes électeurs, à lui conférer son titre, et à juger des cas où il devait être déposé. Il suffirait, pour établir cette explication, de remarquer la différence qui existait entre le *serment de fidélité* prêté au Pape par les empereurs, et celui que lui prêtaient les princes *feudataires du saint Siège*. Le serment de ces derniers supposait clairement qu'ils *tenaient leurs domaines de la cession ou de l'investiture du Pape*¹; tandis que le serment des empereurs supposait seulement l'obligation de protéger et de défendre les intérêts du saint Siège contre ses ennemis².

Il paraît qu'on doit corriger ou expliquer, d'après ces observations, les auteurs du moyen âge qui ont parlé de l'Empire comme d'un *fief du saint Siège*. Quelques-uns, il est vrai, faute de notions exactes sur ce point, ont pu entendre ces expressions dans le sens d'un *fief proprement dit*; mais la plupart, à ce que nous croyons, ne prétendaient ex-

¹ Voyez plus haut (§ 6, n° 83) le serment de fidélité prêté au Pape par Robert Guiscard, fondateur du royaume de Naples en 1059. Voyez aussi, dans les auteurs que nous avons cités au même endroit (n° 84, etc.), le texte du *serment de fidélité* prêté au Pape par plusieurs autres princes feudataires du saint Siège.

² Nous citerons un peu plus bas les propres termes de ce serment.

primer, par ces mots, que *la dépendance particulière de l'Empire à l'égard du saint Siège*, dans le sens où nous venons de l'expliquer. Dans ce temps où l'on n'avait presque pas de notion de gouvernement et de jurisprudence qui ne fût dérivée du *système féodal*, on donnait souvent le nom de *fief* à toute espèce d'*autorité subordonnée à une autre*¹.

Quoi qu'il en soit de ces explications, il est aisé de montrer que la dépendance de l'Empire à l'égard du saint Siège, au moins dans le sens où nous venons de l'expliquer, était un point de *Droit public* universellement admis, au moins depuis le dixième siècle².

98. — Les princes Saxons, de concert avec plusieurs autres seigneurs Allemands, au milieu de leurs démêlés avec l'empereur Henri IV, s'adressèrent au Pape comme à leur unique refuge,

¹ Ducange, *Glossar. infimæ Latin. verbo Feudus*. — Hallam, *L'Europe au moyen âge*, t. 1, p. 225, etc. — Lingard, *Antiquités de l'Eglise Anglo-Saxonne*, p. 203. — Idem, *Histoire d'Angleterre*, t. III, p. 40, 152, etc.

² On trouve plusieurs faits remarquables sur ce sujet, recueillis dans les ouvrages suivants : Christ. Lupus, *Decreta et Canones*, t. IV, p. 457, etc. — Bossuet, *Defens. Declar. lib. IV, cap. 9*. — Jager, *Introduction à l'Histoire de Grégoire VII*, p. 58, 77, etc. — Montagne, *Appendix de Conciliis*, p. 287, ad calcem *Prælect. theol. de Opere sex dierum*, Parisiis, 1743, in-12.

comme à celui qui avait la principale autorité pour rétablir l'ordre dans l'Empire, troublé par les excès et le despotisme de Henri. Non contents de supplier le Pape de consoler, par lui-même ou par ses légats, leur malheureuse nation¹, ils lui représentent que l'Empire est un fief de la ville éternelle²; « qu'il ne convient pas de souffrir sur le trône un » si méchant prince;... qu'il est à propos de rendre à Rome son droit d'établir les rois; qu'il appartient au Pape et à la ville de Rome, de concert avec les princes, de choisir un homme digne, par sa conduite et sa prudence, d'un rang si élevé³. » Ce langage des princes Allemands sup-

¹ « Quibus ut, vel per se, vel per nuntium, genti pene » perditæ consolator adesset, suppliciter oraverunt. » Bruno, *De Bello Saxonico*; apud *Scriptores rerum Germanic.* t. 1, p. 133; cité par Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, t. II, p. 159.

² « Proponunt deinde Imperium beneficium esse urbis » æternæ. » Aventin, *Henrici IV Vita*, anno 1076; cité par Voigt, *ibid.* p. 99.

Le mot *beneficium*, dans les auteurs du moyen âge, est souvent synonyme de *feudus*. (Voyez Ducange, v° *Beneficium*.) C'est ainsi que Voigt et son traducteur l'entendent en cet endroit. (Voigt, *ubi supra*. — Jager, *Introduction*, p. 59.)

³ « Non decere (Henricum IV) tam flagitiosum, plus notum » crimine quam nomine, regnare; maxime cum sibi regiam dignitatem Roma non contulerit; oportere Romæ suum jus in constituendis regibus reddi: providerent Apo-

pose évidemment, selon la remarque de Bossuet¹, la persuasion générale qui attribuait au Pape un droit particulier pour le choix de l'Empereur, *et même le droit de le déposer*, pour l'infraction des conditions apposées à son élection. Aussi est-il également certain par l'histoire, que les partisans de l'Empereur, et l'Empereur lui-même, ne contestaient point ces principes, mais se bornaient à faire au Pape des représentations pour l'adoucir, et pour lui faire différer l'exécution de ses projets contre Henri².

99. — Plusieurs écrivains postérieurs à ces funestes démêlés fournissent de nouvelles preuves de cette persuasion générale. Godefroi de Viterbe, historien du douzième siècle, met ces paroles à

» stolicus et Roma, ex concilio principum, cujus vita et
 » sapientia tanto honori congrueret.» *Apologia Henrici IV*,
 apud Urstitium, *Germaniæ Historici illustres*; Francofurti,
 1670, in-folio, p. 382; cité par Voigt, *ubi supra*, t. II,
 p. 99, et par Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, cap. 12; lib. 4,
 cap. 9, p. 33.

¹ « Quæ profecto ostendunt his jam temporibus in Ro-
 » mano pontifice fuisse notatum peculiare aliquod jus ad
 » constituendum eum regem, qui postea imperator futu-
 » rus esset, atque ad eum postea deponendum.» Bossuet,
 » *ibid.* lib. 4, cap. 9.

² Voigt, *ibid.* t. II, chap. 8, etc. — Fleury, *Hist. ecclés.*
 t. XIII, liv. 62, n° 29, etc.

la bouche des papes parlant aux empereurs : « Nous
 » vous avons donné l'Empire, et vous nous avez
 » donné peu de chose ; sachez que si vous possé-
 » dez la dignité d'empereur, c'est par notre au-
 » torité ¹. »

Arnould, évêque de Lisieux, parle ainsi de l'Em-
 pereur, dans un discours prononcé au concile de
 Tours, en 1163 : « Frédéric a encore une raison parti-
 » culière de reconnaître la seigneurie de l'Eglise
 » Romaine ; et il ne peut la méconnaître sans une
 » ingratitude manifeste ; *car il est certain, d'après*
 » *les anciennes histoires, que ses prédécesseurs n'ont*
 » *eu d'autre titre à l'Empire, que la grâce de la sainte*
 » *Eglise Romaine* ². »

100. — Les mêmes principes sont formellement
 adoptés et développés plus au long, au commen-

¹ Imperium dedimus, tu pauca dedisse videris :

Imperio nostro, Cæsar Romanus haberis.

Gothof. Viterb. Chron. Hist. Paschalis Papæ II ; apud Pis-
 torium, *Illust. Script. German.* t. II ; cité par Bossuet, *ubi*
supra.

² « Præterea specialem causam habet (Fridericus), qua
 » sanctam Romanam Ecclesiam dominam recognoscere
 » debet : alioquin manifestissime poterit reus ingritudi-
 » nis apparere. *Si enim ad veteres recurramus historias, cer-*
 » *tum erit prædecessores ejus, Imperium non de alio jure,*
 » *quam de sola sanctæ Romanæ Ecclesiæ gratia, percepisse.* »
 Apud Labbe, *Conciliorum* t. x, p. 1415.

cement du siècle suivant, par Gervais de Tilbury, seigneur Anglais très distingué à cette époque, et non moins en faveur auprès de l'empereur Othon IV qu'auprès du roi d'Angleterre Henri III. Dans le temps même des démêlés de l'Empereur avec le pape Innocent III, c'est-à-dire vers l'an 1211, Gervais composa, sous le titre de *Récréations impériales*¹,

¹ Gervasius Tilberiensis, *Otia Imperialia*, apud Leibnitz, *Scriptores rerum Brunswic.* t. 1, p. 881, etc. Il est vraisemblable que le titre, et même l'idée de cet ouvrage, furent suggérés à l'auteur par celui qu'un de ses compatriotes, Jean de Sarisbury, avait publié, quelques années auparavant, sous le titre de *Polycratique*, ou *Des Bagatelles de la Cour* (*Polycraticus, sive De Nugis Curialium*). Ces deux ouvrages sont, à la vérité, très-différents l'un de l'autre pour le fond et les objets dont ils traitent. Le *Polycratique* est un ouvrage philosophique et moral sur les devoirs des grands; les *Récréations impériales* sont un recueil de fragments sur l'histoire, la géographie, la physique et l'histoire naturelle. Mais le but de ces deux ouvrages est d'offrir aux gens de cour, sous une forme agréable et variée, des instructions utiles pour leur conduite particulière, et pour le bon gouvernement des Etats. L'ouvrage de Jean de Sarisbury, dont il existe plusieurs éditions séparées, se trouve aussi dans le t. xxiii de la *Bibliothèque des Pères*. On peut en voir l'analyse détaillée dans l'*Hist. des Auteurs ecclés.* par D. Ceillier (t. xxiii, p. 272, etc.), et dans l'*Hist. littéraire de la France* (t. xiv, p. 98, etc.). Leibnitz, dans la préface du recueil que nous avons cité (§ 63), donne quelques détails intéressants sur Gervais de Tilbury, et sur les *Récréations impériales*. Il est à remarquer que ces deux

un ouvrage adressé à l'Empereur lui-même, et dans lequel il suppose, comme un point de *Droit public* universellement reconnu, les droits particuliers du saint Siège sur l'Empire : « Considérez, » grand prince, dit-il ¹, que le pape Innocent II a

ouvrages, composés à peu de distance l'un de l'autre, pour l'instruction des princes et des seigneurs de la cour, par deux auteurs aussi distingués par leurs emplois que par leurs talents, supposent également, comme un point de *Droit public* universellement reconnu de leur temps, la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, en ce sens que le souverain peut être déposé, du moins en certains cas, par l'autorité de l'Eglise ou du Pape. *Polycraticus*, lib. 4, cap. 1, 2, 3. — *Otia Imperialia*, initio, necnon decisione II, cap. 19, mox citando.

« Considera, princeps sacratissime, quod ab Innocentio papa II sanctissimo proavus tuus accepit Imperium, quod longo tempore intermissum, et post electionem confirmationemque primam relapsum, peræque sanctissimus tibi reddidit Innocentius. Utinam innocens Innocentio exhibearis, et sinceritatem tuam, quam præsumo in te esse, operibus piæ devotionis probes tuos consecratori! Nihil enim est quo juste illum offendas, nec quod tanto merito dignum rependas. Si credis in aliquo illum minuire velle jus Imperii, cedas in modico ei qui totum in te contulit Imperium.... Dator effici potes de donatario, si partem ei cesseris ejus quod, per ipsum, totum accepisti. Profecto Imperium tuum non est, sed Christi : non tuum, sed Petri : non a te tibi obvenit, sed a vicario Christi, et successore Petri..... Nihil amittis quod tuum est, si dimittis Petro quod suum est..... Beneficio Papæ, non suo,

» donné à votre bisaïeul ce même Empire que vous
 » tenez du pape Innocent III. Plaise à Dieu que
 » votre conduite soit envers lui sans reproche¹,
 » et que vous prouviez à votre consécrateur la droi-
 » ture de vos intentions, par les œuvres d'une
 » piété sincère ! Car vous n'avez aucun sujet de
 » l'offenser, et jamais vous ne reconnaitrez digne-
 » ment les grâces que vous avez reçues de lui. Si
 » vous croyez qu'il veuille diminuer en quelque
 » chose les droits de l'Empire, cédez quelque chose
 » à celui de qui vous tenez tout cet Empire.... De sim-
 » ple donataire que vous étiez, vous pouvez devenir do-
 » nateur, en cédant au Pape une partie du droit que
 » vous avez reçu de lui. Assurément l'Empire n'est pas
 » à vous, mais à Jésus-Christ ; il n'est pas à vous, mais
 » à saint Pierre ; il ne vous est pas venu de votre droit
 » propre, mais par la volonté du vicaire de Jésus-Christ,

» Roma, tempore Caroli, nomen recepit Imperii ; benefi-
 » cio Papæ, Francorum regi confertur Imperium ; benefi-
 » cio Papæ regi nunc Teutonum, et non Francorum, de-
 » betur Imperium ; nec cedit Imperium cui Teutonia, sed cui
 » cedendum decrevit Papa. » Gervasii Tilberiensis *Otia Im-*
perialia, decisione II, cap. 19 ; apud Leibnitz, *ubi supra*,
 p. 944.

¹ Il y a ici dans le texte de Gervais un jeu de mots diffi-
 cile à rendre dans notre langue : *Utinam innocens Inno-*
centio exhibearis !

» et du successeur de saint Pierre.... Vous ne perdez
 » rien de ce qui vous appartient, en cédant à saint
 » Pierre ce qui est véritablement à lui.....
 » C'est par la faveur du Pape, et non par sa propre
 » autorité, que Rome a repris, au temps de Char-
 » lemagne, le titre de l'Empire ; c'est par la faveur
 » du Pape que l'Empire a été d'abord conféré au
 » roi des Français, et qu'il est aujourd'hui accordé,
 » non au roi des Français, mais au roi des Teutons ;
 » l'Empire n'appartient pas à celui que choisissent les
 » Teutons, mais à celui à qui le Pape a jugé à propos
 » de le céder. »

101. — Vers le milieu du siècle suivant, on trouve les mêmes principes développés dans plusieurs ouvrages, par Lupold ou Ludolphe de Bébenberg, évêque de Bamberg, et jurisconsulte très-distingué à cette époque¹. Dans son ouvrage *Sur le zèle des princes Allemands pour le bien de la religion*, il compte, parmi les preuves de ce zèle, les témoignages de respect et de dévouement que les empereurs ont souvent donnés à l'Eglise Romaine. A cette occasion, il rappelle et suppose comme des faits constants « que, depuis l'éléva-

¹ On trouve une notice sur cet auteur dans le Recueil de Ludewig, *Scriptores rerum Germanic.* tom. 1, pag. 205. Voyez aussi Cave, *Historia litteraria seculi 14*, anno 1340; et le *Dictionnaire de Moreri*.

» tion de Charlemagne à l'Empire, tous les em-
 » pereurs ont reçu de l'Eglise Romaine l'onction
 » et la couronne impériale;..... que depuis l'em-
 » pereur Othon I^{er}, tous les empereurs ont
 » prêté *serment de fidélité* à cette Eglise, à l'épo-
 » que de leur couronnement;..... que les sei-
 » gneurs Allemands, auxquels appartient le droit
 » de choisir l'Empereur, ont reçu ce droit de
 » l'Eglise Romaine;.... qu'ils reconnaissent dans
 » le Pape le droit d'examiner l'Empereur élu; ..
 » et qu'ils sont dans l'usage de lui envoyer le
 » décret d'élection pour le soumettre à son ap-
 » probation ¹. » Déjà le même auteur avait établi

¹ « Sic patet quod Germani principes, quoad unctiones
 » et coronationes imperiales ab Ecclesia Romana percipien-
 » das, se ipsi Ecclesiae submittere primitus inceperunt;...
 » item, a tempore Othonis primi,... omnes reges Roma-
 » norum, usque ad praesens tempus, *Ecclesiae Romanae*
 » *præstare juramentum*, sub forma consimili, consueve-
 » runt;... .. item principes Germaniae, ad quos pertinet
 » jus et potestas eligendi regem Romanorum, recognove-
 » runt Innocentio Papæ III....., quod jus et auctoritas
 » examinandi personam electam in regem Romanorum,
 » ad Imperium post modum promovendam, pertineat ad
 » Ecclesiam Romanam;..... item principes Germaniae,
 » post electionem Regis per eos factam, summis pontifi-
 » cibus decretum hujusmodi electionis..... transmittere
 » consueverunt. » Lupoldus Bebenburgius, *De Zelo princi-
 » pum Germ.* cap. 7; Argentinae, 1508 et 1609, in-4°. Cet

plus au long ces principes dans son livre *Sur les droits du royaume et de l'Empire Germanique*, auquel il renvoie pour de plus amples développements¹, et dans lequel il établit de plus, que, *d'après le droit et la coutume, l'Empereur peut être déposé par le Pape pour certains crimes énormes et notoires*, et principalement pour le crime d'hérésie².

102. — Les mêmes principes étaient alors généralement reconnus en France, comme on le voit par l'histoire des funestes démêlés de Philippe le Bel avec Boniface VIII, à la fin du treizième siècle. Quelque peu disposés que fussent alors les Français à favoriser les prétentions du pontife, ils avouaient que le Pape pouvait en certains cas déposer l'Empereur, comme *feudataire du saint Siège*. Voici comment s'exprimait, à ce sujet, un célèbre docteur de Paris, dévoué à Philippe le Bel : « On objecte que le Pape dépose l'Empereur; ouvrage se trouve dans le 26^e tome de la *Bibliothèque des Pères*.

¹ *De Juribus regni imperii*, cap. 8 et seqq. et Basileæ, 1566, in-8°.

² « Quodam jure speciali se habet (Papa) intromittere de » destitutione seu depositione Imperatoris, scilicet ratione » enormis et notorii (delicti), de quo Imperator incorri- » gibilis reperitur, ut supra dictum est in capite decimo, » in prima oppositione. » *Ibid.* cap. 12, *versus medium*, p. 151 et 152.

» je réponds que le Pape qui fait l'Empereur, et
 » qui en reçoit *foi et hommage*, peut aussi le dé-
 » poser¹. » Un autre écrivain du même temps,
 non moins zélé pour la défense de Philippe le Bel,
 explique en ces termes la déposition de Frédéric II,
 que les partisans de Boniface VIII alléguaient
 pour justifier sa conduite envers le roi de France :
 « Quant à ce qu'on objecte de l'empereur Frédé-
 » ric déposé par Innocent IV, j'avoue que cela
 » est véritable; je conviens que *le Pape est sei-*
 » *gneur temporel de l'Empereur*, qui non-seulement
 » est élevé à l'Empire par voie d'élection, mais
 » qui est confirmé par le Pape, et reçoit de lui
 » la couronne; mais il n'en est pas ainsi du roi
 » de France². »

¹ « Quod dicitur, quod Papa deponit Imperatorem;
 » respondeo: Verum est; (Papa deponit) illum quem ipse
 » posuit, quia *ab ipso accepit feudum*. » Joannes Parisiensis,
De Potestate regia et papali, cap. 16; apud Goldastum,
Monarchia S. Rom. Imperii, t. II, p. 130; necnon apud
 Richerium, *Vindiciæ doctorum majorum scholæ Parisien-*
sis. Coloniae, 1683, in-4°; lib. 2, p. 107.

² « Quod autem dicitur de Friderico, quem deposuit
 » Innocentius IV; dico quod verum est; et de illo Impe-
 » ratore concedo quod *Papa est ejus dominus temporalis*,
 » quoniam ille Imperator fit per electionem, et a Papa
 » confirmationem recipit et coronam; sed nihil horum
 » est in rege Franciæ. » Auctor anonymus, *Quæst. de Po-*

103. — La persuasion générale, sur ce point, n'était pas seulement répandue parmi les simples particuliers, mais elle était partagée par les souverains eux-mêmes. Le pape Innocent III, ayant excommunié et déposé, en 1210, l'empereur Othon IV, Philippe-Auguste, de concert avec le souverain pontife, agit si fortement auprès des princes d'Allemagne, qu'il leur persuada d'élire un autre Empereur, qui fut Frédéric II, roi de Sicile¹. Le même Frédéric ayant été depuis excommunié et déposé par le pape Grégoire IX, en 1239, celui-ci écrivit à saint Louis une lettre par laquelle il lui faisait part de cet événement, et lui offrait l'Empire pour le comte Robert son frère². Le Roi et les seigneurs Français se mon-

testate Papæ; apud Richerium, *ubi supra*, p. 488. Le témoignage de cet auteur et celui de Jean de Paris sont cités par Bossu et, *Def. Declar.* lib. 4, cap. 9, p. 37 et 38. L'ouvrage anonyme, *De Potestate Papæ*, se trouve aussi à la fin de l'*Histoire du Différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel*; Paris, 1655, in-folio; le texte cité se lit page 678.

¹ Bossuet, *Abrégé d'Hist. de France*, année 1206. — Daniel, *Hist. de France*, tom. III, année 1210, p. 551. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XVI, liv. 77, n° 4 et 12.

² Matthieu Paris, *Hist. Angl.* anno 1239. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 4, cap. 6 et 9. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XVII, liv. 81, n° 36, etc. — Berthier, *Hist. de l'Eglise Gall.* t. XI, année 1239. — Daniel, *Hist. de France*, tom. IV, année 1239.

trèrent, il est vrai, fort opposés à la conduite du Pape contre Frédéric. Toutefois ils ne contestèrent pas à l'Eglise le droit de déposer l'Empereur, en certains cas, particulièrement pour le crime d'hérésie. « Si l'Empereur, disaient-ils, avait » mérité d'être déposé, il ne devait l'être que » dans un concile, » nécessaire, selon eux, pour procéder plus sûrement dans une matière aussi grave. Ils ajoutaient « que l'Empereur leur sem- » blait innocent, tant sous le rapport de sa conduite séculière que sous le rapport de la foi » catholique; qu'au reste, on lui enverrait des » ambassadeurs, pour examiner soigneusement ses » sentiments sur la foi catholique; et que s'il était » reconnu coupable sur ce point, on lui ferait la » guerre à outrance, *comme on la ferait, en pareil cas, à tout autre, et au Pape lui-même* ¹. » Il est à remarquer que le ton d'ailleurs peu mesuré de cette lettre, et les termes offensants qu'on y em-

¹ « Si Fridericus ab apice imperiali, meritis exigentibus, » *deponendus esset*, non nisi per generale concilium cassan- » dus judicaretur..... Insontem sibi videri adhuc Fridericum, neque quid sinistri in eo visum, vel in fidelitate » seculari, vel in fide catholica; missuros ad Imperatorem, » qui quomodo de fide catholica sentiat diligenter inquirant: tum ipsum, imo etiam ipsum Papam, si male de Deo » senserit, usque ad internecionem persecuturos. » *Math. Paris, ubi supra*; cité par Bossuet, *ibid.* cap. 6, p. 26.

plote contre le Pape, font soupçonner à quelques auteurs qu'elle lui fut adressée, sans la participation du Roi, par les seigneurs Français, alors très-animés contre le Pape et les évêques¹. Mais quoiqu'il en soit de cette conjecture, la lettre dont il s'agit n'est pas moins propre à faire connaître les principes alors généralement admis sur les droits de la puissance spirituelle, relativement à la déposition des princes, et particulièrement de l'Empereur. Il fallait en effet que ces principes fussent alors considérés comme un point de *Droit public*, à l'abri de toute contestation, puisqu'il était si formellement reconnu par les auteurs de cette lettre, d'ailleurs pleine des expressions les plus offensantes contre le Pape.

Quelques années après cette démarche des seigneurs Français, la cause de Frédéric fut discutée dans le premier concile général de Lyon en 1245, où l'Empereur fut de nouveau excommunié et déposé par le pape Innocent IV². Lorsqu'il fut question de procéder à la sentence de déposition, les ambassadeurs des princes, et même celui de Frédéric, ne contestèrent point le droit du Pape et

¹ Voyez Daniel et Berthier, *ubi supra*.

² Voyez les auteurs cités dans la note 2^e de la page 197, année 1245.

du concile à cet égard. Les réclamations de quelques ambassadeurs, spécialement de ceux d'Allemagne et d'Angleterre, avaient uniquement pour but d'adoucir l'esprit du Pape, et de l'engager à différer la sentence de déposition jusqu'à de nouvelles informations.

104. — 3° *La conduite et les propres aveux des empereurs*, si intéressés à maintenir leur indépendance, suffiraient pour établir les droits particuliers du saint Siège sur l'Empire à l'époque dont nous parlons. Il est certain, en effet, que, depuis le dixième siècle au moins, l'Empereur ne prenait le titre et les insignes de la dignité impériale qu'après avoir été reconnu et couronné par le Pape ; qu'avant de les recevoir il prêtait au Pape *serment de fidélité* ; et que, par une suite naturelle de ces témoignages de dépendance, les empereurs eux-mêmes reconnurent souvent le droit qu'avait le Pape de les déposer, au moins en certains cas déterminés par l'usage et les coutumes de l'Empire.

105. — Pour ce qui regarde, en premier lieu, l'usage où étaient les empereurs de ne prendre le titre et les insignes de la dignité impériale qu'après avoir été reconnus et couronnés par le Pape ; cet usage, consigné comme on l'a vu plus haut, dans

les plus anciens monuments du *Droit Germanique*, est d'ailleurs attesté par les historiens même les plus opposés à cette ancienne pratique des empereurs ¹.

Au milieu des contestations qui s'élevaient assez souvent entre les électeurs, ou entre les divers prétendants à l'Empire, le Pape était généralement regardé comme le juge naturel de ces contestations ; en sorte que celui qu'il avait reconnu pour Empereur ne tardait pas à l'être par les seigneurs Allemands, et par tous les souverains de l'Europe. C'est ce qu'on vit en particulier à l'époque de l'élection de l'empereur Othon IV en 1201 ². L'Allemagne était alors divisée entre trois prétendants à l'Empire, savoir : Frédéric, roi de Sicile ; Philippe, duc de Souabe, et Othon, duc de Saxe. Le Pape, sollicité tout à la fois par les prétendants, par les seigneurs de leur parti, et par les rois de France et d'Angleterre, se déclara pour Othon, qui fut en effet reconnu, quelque temps après, par les seigneurs

¹ Pfeffel, *Abrégé de l'Histoire d'Allemagne*, t. 1, p. 229 et 259 ; cité plus haut, art. 1, n° 27.

² Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xvi, liv. 75, n° 3, 32, 37, 38, etc. — Daniel, *Hist. de France*, t. 17, année 1209, p. 197.

Allemands, et par tous les princes de l'Europe. Cette importante affaire est le sujet d'un grand nombre de lettres du pape Innocent III, qu'on a réunies dans l'édition générale de ses lettres, sous le titre de *Registre d'Innocent III sur les affaires de l'Empire*¹. Parmi ces lettres si importantes pour l'histoire, on doit surtout remarquer celles du 4^{er} mars 1201, au roi Othon et aux seigneurs Allemands, et une autre écrite vers le même temps au duc de Carinthie. La première, adressée au roi Othon, est ainsi terminée : « Par l'autorité du » Dieu tout-puissant, qui nous a été donnée en » la personne de saint Pierre, nous vous recevons » pour roi, et nous ordonnons qu'à l'avenir on » vous rende, en cette qualité, respect et obéissance; et après les préliminaires accoutumés, » nous vous donnerons solennellement la couronne impériale². » Dans la lettre adressée aux

¹ Baluze, *Epistolarum Innocentii tertii* tom. 1, ad calcem. — Fleury, *ubi supra*, nos 32, 37 et 38. — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclésiast.* tom. xxiii, p. 442.

² « Auctoritate Dei omnipotentis, nobis in beato Petro » collata, te in regem recipimus, et regalem tibi præcipimus de cætero reverentiam et obedientiam exhiberi; præmissisque omnibus quæ de jure sunt et consuetudine » præmittenda, regiam magnificentiam ad suscipiendam » Romani Imperii coronam vocabimus, et eam tibi, dante

seigneurs Allemands, après avoir exposé les raisons qui l'ont engagé à se prononcer en faveur d'Othon, le Pape enjoint aux seigneurs de lui rendre le respect et l'obéissance, en qualité de roi des Romains et d'Empereur élu, promettant de mettre en sûreté leur réputation et leur conscience, touchant les serments qu'ils pourraient avoir faits auparavant ¹. La lettre au duc de Carinthie est d'autant plus digne d'attention, qu'elle a été depuis insérée dans le *Corps du Droit*, parmi les Décrétales de Grégoire IX. Le Pape y déclare que les princes électeurs ont reçu du saint Siège le droit d'élire l'Empereur, et qu'en leur donnant ce droit, il n'a pas renoncé à celui de rejeter l'élu, s'il est indigne de l'Empire. « Nous reconnais-

« Domino, humilitatis nostræ uanibus, solemniter confes-
 « remus. » Apud Baluz., *ubi supra*, p. 702, col. 2.

¹ « Monemus igitur universitatem vestram, et exhorta-
 « mur in Domino, et in remissionem vobis injungimus
 « peccatorum, quatenus ei (Othoni) de cætero, sicut regi
 « vestro, in Romanorum imperatorem electo, reverenter
 « et humiliter deferatis, regalem ei honorificentiam et obe-
 « dientiam impendentes.... Super primis etiam juramen-
 « tis, illud auctoritate apostolica statuemus quod ad pur-
 « gandam et famam et conscientiam redundabit. » Apud
 Baluz. *ubi supra*, epist. 33, pag. 704 et 705. Voyez aussi
 la lettre 29^e, où le Pape expose les raisons qu'on peut
 alléguer pour et contre les trois prétendants.

» sons, dit-il, le pouvoir de choisir pour roi (des
 » Romains) celui qui doit être ensuite élevé à
 » l'Empire, dans les princes auxquels ce pouvoir
 » appartient de droit et par l'ancienne coutume,
 » vu surtout que ce droit leur est venu du saint
 » Siège, qui a transféré l'Empire Romain des
 » Grecs aux Germains, en la personne de Charle-
 » magne. *Mais les princes doivent aussi reconnaître,*
 » *et ils reconnaissent en effet,* que le droit d'exa-
 » miner la personne de celui qui est élu pour roi
 » (des Romains), et qui doit être ensuite élevé à
 » l'Empire, nous appartient, à nous qui le sacrons
 » et le couronnons ¹. » Tout ce que dit ici le Pape
 était en effet admis, non-seulement par l'impe-

¹ « Unde illis principibus jus et potestatem eligendi Re-
 » gem, in Imperatoreu post modum promovendum,
 » recognoscimus, ut debemus, ad quos de jure ac antiqua
 » consuetudine noscitur pertinere; præsertim cum ad eos
 » jus et potestas hujusmodi ab apostolica Sede pervenerit,
 » quæ Romanum Imperium, in personam magnifici Caroli,
 » a Græcis transtulit in Germanos. Sed et principes re-
 » cognoscere debent, et utique recognoscunt, quod jus et auc-
 » toritas examinandi personam electam in regem, et
 » promovendam in Imperium, ad nos spectat, qui eam
 » inungimus, consecramus et coronamus. » Apud Baluz.
ubi supra, epist. 62, pag. 715. Voyez aussi, dans le *Corps*
du Droit, la décrétale *Venerabilem*, parmi les *Décrétales de*
Grégoire IX, lib. 1, tit. 6, cap. 34.—Fleury, *ubi supra*,
 n° 38.

reur Othon IV, mais encore par les seigneurs Allemands, et par les autres souverains de l'Europe, qui reconnurent bientôt après Othon pour empereur, par suite de l'élection du Pape ¹.

L'histoire de l'empire d'Allemagne offre plusieurs autres exemples de l'intervention du Pape dans l'élection des empereurs, non-seulement à l'occasion des contestations qui s'élevaient entre les électeurs et les prétendants à l'Empire, mais encore à l'occasion des sentences de déposition prononcées par le Pape contre quelques empereurs. C'est ainsi, comme nous l'avons déjà remarqué, que Frédéric II fut élu empereur par le pape Innocent III, et reconnu pour tel par tous les souverains de l'Europe, après la déposition d'Othon IV ².

106. — Mais ce qui n'est pas moins remarquable à ce sujet, et ce qui suffirait pour établir la dépendance particulière des empereurs à l'é-

¹ C'est par erreur que Bossuet (*Def. Declar.* lib. 4, cap. 9, *versus medium*), et après lui M. l'abbé Jager (*Introduction de l'Hist. de Grégoire VII*, p. 80), supposent que la décrétale *Venerabilem* fut donnée par le pape Innocent III en faveur de Frédéric II. Le contenu de cette pièce, et des autres qui y sont relatives, montre qu'elles furent données en faveur d'Othon IV.

² Voyez plus haut, n° 103.

gard du saint Siège dans les temps anciens, c'est que, d'après un usage constant, de quelque manière que l'élection de l'Empereur eût été faite, il ne prenait le titre et les insignes de la dignité impériale qu'après avoir prêté au Pape un *serment de fidélité* qui exprimait, sinon une dépendance féodale, comme le supposent plusieurs auteurs, du moins un dévouement particulier aux intérêts du saint Siège. On peut s'en convaincre par les termes dans lesquels ce serment était conçu, et par la manière dont les historiens en parlent.

107. — Le plus ancien monument qui en fasse mention ¹, est le *Sacramentaire de saint Grégoire* en

¹ Sigonius, auteur du seizième siècle, et après lui quelques auteurs modernes, font remonter l'usage de ce serment jusqu'à l'an 800, époque de l'élévation de Charlemagne à l'Empire. Ils supposent que ce prince, dans la cérémonie de son sacre, prêta au pape Léon III le *serment de fidélité* que les empereurs prêtèrent dans la suite, et qu'on lit en ces termes dans un ancien *Ordre Romain* : « Moi » Charles, Empereur, promets, au nom de Jésus-Christ, » devant Dieu et saint Pierre, de protéger et défendre tous » les intérêts de l'Eglise Romaine, autant que je saurai et » pourrai le faire, avec le secours de Dieu. » (*Ordo Romanus ad benedicendum Imperatorem*; apud Hittorpium, *De Divinis Officiis*, édition in-fol. de 1624, pag. 153; necnon apud *Biblioth. Patrum*, tom. XIII. — Sigonius, *Hist. de regno Italiæ*, lib. 4, anno 801, *Operum*. tom. II. — *Baronii An-*

usage à Rome et en France au neuvième siècle, et publié, en 1748, par Muratori, d'après deux copies qui se conservaient alors à Rome dans la bibliothèque Ottobonienne et dans celle du Vatican¹. Il est marqué, dans ce *Sacramentaire*, que

nales, anno 800, n° 7. — Lebeau, *Histoire du Bas-Empire*, tom. xiv, liv. 66, n° 53. — Hegewisch, *Histoire de Charlemagne*, pag. 345.) Fleury, Daniel, le P. Longueval, et la plupart des auteurs modernes ne font aucune mention de ce fait, qui ne paraît pas suffisamment attesté, et qui semble même peu vraisemblable. Il est difficile, en effet, de supposer qu'Eginhard, Anastase le Bibliothécaire, et les autres historiens du temps, qui rapportent avec plus de détail l'histoire du sacre de Charlemagne, aient omis une circonstance si importante; et l'ancien *Ordre Romain*, cité par Sigonius à l'appui de ce fait, ne paraît pas avoir assez d'autorité pour l'établir. Cet *Ordre Romain*, publié pour la première fois en 1561 par Georges Cassandre, et depuis par Hittorpius (Paris, 1569, in-fol.), quoique d'une très-haute antiquité dans plusieurs de ses parties, a été augmenté, avec le temps, de plusieurs pièces beaucoup plus récentes; en sorte qu'il est difficile, au jugement des plus habiles critiques, de déterminer l'antiquité de certaines parties sans recourir à d'autres témoignages. (Mabillon, *Musæi Italici*, tom. II, *Præf.* pag. 19.) Le *Sacramentaire de saint Grégoire*, que nous allons citer, montre bien que le serment de fidélité au Pape a été fait, par quelques empereurs, dans le cours du neuvième siècle, mais non qu'il a été fait par Charlemagne lui-même.

¹ *Sacramentar. Gregor. de Coron. Imper.* apud Muratori, *Liturgia Rom. vetus*; Venetiis, 1748, 2 vol. in-fol.

Muratori établit solidement, à ce qu'il nous sem-

le roi élu pour empereur, étant entré dans l'église pour la cérémonie de son couronnement, prête le serment suivant, en mettant la main sur l'Evangile : « Moi, N, roi des Romains, par la » grâce de Dieu futur Empereur, promets et jure, » devant Dieu et saint Pierre, d'être désormais » protecteur et défenseur du souverain pontife et » de la sainte Eglise Romaine, dans toutes ses né-

ble, l'ancienneté de ces exemplaires, par des raisons tirées non-seulement de la forme des caractères, mais encore du fond des choses. Car 1^o dans l'énumération qu'on y trouve des fêtes alors en usage, il n'est fait aucune mention de celle de *tous les Saints*, qu'on sait avoir été établie par le pape Grégoire IV sous le règne de Louis le Débonnaire; ni des *Rogations* établies à Rome par le pape Léon III; ni de quelques autres fêtes plus récentes; ce qui suppose que ces exemplaires ont été copiés avant l'établissement de ces fêtes, par conséquent avant la mort de Grégoire IV en 844, et même avant celle de Léon III en 816; 2^o un de ces exemplaires (celui de *Bibliothèque Ottobonienne*) est terminé par divers catalogues de personnes, soit vivantes, soit défunes, pour lesquelles on devait prier au saint sacrifice de la messe. Le premier catalogue de personnes vivantes est celui des chanoines de Paris, à la tête desquelles est nommé l'évêque Erchenrade, qu'on sait être mort vers l'an 857. (*Gallia Christiana*, tom. VII, pag. 33.) Cet exemplaire du *Sacramentaire* était donc en usage dans l'Eglise de Paris vers le milieu du neuvième siècle. (Muratori, *ubi supra*, t. I. *Dissert. de rebus Liturgicis*, cap. VI, pag. 72-77.)

» cessités et ses besoins, gardant et conservant
 » ses possessions, ses honneurs et ses droits, au-
 » tant que je le saurai et le pourrai avec le se-
 » cours de Dieu, en pure et bonne foi. Qu'ainsi
 » Dieu m'aide, et les saints Evangiles ¹. »

On retrouve ce serment, à peu près dans les mêmes termes, dans plusieurs autres *Sacramentaires* et *Ordres Romains* d'une date plus récente ². Mais indépendamment du témoignage des livres liturgiques, l'usage de ce serment, pendant toute la suite du moyen âge, est attesté par un grand nombre d'autres monuments historiques. Nous

¹ « Ego N. rex Romanorum, annuente Domino, futurus
 • Imperator, promitto, spondeo, polliceor atque juro, co-
 • ram Deo, et beato Petro, me de cætero protectorem
 • et defensorem fore Summi Pontificis, et sanctæ Romanæ
 • Ecclesiæ, in omnibus necessitatibus et utilitatibus suis;
 • • custodiendo et conservando possessiones, honores, et
 • • jura ejus, quantum divino fultus adjutorio (fuero), se-
 • • cundum scire et posse meum, recte et pura fide. Sic me
 • • Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia. » Muratori,
ubi supra, tom. II, pag. 455.

² *Ordo Romanus ad benedicendum Imperat.* apud Hittor-
 pium, de *Divinis Officiis*, p. 153.—Idem, apud Mabillon,
Musæum Italic. tom. II, pag. 216. Voyez quelques autres
 éditions de l'*Ordre Romain* et du *Sacramentaire de saint Gré-
 goire*, indiquées par Mabillon, *ibid.* *Commentarius prævius*,
 § 1; et par Muratori, *ubi supra*, tom. I, *Dissert. de rebus*
Liturg. cap. 6.

rapporterons seulement ici quelques-uns des plus remarquables.

108. — Le pape Jean XII ayant appelé en Italie, en 960, le roi de Germanie, Othon 1^{er}, pour la délivrer de la tyrannie de Bérenger, lui offrit la couronne impériale, en reconnaissance de ses services¹. Mais pour mieux assurer l'exécution de ses promesses, il recommanda à ses légats de lui faire prêter, avant son entrée en Italie, le serment suivant, en présence de la vraie croix et des saintes reliques : « Moi Othon, roi de Germanie, promets » avec serment au seigneur Jean, souverain Pontife, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, par ce bois sacré de la croix et par les » saintes reliques ici présentes, que si je viens à » Rome, avec la permission de Dieu, j'exalterai de » tout mon pouvoir la sainte Eglise Romaine, et » vous qui êtes son chef; et que jamais je ne contribuerai, par ma volonté, mon conseil, mon » consentement ou mes exhortations, à vous nuire » dans votre vie, vos membres et votre honneur; » que je ne ferai dans Rome, sans votre conseil, » aucun règlement et aucune ordonnance sur les » choses qui regardent votre personne ou le peu-

¹ *Baronii Annales*, t. x, anno 960, n° 1. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xii, liv. 56, n° 1.

« ple Romain ; que je vous rendrai toutes les terres
 « de saint Pierre qui tomberont en mon pouvoir ;
 « enfin, que j'obligerai celui à qui je donnerai le
 « royaume d'Italie, à promettre avec serment de
 « vous aider, de tout son pouvoir, à défendre le
 « territoire de saint Pierre. Qu'ainsi Dieu me soit
 « en aide, et ces saints Evangiles ¹. » Cette formule
 a depuis été insérée dans le *Corps du Droit*, et sui-
 vie quelquefois, en de pareilles circonstances, par
 les successeurs d'Othon, comme nous le verrons
 bientôt.

1 « Tibi domino Joanni papæ, ego rex Otho, promit-
 « tere et jurare facio, per Patrem, et Filium, et Spiritum
 « sanctum, et per lignum hoc vivificæ crucis, et per has
 « reliquias sanctorum, quod si, permittente Domino, Ro-
 « mam venero, sanctam Romanam Ecclesiam, et te recto-
 « rem ipsius exaltabo, secundum posse meum ; et nun-
 « quam vitam, aut membra, et ipsum honorem quem ha-
 « bes, mea voluntate, aut meo consilio, aut meo consensu,
 « aut mea exhortatione perdes ; et in Romana urbe nul-
 « lum placitum aut ordinationem faciam, de omnibus
 « quæ ad te aut ad Romanos pertinent, sine tuo consilio ;
 « et quidquid ad nostram potestatem de terra sancti Petri
 « pervenerit, tibi reddam ; et cuicumque regnum Itali-
 « cum commiserò, jurare faciam illum ut adjutor tui sit,
 « ad defendendam terram sancti Petri, secundum suum
 « posse. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia. »
 Barouius, *ibid.* n° 5. — *Corpus Juris canonici, Decreti* par-
 te prima, dist. 63, cap. 83, *Tibi Domino*.

109. — Un auteur contemporain de l'empereur Henri II rapporte, en ces termes, le *serment de fidélité* prêté par ce prince au pape Benoît VIII, en 1014 : « Henri étant arrivé à l'église de Saint-Pierre, où le Pape l'attendait avec le clergé; le Pape, avant de l'introduire, lui demanda s'il voulait être fidèle protecteur et défenseur de l'Eglise, et sincèrement fidèle en tout, à lui et à ses successeurs. Le Roi le promit, après quoi le Pape lui donna l'onction et la couronne royale, ainsi qu'à la reine son épouse ¹. »

110. — Il est à remarquer que l'empereur Henri II prêtait ce serment environ soixante ans avant le pontificat de Grégoire VII, et à l'exemple de l'empereur Othon, qui en avait prêté un semblable, plus de cinquante ans auparavant. Grégoire VII ne faisait donc que se conformer à un

¹ « Henricus cum dilecta suimet conjuge Cunegunde, ad ecclesiam sancti Petri, Papa expectante, venit; et antequam introduceretur, ab eodem interrogatus, si fidelis vellet Romanæ patronus esse et defensor Ecclesiæ, sibi autem suisque successoribus per omnia fidelis : de votâ professione respondit; et tunc ab eodem inunctionem et coronam, cum contextali (id est conjuge) sua, suscepit. » Ditmar, *Chronic.* lib. 7, apud Leibnitz, *Scriptores rerum Brunswic.* t. 1, p. 400; necnon apud Baronii *Annales*, t. XI, anno 1014, n° 1. — Flenry, *Hist. ecclési.* t. xii, liv. 58, n° 38.

usage beaucoup plus ancien que lui, en exigeant de l'Empereur un pareil serment. Voici le texte de celui qu'il exigea de l'empereur Henri IV, et de Rodolphe : « Dès aujourd'hui et dans la suite, je » serai sincèrement fidèle au bienheureux apôtre » saint Pierre, et à son vicaire le pape Grégoire, » et j'observerai fidèlement, comme un chrétien » doit le faire, tout ce que le Pape m'ordonnera » au nom de l'obéissance que je lui dois..... Je » procurerai de tout mon pouvoir, avec l'aide de » Jésus-Christ, l'honneur et les intérêts de Dieu » et de saint Pierre; et la première fois que je me » trouverai en présence du Pape, je me reconnai- » trai son défenseur et celui de saint Pierre ¹. »

111. — Les termes de ce serment ont pu varier avec le temps; mais il est certain que, pendant toute la suite du moyen âge, les empereurs ont

¹ « Ab hac hora et deinceps, fidelis ero, per rectam fi-
dem, beato Petro apostolo ejusque vicario papæ Gre-
gorio, qui nunc in carne vivit, et quodcunque mihi ipse
Papa præceperit, sub his videlicet verbis: *Per veram obe-*
dientiam, fideliter, sicut oportet christianum, observa-
bo; et Deo sanctoque Petro, adjuvante Christo,
dignum honorem et utilitatem impendam; et eo die,
quando illum primitus videro, fideliter per manus meas
miles sancti Petri et illius efficiar. » On trouve le texte
de cette formule parini les *Lettres de Grégoire VII*, liv. 9,
lettre 3; apud Labbe, *Concil.* t. x, p. 279.

continué de le prêter, à l'époque de leur couronnement. Radevic, auteur du douzième siècle, nous apprend qu'on voyait de son temps, dans le palais de Latran, un tableau représentant le couronnement de l'empereur Lothaire II (en 1133), avec cette inscription en vers latins : « Le Roi s'arrête » à la porte, où il jure de conserver à Rome ses privilèges ; il se reconnaît ensuite l'homme du Pape, et » reçoit de lui la couronne ¹. »

Il est vrai que l'empereur Frédéric I^{er}, étant venu à Rome, en 1155, se montra fort choqué de cette peinture et de cette inscription, qui semblaient représenter l'Empire comme un *fief du saint Siège*, et sollicita fortement le pape Adrien IV de les faire effacer. Il ne se montra pas moins choqué, peu de temps après, de quelques expressions du même pontife, qui semblaient appuyer la même prétention ². Le Pape, pour apaiser l'Empereur,

¹ « Rex venit ante fores, jurans prius urbis honores ;

« Post Homo fit Papæ, sumit quo dante coronam. »

Radevicus, *De Gestis Friderici I*, lib. 1, cap. 10, apud Urstium, *Germanicæ Historici illustres*, p. 400 ; necnon apud Muratori, *Rerum Italicæ Scriptores*, t. vi. — Fleury, *Hist. ecclési.* t. xiv, liv. 68, n° 22.

² *Adriani IV Epistola 4 ad Frider. Imperat.* apud Labbe, *Concil.* t. x, p. 1147. — Fleury, *Hist. ecclési.* t. xv, liv. 70, n° 23, 25 et 30. — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclési.* t. xxiii, p. 350, etc. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 18 ;

déclara qu'il n'avait jamais regardé l'Empire comme étant proprement un *fief* du saint Siège; qu'il avait seulement prétendu qu'en conférant à l'Empereur la couronne impériale, il lui avait réellement accordé un bienfait¹. L'Empereur parut satisfait de cette explication; mais le Pape, en s'exprimant ainsi, croyait si peu renoncer à ses droits sur l'Empire, qu'il écrivit peu de temps après, au même Empereur, des lettres dans lesquelles, après lui avoir rappelé le *serment de fidélité* qu'il avait

lib. 4, cap. 9. — Bianchi, *Della Potestà della Chiesa*, t. II, lib. 5, § 13.

¹ « Occasione cujusdam verbi, quod est, *beneficium*, tuus
 » animus (sicut dicitur) est commotus: quod utique ne-
 » dum tanti viri, sed nec cujuslibet minoris animum me-
 » rito commovisset. Licet enim hoc nomen, quod est, *be-*
 » neficium, apud quosdam in alia significatione quam ex
 » impositione habeat, assumatur; tunc tamen in ea signi-
 » ficatione accipiendum fuerat, quam nos ipsi posuimus,
 » et quam ex institutione sua noscitur retinere. Hoc enim
 » nomen ex bono et facto. est editum, et dicitur *beneficium*
 » apud nos, non *feudum*, sed *bonum factum*. In qua signifi-
 » catione, in universo sacræ Scripturæ corpore, invenitur;
 » ubi ex beneficio Dei, non tanquam ex feudo, sed velut
 » ex benedictione et bono facto ipsius, gubernari dicimur
 » et nutriri. Et tua quidem magnificentia liquido reco-
 » gnoscit, quod nos ita bene et honorifice imperialis digni-
 » tatis insigne tuo capiti imposuimus, ut bonum factum va-
 » leat ab omnibus judicari. » *Adriani IV Epistola 4*, apud
 Labbe, *ubi supra*.

prêté à saint Pierre et au Pape, il menace de le déposer, s'il ne renonçait à certaines prétentions sur les biens ecclésiastiques de Lombardie : « Revenez, » lui dit-il, revenez de votre égarement : suivez mon conseil ; car je crains qu'après avoir obtenu de nous l'onction et la couronne impériale, *vous ne perdiez ce qui vous a été accordé*, en usurpant ce qui ne vous appartient pas ¹. » Frédéric irrité répondit à cette lettre en termes extrêmement durs, et qui lui auraient probablement attiré une sentence de déposition, si Eberard, évêque de Bamberg, prélat distingué par sa doctrine et ses vertus, ne se fût heureusement entremis entre le Pape et l'Empereur, pour les réconcilier. Mais il résulte évidemment de cette discussion : 1^o que l'empereur Frédéric I^{er}, aussi bien que ses prédécesseurs, avait prêté au Pape *serment de fidélité*, à l'époque de son couronnement ; 2^o que dans le sentiment de l'Empereur et du Pape, ce serment n'exprimait pas proprement une *dépendance féodale* de l'Empereur à l'égard du saint Siège, mais seulement un dévouement particulier aux intérêts

¹ « Resipisce ergo, resipisce, tibi consulimus. Quia cum a nobis consecrationem et coronam merueris, dum in concessa captas, ne concessa perdas, nobilitati tuæ time-mus. » *Adriani IV Epistola 6*, apud Labbe, *ibid.* p. 1449.

de l'Eglise Romaine ; 3° que le pape Adrien IV, quoiqu'il ne regardât pas proprement l'Empire comme un *fief du saint Siège*, croyait, aussi bien que ses prédécesseurs, avoir, par *l'usage et le Droit public* de son temps, le pouvoir de déposer l'Empereur, en certains cas.

112. — Quoi qu'il en soit de cette discussion entre le pape Adrien IV et Frédéric I^{er}, il est certain que les empereurs continuèrent depuis, pendant plusieurs siècles, de prêter *serment de fidélité* au Pape, à l'époque de leur couronnement. On les vit bien quelquefois élever des contestations sur le sens et les conséquences de ce serment, surtout en certaines occasions où ils étaient intéressés à restreindre ces conséquences ; mais ils ne faisaient aucune difficulté de le prêter à l'époque de leur couronnement, et se montraient même très-empressés de le faire, pour obtenir le consentement du Pape à leur élection. L'histoire de l'empereur Henri VII offre, à ce sujet, un exemple remarquable ¹. Le pape Clément V, voulant procurer la paix, ou du moins une trêve, entre ce prince et le roi de Naples, en 1312, prétendit

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. xix, livre 91, n° 48 ; livre 92, n° 1 et 8. — *Corpus Juris ; Clementinarum* lib. II, tit. 9, *De Jurejurando*.

les y obliger, en vertu du *serment de fidélité* qu'ils avaient tous deux prêté au saint Siége. L'Empereur refusa absolument d'accéder aux désirs du Pape, soutenant qu'il *n'était obligé à personne par serment de fidélité*. Le Pape, justement surpris de cette prétention, la condamna par une bulle publiée l'année suivante, et insérée depuis dans le *Corps du Droit*¹. Il rappelle, dans cette bulle, que Henri, à l'exemple de ses prédécesseurs, lui a prêté *serment de fidélité*, soit avant son couronnement, soit à l'époque même de son couronnement; qu'avant son entrée en Italie (en 1311) il avait

¹ Voici comment le Pape s'exprime dans cette bulle :
 « Inter cætera publice, præsentē multitudinē hominū
 « copiosa, (Henricus) respondit, se non fore cuiquam ad
 « *juramentum fidelitatis* adstrictum, et quod nunquam fecerit
 « *juramentum* propter quod foret ad *juramentum* fide-
 « *tatis* alicui obligatus, et quod ipse nesciebat, quod an-
 « *ecessores* sui Romani imperatores unquam *juramentum*
 « *hujusmodi* præstitissent, simulans se *immemorem* *jur-*
 « *mentorū*, quæ nobis ante coronationem suam præsti-
 « *terat*, et post coronationem etiam innovarat. Nos itaque
 « *attendentes* quod *hujusmodi* responsio, si sub dissimu-
 « *latione* pertranseat, vel silentio pallietur, posset in
 « *magnum* et evidens præjudiciū Romanæ Ecclesiæ
 « *redundare*, dignum admodum et opportunum fore pro-
 « *speximus* ut de *juramentis* *hujusmodi* constitutioni præ-
 « *senti* aliqua breviter annectamus. » Apud *Corpus Juris*;
ubi supra, p. 118 et 119.

d'abord prêté ce serment suivant la formule marquée dans le *Décret de Gratien*, et que nous avons rapportée plus haut¹; et qu'à l'époque de son couronnement (en 1312) il l'avait renouvelé suivant la formule du *Pontifical Romain*, conçue en ces termes : « Moi Henri, roi des Romains, et par la » permission de Dieu, *futur Empereur*², promets et » jure, devant Dieu et saint Pierre, d'être doré- » navant protecteur et défenseur du souverain » pontife et de la sainte Église Romaine, dans » toutes ses nécessités et ses intérêts, gardant et » conservant ses possessions, ses privilèges et ses

¹ Voyez plus haut, n° 108.

² « Ego Henricus, Romanorum rex, ajuvante Domino, » *futurus Imperator*, promitto, spondeo et polliceor, atque » juro coram Deo et beato Petro, me de cætero protec- » torem, procuratorem et defensorem fore summi Ponti- » ficis, et hujus sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in omnibus » necessitatibus et utilitatibus suis, custodiendo et con- » servando possessiones, honores et jura ejus, quantum » divino suffultus adjutorio fuero, secundum scire et » posse meum, recta et pura fide. Sic me Deus adjuvet, » et hæc sancta Dei Evangelia.» Apud *Corpus Juris*, ubi *supra*, p. 120. Dans cette formule de serment, Henri ne prend que le titre de *futur Empereur*, parce que, d'après l'usage et la constitution de l'Empire, il ne pouvait prendre le titre d'*Empereur* qu'après avoir reçu du saint Siège l'onction et la couronne impériale. Voyez plus haut, n° 91, le texte du *Droit de Souabe* sur ce sujet.

» droits, autant que Dieu me permettra de le
 » faire, selon mes connaissances et mon pouvoir,
 » en pure et bonne foi. Qu'ainsi Dieu me soit en
 » aide, et ces saints Évangiles. » Il y a sans doute
 lieu de s'étonner que l'Empereur ne voulût pas
 reconnaître ici un véritable *serment de fidélité*, et
 que plusieurs écrivains modernes aient cru pou-
 voir élever des doutes sur ce point. Au reste, *tout*
le monde convient, dit Bossuet, *que ce serment mar-*
*quait au moins une grande soumission*¹.

113. — Enfin, ce qu'il y a ici de plus remar-
 quable, et ce qui n'est pas moins clairement établi
 par l'histoire, c'est que les empereurs, non con-
 tents de prêter au Pape le serment dont nous
 venons de parler, en recevant de lui l'onction et
 la couronne impériale, lui reconnaissaient aussi
 le droit de les déposer, du moins en certains cas.
 On peut s'en convaincre par les propres aveux
 des empereurs les moins disposés à favoriser les
 prétentions du Pape, et les plus intéressés à s'y
 opposer. L'empereur Henri IV, au milieu de ses
 plus vifs démêlés avec Grégoire VII, soutenait,

¹ « Huc accedit, quod jam pridem Romanis pontifici-
 » bus ab imperatoribus id præstitum fuerat juramentum,
 » quod *fidelitatis* fuisse Romani pontifices postea declara-
 » verunt : *summi certe obsequii fuisse nemo difficitur.* » Bos-
 suet, *Def. Declar.* lib. IV, cap. 9, versus medium.

dans une lettre écrite à ce pontife (en 1076), et remplie d'ailleurs des expressions les plus insultantes contre lui, que, *suivant la tradition des Pères, un souverain ne peut être déposé pour quelque crime que ce soit, si ce n'est qu'il abandonne la foi*¹; d'où il suivait clairement que, d'après un usage alors très-ancien, de l'aveu de cet Empereur, *un souverain qui abandonnait la foi pouvait être légitimement déposé*. On a vu plus haut que les principes alors généralement admis allaient beaucoup plus loin que ces paroles ne paraissent le supposer, puisque, *d'après les lois et les coutumes de l'Empire*, l'Empereur qui négligeait, pendant une année entière, de se faire absoudre de l'excommunication, *était jugé indigne de sa dignité royale*².

114. — Environ deux siècles après la déposition de l'empereur Henri IV, Frédéric II, excommunié et déposé en 1239 par le pape Grégoire IX,

¹ « Me quoque,..... quem sanctorum Patrum traditio
 » soli Deo judicandum docuit, nec pro aliquo crimine, nisi
 » a fide (quod absit) exorbitaverim, deponendum asseruit,
 » me, inquam, a Deo constitutum inhonoras.» Apud
 Christian. Urstitium, *Germania Historici illustres*, t. 1, p. 394;
 necnon apud Baronii *Annales*, t. xi, anno 1080, n° 24. —
 —Fleury, *Hist. ecclés.* t. xiii, liv. 62, n° 28. — Voigt, *Hist.*
de Grégoire VII, t. II, chap. 8, p. 118.

² Voyez plus haut, n° 93.

ne contesta point à celui-ci le droit de prononcer une pareille sentence, droit qu'il avait formellement reconnu longtemps auparavant¹; mais il se plaignit seulement de l'injustice prétendue de cette sentence, et il en appela au futur concile, au jugement duquel il ne faisait pas difficulté de se soumettre d'avance². Il est vrai que dans la suite il tint un langage bien différent; car, ayant été déposé par le pape Innocent IV, en 1245, dans le concile de Lyon, il adressa au roi d'Angleterre, et à plusieurs autres souverains, une lettre dans laquelle il contestait au Pape le droit de juger les princes en matière temporelle³. Mais il est naturel d'attribuer cette variation de Frédéric à l'agitation extrême que lui causa la sentence d'Innocent IV, et qui lui fit prendre successivement le parti de la soumission et celui de la résistance, selon les divers sentiments dont il était agité⁴.

Greg. IX *Epistol.* 2, *ad Stephanum Cantuar. archiep.* apud Labbe, *Conci.* t. xi, p. 313. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. xvi, liv. 79, n° 37.

² Fleury, *Hist. ecclés.* t. xvii, liv. 81, n° 20, etc. 46. — Michaud, *Hist. des Crois.* t. iv, p. 512.

³ Fleury, *ibid.* lib. 82, n° 30 et 31. — Michaud, *ibid.* pag. 514.

⁴ Michaud, *ibid.* p. 187. — Velly, *Hist. de France*, t. iv, p. 328. — *Hist. de l'Église Gallicane*, t. xi, liv. 32, année 1245, p. 279.

Cette dernière observation peut servir de réponse à la difficulté qu'on pourrait tirer de la conduite de quelques empereurs, qui, dans certains moments de vivacité, contestaient plus ou moins ouvertement les droits du Pape sur l'Empire. La suite des faits que nous avons exposés montre que les empereurs ne pouvaient contester ces droits, sans contredire tout à la fois leurs propres aveux, et le *Droit public* de l'Empire.

§ VIII.—*Conséquences remarquables des faits que nous venons d'exposer.*

115.—*Première conséquence.* Le *Droit public* dont il s'agit, clairement établi par les faits.

116.—*Deuxième conséquence.* Ce droit public bien antérieur à Grégoire VII.

117.—Injustice des reproches faits à ce pontife et à ses successeurs.

115. — Il serait aisé de réunir un beaucoup plus grand nombre de faits et de témoignages, pour l'éclaircissement de la question qui nous occupe; mais ceux que nous avons rapportés sont plus que suffisants pour cet objet. En effet, il résulte évidemment de tous ces faits :

1° Que la subordination de la puissance temporelle envers la puissance spirituelle pendant le moyen âge, au sens où nous l'avons expliquée, est

un point de *Droit public* clairement établi, principalement depuis le dixième siècle, *par l'usage et la persuasion universelle des princes et des peuples*, et même par le *Droit écrit* de plusieurs Etats.

116. — 2° Que ce *Droit public* n'a pas été introduit par Grégoire VII, comme le supposent gratuitement un si grand nombre d'auteurs modernes; mais qu'il était établi, longtemps avant le règne de ce pontife, dans les principaux Etats de l'Europe, particulièrement en Espagne, en Angleterre, en France et en Allemagne. Il est vrai que Grégoire VII et ses successeurs en ont fait une application plus rigoureuse qu'on ne l'avait fait avant eux; mais l'application même qu'ils en ont faite, suppose ce *Droit* plus ancien qu'eux; et nous verrons bientôt que la rigueur avec laquelle ils l'ont appliqué était nécessitée par les circonstances où ils se trouvaient.

117. — On voit, d'après cela, ce qu'il faut penser des déclamations si communes parmi les auteurs modernes, sur la conduite des souverains pontifes qui ont autrefois déposé des princes temporels ¹. On eût certainement évité toutes ces déclamations, si l'on eût mieux connu le *Droit*

¹ Voyez les auteurs cités plus haut, n° 4.

public de l'Europe au moyen âge, et particulièrement celui de l'Empire Germanique sur ce point. Nous n'examinerons pas, en ce moment, l'origine et les fondements de cet ancien *Droit*, ni quels en ont été les résultats pour le bien de la société. Quand il serait vrai (ce que nous sommes bien éloignés de croire) que ce *Droit public* a été introduit par l'ignorance ou la fausse politique du temps, et que les résultats en ont été funestes à la société, il n'est pas moins certain que ce *Droit* a été longtemps en vigueur, qu'il était reconnu même par les souverains les plus intéressés à le contester, et que les souverains pontifes devaient naturellement se croire autorisés à en faire la base de leur conduite. En faut-il davantage pour les justifier, sur ce point, aux yeux de tout homme raisonnable ?

Toutefois nous pouvons aller beaucoup plus loin, et montrer que ce *Droit public* a été aussi *légitime dans son principe, qu'heureux dans ses résultats*. Tel sera l'objet des chapitres suivants. Mais avant d'entrer dans l'examen de ces deux points, le lecteur sera sans doute curieux de savoir combien de temps a duré cet ancien *Droit*, et quelle a été l'époque de sa décadence ou de son abrogation dans les divers Etats de l'Europe. C'est ce que

nous allons examiner en peu de mots dans le paragraphe suivant.

§ IX.—*Combien de temps a duré cet ancien Droit public.*

118. — Vestiges de cet ancien *Droit*, depuis le quinzième siècle, dans l'Empire d'Allemagne.

119. — Vestiges en Angleterre, sous le règne d'Élisabeth.

120. — Vestiges en Espagne, sous Philippe II.

121. — Vestiges en France, sous Henri IV.

118. — L'examen approfondi de cette question, qui n'entre pas nécessairement dans le plan de nos *Recherches*, nous conduirait beaucoup trop loin. Nous remarquerons seulement ici que, depuis la fin du quinzième siècle, époque où l'on place communément la fin du moyen âge ¹, on trouve encore, dans l'histoire des principaux États de l'Europe, des vestiges de l'ancien *Droit public* dont nous parlons.

Il est certain, en effet, qu'au seizième siècle l'Empereur d'Allemagne était encore élu *sous la condition expresse de défendre la république chrétienne et le souverain pontife, et d'être son protecteur*. Tel est le premier article de la *Capitulation impériale*, signée par Charles-Quint à l'époque de son élection, en 1519 ², et dont l'abbé Lenglet-Du-

Voyez plus haut la note 1 de la page 1.

² Le texte de cette *Capitulation* se trouve dans le *Corps Diplom. universel* de Jean Dumont, tom. iv, 1^{re} partie, pag. 298, etc.

fresnoy expose en ces termes le but et l'occasion :

« La juste appréhension, dit-il ¹, qu'eurent les électeurs de se voir asservis avec les autres princes et Etats de l'Empire, après avoir une fois remis à un seigneur puissant les rênes de l'Empire, leur fit penser à donner des bornes à l'autorité de celui qu'ils choisiraient pour être leur chef. Ils renouvelèrent donc l'ancien usage des *Capitulations*, qu'on fait descendre de la fameuse convention de Coblentz de l'an 860, par laquelle Louis le Germanique promit de ne rien décerner, dans les matières importantes qui regardaient ses Etats ecclésiastiques et séculiers, sans leur conseil et leur consentement. Ils dressèrent donc ces conventions si connues sous le nom de *Capitulations impériales*. C'est, comme l'a fort exactement marqué l'ingénieux et solide auteur des *Lettres Suisses* ², c'est un traité composé de

¹ *Méthode pour étudier l'Histoire*, par Lenglet-Dufresnoy, chap. 22, § 2. Voyez aussi le *Dictionnaire de Moreri*, article *Capitulation*. — *Annales Raynaldi*, anno 1519, n° 27.

² Il s'agit ici des lettres anonymes publiées en 1703 et 1704, par Jean de La Chapelle, sous ce titre : *Lettres, Mémoires et Actes concernant la guerre présente* (la guerre de la succession d'Espagne); Bâle, 1703 et 1704, huit vol. in-12. Le passage cité par Lenglet-Dufresnoy, et que nous avons souligné, est tiré de la seizième lettre, tom III, p. 146, etc. Voyez aussi la treizième lettre, *ibid.* pag. 34.

» plusieurs articles, une espèce de contrat que les
» électeurs font avec celui qu'ils veulent mettre
» sur le trône impérial. Il s'oblige par serment à
» l'observation de tous les articles de ce contrat. Par
» leur inobservation, il délie ses sujets du serment ré-
» ciproque : il perd tous les droits qu'il a sur l'Empire,
» puisque l'Empire ne lui a été confié qu'à condition
» qu'il observera ces articles. Ils ne sont pas toujours
» les mêmes; ils changent selon les temps et les be-
» soins : on y ajoute ou on y retranche, ainsi qu'on le
» juge nécessaire pour la sûreté de l'Empire; en cela
» bien différents des serments que les rois, même suc-
» cessifs et héréditaires, ont coutume de faire lorsqu'ils
» sont sacrés ou couronnés. Les articles de ces serments,
» une fois proposés par les hommes, lorsqu'ils se sont
» donnés à une famille, demeurent toujours les mêmes,
» et ne sont plus de leur connaissance; Dieu seul en est
» le juge. Ceux des princes électifs, traités que la répu-
» blique change, réforme, interprète, resserre ou étend
» selon sa volonté, sont toujours soumis à son jugement.
» Le chef qu'elle a choisi est toujours responsable
» devant elle de leur observation; et elle a toujours le
» droit, ou de l'obliger à les observer, ou de le déclarer
» déchu s'il ne les observe pas. C'est particulière-
» ment à l'élection de Charles-Quint, que le re-
» nouvellement de ces Capitulations s'est établi

» sous la forme d'un contrat éerit. Ce prince était
 » déjà très-redoutable par la couronne d'Espagne
 » qu'il avait sur la tête. C'est ce qui fit que Fré-
 » déric, électeur de Saxe, ayant refusé l'Empire,
 » ne proposa Charles-Quint qu'à condition qu'on
 » bornerait son pouvoir par une *Capitulation* qui pût
 » mettre en sûreté la liberté de la nation ; et ce
 » louable usage s'est heureusement perpétué à
 » l'élection de chaque empereur. Voici quelles sont
 » à peu près les conditions du contrat : 1^o de dé-
 » fendre la république chrétienne et le souverain pontife,
 » et d'être son protecteur ; 2^o de rendre la justice et
 » de donner la paix, etc. etc. »

119. — Assez longtemps après le couronnement de Charles-Quint, c'est-à-dire vers la fin du seizième siècle, les catholiques Anglais invoquaient avec confiance, contre la reine Elisabeth, l'ancienne jurisprudence des Etats catholiques, et spécialement celle de l'Angleterre qui excluait du trône les princes hérétiques. Plusieurs ouvrages publiés dans le temps, sur ce sujet, fournissent un grand nombre de faits et de témoignages à l'appui de ceux que nous avons déjà cités¹. Mais ce qu'il

¹ Allen, *ad Persecutores Anglos, pro catholicis persecutionem patientibus, vera, sincera et modesta responsio*, 1584, in-8°, cap. 4, *versus finem*. — *Ejusdem Exhortatio ad nobiles*

y a surtout ici de remarquable, c'est que la reine Elisabeth et la reine Marie Stuart, qui prétendaient également à la couronne d'Angleterre, attachaient une égale importance à soutenir leurs droits par le suffrage du Pape¹. Elisabeth, quoiqu'elle affectât de ridiculiser la sentence pontificale² qui déclarait la nullité de ses droits, y trouvait une source d'inquiétudes. Aussi ne négligea-t-elle rien pour obtenir la révocation de cette sentence, jusqu'à employer, pour cet effet, l'entremise de l'empereur Maximilien II. « Le » Pape (Pie V), dit le docteur Lingard, répondit » à la requête de ce prince, en demandant si Elisabeth regardait la sentence comme valable ou » non. Dans le premier cas, pourquoi ne cherchait-elle pas à se réconcilier avec le saint Siège? » Dans le second, pourquoi désirait-elle qu'on » la révoquât³? » Pour ce qui regarde la reine Marie Stuart, il est certain que, sur le point de mourir, elle écrivit au pape Sixte V, en date du

et populum Angliæ, 1588. — Doleman, *Conférence sur la succession prochaine de la couronne d'Angleterre*, 1593, in 8°, 2^e partie, chap. 7. Ces deux derniers ouvrages sont analysés dans l'*Histoire d'Angleterre* de Lingard, tom. viii, p. 384, 462 et 611.

¹ Lingard, *ibid.* pag. 77, 609, etc.

² *Ibid.* pag. 78.

23 novembre 1586, une lettre dans laquelle, après lui avoir témoigné son attachement à la foi catholique, *elle remet tous ses droits à la disposition du Pape et du roi d'Espagne*. Dans cette lettre si remarquable, dit le même historien que nous venons de citer, « elle recom-
 » mande au pontife la conversion de son fils à la
 » religion catholique; et à cet effet, elle le prie
 » d'employer la coopération du roi d'Espagne
 » (Philippe II), le seul prince qui l'ait réellement
 » secourue pendant sa captivité. Si Jacques con-
 » tinue à ne vouloir pas se convertir, *elle met tous*
 » *ses droits à la couronne d'Angleterre à la disposi-*
 » *tion du Pape et de ce monarque*. Mais s'il vient à
 » se convertir..., elle souhaite, comme la dernière
 » satisfaction qu'elle puisse désirer sur la terre,
 » qu'il épouse l'infante d'Espagne¹. »

120. — Vers le même temps, l'histoire d'Espagne fournit un exemple remarquable du maintien de l'ancienne jurisprudence de ce royaume, qui excluait du trône les princes hérétiques. Le roi Philippe II faisant cession de la Belgique, en 1598, à sa fille Isabelle et à son futur mari, Albert d'Autriche, entre autres conditions de cette cession, y mit celle qui suit : « *Item, à condition et*

¹ Lingard, *ibid.* pag. 609, etc.

» autrement non (pour être icelle la principale, et
 » de plus grande obligation sur toutes les autres),
 » que tous les enfants et descendants desdits ma-
 » rians, imitant la piété et religion qui luit en
 » eux, devront vivre et mourir en notre sainte
 » foi catholique, comme la tient et enseigne la
 » sainte Eglise Romaine; et avant de prendre
 » possession desdits Pays-Bas, en auront à prêter
 » le serment, en la forme qui se trouve couchée
 » après cet article. Et au cas (ce que Dieu ne
 » veuille) qu'aucun desdits descendants se dé-
 » voyât de notre sainte foi, et tombât en quelque
 » hérésie, après que notre saint Père le Pape l'au-
 » rait déclaré pour tel, soit privé de l'administra-
 » tion, possession et propriété desdites provinces,
 » et que les sujets et vassaux d'icelles ne lui obéis-
 » sent plus; ains qu'ils admottent et reçoivent le
 » plus proche catholique, suivant en degré, qui,
 » au cas du trépas de tel fourvoyé de la foi, lui
 » devrait succéder; et sera tel hérétique réputé
 » comme si réellement il fût décédé de mort na-
 » turelle¹. »

¹ Cet acte se trouve dans le *Corps universel Diplomatique* de Jean Dumont, sous la date du 6 mai 1598, t. v, 1^{re} partie, pag. 574. — Voyez, au sujet de cet acte, *Spondani Annales*, anno 1598, n° 15. — *Synopsis Monumentorum ecclesiæ Mechlin.* tom. III, pag. 1041.

121. — Personne n'ignore les troubles occasionnés en France, à la même époque, par le danger où l'on était de voir monter sur le trône un prince hérétique. Il n'entre pas dans notre plan de rappeler ici l'origine et les progrès de la ligue formée en cette occasion, pour éloigner du trône le roi de Navarre (depuis Henri IV). Nous remarquons seulement que le *Manifeste* publié à ce sujet, en 1585, par le cardinal de Bourbon, fut dressé de concert avec plusieurs princes du sang, cardinaux, prélats, et autres seigneurs distingués dans tous les ordres de l'Etat¹. Il est également certain que cet acte fut appuyé de presque tous les princes de l'Europe, le Pape à leur tête; qu'il obtint successivement l'adhésion de la France presque entière²; enfin, qu'après la mort de Henri III, le

¹ Ce *Manifeste* parut au mois de mars 1585, sous ce titre : *Déclaration des causes qui ont mu le card. de Bourbon et les pairs, seigneurs, villes et communautés catholiques de ce royaume, de s'opposer à ceux qui veulent subvertir la religion et l'Etat*; Reims, 1585, in-8°. Cette *Déclaration* se trouve aussi dans le tom. 1 des *Mémoires de la Ligue*, publiés à Genève, 1602, 6 vol. in-8°; et depuis à Amsterdam, 1758, 6 vol. in-4°.

² Anquetil, *Esprit de la Ligue*, année 1585, etc. — Daniel, *Hist. de France*, tom. XI, pag. 184, etc. — De Pérèfixe, *Hist. de Henri IV*, tom. 1, pag. 142. — Ferrand, *Esprit de l'Histoire*, tom. III, lettres 69 et 69. — De Saint-

roi de Navarre (Henri IV) ne fut reconnu pour roi de France, qu'après s'être engagé avec serment à maintenir la religion catholique dans le royaume, et à exécuter l'offre qu'il avait faite plusieurs fois, de s'en rapporter, sur l'article de la religion, à un Concile général et national, qui serait assemblé, s'il était possible, dans six mois ¹.

Victor, *Tableau hist. et pittoresque de Paris*, t. III, 1^{re} part. pag. 323. — Clausel de Coussergues, *Du Sacre des rois de France*, chap. 26, pag. 353, etc.

¹ De Thou, *Hist. univ.* liv. 97. — Clausel de Coussergues, *ubi supra*, chap. 27.

CHAPITRE II.

ORIGINE ET FONDEMENT DU *Droit public*,
DONT IL S'AGIT.

122.— Opinions diverses des auteurs modernes sur ce point.

123.— Plan de cette discussion.

122. — Rien n'est plus commun, parmi les auteurs modernes, que d'attribuer à l'ignorance et à la fausse politique du moyen âge les maximes qui subordonnaient alors la puissance temporelle à la puissance spirituelle. Quelques écrivains vont encore plus loin, et ne font pas difficulté de prétendre ou d'insinuer que le pouvoir temporel du clergé et du souverain pontife, à cette époque, avait pour principe leur ambition, secondée par l'ignorance et la superstition des peuples ¹.

Pour prémunir un lecteur judicieux contre ces odieuses déclamations, il suffirait peut-être de remarquer la contradiction frappante dans laquelle sont tombés la plupart des auteurs qui les ont adoptées ou répétées avec tant de légèreté. D'un côté, ils reconnaissent avec nous que les conciles

¹ Voyez les auteurs cités plus haut, n° 3 et 4.

et les souverains pontifes, qui ont autrefois déposé des princes temporels, n'ont fait que suivre et appliquer des maximes alors universellement admises ¹ : d'un autre côté, ils condamnent hautement les papes et les conciles qui ont pris ces maximes pour base de leur conduite ²; comme si l'on pouvait reprocher à un juge de prendre pour base de ses arrêts la jurisprudence de son temps et de son pays ³.

¹ Voyez les témoignages que nous avons cités plus haut, de Fleury, Bossuet, Michaud, P'effel, Voltaire, etc. (chap. 1, art. 1).

² Voyez les auteurs cités dans les deux notes précédentes.

³ Il faut avouer que Bossuet lui-même n'est pas exempt de cette contradiction, dans la *Défense de la Déclaration* de 1682. D'un côté il blâme hautement, et quelquefois en termes très-durs, la conduite de Grégoire VII et des autres papes, qui ont déposé des empereurs (*Def. Declar.* lib. 1, sect. 1, cap. 7, etc. lib. 3, cap. 2, etc.); d'un autre côté, il reconnaît, en plusieurs endroits du même ouvrage, des principes qui justifient pleinement la conduite de ces pontifes. (Voyez les passages que nous avons cités plus haut, chap. 1, art. 1, n° 16 et suiv.) Mais on doit remarquer que Bossuet n'a pas mis la dernière main à cet ouvrage, qu'il ne l'a pas publié lui-même, et qu'on n'a pu le publier sans aller contre ses intentions bien connues. Voyez l'*Hist. de Bossuet*, par le cardinal de Bausset, tom. II, liv. 6, *Pièces justificatives*. Voyez aussi les observations que nous avons faites plus haut, à ce sujet, chap. 1, art. 1, n° 20.

123. — On eût certainement évité ces contradictions, et toutes les déclamations dont nous venons de parler, si l'on eût mieux connu l'origine et les fondements du *Droit public*, universellement admis, sur cette matière, pendant le moyen âge. Pour les exposer avec ordre, nous indiquerons d'abord l'origine et les fondements de ce *Droit public* dans les divers Etats de l'Europe en général ; nous indiquerons ensuite son origine et ses fondements, par rapport à l'Empire d'Occident en particulier ; enfin nous parlerons de quelques autres fondements de ce *Droit public*, assignés par les auteurs du moyen âge.

ARTICLE PREMIER.

ORIGINE ET FONDEMENTS DU *Droit public* DONT IL S'AGIT,
DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'EUROPE.

124.—Deux fondements ou causes principales de ce *Droit public*.

124. — Deux causes principales paraissent avoir donné lieu à ce *Droit public*, dans tous les Etats catholiques de l'Europe. La première se tire de la *nature de leur gouvernement* ; la seconde de l'*intérêt général de la société*.

§ 1^{er}. — *Premier fondement : la nature des gouvernements de l'Europe au moyen âge.*

- 125. — Gouvernement électif des monarchies du moyen âge.
- 126. — L'autorité du souverain modérée par l'assemblée générale de la nation.
- 127. — Le clergé premier corps de l'État.
- 128. — Influence naturelle du clergé dans les affaires publiques, sous un tel gouvernement.
- 129. — Son influence dans l'élection des souverains.
- 130. — Son influence dans leur déposition.
- 131. — L'influence du Pape dans le gouvernement des États, suite naturelle des mêmes circonstances.
- 132. — Autres causes de l'intervention du Pape dans le gouvernement des États.

125. — Pour le développement de cette première cause, nous rappellerons ici, en peu de mots, quelle était la nature des gouvernements de l'Europe, au moyen âge, principalement pendant les premiers siècles de cette période, c'est-à-dire, à l'époque où s'établit le *Droit public* dont nous parlons.

1° La plupart des monarchies établies en Europe, sur les débris de l'Empire Romain, depuis le quatrième siècle, étaient *électives*, du moins en ce sens que le souverain pouvait être choisi indifféremment, *entre tous les princes de la famille régnante*. Telles étaient en particulier la

monarchie des Visigoths en Espagne ¹; celle des Anglo-Saxons dans la Grande - Bretagne ²; celle des Français, sous la seconde race de nos rois, selon le sentiment commun des historiens ³, et même sous la première race, selon le sentiment de plusieurs savants auteurs, qui paraît être le plus commun et le plus conforme à l'histoire ⁴. Telle était aussi la nature de l'Empire Germanique, où cette forme de gouvernement s'est conservée beaucoup plus longtemps que dans les autres Etats de l'Europe ⁵.

¹ Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. 1, pag. 384, 411, et *alibi passim*. — Ferreras, *Hist. d'Espagne*, tom. 11, p. 414. — Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*; Matriti, 1751, 2 vol. in-4°, tom. 11, cap. 6, 7 et 21.

² Hallam, *ubi supra*, tom. 11, pag. 70, 113, et *alibi passim*. — Lingard, *Hist. d'Angleterre*, tom. 1, pag. 99, 225, 521, 542, etc. — Alban Butler, *Vies des Pères*, note sur la *Vie de saint Edouard le Confesseur*. tom. 1x, pag. 473, etc.

³ Daniel, *Hist. de France*, tom. 1; *Préface historique*, art. 3.

⁴ Vertot, *Dissertation sur la succession à la couronne de France*; dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions* tom. vi de l'édition in-12, et tom. iv de l'édition in-4°. L'opinion de cet auteur est suivie par Velly, Montesquieu, Hallam, de Saint-Victor, Gaillard, de Châteaubriand, Moeller, etc.

⁵ Voyez Lenglet-Dufresnoy, *Méthode pour étudier l'Histoire*, 4^e partie, chap. 5, art. 1, tom. vi de l'édition in-12.

126. — 2^o Dans toutes ces monarchies, l'autorité du souverain était modérée par l'assemblée générale de la nation, qui, d'après la nature du gouvernement électif, pouvait mettre des conditions à l'élection du souverain, le rendre responsable de ses actes devant elle, et même le déposer en certains cas, pour l'infraction des conditions apposées à son élection ¹.

127. — 3^o Dans toutes ces monarchies, le clergé était regardé comme le premier corps de l'Etat, et appelé, en cette qualité, non-seulement au conseil des rois, mais à toutes les assemblées politiques, même aux assemblées générales de la nation, où se faisait l'élection des souverains, et où se traitaient les plus grandes affaires de l'Etat. Cette prééminence du clergé n'était pas particulière à certains Etats, comme paraissent le croire quelques auteurs modernes, qui semblent la restreindre à la France et à l'Espagne; mais

— Pfeffel, *Abrégé de l'Histoire d'Allemagne*, passim. Voyez, dans les tables de cet ouvrage, les articles *Election*, *Electeurs*, etc.—Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. iv, p. 11, 19, 33, etc.

¹ Voyez les auteurs cités dans les notes précédentes; voyez aussi les détails que nous avons donnés plus haut chap. 1, art. 2, §§ 4 et 9, sur les histoires d'Espagne et d'Allemagne.

elle était commune à toutes les nouvelles monarchies, formées en Europe depuis le quatrième siècle. C'est ce qui résulte évidemment d'une foule de monuments parvenus jusqu'à nous, et particulièrement d'un grand nombre de *conciles* ou *assemblées mixtes*, tenus depuis cette époque dans tous les Etats catholiques de l'Europe, et où les deux puissances réunies réglaient de concert tout ce qui pouvait intéresser le bien de la religion et de l'Etat ¹.

128. — 4^e Sous un tel gouvernement, il était

¹ Pour ce qui regarde la France en particulier, ce point d'histoire a été solidement traité par l'abbé Bullet, dans sa *Dissertation sur l'état des évêques en France, sous la première race de nos rois*. Cette *Dissertation* fait partie du recueil intitulé : *Dissertations sur la Mythologie Française, et sur plusieurs points curieux de l'Histoire de France*, par l'abbé Bullet; Paris, 1771, in-12. Le P. Berthier a traité le même sujet plus brièvement, mais avec beaucoup de solidité, dans le 3^e article de son *Discours sur les Assemblées de l'Eglise Gallicane*, à la tête du tom. xvii de l'*Histoire de l'Eglise Gallicane* (édition in-4^e). Pour ce qui regarde les autres Etats, voyez Thomassin, *Ancienne et nouvelle Discipline*, tom. II, liv. 3, chap. 44, 46 et suiv. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, 3^e *Discours*, n^o 9 et 10. — *Mœurs des Chrétiens*, n^o 58. — Lingard, *Hist. d'Angleterre*, tom. I, chap. 7. — Mariana et Ferreras, *Hist. d'Espagne*, sixième et septième siècles. — Perez Valiente, *ubi supra*. — Pfeffel, *Abrégé de l'Histoire d'Allemagne*, articles *Evêques*, *Clergé*, etc. dans les *Tables*.

inévitables que le clergé prit une part très-active à toutes les affaires publiques, et qu'il y exerçât une très-grande influence, par l'ascendant naturel de ses lumières et de ses vertus, joint à son caractère politique et religieux; et bien loin qu'on puisse lui reprocher cette influence, on doit reconnaître, avec Fleury et les meilleurs historiens, qu'en se rendant aux assemblées politiques où se traitaient ces sortes d'affaires, il ne faisait que satisfaire à son devoir, et qu'il ne pouvait se dispenser d'y prendre part, étant convoqué, à cet effet, avec les autres seigneurs¹.

129. — Telle est la véritable origine, et la principale cause de la grande influence du clergé dans les affaires politiques, et particulièrement dans l'élection des souverains au moyen âge. On s'en convaincra de plus en plus, si l'on fait attention que le clergé n'exerçait nulle part cette influence que de concert avec les autres seigneurs de l'Etat, et ordinairement dans les *conciles* ou *assemblées mixtes* dont nous venons de parler. Les plus anciens *conciles* où l'on remarque cette influence, sont généralement reconnus par les historiens pour des *assemblées mixtes*. Tels étaient les nombreux conciles tenus à Tolède au septième

¹ Fleury, *ubi supra*, 3^e Discours, n° 9.

siècle, et particulièrement le quatrième, tenu en 633, où il fut statué qu'après la mort du Roi, son successeur serait élu dans l'assemblée des évêques et des seigneurs ¹. Tel était le concile tenu, en 787, à Calcuth, en Angleterre, et dont le douzième canon déclare que les rois, pour être légitimes, doivent être choisis par les évêques et les seigneurs ². Tels étaient aussi les conciles tenus en France, sous la seconde race de nos rois, et où les évêques disposèrent quelquefois de la couronne avec une autorité absolue ³. Ces conciles étaient composés d'é-

¹ « Defuncto in pace principe, primates totius gentis, cum sacerdotibus, successorem regni, concilio communi, constituent. » *Concil. Tolet.* iv, canone 75; apud Labbe, *Concil.* t. v, p. 1724. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. viii, liv. 37, n° 50.

² « In ordinatione regum, nullus permittat pravorum prevalere assensum; sed legitime reges a sacerdotibus et senioribus populi eligantur. » *Concilium Calchutense*, can. 12; apud Labbe, t. vi, p. 1867. — Fleury, *ibid.* t. ix, liv. 44, n° 41.

³ Nous remarquerons en particulier les conciles d'Aix-la-Chapelle en 842, et de Savonnières en 859, dont nous avons parlé plus haut (chap. 1, tit. 2, § 3, n° 73); celui de Mante ou Mantelle, près Vienne en Dauphiné, où Boson fut élu roi de Provence, en 879; celui de Forcheim, où Louis, fils d'Arnoul, fut élu roi de Germanie, en 900. Voyez, sur ces deux derniers conciles, Fleury, *Hist. ecclés.* t. xi, liv. 53, n° 10; liv. 54, n° 34. — *Hist. de l'Eglise Gallicane*, t. vi, p. 334.

vêques et de seigneurs; ou du moins ils étaient convoqués par les souverains eux-mêmes, qui, aussi bien que les seigneurs et le reste de la nation, regardaient alors les évêques comme les organes de Dieu, dans l'élection des rois.

130. — L'influence du clergé sur la déposition des souverains était une suite naturelle de celle qu'il avait dans leur élection. D'après la nature même du gouvernement électif, comme nous l'avons déjà remarqué ¹, le droit de choisir le souverain renferme celui de mettre à son élection des conditions, dont l'infraction lui fait encourir la perte de ses droits. On trouve en effet de semblables conditions imposées au souverain par les électeurs, dans les divers Etats dont nous venons de parler. L'élection de Charles le Chauve, roi de France, celle de Louis, roi de Bavière, en 842 ², et celle de Boson, roi de Provence, en 879 ³, sont remarquables à ce sujet. L'histoire de plusieurs autres États de l'Europe, vers le même temps, et dans la suite du moyen âge, fournit des exemples non moins dignes d'attention. Parmi les condi-

¹ Voyez plus haut, chap. 1, art. 2, § 4 et 9.

² Voyez plus haut, chap. 1, art. 2, § 3, n° 73.

³ Fleury, *Hist. ecclés.* t. XI, liv. 53, n° 10. — *Hist. de l'Eglise Gallicane*, t. VI, p. 334. — Daniel, *Hist. de France*, t. III, p. 27, etc.

tions imposées au souverain par les électeurs, une des plus ordinaires était celle de protéger et de soutenir de tout son pouvoir la religion catholique, et de proscrire toutes les sectes opposées. On a vu plus haut cette condition établie, dès le septième siècle, dans la monarchie des Visigoths ; et elle le fut bientôt après dans plusieurs autres Etats, particulièrement en Angleterre et en Allemagne ¹.

131. — De cette grande influence du clergé dans les affaires politiques, devait naturellement résulter, en bien des occasions, celle du souverain pontife. Il était en effet naturel que les princes et les peuples, qui accordaient alors une si grande confiance au clergé, l'accordassent, à plus forte raison, à son chef suprême, à celui qu'ils vénéraient comme le premier de tous les évêques, et comme le centre de la catholicité. Il était d'ailleurs impossible que le clergé, qui avait tant de part aux affaires politiques et au gouvernement des Etats, ne fût, en bien des occasions, l'organe et l'instrument de celui qu'il regardait comme son chef et son oracle, en tout ce qui concerne le bien de la religion, si étroitement lié avec celui de l'Etat.

Cette influence du Pape devait surtout avoir lieu, par suite de la condition alors généralement

¹ Voyez plus haut, chap. 1, art. 2, § 4, 5 et 9.

imposée aux souverains, de maintenir de tout leur pouvoir la religion catholique, et de proscrire les sectes opposées. Le Pape, ayant, aux yeux de tous les catholiques, la principale part à toutes les décisions qui regardent la foi et les mœurs, il s'ensuivait nécessairement qu'en bien des cas il pouvait avoir la principale part à l'élection et à la déposition des souverains, soit en faisant connaître aux électeurs celui dont l'élection était plus utile au bien de la religion, soit en le déclarant, à raison de sa croyance ou de ses mœurs, incapable d'être élu, ou digne de déposition. Nous ne croyons pas, il est vrai, que le Pape ait fait usage de ce dernier pouvoir avant le temps de Grégoire VII; mais il est à remarquer que, longtemps avant ce pontife, les principes en étaient déjà posés par la *Constitution* ou le *Droit public* des divers Etats de l'Europe, qui mettaient à l'élection des souverains les conditions dont nous venons de parler. Aussi un auteur contemporain de Grégoire VII a-t-il soin de remarquer que les défenseurs de ce pontife justifiaient sa conduite envers l'Empereur d'Allemagne, non-seulement par le *droit* alors attribué au Pape de *déposer les rois* en certains cas, mais encore par le crime dont Henri s'était rendu coupable, *en vio-*

lant les conditions mises à son élection, et la promesse faite à ses électeurs de les gouverner avec justice¹.

132. — Au reste, nous remarquerons en passant, que ces raisons n'étaient pas, à beaucoup près, les seules qui autorisassent alors les papes à intervenir dans le gouvernement des Etats. Le caractère de souverains qu'ils avaient eux-mêmes en Italie, leurs droits particuliers sur le nouvel Empire d'Occident, les intérêts de la religion qu'ils devaient procurer en tous lieux, l'obligation qu'ils avaient de veiller au maintien de la foi et des mœurs dans tous les Etats chrétiens, l'autorité que leur donnait le caractère sacré dont ils étaient revêtus, pour ménager la paix entre les princes, pour prévenir et corriger les désordres, les autorisaient

¹ « *Nemo Romanorum pontificem reges a regno deponere posse denegabit, quicumque decreta sanctissimi papæ Gregorii non proscribenda judicabit..... Præterea liberi homines Henricum eo pacto sibi proposuerunt in regem, ut electores suos juste judicare et regali providentia gubernare satageret; quod pactum ille postea prævaricari et contemnere non cessavit, etc. Ergo, et absque Sedis apostolicæ judicio, principes eum pro rege merito refutare possent, cum pactum adimplere contempserit, quod eis pro electione sua promiserat; quo non adimpleto, nec rex esse poterat.* » *Vita Greg. VII*, apud Muratori, *Scriptores rerum Italicarum*, t. III, p. 342. — Hallam, *L'Europe au moyen âge*, t. III, p. 366, note.

évidemment, souvent même les obligeaient à prendre une part très-active aux affaires publiques des divers Etats de l'Europe. Faute d'avoir bien compris cette position des Papes, une foule d'écrivains modernes attribuent à leur ambition, et à une politique toute mondaine, des démarches qui s'expliquent naturellement pour les circonstances que nous venons d'exposer. C'est par ce concours de circonstances qu'il faut expliquer en particulier la conduite des papes Grégoire IV, Nicolas I^{er}, et Adrien II, si ouvertement blâmée par un grand nombre d'historiens, d'ailleurs estimables, mais qui ne se sont pas assez pénétrés des motifs qui obligeaient ces pontifes à intervenir dans les démêlés entre les princes français, sous les règnes de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve ¹.

§ II.—*Second fondement du Droit public dont il s'agit :
l'intérêt général de la société.*

133.—État de la société au moyen âge.

134.—Caractère des peuples barbares qui se partagèrent l'Empire Romain en Occident.

¹ L'*Histoire de l'Eglise Gallicane* (t. vi) peut beaucoup servir à corriger, sur ce point et sur plusieurs autres, celles de Fleury et du P. Daniel. Voyez Fleury, *Hist. ecclés.* t. xi, liv. 51 et 52, *passim*; t. xiii, 3^e Discours, n^o 10. — Daniel, *Hist. de France*, t. ii, p. 426, 468, 475, et *alibi passim*.

- 135.—Ignorance et barbarie du moyen âge.
- 136.—Désordres de la société au temps de Grégoire VII.
- 137.—Le respect pour la religion et ses ministres, toujours subsistant au milieu de ces désordres.
- 138.—Lumières et vertus du clergé, surtout dans les monastères.
- 139.—Spectacle édifiant des ordres monastiques.
- 140.—Le clergé et les ordres religieux, toujours distingués par les lumières et les vertus.
- 141.—Ce fait important, reconnu par les auteurs modernes les moins suspects.
- 142.—Témoignage de Hallam.
- 143.—Aveux remarquables de Voltaire.
- 144.—L'influence du clergé dans les affaires temporelles, au moyen âge, réclamée par l'intérêt général de la société.
- 145.—L'origine des *seigneuries ecclésiastiques*, expliquée par ce principe.
- 146.—L'influence du Pape dans le gouvernement des États, expliquée par la même cause.
- 147.—*Les droits de suzeraineté* du saint Siège sur plusieurs États, expliqués par la même cause.
- 148.—Autorités à l'appui de ces explications.
- 149.—Autorité de Bossuet.
- 150.—Autorité de M. Bernardi.
- 151.—Autorité de M. Michaud.
- 152.—Cet auteur et plusieurs autres, peu d'accord avec eux-mêmes.

133. — L'intérêt général de la société, au moyen âge, et surtout pendant les premiers siècles de cette période, devait naturellement amener cette grande influence du clergé dans les affaires temporelles. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer, d'un côté, l'état déplo-

nable de la société à cette époque, et de l'autre, les ressources immenses que lui offraient la religion et le clergé, contre tous les maux qui la désolaient.

134. — 1^o *État déplorable de la société au moyen âge.*

Personne n'ignore, en effet, quel était le caractère des peuples barbares qui se partagèrent, depuis le quatrième siècle, les débris de l'Empire Romain en Occident ¹. Entièrement étrangers aux sciences, aux arts et à la civilisation, ils ne connaissaient, pour ainsi dire, d'autre occupation que la chasse et la guerre, d'autre loi que la violence, d'autre gloire que celle des conquêtes; et bien loin de sentir les inconvénients et le désordre de cet état sauvage, ils professaient un souverain mépris pour un genre de vie plus policé. La religion chrétienne, qu'ils embrassèrent tous successivement, adoucit, il est vrai, peu à peu leur férocité; mais ce précieux résultat de leur conversion fut lent et insensible; la plupart d'entre eux conservèrent longtemps leurs anciennes mœurs, c'est-à-dire, leur caractère léger, violent et emporté, leur goût passionné

¹ Fleury, *Mœurs des Chrétiens*, n° 57. — *Hist. ecclési.*
t. xiii, 3^e Discours.

pour la chasse et la guerre, leur profond mépris pour les sciences et les arts, mais surtout cet esprit d'insubordination et d'indépendance, qui semblait être le trait le plus ineffaçable de leur caractère.

135. — L'influence naturelle des mœurs du peuple dominant sur celles des peuples conquis ne pouvait manquer d'amener, parmi ces derniers, la décadence des lumières et de la civilisation. Aussi *l'ignorance et la barbarie* sont-elles généralement regardées comme les caractères distinctifs de l'état de la société au moyen âge; et quoique ce double caractère ne s'applique pas également à toutes les parties de cette période, quoiqu'il ait été souvent exagéré par la passion et la malignité, on ne peut disconvenir que, sous le rapport des *lumières et de la civilisation*, le moyen âge, comparé aux temps qui l'ont précédé et suivi, ne présente un spectacle vraiment triste et affligeant. Nous n'entreprendrons pas d'en retracer ici tous les traits; il nous suffira de remarquer, avec tous les historiens, que l'état de la société, quelque déplorable qu'il fût alors, *sous le rapport des sciences et des arts*, l'était encore davantage *sous le rapport de la civilisation et des mœurs*. Sous ce dernier rapport, l'histoire du moyen âge, surtout

pendant les premiers siècles de sa durée, est un spectacle continuel de désordres et de calamités. Si l'on excepte certains intervalles de repos et de tranquillité, dus à l'influence de quelques souverains plus fermes et plus habiles que les autres, partout on voit la société sans police, le gouvernement sans force, les lois sans autorité, la corruption des mœurs à son comble. Le glorieux règne de Charlemagne semblait destiné à mettre un terme à ces désordres ; mais les espérances qu'on put alors concevoir furent bientôt anéanties par la faiblesse de ses successeurs, par les abus du système féodal, et par les nouvelles irruptions des Barbares dans toutes les parties de l'Europe. Ce malheureux concours de circonstances replongea la société dans la barbarie d'où elle commençait à sortir, et acheva d'y détruire les faibles restes de la civilisation Romaine.

136. — Aussi rien n'est plus affligeant que le tableau des désordres auxquels la société fut en proie, pendant les trois siècles qui suivirent le règne de Charlemagne. Voici les principaux traits de ce tableau, d'après un auteur contemporain de Grégoire VII : « Le monde, dit saint Pierre » Damien, se précipite violemment dans l'abîme de » tous les vices ; et plus il approche de sa fin,

• plus il voit grossir la masse énorme de ses
 • crimes. La discipline ecclésiastique est presque
 • universellement négligée. Les prêtres ne reçoivent plus le respect qui leur est dû ; les saints
 • Canons sont foulés aux pieds ; et l'ardeur qu'on
 • devrait avoir pour le service de Dieu est unique-
 • ment employée à la poursuite des biens de la
 • terre. L'ordre légitime des mariages est con-
 • fondu, et, à la honte du nom chrétien, on y vit
 • à la manière des Juifs. En effet, où ne voit-on
 • pas régner la rapine et le larcin ? qui a honte
 • du parjure, de l'impudicité, du sacrilège, et des
 • plus horribles forfaits ? Il y a déjà longtemps
 • que nous avons renoncé à toute vertu, et que
 • les désordres de toute espèce nous inondent
 • de toutes parts ¹..... Un mauvais esprit précipite

¹ « Totus mundus, pronus in malum, per lubrica vitio-
 » rum, in præceps ruit ; et quanto fini suo jamjam vicinus
 » appropinquat, tanto graviorum super se quotidie crimi-
 » num moles exaggerat. Ecclesiastici siquidem genii ubique
 » pene disciplina negligitur ; debita sacerdotibus reverentia
 » non præbetur ; canonicæ sanctionis instituta calcantur ;
 » et soli terrenæ (cupiditati) inhianter explendæ digna Deo
 » cura servitur : in fœderandis porro conjugiiis legitimus
 » ordo confunditur : et, o nefas ! ab eis in veritate judæice
 » vivitur, qui superficie tenus christiano vocabulo pal-
 » liantur. Enimvero ubi rapinæ desunt ? ubi furta ca-
 » ventur ? qui perjuria ? qui lenocinia ? qui sacrilegia

» avec fureur le genre humain dans un abîme de
 » forfaits et répand de tous côtés les haines et la
 » jalousie, sources de divisions. Les guerres, les
 » armées, les irruptions d'ennemis, se multiplient
 » à un tel point, que l'épée fait périr un plus grand
 » nombre d'hommes que les maladies et les infir-
 » mités attachées à la condition humaine. Le
 » monde entier est comme une mer agitée par
 » la tempête; les dissensions et les discordes,
 » semblables à des flots irrités, agitent tous les
 » cœurs. L'affreux homicide pénètre partout, et
 » semble parcourir tous les pays du monde, pour
 » les réduire à une affreuse stérilité'. »

» metuunt? qui denique perpetrare quælibet atrocissima
 » crimina perhorrescunt? Jamdudum plane virtutum
 » studiis repudiûm dedimus, omniumque perversitatum
 » pestes, velut impetu facto, feraliter emergerunt. » Petri
 » Damiani *Epist.* lib. II, epist. I, ad S. R. E. cardinales;
 initio.

' « Malignus plane spiritus humanum genus nunc so-
 » lito vehementius per omnia vitiorum abrupta præci-
 » pitat, truculentius tamen odiorum, ac simultatum om-
 » nes livore perturbat. Tot enim quotidie bella desæviunt,
 » armæ acies prouunt, hostiles impetus inhorrescunt,
 » ut de militaribus quidem viris plures gladius videatur
 » absolvere, quam in grabatulis quiescentes, corporeæ
 » conditionis ægritudo finire, ut propemodum maris
 » more geratur hic mundus. Discordiæ procellis cuncta
 » hominum corda vexantur, et tanquam spumosis fluctibus

Les princes et les seigneurs, au témoignage du même auteur, au lieu de réprimer et de combattre ces désordres, les fomentaient par leurs exemples. Partout on les voyait s'élever et s'étendre, aux dépens de leurs voisins plus faibles qu'eux, dégrader leur dignité par des excès de tout genre, et accabler leurs peuples par toutes sortes de vexations. « Les Eglises, dit encore saint Pierre Damien ¹, sont en proie à de si affreuses calamités,

« illiduntur. Instabilis enim homicida omnia scrutatur,
 « omnia inundi velut nrius agri loca perlustrat, ne quid
 « infuscundum a lividi formitis satione prætereat. » Ibid.
Epist. lib. iv, epist. 9, ad Oldericum episcopum Firmanum;
 p. 51, col. 2.

¹ « Tam immanis pressuræ calamitas incumbit ecclesiis,
 « ut tanquam Babylonie legionis acies circumfusa, et
 « Hierusalem cum civibus suis videatur obsessa. Sæculares
 « ecclesiastica jura corradunt, salaria subtrahunt, posses-
 « siones invadunt, et sic stipendia pauperum, velut hos-
 « tium se reportare manubias, gloriantur. Ipsi quoque
 « sæculares nihilominus inter se proprii juris bona diri-
 « piunt, alter alteri supergredientes impingunt; et...
 « quia soli esse nequeunt, mutua se pervasione collidunt.
 « Mox arundineas rusticorum segetes aggrediuntur exu-
 « cere, et fel atrocissimi livoris, quod suis utique ne-
 « queunt inimicis invomere, inbellibus non erubescunt
 « rusticis propinare..... Fortis, ac ingenuus quisque bel-
 « lator vitat inermem, impetit adversum se tela vibran-
 « tem..... Isti vero adversus inermes arma corripiunt,
 « et dum fluant hostes, vapulant innocentes..... Totus

• qu'elles sont comme cernées par les armées de
 • Babylone, et qu'elles ressemblent à Jérusalem
 • assiégée avec tous ses habitants. Les séculiers
 • s'emparent des droits de l'Eglise, saisissent ses
 • revenus, envahissent ses possessions, et se pa-
 • rent de la substance des pauvres, comme des
 • dépouilles de leurs ennemis. Ils se pillent en
 • même temps les uns les autres, se jettent l'un
 • sur l'autre; et comme s'ils voulaient demeurer
 • seuls maîtres du monde, font tous leurs efforts
 • pour se supplanter mutuellement. Puis ils vont
 • incendier les chaumières des pauvres villageois,
 • et verser sur ces malheureux la bile qu'ils n'ont
 • pu décharger sur leurs ennemis..... Un brave
 • et honorable guerrier n'attaque pas un homme
 • désarmé; il se contente de repousser celui qui
 • l'attaque..... Mais ceux-ci prennent les armes

« itaque mundus, hoc tempore, nihil est aliud nisi gula,
 « avaritia atque libido; et sicut olim trifariam divisus
 « est orbis, ut tribus simul principibus subjaceret, ita
 « nunc genus humanum, heu proli dolor! his tribus
 « vitiis servilia colla substernit, eorumque quasi totidem
 « tyrannorum legibus obtemperanter obedit. » Ibid. lib. 1,
epist. 15, ad Alexandrum II Romanum pontificem; passim,
 p. 12, etc. Tous les passages des lettres de S. Pierre Da-
 mien, et quelques autres également remarquables, ont
 été recueillis par Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, t. 1, chap. 2,
 p. 81, etc.

» contre des hommes sans défense, et frappent
 » les innocents des coups dont ils ne peuvent ac-
 » cabler leurs ennemis..... Aussi le monde entier
 » n'est plus, de nos jours, qu'un théâtre d'intem-
 » pérance, d'avarice et de libertinage ; et comme
 » autrefois il était soumis à trois Césars ¹, de même
 » le genre humain courbe aujourd'hui sa tête sous
 » ces trois vices, et obéit servilement aux lois de
 » ces tyrans. »

Les rois les plus puissants étaient souvent aussi les plus scandaleux. Philippe I^{er}, roi de France, faisait un honteux trafic des évêchés et des abbayes, encourageait par son exemple le pillage et la débauche, et poussa la violence jusqu'à faire dépouiller des marchands étrangers qui étaient venus à une foire de son royaume ². Que

¹ L'auteur fait ici allusion au temps où l'Empire Romain était partagé entre plusieurs Césars.

² Gregorii VII *Epist.* lib. 1, 35 ; II, 5, 18. — Fleury, *Histoire ecclési.* tom. XIII, liv. 62, n^o 6 et 16. — *Histoire de l'Eglise Gallicane*, tom. VII, années 1073 et 1074, pag. 504-503. Voyez aussi les détails que nous avons donnés plus haut (chap. 1, art. 2, § 1, n^o 54, etc.) sur le caractère et la conduite de Philippe I^{er}. Après ces détails, on est étonné de voir des auteurs, d'ailleurs estimables, blâmer ouvertement la conduite de Grégoire VII envers Philippe I^{er}, et atténuer, dans cette vue, les désordres du

n'aurions-nous pas à dire de l'Empereur d'Allemagne, Henri IV, que tous les historiens s'accordent à représenter comme un des princes les plus cruels et les plus corrompus dont il soit fait mention dans les annales de l'histoire, et que saint Anselme, archevêque de Cantorbéry, auteur contemporain, ne fait pas difficulté de représenter comme un *digne successeur de Néron et de Julien l'Apostat* ¹.

137. — 2^e *Ressources que la religion et le clergé offraient alors contre les maux de la société.* Toutefois ce serait bien mal connaître l'état de la société en Europe, au moyen âge, que de regarder l'oubli et le mépris de la religion comme des conséquences nécessaires de l'ignorance et de la barbarie que nous venons de signaler ². Il est

Roi, qu'ils ne peuvent s'empêcher de reconnaître. Voyez l'*Hist. de l'Eglise Gallicane*, *ubi supra*, pag. 509. — Daniel, *Hist. de France*, tom. III, année 1073, pag. 377 et 453.

¹ « *Scienti breviter loquor, écrivait saint Anselme à l'évêque Newbourgh; si certus essem prudentiam vestram non favere successori Julii Caesaris, et Neronis, et Juliani Apostatae, contra successorem et vicarium Petri apostoli; libentissime vos ut amicissimum et reverendum episcopum salutarem.* » S. Anselmus, *De Azymo et Fermentato*; præf. *Operum* pag. 135. — Fleury, *Hist. ecclési.* tom. XIII, liv. 61, n^o 31. — Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, *passim*.

² Fleury, *Mœurs des Chrétiens*, n^{os} 52, 61, etc.

certain, au contraire, que le déclin des lumières et de la civilisation, à cette époque, laissait généralement subsister, dans l'esprit des peuples, un profond respect pour la religion et ses ministres. Au milieu des épaisses ténèbres dont la société était enveloppée, la foi était toujours entière et même vive. On ne s'avisait pas de douter des vérités qu'elle enseigne : on avait généralement horreur de l'hérésie et de l'impiété ; et le respect des peuples pour la religion se manifestait, dans tous les Etats chrétiens de l'Europe, par les honneurs et les prérogatives accordés à ses ministres. Il était sans doute inévitable que, dans ces temps de désordre, le clergé, comme le reste de la société, fût quelquefois l'objet des violences et des injustices que l'anarchie entraîne toujours après elle ; mais ces violences passagères n'avaient pas ordinairement pour principe le mépris de la religion et de ses ministres : elles étaient presque toujours l'effet de quelque passion ardente, que les coupables eux-mêmes se reprochaient, et condamnaient hautement après ces moments d'agitation et d'effervescence.

138. — Le clergé méritait en effet la considération générale dont il jouissait, par les lumières et les vertus dont il conservait, pour ainsi dire, la

tradition, et qui brillaient dans un grand nombre de ses membres. Malgré les abus et le relâchement qui s'y étaient introduits, aussi bien que dans tous les autres états, ses habitudes et ses occupations journalières le préservaient, beaucoup plus que le reste de la société, de l'ignorance et de la barbarie universelles ¹. Le peu de science et de lumières qui se conservaient alors en Europe, était concentré dans les églises et les monastères : on ne connaissait presque pas d'autres écoles que celles-là ; et les institutions monastiques surtout rendaient, sous ce rapport, des services inappréciables à la société ². En même temps qu'elles étaient comme le centre des lumières et de la civilisation, elles offraient au monde de touchants exemples de vertu, et une des plus fortes barrières contre la corruption universelle. Nulle part on ne voyait de si nombreux exemples

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xiii, 3^e Discours, nos 21 et 22. — Ryan, *Bienfaits de la Religion chrétienne*, chap. 3. — Lingard, *Antiquités de l'Eglise Anglo-Saxonne*, passim. Voyez surtout le chap. 4. — De Saint-Victor, *Tableau de Paris*, tom. 1, pag. 194, etc. — De Montalembert, *Hist. de sainte Elisabeth de Hongrie*, *Introd.* pag. lxx, etc. — Voigt, *Hist. de Grégoire VII*, tom. 1, pag. 204, etc.

² Outre les auteurs cités dans la note précédente, voyez Bergier, *Dict. Théol.* article *Moines*.

de toutes les vertus chrétiennes, et particulièrement de cet esprit de charité qui, dès le principe, avait distingué l'état monastique. Ces exemples frappants et multipliés le faisaient généralement regarder comme un état de perfection et de sainteté. Aussi était-il ordinaire, dans les monarchies du moyen âge, comme sous la domination Romaine, de tirer des religieux de leurs monastères pour les élever au sacerdoce ou à l'épiscopat; on voyait un grand nombre de clercs unir les fonctions ecclésiastiques aux exercices de la vie religieuse¹. Les fidèles de tout âge et de toute condition, qui avaient un désir ardent de la perfection, ne connaissaient pas de plus sûr moyen d'y arriver, que d'entrer dans un monastère. On y voyait de jeunes enfants que leurs parents y offraient, pour les soustraire de bonne heure aux périls du monde; des vieillards, qui cherchaient à finir saintement leur vie; des personnes mariées, qui, d'un commun consentement, renonçaient au monde pour se consacrer, dans la solitude, à une vie plus parfaite; des princes et des princesses du plus haut rang, qui, désabusés des illusions du monde, renonçaient volontairement aux biens et aux di-

¹ Thomassin, *Ancienne et Nouvelle Discipline*, tom. 1, liv. 3, chap. 4, 13, etc.

gnités du siècle. pour chercher dans la retraite un bonheur plus solide; quelquefois aussi des pécheurs scandaleux, qui, touchés de repentir, allaient pratiquer, dans la solitude, une pénitence qu'ils n'eussent pas eu le courage, ni peut-être la liberté de pratiquer au milieu du monde.

139. — Ce touchant spectacle, offert au monde par les premiers ordres religieux qui s'établirent en Orient et en Occident, à la suite des persécutions, se renouvela très-souvent dans la suite du moyen âge, même dans les temps et dans les pays où la face de la religion était en général plus défigurée. Tel fut en particulier le spectacle offert, au neuvième siècle, par la fondation du monastère d'Aniane en France; au dixième siècle, par la fondation des ordres de Cluni en France, et des Camaldules en Italie; au onzième siècle, par la fondation de l'ordre des Chartreux; au douzième siècle, par la fondation des monastères de Cîteaux et de Clairvaux; au treizième siècle, par la fondation des ordres de Saint-Dominique et de Saint-François. Chacun de ces établissements était comme un nouveau foyer de lumières et de vertus, dont l'influence se faisait sentir dans toutes les parties de la société, et maintenait, au milieu de l'ignorance et du désordre universel, l'ancienne tradition de la doctrine

et des mœurs ; en sorte que les fondateurs de ces différents ordres, saint Benoît, saint Odon, saint Romuald, saint Bruno, saint Bernard, saint Dominique, saint François d'Assise, et tant d'autres instituteurs ou réformateurs d'ordres monastiques, indépendamment des vertus personnelles qui leur ont fait décerner par l'Eglise un culte public, mériteraient à jamais les hommages et l'admiration universelle, par l'heureuse influence qu'ils ont exercée sur la société tout entière, tant sous le rapport des lumières et de la civilisation, que sous le rapport de la vertu et des mœurs.

140. — Il résulte évidemment de tous ces faits, selon la remarque de Fleury lui-même¹, d'ailleurs si porté à exagérer les abus et les désordres qui défiguraient la face de l'Eglise au moyen âge², que les siècles même les plus obscurs et les plus malheureux ne l'ont pas été autant qu'on le suppose communément ; que, malgré les progrès du vice et de l'ignorance, ils n'ont été dépourvus

¹ Fleury, *Hist. ecclès.* tom. XIII ; 3^e Discours, n° 25. — *Mœurs des Chrétiens*, n° 61.

² Nous avons signalé ailleurs quelques-unes de ces exagérations. Voyez plus haut, art. 1, n° 21 ; art. 2, § 8. n° 115, etc. chap. 2. Préambule, n° 122 ; art. 1, § 1, n° 132. Voyez plus bas, art. 3, n° 177 ; et *alibi passim*.

ni de science ni de vertu ; enfin, que le clergé et les ordres religieux étaient alors, comme dans tous les temps, aussi distingués entre tous les ordres de l'Etat, par les lumières et les vertus, que par la sainteté de leur caractère.

141. — Telle est l'idée que nous donnent généralement du clergé de cette époque les monuments les plus authentiques de l'histoire, les plus sages écrivains des derniers siècles¹, souvent même les moins suspects de partialité en faveur du clergé, et les plus opposés d'ailleurs à son pouvoir temporel. Voici comment s'explique à ce sujet un écrivain de nos jours, que ses préjugés bien connus contre l'Eglise catholique, et surtout contre l'état religieux, rendent moins suspect que tout autre dans les témoignages qui lui échappent quelquefois en leur faveur.

142. — « Les évêques, dit-il, acquirent et » conservèrent une grande partie de leur ascen- » dant par une influence très-respectable, la su- » périeurité des lumières. Etant seuls versés dans » l'art d'écrire, ils furent chargés de la corres- » pondance politique, et de la rédaction des lois. » Connaissant seuls les éléments de quelques

¹ Voyez les auteurs cités dans la note 1^{re} de la page 260.

» sciences, l'éducation des familles royales leur
» fut dévolue, comme une de leurs attributions
» nécessaires. A la chute de Rome, leur influence
» sur les Barbares fit disparaître les aspérités de
» la conquête, et préserva en partie les habitants
» des provinces des suites funestes de cette ef-
» frayante révolution. Si la Grèce captive soumit
» Rome qui l'avait conquise, Rome à son tour,
» tombée dans la servitude, imposa le joug de sa
» supériorité morale aux farouches conquérants
» du Nord. Ce fut surtout par les efforts des évê-
» ques....., que la religion, le langage, et même
» une partie des lois de l'ancienne capitale du
» monde furent transplantés dans les cours de
» Paris et de Tolède, que l'imitation rendit un
» peu moins barbares ¹..... Si l'on demande com-
» ment quelques étincelles de la littérature an-
» cienne purent se conserver pendant ce long
» hiver, nous ne pouvons attribuer ce bienfait
» qu'à l'établissement du christianisme. La reli-
» gion seule jeta, pour ainsi dire, un pont à tra-
» vers le chaos, et lia entre elles les deux époques
» de la civilisation ancienne et moderne.....
» Pendant tout le cours du moyen âge, on ne trouvait

¹ Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. III, pag. 313.

» général pénétrés des véritables sentiments de
 » leur profession..... Les anciens temps n'offrent
 » pas, si je ne me trompe, un seul exemple de
 » ces institutions publiques répandues dans toutes
 » les contrées de l'Europe, et destinées au soula-
 » gement des souffrances humaines ¹. Les vertus
 » des moines prenaient un caractère encore plus
 » noble lorsqu'ils se constituaient les défenseurs
 » des opprimés. C'était une loi établie et fondée
 » sur une superstition très-ancienne, que l'enceinte
 » d'une église était un *asile* pour les accusés ².....
 » Combien ce droit dut accroître le respect des
 » hommes pour les institutions religieuses ! avec
 » quel plaisir les victimes des guerres intestines
 » devaient détourner les yeux du château baro-
 » nial, la terreur et le fléau du voisinage, pour
 » reporter leurs regards vers ces murs vénérables,
 » où le tumulte des armes ne venait jamais in-
 » terrompre les chants de la religion ni troubler
 » le service des saints autels ! La protection d'un
 » sanctuaire n'était jamais refusée. Un fils de
 » Chilperic, roi de France, s'étant réfugié dans

¹ Voyez, à l'appui de cette observation, Fleury, *Mœurs des Chrétiens*, n° 51. — Ryan, *Bienfaits du Christ*, chap. 3, n° 29, etc. — Bergier, *Dict. Théol.* article *Hôpitaux*.

² Voyez Bergier, *Dict. Théol.* article *Asiles*.

» celui de Tours, son père menaça de ravager
» toutes les terres de l'Eglise si on ne lui livrait
» le fugitif. L'historien Grégoire, évêque de cette
» ville, répondit au nom de son clergé, que des
» chrétiens ne pouvaient se rendre coupables
» d'un acte inouï chez les païens. Le Roi tint sa
» parole, et ne ménagea point les propriétés de
» l'Eglise; mais il n'osa pas violer ses privi-
» lèges¹. »

143. — A ces aveux si remarquables, nous ajouterons ceux de Voltaire lui-même, qui, malgré sa haine si connue contre la religion et ses institutions, reconnaît, dans plusieurs de ses ouvrages, l'absurdité des satires qu'il a lui-même lancées contre le clergé en général, et contre les religieux en particulier, et que tant d'autres écrivains ont répétées après lui. « Ce fut longtemps, » dit-il², une consolation pour le genre humain, » qu'il y eût des asiles ouverts à tous ceux qui » voulaient fuir les oppressions du gouvernement

¹ Hallam, *ubi supra*, pag. 132-134. Voyez, sur les circonstances de ce fait, Grégoire de Tours, *Hist. de France*, lib. 5. — Daniel, *Hist. de France*; et le P. Longueval, *Hist. de l'Eglise Gallicane*, année 576.

² Voltaire, *Essai sur les Mœurs et l'Esprit des Nations*, chap. 139; *OEuvres complètes*, in-8°, t. XVIII, p. 235, etc.

» Goth et Vandale. Presque tout ce qui n'était pas
» seigneur de château était esclave; on échappait,
» dans la douceur des cloîtres, à la tyrannie et à
» la guerre..... Le peu de connaissances qui res-
» tait chez les Barbares fut perpétué dans les
» cloîtres. Les Bénédictins transcrivirent quel-
» ques livres; peu à peu, il sortit des monastères
» des inventions utiles. D'ailleurs ces religieux
» cultivaient la terre, chantaient les louanges de
» Dieu, vivaient sobrement, étaient hospitaliers;
» et leurs exemples pouvaient servir à mitiger
» la férocité de ces temps de barbarie.....
» On ne peut nier qu'il n'y ait eu dans le cloître
» de grandes vertus. Il n'est guère encore de mo-
» nastères qui ne renferment des âmes admirables
» qui font honneur à la nature humaine. Trop
» d'écrivains se sont plu à rechercher les désor-
» dres et les vices dont furent souillés quelque-
» fois ces asiles de la piété. Il est certain que la
» vie séculière a toujours été plus vicieuse, que
» les grands crimes n'ont pas été commis dans
» les monastères; mais ils ont été plus remar-
» qués par leur contraste avec la règle; nul état
» n'a toujours été pur..... Les Chartreux, mal-
» gré leurs richesses, sont consacrés sans relâ-
» chement au jeûne, au silence, à la prière, à

» la solitude; tranquilles sur la terre au milieu de tant d'agitations dont le bruit vient à l'oppreindre jusqu'à eux, et ne connaissant les souffrances véritables que par les prières où leurs noms sont insérés. »

Le même écrivain, parlant de quelques auteurs modernes qui ont trop déclamé contre les religieux en général : « Il fallait avouer, dit-il ¹, que les Bénédictins ont donné beaucoup de bons ouvrages, que les Jésuites ont rendu de grands services aux lettres; il fallait bénir les Frères de la Charité et ceux de la Rédemption des Captifs. Le premier devoir est d'être juste. . . . Il faut convenir ², malgré tout ce que l'on a dit contre leurs abus, qu'il y a toujours eu parmi eux des hommes éminents en science et en vertu; que s'ils ont fait de grands maux, ils ont rendu de grands services, et qu'en général on doit les plaindre encore plus que les condamner. . . . Les instituts consacrés au soulagement des pauvres ³ et au service des malades ont été les moins

¹ *Dict. Philos.* article *Apocalypse*; *OEuvres complètes*, tom. xxxvii, pag. 409.

² Voltaire, *ibid.* article *Biens d'Eglise*, tom. xxxviii, pag. 297.

³ *Essai sur les Mœurs*, *ubi supra*, pag. 249.

» brillants, et ne sont pas les moins respectables.
» Peut-être n'est-il rien de plus grand sur la terre
» que le sacrifice que fait un sexe délicat, de la
» beauté, de la jeunesse, souvent de la haute nais-
» sance, pour soulager, dans les hôpitaux, ces ra-
» mas de toutes les misères humaines, dont la vue
» est si humiliante pour l'orgueil, et si révoltante
» pour notre délicatesse. Les peuples séparés de
» la communion Romaine n'ont imité qu'im-
» parfaitement une charité si généreuse.
» Il est une autre congrégation plus héroïque;
» car ce nom convient aux Trinitaires de la Ré-
» demption des Captifs. Ces religieux se consa-
» crent, depuis cinq siècles, à briser les chaînes
» des chrétiens chez les Maures : ils emploient à
» payer les rançons des esclaves leurs revenus et
» les aumônes qu'ils recueillent, et qu'ils portent
» eux-mêmes en Afrique. On ne peut se plaindre
» de tels instituts. »

On conviendra, sans doute, que de pareils aveux
suffiraient seuls pour établir les faits importants
que nous avons rappelés, dans le cours de cet ar-
ticle, sur les ressources immenses que la religion
et le clergé offraient à la société au milieu des
désordres du moyen âge. Des aveux si peu sus-
pects ne sauraient être balancés par les invectives

et les déclamations d'un si grand nombre d'auteurs contre les moines et le clergé de cette époque ; déclamations d'autant plus injustes, qu'elles sont fondées, pour la plupart, ou sur de malig^{es} conjectures, ou sur des abus particuliers, dont les plus belles institutions ne peuvent être entièrement exemptes.

144. — 3^e *Conséquences remarquables des faits qu'on vient d'exposer.* Il résulte évidemment de cet exposé, que l'intérêt général de la société, au moyen âge, réclamait hautement l'influence du clergé dans l'ordre temporel. Il était en effet bien naturel que les princes et les peuples s'empressassent de confier leurs intérêts à celui de tous les ordres de l'État qui, par ses lumières et ses vertus, se montrait le plus digne de leur confiance, et dont l'autorité était alors la principale ressource de la société, et le plus ferme appui de l'ordre public. Les souverains surtout avaient un puissant intérêt à étendre le pouvoir et l'influence du clergé. Cet ordre, si respecté des peuples, était, par sa doctrine et par ses exemples, le plus ferme soutien du trône, alors si fréquemment ébranlé par l'insubordination et les révoltes des seigneurs laïques. L'enseignement de l'Église, sur l'obéissance due aux princes de la terre, imprimait, en quelque sorte,

sur le front des rois, un caractère sacré, qui les rendait plus vénérables à leurs sujets. Dans les principes du christianisme, les princes sont les images de Dieu sur la terre, et les dépositaires de son autorité. Il est aisé de comprendre combien cette doctrine, constamment enseignée par l'Église, devait paraître importante aux yeux de la politique, dans un temps de désordre et d'anarchie, et parmi des peuples barbares, qui ne connaissaient, pour ainsi dire, d'autre frein que celui de la religion. Les ecclésiastiques prêchaient d'autant plus efficacement cette doctrine, qu'ils la soutenaient généralement par leurs exemples. C'était parmi eux que les souverains trouvaient leurs sujets les plus fidèles et les plus dévoués. L'influence du clergé, selon la remarque d'un écrivain récent¹, servait l'autorité royale sans la mettre en danger; et si quelquefois il se mêla parmi les rebelles, c'est qu'il fut forcé momentanément à servir d'instrument aux passions de ceux qu'il était destiné à combattre. Mais ses erreurs n'étaient pas durables, comme on le voit par l'affaire de Louis le Débonnaire; les évêques qui avaient contribué à sa

¹ Bernardi, *De l'Origine et des Progrès de la Législation Française*, liv. 1, chap. 11, pag. 74.

destitution furent presque aussitôt punis par leurs propres confrères ¹.

145. — Charlemagne et ses premiers successeurs étaient si convaincus de cette heureuse influence du clergé, pour appuyer et maintenir leur autorité, qu'une des principales combinaisons de leur politique fut de multiplier les *seigneuries ecclésiastiques*, dans les parties de l'Empire les plus difficiles à contenir dans l'obéissance; et telle fut, dans tous les Etats chrétiens de l'Europe, une des principales causes de l'établissement de ces *seigneuries*, qui contribuèrent si fort à augmenter les richesses et le pouvoir temporel du clergé ².
 « Charlemagne et ses premiers successeurs, dit à ce sujet Montesquieu, craignirent que ceux qu'ils placeraient dans des lieux éloignés ne fussent portés à la révolte; ils crurent qu'ils trouveraient plus de docilité dans les ecclésiastes

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. x, liv. 47, n° 47. — Daniel, *Hist. de France*, tom. II, année 835.

² Voyez le témoignage de Guillaume de Malmesbury, que nous avons cité plus haut, art. 2, § 1, n° 38. — *Mémoires de l'Ac. des Inscriptions*, tom. II, in-4°, p. 711 (t. III, in-12, pag. 442). — Maimbourg, *Hist. de la Décadence de l'Empire de Charlemagne*, liv. 3, initio. — Gaillard, *Hist. de Charlemagne*, tom. II, pag. 124. — Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. I, pag. 191 et 192.

» tiques; ainsi ils érigèrent en Allemagne un
 » grand nombre d'évêchés, et y joignirent de
 » *grands fiefs*,.... C'étaient des pièces qu'ils met-
 » taient en avant contre les Saxons. Ce qu'ils ne
 » pouvaient attendre de l'indolence ou des né-
 » gligences d'un *leude*, ils crurent qu'ils devaient
 » l'attendre du zèle et de l'attention agissante
 » d'un évêque; outre qu'un tel vassal, bien loin
 » de se servir contre eux des peuples assujettis,
 » aurait au contraire besoin d'eux pour se soute-
 » nir contre les peuples ¹. »

146. — Les mêmes circonstances qui nécessi-
 taient alors l'influence du clergé dans le gouver-
 nement temporel des Etats, ne pouvaient man-
 quer d'y augmenter celle du souverain pontife.
 Au milieu des désordres de tout genre qui défigu-
 raient la société, les princes voyaient tout à la
 fois, dans le saint Siège, le centre de la religion,
 des lumières et de la civilisation; ils y voyaient
 surtout la plus puissante protection qu'ils pussent
 invoquer contre l'usurpation de leurs voisins, et
 contre la rébellion de leurs vassaux. L'autorité
 du Pape étant alors la seule universellement re-
 connue, et la plus respectée même par les hommes
 les plus violents et les plus barbares, est-il éton-

¹ Montesquieu, *Esprit des Loix*, liv. 31, chap. 19.

nant que les souverains s'empressassent de prendre le saint Siège pour arbitre de leurs différends, quelquefois même de lui faire hommage de leurs Etats, pour s'assurer davantage la protection dont ils avaient besoin ? Combien ne durent-ils pas être confirmés dans cette disposition, par la fermeté du saint Siège à soutenir les droits des souverains qui avaient recours à son autorité tutélaire ? Aussitôt qu'un usurpateur voulait s'emparer des Etats d'un prince *feudataire du Pape*, il était intimidé, et souvent arrêté, par les remontrances et les menaces du pontife, qui lui disait, comme Grégoire VII à Vézelin, chef d'un parti de révoltés contre le roi de Dalmatie : « Nous sommes » bien étonnés ¹, qu'ayant promis depuis long-

¹ « Scias nos de prudentia tua multum mirari, ut qui » te esse dudum beato Petro et nobis fidelem promiseris, » contra eum quem in Dalmatia Regem auctoritas apo- » stolica constituit, tu modo coneris insurgere. Quapro- » pter nobilitatem tuam monemus, et ex parte beati Petri » præcipimus, ut adversus jam dictum Regem deinceps » arma capere non præsumas; sciens quod quidquid in » illum ausus fueris, procul dubio te in apostolicam Se- » dem facturum. Si vero adversus ipsum aliquid te forte » dicis habere, a nobis iudicium debes expetere, et ex- » pectare justitiam potius quam contra eum, ad injuriam » Sedis apostolicæ, manus tuas armare. Quod si te tuæ te- » meritatis non pœnituerit, sed contra mandatum nos-

» temps d'être fidèle à saint Pierre et à nous,
 » vous vouliez maintenant vous élever contre celui
 » que l'autorité apostolique a établi roi en Dal-
 » matie. C'est pourquoi nous vous défendons, de
 » la part de saint Pierre, de prendre les armes
 » contre ce Roi, parce que l'entreprise que vous
 » feriez contre lui serait contre le saint Siège lui-
 » même. Si vous avez quelque sujet de plainte,
 » vous devez nous demander justice, et attendre
 » notre jugement; autrement, sachez que nous
 » tirerons contre vous le glaive de saint Pierre,
 » pour punir votre audace et la témérité de tous
 » ceux qui vous favoriseront dans cette entre-
 » prise. »

147. — Tel a été constamment le langage et la conduite des papes du moyen âge contre l'usurpation; ils employaient leur ascendant et leurs armes spirituelles, pour la défense de ceux qui s'étaient mis sous leur protection, comme les princes temporels employaient la force des armes pour défendre leurs vassaux. C'est ce qui explique

» trum contumaciter ire tentaveris, scias indubitanter
 » quia gladium beati Petri in audaciam tuam evaginabi-
 » mus, et eodem pertinaciam tuam, et omnium qui tibi
 » in ea re faverint, nisi resipiscas, mulctabimus. » Gre-
 gorii VII *Epist.* lib. 7, *epist.* 4; apud *Baronii Annales*,
 anno 1079, n° 29.

la conduite d'un si grand nombre de souverains, qui, depuis le dixième siècle, se rendirent volontairement *feudataires du saint Siège*. Cette démarche, qui nous paraît aujourd'hui si extraordinaire, n'était pas seulement, de leur part, un acte de religion, inspiré par un profond respect pour l'Eglise et le saint Siège; c'était encore une démarche politique, fondée sur l'intérêt temporel des princes et de leurs sujets¹. Il est facile aujourd'hui, à des écrivains superficiels ou passionnés, d'attribuer à l'ambition des papes le pouvoir vraiment prodigieux que leur attira ce concours de circonstances; mais, outre que cet état de choses était tout à fait indépendant de leur volonté, n'est-ce pas une injustice manifeste d'attribuer à leur ambition un pouvoir qui leur était librement déferé par les souverains, autant par des motifs d'intérêt que par des motifs de religion? Et les papes, bien loin de mériter les reproches qu'on leur a faits depuis à ce sujet, n'eussent-ils pas été bien plus répréhensibles, de refuser une autorité

¹ Voyez, à l'appui de ces réflexions, Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 1, cap. 14. — Lingard, *Hist. d'Angleterre*, tom. III, chap. 1, pag. 45-50. — Affre, *Essai historique sur la Suprématie temporelle du Pape et de l'Eglise*, chap. 18, pag. 309, etc. — De Montalembert, *Histoire de sainte Elisabeth de Hongrie*, *Introd.* pag. xxvj, etc.

alors si nécessaire au bien de la société, et à la tranquillité des Etats ?

148. — 4^e *Aveux remarquables de plusieurs auteurs modernes, sur ce point.* Ces observations nous semblent d'autant plus décisives, qu'elles ont frappé, même dans ces derniers temps, un grand nombre d'écrivains, d'ailleurs très-peu favorables à cette prodigieuse extension du pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège. Malgré leurs préjugés bien connus en cette matière, ces auteurs ne font pas difficulté de reconnaître que la grande autorité du clergé, pendant le moyen âge, était nécessitée par la situation déplorable de la société ; que les princes et les peuples étaient alors également intéressés à reconnaître et à maintenir cette autorité ; et que celle du saint Siège en particulier était une espèce de *dictature*, nécessaire pour défendre la société contre l'anarchie universelle qui la menaçait d'une ruine totale.

149. — Tel est en particulier le sentiment de Bossuet, dans la *Défense de la Déclaration*, où il explique, en ces termes, l'origine et le progrès de la puissance temporelle de l'Eglise et du saint Siège, depuis la conversion de Constantin jusqu'à l'élévation de Charlemagne à l'Empire d'Occident. « Tout le monde sait, dit-il, quel était, dès

» les premiers siècles de l'Eglise, le pouvoir judiciaire des évêques. Sans entrer dans le détail de toutes les lois des princes qui prouvent ce que j'avance, on n'a qu'à lire ce qui est dit dans le *Code Justinien*, sous ce titre : *De l'Audience des évêques*¹; et l'on verra combien les évêques étaient déjà puissants à une époque où ils n'avaient encore aucun emploi civil². Les secours même temporels qu'ils donnaient à leurs peuples, avec une charité vraiment paternelle, les faisaient regarder, non-seulement comme les ornements, mais encore comme les défenseurs et les soutiens de l'Etat. Dans cette persuasion, les rois et les peuples concurent pour eux tant d'estime et de vénération, qu'ils les considérèrent comme les principaux seigneurs de l'Etat. Plusieurs même

¹ *Codex Justiniani*, lib. 1, tit. 4.

² Il n'est pas exact de dire qu'à l'époque dont il s'agit, c'est-à-dire sous l'empire de Justinien, les évêques n'avaient encore aucun emploi civil; il est certain au contraire que, même avant cette époque, les évêques exerçaient déjà, par la concession des empereurs, plusieurs emplois civils très-importants. On en trouve la preuve dans le titre même du *Code Justinien*, qui vient d'être indiqué. On peut voir encore, à ce sujet, Thomassin, *Ancienne et Nouvelle Discipline*, t. II, liv. 3, chap. 101, etc.; t. III, liv. 1, chap. 26 et 27. — Fleury, *Hist. ecclés.* t. XIX, 7^e Discours, n^o 4. — *Institution au Droit ecclés.* tom. II, 3^e partie, chap. 1.

» devinrent avec le temps seigneurs et princes
 » temporels de leurs villes. Cette puissance ajoutée
 » à leur caractère sacré, et fondée sur la dignité
 » même de ce caractère, est très-différente de celle
 » qu'ils possèdent en vertu de leur première in-
 » stitution. Distinguons donc (dans la puissance
 » ecclésiastique) ce qui vient de son *institution*,
 » d'avec ce qu'on y a *surajouté* dans la suite; ce
 » qui est *primordial*, d'avec ce qui est purement
 » *secondaire*; ce qui tient à l'*essence*, d'avec ce qui
 » est purement *accidentel*. Plus les papes étaient
 » élevés en dignité, soit comme successeurs de
 » saint Pierre, et en cette qualité ne voyant per-
 » sonne au-dessus d'eux, soit comme évêques de
 » la capitale du monde; plus ils furent environnés
 » de cette puissance accessoire et secondaire. Le
 » saint Siège commença donc à exercer une grande
 » influence, non-seulement dans les affaires ec-
 » clésiastiques, qui sont naturellement de son res-
 » sort, mais encore dans les affaires civiles; prin-
 » cipalement depuis que les empereurs, voyant
 » leur puissance anéantie en Occident, n'y purent
 » soutenir leur dignité que par la fidélité et le
 » respect que les papes conservaient pour eux ¹. »

¹ « Quid enim episcopi, primis Ecclesiæ temporibus,

150.—Un jurisconsulte de nos jours, qui a fait une étude particulière de la jurisprudence du moyen âge, adopte pleinement cette explication de Bossuet, et s'en sert même pour expliquer l'accroissement prodigieux du pouvoir temporel

» in judiciis potuerint, neminem latet, probatque titulus
 » de *Episcopali audientia*, in *Codice*, ut hic alia principum
 » constituta omittamus. Tanta poterant, cum necdum ali-
 » quid publici muneris attigissent. Cum autem commis-
 » sas greges, paterna charitate, etiam in negotiis secula-
 » ribus adjuvarent, ipsique reipublicæ non tantum orna-
 » mento, verum etiam tutelæ ac firmamento essent, eos
 » tanta regum ac civium charitas et reverentia prosecuta est,
 » ut jam reipublicæ pars maxima, interque optimates primi ha-
 » berentur; multi etiam, lapsu temporis, suarum urbium
 » principatum ditionemque obtinerent; quæ sacro con-
 » juncta ordini, et ejus dignitate tanquam fundamento
 » nixa, longe tamen absunt ab iis, quæ primæ institutio-
 » nis esse constat. Distinguamus itaque, quæ institutionis
 » sint, quæ sint accessionis; quæ primaria, quæ secundaria;
 » quæ innata, quæ annexa sint. Pontifices Romani, quo
 » altiore loco erant, Petri nomine ac majestate primum,
 » quæ post Christum erat maxima, tunc dominæ urbis
 » splendore commendati, hæc annexa et secundaria longe
 » eminentius obtinebant. Cæpit ergo Romana Sedes, non
 » modo in ecclesiasticis, quod et ipsi innatum, sed etiam
 » in civilibus majestatem habere negotiis; eo maxime
 » tempore, quo imperatores, soluta in Occidente Imperii
 » vi, Romanorum pontificum fide atque observantia sin-
 » gulari, suam dignitatem in his partibus sustentabant. »
 Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 36.

du clergé, dans tous les Etats catholiques de l'Europe, depuis le règne de Charlemagne : « Les » souverains eux-mêmes, dit M. Bernardi ¹, trou- » vaient leurs avantages (dans la grande autorité » du clergé). Les grands de l'Etat étaient d'une » indocilité extrême; ils se pliaient avec peine aux » lois de l'obéissance..... Pour affermir leur trône, » et se garantir des insultes auxquelles ils étaient » continuellement exposés, *les rois furent forcés de » se jeter dans les bras des ecclésiastiques*, parmi les- » quels ils trouvèrent des sujets plus éclairés et » plus soumis. Leurs lumières étaient d'ailleurs » utiles dans toutes les parties de l'administration, » où il fut nécessaire de les employer..... *De toutes » ces circonstances vinrent le crédit dont le clergé » jouit dès les premiers instants de la fondation des » monarchies de l'Europe*, l'inspection qu'on lui » donna sur les juges civils, l'autorité qu'il exerça » dans les différentes parties de l'administration » publique, dont les véritables règles n'étaient » connues que de lui; de là encore *l'usage fréquent » des peines canoniques, qui pouvaient seules en im- » poser à des hommes qui bravaient toutes les autres.* »

151.—M. Michaud, dans *l'Histoire des Croisades*,

¹ Bernardi, *De l'Origine et des Progrès de la Législation Française*; Paris, 1816, in-8°, liv. 1, chap. 11, p. 71-75.

ne se montre pas moins favorable à cette explication, et l'oppose avec confiance aux écrivains modernes qui ont blâmé, avec tant de légèreté, la conduite des papes du moyen âge. « Dans les derniers temps, dit-il, les publicistes ont beaucoup parlé de la puissance des chefs de l'Eglise; mais ils l'ont plutôt jugée d'après des systèmes que d'après des faits, et d'après l'esprit de notre siècle que d'après l'esprit du moyen âge. On a beaucoup vanté le génie des souverains pontifes; on l'a vanté surtout dans le dessein de faire ressortir davantage leur ambition. Mais si les papes avaient eu le génie et l'ambition qu'on leur suppose, on doit croire qu'ils se seraient d'abord occupés d'agrandir leurs Etats, et d'accroître leur autorité comme souverains; cependant ils n'y ont point réussi, ou ne l'ont point tenté..... N'est-il pas plus naturel de penser que les souverains pontifes, dans ce qu'ils firent de grand, suivirent l'esprit de la chrétienté? Dans le moyen âge, qui fut l'époque de leur puissance, ils furent bien plus dirigés par cet esprit, qu'ils ne le dirigèrent eux-mêmes..... *Leur souveraine puissance vint de leur position, et non de leur volonté.....* Sans vouloir justifier leur domination, on peut dire qu'ils furent amenés à s'emparer du pou-

» voir suprême, par les circonstances où se trouvait
 » l'Europe dans les onzième et douzième siècles.
 » La société Européenne, sans lois, plongée dans
 » l'ignorance et l'anarchie, *s'était jetée entre les*
 » *bras des papes*, et croyait se mettre sous la pro-
 » tection du Ciel. Comme les peuples n'avaient
 » d'autre idée de la civilisation que celle qu'ils
 » recevaient de la religion chrétienne, les souve-
 » rains pontifes se trouvèrent naturellement les
 » arbitres suprêmes des nations. Au milieu des
 » ténèbres que la lumière de l'Evangile tendait
 » sans cesse à dissiper, leur autorité dut être la
 » première établie, et la première reconnue. *La*
 » *puissance temporelle avait besoin de leur sanction ;*
 » *les peuples et les rois imploraient leur appui, consul-*
 » *taient leurs lumières ;* ils se crurent autorisés à
 » exercer une dictature universelle. Cette dicta-
 » ture s'exerça souvent au profit de la morale pu-
 » blique et de l'ordre social; souvent elle protégea
 » le faible contre le fort; elle arrêta l'exécution de
 » projets criminels; elle rétablit la paix entre les
 » Etats; *elle sauva la société naissante des excès de*
 » *l'ambition, de la licence et de la barbarie*¹. »

¹ Michaud, *Hist. des Croisades*, t. iv, p. 97; t. vi, p. 230-234. Voyez aussi le tome 1^{er}, p. 101, note. Ces judicieuses réflexions de M. Michaud ont été pleinement adoptées par M. Lefranc dans son *Cours d'histoire*, où il les présente

152. — Il serait aisé de multiplier les citations sur ce sujet, et de les puiser même dans les auteurs les moins favorables au clergé ¹. L'examen de la question que nous devons traiter dans le chapitre suivant, nous donnera occasion d'en citer quelques-uns, dont les témoignages sont particulièrement dignes d'attention. Faisons observer, en attendant, qu'il semble difficile de concilier ces témoignages si honorables aux souverains pontifes et au clergé du moyen âge, avec les reproches d'*ambition*, d'*avidité* et d'*usurpation* que M. Michaud et plusieurs autres écrivains modernes ont cru pouvoir renouveler contre Grégoire VII et ses successeurs, à l'occasion de ce pouvoir extraordinaire, dont l'usage et la coutume de leur siècle les avaient investis ². Convient-il, en effet, d'attribuer à des motifs si peu honorables l'exercice d'un pouvoir que les souverains pontifes n'avaient point recherché, que la société leur avait librement décerné, et dont ils firent le plus souvent un usage si louable et si utile au bien général de la société?

comme le principal moyen d'expliquer et de justifier la conduite et l'influence des papes au moyen âge. Lefranc, *Hist. du moyen âge*, liv. 4, chap. 6, § 1, vers la fin.

¹ Voyez les auteurs cités plus haut, p. 260, notes 1 et 2.

² Michaud, *Hist. des Croisades*, t. 1, p. 86, t. IV, p. 163, 470, etc.

ARTICLE II.

ORIGINE ET FONDAMENT DES DROITS PARTICULIERS DU SAINT
SIÈGE SUR L'EMPIRE D'OCCIDENT.

- 153.—Divers fondements de ces droits.
154.—Charlemagne ne dut son titre d'Empereur qu'à l'élection du Pape.
155.—Le Pape ne renonça point alors, pour l'avenir, à son droit d'élection : preuve tirée du testament de Charlemagne.
156.—Cette difficulté ignorée ou mal résolue par plusieurs auteurs.
157.—Autres faits à l'appui des droits du saint Siège sur l'Empire.
158.—Conséquences de ces faits.

153. — Indépendamment des raisons que nous venons d'exposer, et qui s'appliquent également à tous les Etats de l'Europe au moyen âge, on peut assigner des raisons particulières des droits que le saint Siège s'attribuait sur l'Empire d'Occident. Il suffit, pour s'en convaincre, de connaître la véritable origine de ce nouvel Empire, la grande part qu'eut le Pape à l'élection de Charlemagne, et qu'il continua d'avoir à l'élection de ses successeurs dans la suite du moyen âge. Nous rappellerons seulement ici, en peu de mots, quelques faits propres à éclaircir ce point d'histoire.

154. — I. *Premier fait.* Il est certain que Charlemagne ne dut son *titre d'Empereur* qu'à l'élection du Pape, considéré comme chef et représentant du peuple Romain, qui lui avait confiés ses intérêts. En effet, on ne voit pas que Charlemagne ait pu acquérir le *titre d'Empereur*, autrement que par l'élection du Pape, ou par droit de conquête sur les Etats qu'il avait cédés au saint Siège; or cette dernière supposition est évidemment contraire à l'histoire. Car 1° Charlemagne ne pouvait avoir droit de conquête que sur les provinces qu'il avait enlevées aux Lombards. Or il est certain que ceux-ci ne furent jamais en possession de Rome, où Charlemagne fut reconnu et proclamé Empereur. 2° Il est également certain que Pepin et Charlemagne, en cédant au saint Siège les villes et territoires du duché de Rome et de l'Exarchat conquis sur les Lombards, ne prétendirent s'y réserver aucun droit à *titre de conquête*; leur intention formelle fut toujours d'abandonner ces provinces au saint Siège, et de reconnaître le Pape seul pour leur souverain légitime. Nous n'ignorons pas que ce dernier point est contesté par plusieurs auteurs modernes; mais nous le croyons suffisamment établi par le témoignage des auteurs contemporains, particulièrement

d'Eginhard et d'Anastase le Bibliothécaire, qui représentent constamment le cession faite au saint Siège des provinces dont il s'agit, non comme une pure donation, mais comme une restitution des provinces que les Lombards lui avaient injustement enlevées¹.

3° Tous les monuments de l'histoire nous montrent le couronnement de Charlemagne, en 800, comme la véritable époque de son élévation à l'Empire. Aucun historien ne lui donne le titre d'Empereur avant cette époque; ce prince lui-même ne le prit jamais auparavant; et c'est de là

¹ « Finis belli fuit subacta Italia, et res a Longobardorum regibus erepta, Adriano Romanæ Ecclesiæ rectori restituta. » Eginhard, *Vita Caroli Magni*. « Pippinus, invitante Romano pontifice, propter erepta Romanæ Ecclesiæ per Regem Longobardorum dominia, Italiam manu valida ingreditur..... Haistolfus, Longobardorum rex, quanquam anno superiore obsides dedisset, et ad reddendum ea quæ Romanæ Ecclesiæ abstulera, tam se quam optimates suos jurejurando obstrinxisset, etc. redditam sibi Ravennam et Pentapolin et omnem Exarchatum ad Ravennam pertinentem ad sanctum Petrum tradidit. » Eginhard, *Annales*, anno 755 et 756; apud Duchesne, t. II, p. 96 et 235. — Anastasius Bibliot *Vita Stephani II et Adriani II*, passim; apud Labbe, *Concil.* t. VI et VII. — Thomassin, *Ancienne et Nouvelle Discipline*, t. III, liv. 1, chap. 29, n° 6, etc. — Orsi, *Della Origine del dominio del Romani Pontefici*, cap. 6.

qu'il date constamment les années de son Empire, dans tous ses actes postérieurs. Comment prétendre, après cela, que Charlemagne dut son titre d'Empereur à la conquête de Rome et de l'Italie? Ce grand prince ne vint point à Rome, en 800, pour en faire la conquête; il y vint uniquement à la prière du Pape, pour juger, en qualité de *patrice des Romains*, ou de *défenseur du saint Siège*, les séditeux qui avaient osé attenter à la vie du pape Léon III¹.

155.—II. *Second fait*. Il est certain que le Pape, en donnant à Charlemagne le *titre d'Empereur*, ne prétendit pas renoncer, pour l'avenir, à son droit d'élection. Non-seulement on ne voit rien dans l'histoire qui suppose cette renonciation, mais on y trouve des preuves solides du contraire. Une des principales se tire du testament fait par Charlemagne dans la diète de Thionville, en 806, pour le partage de ses Etats entre ses enfants².

¹ Voyez Fleury, Daniel, Lebeau et tous les historiens, soit anciens, soit modernes, à l'article du couronnement de Charlemagne en 800.

² Baluze, *Capitularia Reg. Franc.* t. 1, p. 439. — Fleury fait mention de cet acte dans son *Hist. ecclési.* t. x, liv. 45, n° 34. Voyez à ce sujet les observations de Marchetti, *Critique de Fleury*, t. II, n° 95. — Orsi, *Della Origine*, etc. cap. 9.

Ce prince y déclare d'abord qu'il fait cet acte, afin de prévenir tout sujet de contestation entre ses trois fils, en partageant entre eux tout le corps de son royaume ¹. Après ce préambule, il assigne à chacun de ses trois fils une portion de ses Etats, dont il fait à cette occasion une description détaillée, et dans lesquels il n'oublie pas de faire entrer les provinces d'Italie qui formaient alors le royaume de Lombardie. Toutefois il omet entièrement, dans cette division de tout le corps de son royaume, le duché de Rome et les provinces de l'Exarchat alors soumises au saint Siège; il ne donne à aucun de ses enfants le titre d'Empereur; il se contente de leur ordonner de prendre tous ensemble le soin et la défense de l'Eglise Romaine, ainsi qu'il a été pratiqué par Charles-Martel son aïeul, par son père Pepin d'heureuse mémoire, et par lui-même ². Pouvait-il

¹ « Non ut confuse atque inordinate, aut sub totius regni dominatione, jurgii controversiam eis relinquamus; sed » trina partitione totum regni corpus dividentes. » Baluze, *ubi supra*, p. 439.

² « Super omnia autem jubemus atque præcipimus, » ut ipsi tres fratres curam et defensionem Ecclesiæ » sancti Petri simul suscipiant, sicut quondam ab avo » nostro Karolo, et beatæ memoriæ genitore nostro Pip- » pino rege, et a nobis postea suscepta est. » *Ibid.* n° 15, p. 443.

supposer plus clairement, que le duché de Rome et les provinces de l'Exarchat ne faisaient point partie du *corps de son royaume*, et qu'il ne lui appartenait pas de disposer de son *titre d'Empereur*? S'il eût pu disposer de ces provinces et de ce titre, les aurait-il omis dans un acte si important, et précisément destiné à *prévenir tout sujet de contestation entre ses enfants*? Par une semblable omission, bien loin d'atteindre son but, qui était de *prévenir toute contestation entre ses trois fils*, ne leur eût-il pas laissé le plus grand sujet de contestation, en négligeant de disposer du plus auguste de ses titres, et de la partie de ses Etats à laquelle ce titre semblait particulièrement attaché?

156. — On sentira encore mieux la force de cet argument, si l'on remarque l'embarras qu'il a causé aux auteurs qui refusent au Pape le droit d'élection dont nous parlons, et leurs efforts inutiles pour résoudre la difficulté tirée de l'acte solennel que nous venons de citer. Fleury, et après lui le P. Daniel, prétendent que l'Empereur, dans l'acte dont il s'agit, ne parle ni de *l'Empire* ni du *duché de Rome* qui y était attaché, *parce qu'il s'en réservait la disposition*¹; supposition

¹ Fleury, *ubi supra*. — Daniel, *Hist. de France*, t. II, année 806, p. 145.

évidemment contraire au but que Charlemagne se proposait dans cet acte, comme nous l'avons déjà remarqué. De La Bruère, dans l'*Histoire de Charlemagne*, convient qu'il est malaisé de rendre raison du silence de Charles en cette occasion¹; et il met en avant, pour l'expliquer, les conjectures les plus invraisemblables, savoir : que les enfants de Charlemagne, pour étouffer entre eux toute semence de haine, étaient convenus de renoncer au titre d'Empereur, ou qu'ils prétendaient le porter tous les trois. L'auteur lui-même reconnaît l'invraisemblance de ces conjectures, et avoue qu'en les hasardant, « il prétend seulement indiquer et non résoudre » une difficulté à laquelle les historiens n'ont pas » fait assez d'attention². »

157. — A l'appui de ces raisonnements, nous pouvons en ajouter un autre qui résulte naturellement des faits exposés dans le chapitre précédent³. On a vu en effet que, depuis l'élévation de Charlemagne à l'Empire, les papes continuèrent, pendant plusieurs siècles, de s'attribuer une très-grande part à l'élection des empereurs d'Occident; que ceux-ci, loin de contester, à cet égard,

¹ De La Bruère, *Hist. de Charlemagne*, t. II, p. 170.

² *Ibid.* p. 171.

³ Voyez plus haut, chap. I, art. 2, § 7.

le droit du Pape, le reconnurent souvent de la manière la plus expresse ; enfin, que ce droit était universellement reconnu par les souverains de l'Europe, et formellement énoncé dans le *Corps du Droit Germanique*, rédigé au treizième siècle, *d'après les anciennes coutumes de l'Empire*. La conséquence naturelle de tous ces faits, est que le Pape, en donnant à Charlemagne le *titre d'Empereur*, n'avait pas prétendu renoncer, pour l'avenir, à son droit d'élection.

158. — De ce droit, comme nous l'avons déjà remarqué ¹, résultait naturellement celui d'imposer certaines conditions à l'Empereur élu, et de le déposer dans le cas où il les violerait. Toutefois on ne peut conclure de là, que l'Empire fût proprement, dans son origine, un *fief du saint Siège*. Il est certain en effet que le pape Léon III, en donnant à Charlemagne la couronne impériale, ne lui donna aucun nouveau territoire : il lui conféra seulement un titre honorable, pour récompenser et exciter de plus en plus son zèle à protéger et à défendre les intérêts du saint Siège. Telle a été constamment l'unique vue des successeurs de Léon III, en conférant la couronne impériale aux successeurs de

¹ Chap. 1, art. 2, § 4 et 9.

Charlemagne. *Le serment de fidélité* qu'ils en ont exigé à cette occasion ne suppose aucunement que les empereurs tinssent leur domaine du saint Siège ; il suppose seulement l'obligation de le défendre contre ses ennemis ; et les papes, en s'attribuant, comme ils faisaient, le droit de choisir l'Empereur, et même de le déposer en certains cas, ne se regardaient pas proprement comme *seigneurs suzerains de ses domaines*, mais seulement comme juges de sa conduite et de ses droits, d'après l'usage et la constitution de l'Empire.

ARTICLE III.

DE QUELQUES AUTRES FONDEMENTS DU *Droit public* DONT IL S'AGIT, ASSIGNÉS PAR LES AUTEURS DU MOYEN AGE.

- 159.—1^{er} *fondement*. La donation de Constantin.
- 160.—2^e *fondement*. Le Droit divin et le Droit naturel.
- 161.—Observations importantes pour l'intelligence des auteurs du moyen âge ; distinction du *pouvoir de juridiction* et du *pouvoir directif*.
- 162.—Le *pouvoir directif* de l'Église et du Pape, sur le temporel, généralement admis.
- 163.—Plusieurs auteurs du moyen âge expliqués en ce sens.
- 164.—Les erreurs du moyen âge, sur ce point, n'ont pas donné lieu au *Droit public* dont il s'agit.
- 165.—Les véritables fondements de ce *Droit public*, souvent invoqués par les auteurs du moyen âge.
- 166.—Il n'existe aucune *définition* ou *décret de foi* sur le pouvoir de l'Église et du Pape dans l'ordre temporel.
- 167.—La distinction des deux puissances et leurs limites

respectives, constamment reconnues pendant le moyen âge.

168.—1^{re} *preuve*, tirée des témoignages des plus célèbres écrivains de cette époque.

169.—2^e *preuve*, tirée des actes de la législation de plusieurs Etats : Capitulaires.

170.—Droit Germanique.

171.—Divers *conciles* ou *assemblées mixtes* d'Angleterre et d'Espagne.

172.—3^e *preuve*, tirée des lettres et décrets des souverains pontifes : lettres de Grégoire VII.

173.—Décrétales d'Innocent III.

174.—Doctrines de Boniface VIII.

175.—Le mélange du spirituel et du temporel, dans les actes de la législation, au moyen âge, expliqué par le concours des deux puissances.

176.—Les entreprises réciproques des deux puissances ne supposent pas l'ignorance des vrais principes.

177.—Conséquences de ces observations, pour l'explication des auteurs du moyen âge.

159. — Après avoir assigné les véritables fondements du *Droit public* dont il s'agit, nous ne dissimulerons pas que les auteurs du moyen âge lui en ont quelquefois assigné d'autres, dont la légitimité est loin d'être aussi bien établie.

On a supposé, en premier lieu, que le pouvoir temporel du Pape sur plusieurs Etats de l'Europe était fondé sur la *donation* de *Constantin*, c'est-à-dire sur un acte solennel par lequel ce prince *avait donné pour toujours au saint Siège la ville de Rome, avec l'Italie et toutes les provinces de l'Empire en Occi-*

dent¹. Nous croyons inutile de nous arrêter ici à l'examen de cette prétendue donation, généralement regardée comme apocryphe par les critiques modernes, depuis la renaissance des lettres².

160. — On a supposé, en second lieu, que le pouvoir de l'Eglise et du Pape sur le temporel des princes, était fondé sur le *Droit divin*, et même sur le *Droit naturel*, qui subordonnent le pouvoir temporel au spirituel, et donnent ainsi à l'Eglise et au Pape une *juridiction au moins indirecte sur les choses temporelles*³.

¹ On peut voir cet acte dans la collection des *Conciles* du P. Labbe, t. 1, p. 1530.

² Voyez à ce sujet Noël Alexandre, *Dissert.* 25, in *Hist. Eccles. seculi* 4. — D. Ceillier, *Hist. des Auteurs ecclés.* t. iv, p. 177; t. viii, p. 145, etc. — Zaccaria, *De rebus ad Hist. eccles. pertinentibus*, t. ii, *Dissert.* 10, cap. 2, nos 4 et 5. — Billuart, *De Jure et Justitia; Digressio histor. ad calcem Dissertationis* 4.

³ Les principaux témoignages des auteurs du moyen âge, sur ce sujet, ont été recueillis par Bellarmin, *De Summo Pontifice*, lib. 5, cap. 1 et 6. — Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*, t. 1, cap. 14 et 15. — Mamachi, *Origines et Antiquit. eccles.* t. iv, cap. 2, § 4. — Parmi ces témoignages, on doit surtout remarquer les décrets de Grégoire VII contre l'empereur d'Allemagne Henri IV, d'Innocent IV contre Frédéric II, et de Boniface VIII contre Philippe le Bel. On peut voir les principales réponses des auteurs Français à ces témoignages, dans Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3 et 4. — Fénelon, *De Auctoritate*

Personne n'ignore combien ce fondement du pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège a été contesté dans ces derniers temps, particulièrement en France. Il n'entre pas dans notre plan de renouveler cette discussion : un pareil travail serait d'autant plus inutile, que le sentiment qui attribue à l'Eglise et au souverain pontife, en vertu du *Droit divin* ou du *Droit naturel*, une *juridiction, soit directe, soit indirecte, sur le temporel des princes*, est aujourd'hui abandonné par le plus grand nombre des théologiens, même au delà des Monts ¹.

161. — Mais en laissant de côté cette discussion, tout à fait étrangère à l'objet purement historique de nos *Recherches*, nous croyons devoir faire ici quelques observations également propres à éclaircir la doctrine du moyen âge sur ce sujet, et à prévenir les difficultés qu'on pourrait en tirer contre l'autorité de l'Eglise et du saint Siège, en matière de doctrine.

Pour cet effet, il est essentiel de distinguer ici avec Bossuet et Fénelon, d'après la doctrine et la pratique même de l'antiquité, le *pouvoir de juri-summi Pontific.* cap. 27 et 39. — Tournely, *De Ecclesia*, t. II, question 5, art. 4, p. 393-466.

¹ Voyez, à l'appui de cette assertion, les auteurs cités dans la *Préface* de ces *Recherches*, p. ij, note 1.

diction proprement dit, d'avec le *pouvoir purement directif*¹. Le *pouvoir de juridiction* renferme, par sa nature, le droit de régler les choses temporelles, de donner et d'ôter aux souverains leur autorité, en cette matière. Le *pouvoir directif* renferme seulement le droit d'éclairer la conscience des princes et des peuples, sur l'étendue et les bornes de leurs obligations en matière temporelle. En vertu de ce pouvoir, l'Eglise et le souverain pontife ne peuvent faire aucun règlement ni aucune ordonnance sur les choses temporelles; ils ne peuvent donner ou ôter aux souverains leurs droits et leur autorité dans l'ordre temporel, mais seulement diriger, à cet égard, la conduite des princes et des peuples par de sages avis. L'histoire ecclésiastique nous offre des exemples remarquables de ce *pouvoir directif*, dans la conduite de saint Grégoire le Grand, sollicitant de l'empereur Maurice la révocation d'une loi contraire aux intérêts de la religion², et dans celle de saint

¹ *Hist. littér. de Fénelon*, 4^e partie, art. 2, § 2, n^{os} 59, 64. On peut voir encore, à l'appui de cette distinction, Pey, *De l'Autorité des deux Puissances*, t. 1, 2^e partie, chap. 5, p. 317; t. II, 3^e part. chap. 2, art. 4, p. 401 et 402.

² Fleury, *Hist. ecclés.* t. VIII, liv. 35, n^o 31. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 8. — *Sancti Gregorii Vita recens adornata*, lib. 2, cap. 10, n^{os} 1-4; in t. IV *ejusdem Operum*.

Ambroise, sollicitant de Théodose une loi pour suspendre les exécutions de mort et les confiscations de biens, pendant trente jours après la sentence rendue ¹.

162. — Cette distinction étant supposée, il faut remarquer, 1^o que la question si fort agitée entre les théologiens, dans ces derniers temps, ne regarde aucunement *le pouvoir directif* de l'Eglise et du souverain pontife en matière temporelle, mais uniquement *le pouvoir de juridiction, soit direct, soit indirect*, sur les choses temporelles, en tant que fondé sur *le Droit divin* ou sur *le Droit naturel*. Les théologiens, même les plus opposés au sentiment qui attribue ce dernier pouvoir à l'Eglise et au souverain pontife, admettent sans difficulté *le pouvoir directif*, dans le sens où nous venons de l'expliquer. On a vu plus haut que Bossuet expliquait en ce sens la réponse du pape Zacharie à la consultation des Français, sur la déposition de Childeric; et il serait aisé de confirmer cette explication de Bossuet par le suffrage d'une multitude d'auteurs Français, non moins opposés que l'évêque de Meaux aux principes ultramontains ².

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. iv, liv. 19, n^o 21. — Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 5.

² Voyez plus haut, chap. 1^{er}, art. 1, n^o 17.

163. — II. Il est certain que plusieurs auteurs du moyen âge, qu'on a cités, dans ces derniers temps, comme favorables à la *juridiction directe ou indirecte* de l'Eglise et du Pape sur les choses temporelles, sont très-susceptibles d'une autre explication. Quelques-uns supposent uniquement le *pouvoir directif* dont nous venons de parler. D'autres, en invoquant le *Droit divin* à l'appui du pouvoir temporel de l'Eglise ou du saint Siège, ne considèrent pas ce droit isolément et en lui-même, mais eu égard à l'extension que la *coutume* ou le *Droit humain* lui avaient donnée. C'est ainsi que Fénelon croit pouvoir expliquer en particulier la sentence prononcée contre l'empereur Frédéric II par le pape Innocent IV, dans le premier concile de Lyon. Selon l'archevêque de Cambrai, le *pouvoir divin de lier et de délier*, que le souverain pontife invoque à l'appui de cette sentence, est uniquement relatif au pouvoir d'excommunier les pécheurs obstinés, et au *pouvoir d'interpréter le serment de fidélité* qui attache les peuples à leur souverain. La déposition, prononcée dans la même sentence, n'était qu'une conséquence de l'excommunication, *eu égard au Droit et à la coutume du temps* : c'était une simple interprétation du serment de fidélité, donnée en vertu de ce *pouvoir*

purement directif dont nous venons de parler. « Les
 » ultramontains répondront, dit Fénelon¹, que le
 » souverain pontife a bien pu dire: *Nous privons, par*
 » *cette sentence*, l'empereur Frédéric de tout hon-
 » neur et de toute dignité, parce que les souve-
 » rains pontifes soutiennent que le nouvel Empire
 » Romain des Francs et des Germains a été établi
 » par leur seule autorité, et qu'il est, par cela
 » même, *un fief du saint Siège*. Ces paroles d'Inno-
 » cent IV : *Nous privons par cette sentence*, signi-
 » fient : *Nous déliions tous ceux qui lui sont soumis par*
 » *le serment de fidélité*. C'est exactement comme

¹ « Transalpini dicturi sunt pontificem ita pronuntia-
 » visse, *sententiando privamus*, eo quod pontifices contem-
 » dant Francum et Germanicum recens hoc Romanum
 » Imperium, sola pontificia auctoritate fuisse institutum,
 » atque adeo hoc Imperium esse *feudum Romanæ sedis*. In-
 » nocentius ait, *sententiando privamus*, in hoc scilicet, quod
 » *absolvimus omnes qui ei juramento fidelitatis tenentur ad-*
 » *stricti*. Idem est prorsus ac si diceret : Declaramus eum,
 » ob facinora et impietatem, indignum esse qui gentibus
 » catholicis præsit : declaramus contractum ab Imperatore
 » palam violatum, jam populos Imperii non adstringere ;
 » quandoquidem populi non nisi pactis conditionibus
 » subesse et parere volunt. In hoc, Innocentius exercet
 » potestatem a Christo datam : *Quodcumque ligaveris super*
 » *terram*, etc. videlicet, ut Fridericum *ligatum peccatis*, et
 » populos juramento fidelitatis solutos declaret. » Fénelon, *Dissert. de Auctorit. summi Pontificis*, cap. 39, p. 387.

» s'il disait : Nous le déclarons indigne, par
 » ses crimes et son impiété, de commander à
 » des peuples catholiques : nous déclarons que le
 » contrat ouvertement violé par l'Empereur ne lie
 » plus désormais les peuples de l'Empire, parce
 » que ces peuples ne prétendent lui obéir que sous
 » les conditions stipulées. En prononçant cette
 » sentence, Innocent IV exerce le pouvoir que
 » Jésus-Christ lui a donné par ces paroles : *Tout ce*
 » *que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel* ; il
 » exerce, dis-je, ce pouvoir en déclarant Frédéric
 » *lié par ses péchés*, et les peuples déliés de leurs
 » serments de fidélité. »

Fénelon croit pouvoir expliquer dans le même sens la célèbre constitution de Boniface VIII, *Unam sanctam*, et la plupart des actes émanés de l'autorité des conciles et des souverains pontifes sur ce sujet¹. Il semble difficile d'expliquer ainsi tous les décrets dont il s'agit, particulièrement ceux de Grégoire VII et de Boniface VIII². Mais nous croyons que le décret du pape Innocent IV contre Frédéric, aussi bien que plusieurs autres

¹ Fénelon, *ubi supra*, cap. 27.

² Voyez les principaux actes de ces deux pontifes cités par Bossuet, *Def. Declar.* lib. 3, cap. 2 et 23, etc. Remarquez aussi, parmi les *Lettres de Grégoire VII*, lib. 4, epist. 2; lib. 8, epist. 21.

actes et témoignages des auteurs du moyen âge sur ce sujet, sont très-susceptibles de cette explication.

164. — III. Quelles qu'aient pu être les erreurs du moyen âge sur les fondements du pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège, il est certain que ces erreurs, loin d'avoir été l'origine et la cause de ce pouvoir, ne se sont répandues que dans un temps où il était déjà établi et universellement reconnu. On a vu, en effet, que ce pouvoir était bien antérieur au pontificat de Grégoire VII : or, ce n'est guère que depuis ce pontife qu'on a invoqué, en cette matière, les arguments tirés du *Droit divin*, du *Droit naturel* et de la *donation de Constantin*. La plupart des monuments qui font mention, avant cette époque, du pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège, le supposent uniquement fondé sur des raisons tirées du *Droit humain*, et particulièrement du *Droit public* dont nous avons parlé ¹.

165. — IV. Dans le temps même où l'on invoquait, à l'appui de ce pouvoir, le *Droit divin*, le *Droit naturel*, et la prétendue *donation de Constan-*

¹ Voyez les monuments que nous avons cités, dans le chap. 1^{er} de ces *Recherches* (art. 2), pour établir la réalité de cet ancien *Droit public*.

tin; ces arguments n'étaient employés, ni aussi généralement, ni avec la même confiance que les autres. La plupart des monuments qui parlent de ce pouvoir depuis Grégoire VII, le supposent fondé sur quelque disposition de *Droit humain*, ou sur un *ancien usage* également reconnu des princes et des peuples¹. Grégoire VII lui-même a souvent établi de cette manière le pouvoir qu'il s'attribuait sur le temporel des princes²; et jamais il n'a invoqué en sa faveur la prétendue *donation de Constantin*. Quoique cet acte fût déjà connu au temps de ce pontife, il n'était pas encore universellement admis comme une pièce incontestable; car on n'en trouve aucune mention dans plusieurs écrivains de cette époque, qui ne pouvaient en ignorer l'existence, ni la passer sous silence, supposé que son autorité leur eût paru bien établie³.

166. — V. Ce qu'il importe surtout de remarquer ici, c'est que les papes et les conciles qui ont soutenu plus hautement, ou exercé avec plus d'éclat le pouvoir qu'ils s'attribuaient sur le temporel des

¹ Voyez chap. 1 de ces *Recherches*, art. 2; *passim*.

² Voyez les auteurs cités plus haut, chap. 1, art. 2, § 6, n° 84, note 1.

³ Le P. Alexandre, dans sa *Dissertation* déjà citée, art. 2, indique plusieurs de ces auteurs.

princes, n'ont jamais fait sur ce point aucune *dé-
finition* ou *décret de foi*¹. La déposition de l'em-
pereur Henri IV, et celle de Frédéric II, qui sont
les actes les plus remarquables en ce genre, sont
des *faits historiques* et non des *décrets de foi*. Les
motifs allégués par les souverains pontifes à l'ap-
pui de leurs sentences, sont des raisonnements
plus ou moins sujets à contestation, et dont les
principes ne sont point donnés, par les Papes eux-
mêmes, comme des *dogmes de foi*². La constitution
de Boniface VIII, *Unam sanctam*, qui semble porter
plus loin qu'aucune autre le pouvoir du saint Siège,

¹ *Hist. littéraire de Fénelon*, 4^e partie, art. 2, § 1.—Bos-
suet, *Defensio Declar. Gallia orthod.* § 6 et 7. *Item*, lib. 1,
sect. 1, cap. 11; lib. 3, cap. 1, 5 et *alibi passim*, p. 43, 46,
248, 571, 589, etc. —Mamachi, *Origines et Antiquitates ec-
clesiast.* t. iv, p. 244. —Pey, *De l'Autorité des deux Puissances*,
t. 1, p. 114, etc. —Fleury, *Hist. ecclès.* t. xix, liv. 90, n° 18.

² Les théologiens enseignent communément, que les
raisons employées, même dans les conciles œcuméniques,
pour établir un *dogme de foi catholique*, n'appartiennent
pas toujours à la foi, parce que les conciles ne les propo-
sent pas toujours comme telles. Voyez de La Hogue, *De Ec-
clesia*, p. 219. —S. Pont. Greg. XVI, *Il Trionfo della S. Sede
et della Chiesa*, cap. 24. —Carrière, *De Matrimonio*, t. 1,
n° 582. —Cette matière est expliquée plus à fond dans
l'ouvrage de Montagne, *De Censuris seu Notis theo-
logicis*, art. 1, ad calcem *Prælect. theol. de Opere sex
dierum*.

se borne à décider, ce qui n'est contesté par aucun catholique, savoir : *que tous les hommes doivent être soumis au souverain pontife de nécessité de salut*; mais elle ne définit point qu'on doive lui être soumis, même sur les matières temporelles¹. Aussi est-il généralement reconnu, même par les théologiens ultramontains², que le sentiment qui attribue à l'Eglise et au souverain pontife une *juridiction au moins indirecte sur les choses temporelles*, n'a jamais été regardé dans l'Eglise comme un *dogme de foi*, et qu'il a toujours été permis de discuter là-dessus, comme sur une *simple opinion*, abandonnée à la liberté des écoles.

167. — VI. Enfin, ce qui n'est pas moins digne de remarque, et ce qui étonnera peut-être bien des lecteurs, c'est que, dans le temps même où l'on a porté plus loin le pouvoir temporel de l'Eglise et du Pape, le principe de la distinction des deux puissances, loin d'être tombé dans un entier oubli, comme l'ont supposé plusieurs écrivains modernes, n'a jamais cessé d'être généralement re-

¹ « Porro subesse Romano pontifici omnem humanam creaturam declaramus, dicimus, definimus et pronuntiamus omnino esse de necessitate salutis. » Voyez le texte de Boniface VIII, cité par Bossuet, *ubi supra*, p. 679.

² Mamachi, *ubi supra*.

connu et professé. On croyait, il est vrai, qu'elles devaient s'unir étroitement pour l'intérêt commun de la Religion et de l'Etat; que la puissance temporelle était subordonnée à la spirituelle, d'après *le Droit public* alors en vigueur, et que l'on croyait même fondé sur *le Droit divin* et sur *le Droit naturel*; enfin, on pensait que, par suite de cette subordination, les souverains pouvaient être jugés, et même déposés, en certains cas, par l'autorité de l'Eglise ou du saint Siège. Mais ces principes, généralement admis, n'empêchaient pas qu'on ne reconnût en même temps la distinction des deux puissances et leurs limites respectives. Cette doctrine est formellement admise par les plus célèbres écrivains du moyen âge, clairement énoncée dans les actes de la législation des principaux Etats de l'Europe à cette époque, et professée même par les souverains pontifes auxquels on a reproché d'avoir porté plus loin leurs prétentions, en matière temporelle.

168. — 1° Il est certain que la distinction et les limites respectives des deux puissances sont formellement reconnues par les plus célèbres écrivains du moyen âge. Les bornes qui nous sont prescrites ne nous permettent pas d'entrer ici dans l'examen détaillé de la doctrine de ces

auteurs. Nous remarquerons seulement que Bossuet lui-même ne fait pas difficulté de citer, en faveur de la doctrine de la distinction des deux puissances, l'autorité de saint Pierre Damien, contemporain et ami de Grégoire VII; celle de saint Bernard, qui écrivait un siècle plus tard, et celle de Hugues de Saint-Victor, contemporain de saint Bernard¹. On peut ajouter à ces auteurs Geoffroi de Vendôme²; Jean de Sarisbury, évêque de Chartres³; saint Thomas de Cantorbéry⁴, Pierre de Blois⁵, Gervais de Tilbury⁶, et plusieurs autres qu'il serait trop long de citer. Pour peu qu'on examine attentivement le langage de ces auteurs, on verra que leur doctrine sur la subordination des deux puissances n'empêche pas

¹ Bossuet, *Def. Declar.* lib. 2, cap. 28 et 29; lib. 3, cap. 15-18.

² Geoffroi de Vendôme, *Opusculo* 40, de *Investituris*, apud *Biblioth. Patrum*, t. xxi.

³ Jean de Sarisbury, *Polycraticus*, lib. 4, cap. 1, 2 et 3, apud *Biblioth. Patrum*, t. xxiii.

⁴ Sanctus Thomas Cantuariensis, *Epist.* lib. 1, ep. 64, 65 et 108.

⁵ Voyez les passages de Pierre de Blois, que nous avons cités plus haut, chap. 1, art. 2, § 1, n° 52.

⁶ Gervais de Tilbury, *Otia imperialia, initio*; apud Leibnitz, *Scriptores rerum Brunswic.* t. 1.

qu'elles ne soient réellement distinctes, par leur nature et leur objet.

169. — 2^o La même doctrine est clairement énoncée ou supposée dans les actes mêmes de la législation des principaux Etats de l'Europe au moyen âge. C'est ce qu'on remarque en particulier sous la seconde race de nos rois, c'est-à-dire à une époque où le pouvoir temporel du clergé était porté au plus haut point en France, par l'opinion générale des princes et des peuples. Le sixième concile de Paris, tenu en 629, adopte, sur ce sujet, la doctrine et les propres expressions du pape Gélase, dont l'exactitude est généralement reconnue. « Nous savons, par la tradition des » saints Pères, dit ce concile ¹, que le corps entier

¹ « Principaliter itaque totius sanctæ Dei Ecclesiæ
 » corpus in duas eximias personas, in sacerdotalem vide-
 » licet et regalem, sicut a sanctis Patribus traditum acce-
 » pimus, divisum esse novimus. De qua re Gelasius, Ro-
 » manæ Sedis venerabilis episcopus, ad Anastasium Im-
 » peratorem ita scribit : Duo sunt quippo, inquit, Imperator
 » auguste, quibus principaliter mundus hic regitur, auctoritas
 » sacrata pontificum, et regalis potestas; in quibus tanto gra-
 » vius pondus est sacerdotum, quanto etiam, pro ipsis regibus
 » hominum, in divino reddituri sunt examine rationem. »
Conc. Paris. vi, lib. 1, cap. 3; apud Labbe, *Conc.* t. vii,
 p. 1599. — *Capitulare* lib. 5, cap. 319; apud Baluzii
Capitularia, t. i, p. 890. — Fleury, *Hist. ecclési.* t. x, liv. 47,
 n^o 24.

» de la sainte Eglise est soumis à deux autorités
 » excellentes, savoir : l'autorité sacerdotale et l'autorité royale. Gélase, vénérable évêque de l'Eglise
 » Romaine, écrivant sur ce sujet à l'empereur
 » Anastase, s'exprime ainsi : *Ce monde, auguste*
Empereur, est gouverné par deux puissances, celle
des pontifes et celle des rois, entre lesquelles celle
des pontifes est d'autant plus grande, qu'ils doivent
rendre compte à Dieu, dans son jugement, pour l'âme
*des rois*¹. » Ce canon du sixième concile de Paris
 est d'autant plus remarquable, qu'il a été depuis

¹ S. Gelasii Papæ *Epistola ad Anastas.* Aug. apud Labbe, *Concil.* t. iv, p. 1182.—Fleury, *Hist. ecclés.* t. vii, liv. 30, n° 31.—Bossuet, *Def. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 33, etc.

Au lieu de ces paroles de Gélase : *Duo quippe sunt, Imperator auguste, quibus principaliter mundus hic regitur*, on lit dans les *Capitulaires* et dans quelques exemplaires du *Concile de Paris* : *Duæ sunt quippe imperatrices augustæ, quibus principaliter mundus hic regitur*. Baluze, dans une note sur ce passage des *Capitulaires*, croit pouvoir attribuer ce changement à la fraude d'un faussaire, qui voulait élever le pouvoir de l'Eglise au-dessus du pouvoir temporel. (Baluze, *ibid.* t. ii, p. 1213.) Cette conjecture nous semble tout à fait gratuite. Nous ne voyons pas en quoi la leçon des *Capitulaires* est plus favorable au pouvoir de l'Eglise que la leçon commune du texte de Gélase. La conjecture de Baluze semble d'autant moins fondée, que la distinction des deux puissances est clairement supposée dans plusieurs autres endroits des *Capitulaires*. Voyez entre autres un *Capitulaire de l'an 800*, apud Baluze,

inséré dans les *Capitulaires*. Il est également à remarquer que ces principes sur la distinction des deux puissances n'étaient pas une vaine spéculation, mais une règle généralement suivie dans la pratique. En effet, Hincmar de Reims, qui écrivait au neuvième siècle, nous apprend que, dans les *assemblées mixtes*, alors si fréquentes, les évêques, d'après l'ancien usage de la nation Française, traitaient séparément les affaires de la religion, et se réunissaient aux seigneurs laïques pour traiter des affaires temporelles¹.

170. — Plusieurs passages du *Droit Germanique*, que nous avons déjà cités², énoncent ou supposent clairement la même doctrine; il y est dit expressément que le jugement séculier est confié à l'Empereur par le Pape; que celui-ci exerce uniquement, p. 330. *Capitular. lib. 7, cap. 390.* — *Capitular. additio secunda, cap. 28, versus finem, et alibi passim.* (*Ibid.* p. 1109, 1152, etc.)

¹ « Cum separati a cæteris essent (optimates, tam clerici quam laici), in eorum manebat potestate, quando simul, vel quando separatim residerent, prout eos tractandæ causæ qualitas docebat, sive de spiritualibus, sive de sæcularibus, seu etiam commixtis. » Hincmar, *Epistola 14* (alias 13), *ad proceres regni*, cap. 35. — Thomassin, *Antienne et nouvelle Discipline*, t. II, liv. 3, chap. 47, n° 1^{re}; chap. 51, n° 12. — De Marca, *De Concordia*, lib. 6, cap. 25, n° 4.

² Voyez plus haut, chap. 1, art. 2, § 1 et 7, n° 45, 90, etc.

ment le jugement ecclésiastique, et que, dans le cas où le jugement ecclésiastique est insuffisant pour contraindre les fidèles à l'obéissance, les princes séculiers doivent l'appuyer par la proscription civile. Ce passage, et plusieurs autres que nous avons rapportés, supposent, il est vrai, que la puissance temporelle est subordonnée à la spirituelle; mais ils supposent en même temps qu'elles sont distinctes l'une de l'autre, soit par leur objet, soit par les moyens de contrainte qu'elles peuvent employer.

171. — La même doctrine est très-bien expliquée dans plusieurs conciles ou assemblées mixtes tenus en Angleterre, aux septième et huitième siècles. Le concile de Bécancelde, assemblé en 694, pour confirmer les immunités des églises et des monastères, défend aux laïques, et aux rois eux-mêmes, d'intervenir, en aucune manière, dans l'élection des abbés et des abbesses, et veut qu'on laisse entièrement à l'évêque la direction et la surveillance de ce choix : « Car, ajoute-t-il, comme » il appartient au Roi d'établir des princes, des » gouverneurs et des ducs séculiers ; de même il » appartient à l'évêque de gouverner les églises, » de choisir et d'établir des abbés, des abbesses, » des prêtres et des diacres¹. » Le concile de Cal-

¹ « Regis sæcularis est principes, præfectos, seu duces

cuth, tenu un siècle plus tard (en 782), n'est pas moins formel sur ce point : « De même, dit-il, » que la dignité des rois est élevée au-dessus de » toutes les autres (dans l'ordre temporel), de même » celle des évêques est élevée au-dessus de toutes » les autres, *en ce qui regarde le culte de Dieu*¹. » Les nombreux conciles tenus en Espagne vers le même temps, et particulièrement ceux de Tolède, qui étaient pour la plupart des *Etats-généraux de la nation*, supposent évidemment les mêmes principes ; car on y voit les évêques régler seuls tout ce qui concerne le gouvernement ecclésiastique ; tandis qu'ils ne règlent les objets temporels que de concert avec les seigneurs laïques, *du consentement et même à la prière du Roi*².

» *sæculares statuere. Metropolitani episcopi est, ecclesias*
 » *Dei regere, gubernare, atque abbates, abbatissas, pres-*
 » *byteros, diaconos eligere, statuere et sanctificare, firmare*
 » *et amovere.* » *Concilium Becaneldense* ; apud Labbe, *Conciliorum* t. vi, p. 1357. — Fleury, *Hist. ecclési.* t. ix, liv. 41, n° 4.

¹ « *Sicut reges omnibus dignitatibus præsent, ita et*
 » *episcopi, in his quæ ad Deum attinent.* » *Concilium Cal-*
chutense, can. 11 ; apud Labbe, *ibid.* p. 1866. Voyez, à
 l'appui de ces principes, Lingard, *Antiquités de l'Eglise*
Anglo-Saxonne, chap. 5, pag. 224, note 2.

² « *Instituendum credimus ut, trium dierum spatiiis*
 » *percurrente jejuniis, de mysterio sanctæ Trinitatis, aliis-*

172. — 3^e Si l'on examine de près la doctrine des souverains pontifes, même de ceux auxquels on a reproché de porter plus loin leurs prétentions en matière temporelle, on verra qu'ils reconnaissent expressément la distinction et les limites respectives des deux puissances, et qu'ils se bornent à soutenir la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, au sens où nous l'avons expliquée. Grégoire VII lui-même professe ouvertement cette doctrine dans plusieurs de ses lettres. Nous remarquerons en particulier celle qu'il écrivit à Herman, évêque de Metz, en réponse aux questions que ce prélat lui avait adressées, sur l'excommunication et la déposition de l'empereur Henri IV. Loin de nier, dans cette lettre, la distinction des deux puissances, Grégoire la reconnaît expressément, et l'explique par le texte déjà cité du pape Gélase. Il soutient seulement, pour justifier sa conduite envers l'Empereur, que la puissance temporelle est subordon-

« que spiritualibus, sive pro moribus sacerdotum corrigendis, nullo sæcularium assistente, inter eos (*sacerdotes, sive episcopos*) habeatur collatio. » *Concilium Tolet.* xvii, cap. 1. — Thomassin, *Ancienne et nouvelle Discipline*, t. II, liv. 3, chap. 47 et 50, n^o 10. — Perez Valiente, *Apparatus Juris publici Hispanici*, tom. II, cap. 6, n^o 31.

née à la spirituelle, et que le saint Siège n'a pas moins le droit de juger des choses temporelles que des spirituelles ¹.

173. — Une décrétale d'Innocent III, insérée dans le *Corps du Droit canonique*, enseigne expressément qu'il n'appartient pas au Pape de juger la conduite ou les différends des princes, en matière féodale, à moins qu'il n'ait acquis ce droit sur eux par un privilège spécial, ou par une coutume contraire; mais qu'il lui appartient de décider sur le péché, parce qu'il peut et qu'il doit exercer, à cet égard, son autorité sur tous les fidèles sans exception ². On remarque la même doctrine dans plusieurs autres lettres du

¹ Grégoire VII, *Epistola* 21, ad Hermannum; *Epistol.* libro 8; apud Labbe, *Concil.* tom. x, pag. 270. — Voyez aussi, lib. 7, epist. 25. — Fleury, dans son *Hist. ecclés.* (tom. xiii, lib. 62, n° 32), analyse la *Lettre à Herman*; mais il ne fait pas entrer dans son analyse la citation du pape Gélase.

² « Non enim intendimus judicare de feudo, cujus ad ipsum (*Regem scilicet Gallie*) spectat judicium, nisi forte juri communi, per speciale privilegium vel contrariam consuetudinem, aliquid sit detractum; sed decernere de peccato, cujus ad nos pertinet sine dubitatione censura, quam in quemlibet exercere possumus et debemus. » *Decretal.* lib. 2, tit. 1, *De Judiciis*, cap. 13.

même pontife ¹, et dans plusieurs autres passages du *Droit canonique* ².

174. — Boniface VIII lui-même, au milieu de ses démêlés avec Philippe le Bel, reconnaissait formellement les mêmes principes. Dans la célèbre constitution *Unam sanctam*, où il porte si loin le pouvoir de l'Eglise et du saint Siège sur les choses temporelles, il déclare « qu'il y a deux glaives, » le spirituel et le temporel, dont le premier doit » être employé par l'Eglise, et le second pour » l'Eglise par la puissance temporelle, de l'agrément du pontife; car le second, dit-il, est soumis au premier, c'est-à-dire, la puissance temporelle à la spirituelle; autrement elles ne » seraient pas bien ordonnées. Or, elles le sont, » puisqu'elles viennent de Dieu. Si donc la puissance temporelle s'égare, elle doit être jugée » par la spirituelle, et la supérieure doit juger » l'inférieure ³. » Dans le concile même où fut

¹ *Gesta Innocentii III*, n^{os} 62 et 63; apud Baluzium, *Epistol. Innocentii III*, tom. 1. — Fleury, *Hist. ecclésiast.* tom. xvi, liv. 75, n^o 14, vers la fin.

² *Gratiani Decretum*, dist. 10, can. 8; dist. 96, can. 6. — *Decretal.* lib. 4, tit. 17, cap. 7.

³ « In Ecclesia ejusque potestate duos esse gladios, spirituales videlicet et temporales, evangelicis dictis instruemur;.... sed is quidem pro Ecclesia, ille vero ab Ecclesia exerendus,.... ad nutum et patientiam sacer-

arrêtée la publication de cette bulle, le Pape, pour répondre au reproche que les Français lui faisaient d'avoir prétendu que le Roi de France devait reconnaître qu'il tenait son temporel du Pape, s'était exprimé ainsi : « Il y a quarante ans que nous » sommes initiés à la science du Droit; et nous » savons qu'il y a deux puissances ordonnées de » Dieu. Comment donc croire qu'une pareille » folie a pu nous entrer dans l'esprit ? Nous protestons donc que nous n'avons eu l'intention » d'usurper, en aucune manière, la juridiction » du Roi; mais le Roi ne peut nier, non plus » qu'aucun fidèle, qu'il ne nous soit soumis à » raison du péché¹. » La doctrine de Boni-

» dotis. Oportet autem gladium esse sub gladio, et temporallem auctoritatem spirituali subjici potestati. Nam » cum dicat Apostolus : Non est potestas nisi a Deo : quæ » autem sunt, a Deo ordinata sunt; non autem ordinata » essent, nisi gladius esset sub gladio, et tanquam inferior reduceretur per alium in supremam..... Ergo si deviat terrena potestas, judicabitur a potestate spirituali, » etc. » *Hist. du Différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel. Preuves*, p. 55.—Fleury, *Hist. ecclés.* t. xix, liv. 90, n° 18. — Fénelon, *De Auctoritate summi Pontif.* cap. 27.

1 « Quadraginta anni sunt quod nos sumus experti in » jure; et scimus quod duæ sunt potestates ordinatæ a » Deo. Quis ergo debet credere vel potest, quod tanta » fatuitas, tanta insipientia sit vel fueris in capite nostro ? » Dicimus quod in nullo volumus usurpare jurisdictionem

face VIII, comme celle de ses prédécesseurs, se réduisait donc à soutenir la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, comme une maxime généralement reconnue, même des souverains qui avaient plus d'intérêt à la contester. On peut douter, il est vrai, de la solidité des arguments que ces pontifes semblent quelquefois vouloir tirer du *Droit divin* et du *Droit naturel*, pour établir cette subordination dans le sens où elle était alors généralement admise; mais il demeure constant qu'ils reconnaissaient toujours la distinction des deux puissances, et qu'ils croyaient pouvoir la concilier avec l'autorité qu'ils s'attribuaient sur les choses temporelles.

175. — Les auteurs qui ont tant reproché au moyen âge l'oubli des vrais principes sur cette matière, se sont principalement fondés sur le *mélange du spirituel et du temporel*, si ordinaire à cette époque, dans les actes de la législation ecclésiastique et civile ¹. Rien en effet n'était alors

« Regis;..... non potest negare Rex, seu quicumque alter
« fidelis, quin sit nobis subjectus, ratione peccati. » *Hist. du Différend. Preuves*, pag. 77, vers la fin. — *Hist. de l'Église Gallicane*, tom. XII, année 1302, pag. 340. — Daniel, *Hist. de France*, tom. V, année 1302, pag. 75.

¹ Fleury, *Hist. ecclési.* tom. XIII, 3^e Discours, n^{os} 9, 10, 18; tom. XIX, 7^e Discours, n^o 5; et *alibi passim*.

si ordinaire que ce mélange. Plusieurs capitulaires de nos rois, et une multitude de conciles tenus en France et ailleurs, pendant toute la suite du moyen âge, ont également pour objet le gouvernement de l'Eglise et celui de l'Etat, le maintien de l'ordre civil et celui de la discipline ecclésiastique¹. Mais ce mélange, singulier au premier abord, n'a rien d'étonnant, si l'on fait attention que les décrets dont il s'agit étaient le résultat du concours et de l'union étroite des deux puissances; qu'ils étaient autorisés par leur consentement exprès ou tacite, et ordinairement publiés dans ces *assemblées mixtes*, alors si fréquentes, qui avaient le double caractère de *conciles* et d'*assemblées politiques*, et où les deux puissances réunies réglaient de concert tout ce qui regardait le bien de l'Eglise et celui de l'Etat. Quelque indépendantes que les deux puissances soient naturellement l'une de l'autre, on conçoit qu'elles peuvent s'unir pour leur intérêt commun, se pro-

¹ Voyez l'analyse des *Capitulaires*, dans l'*Hist. des Auteurs ecclés.* par D. Ceillier, tom. xviii, pag. 380, etc. — On trouve dans les tomes xix et suivants, du même ouvrage, l'analyse des *Conciles* du moyen âge. Ces analyses sont répandues dans les tomes ix, x et suivants de l'*Hist. ecclés.* de Fleury, et dans les tomes iv, v et suivants de l'*Hist. de l'Eglise Gallicane*.

téger mutuellement comme deux puissances amies, et se faire l'une à l'autre des concessions, en vertu desquelles chacune des deux puissances pourra faire des réglemens qui ne seraient pas naturellement de sa compétence. C'est d'après ces principes, que les auteurs même les plus attachés à la doctrine de l'indépendance réciproque des deux puissances, expliquent le mélange si fréquent du spirituel et du temporel, dans les actes de la législation ecclésiastique et civile, sous les empereurs chrétiens ¹. Mais il est aisé de voir que cette explication doit s'appliquer, à plus forte raison, aux actes de la législation des Etats chrétiens de l'Europe, au moyen âge, où l'union des deux puissances était beaucoup plus étroite qu'elle n'avait jamais été sous les empereurs chrétiens. C'est ce que Fleury lui-même n'a pu s'empêcher de reconnaître en plusieurs endroits de son *Histoire ecclésiastique* : « Depuis l'établissement de la domination » des Barbares en Occident, dit-il, les seigneuries

¹ Bossuet, *Défens. Declar.* lib. 4, cap. 5, *passim*. — Fleury, *Hist. ecclés.* tom. xix, 7^e Discours, n° 4. — Pierre Lemerre, *Mémoires du Clergé*, tom. vii, pag. 397. — Domat, *Traité des Lois*, chap. 10, n° 11, etc. — Idem, *Droit public*, liv. 1, tit. 19. — Pey, *De l'Autorité des deux Puissances*, tom. iv, chap. 3, § 2.

» temporelles devinrent aux évêques une grande
 » source de distractions. Les seigneurs avaient
 » beaucoup de part aux affaires d'Etat, qui se
 » traitaient, ou dans des assemblées générales,
 » ou dans les conseils particuliers des princes;
 » et les évêques, comme lettrés, y étaient plus utiles
 » que les autres seigneurs..... Ces assemblées étaient
 » essentiellement parlements, et conciles par occasion,
 » pour profiter de la rencontre de tant d'évêques
 » ensemble. Le principal objet était donc le tempo-
 » rel, ou les affaires d'Etat; et les évêques ne pou-
 » vaient se dispenser d'y prendre part, étant convo-
 » qués, pour cet effet, comme les autres seigneurs.
 » De là vint ce mélange du spirituel et du temporel,
 » si pernicieux à la religion ¹..... Les derniers con-
 » ciles d'Espagne, sous les Goths, dit ailleurs le
 » même écrivain, et tous ceux de France sous la
 » seconde race, étaient des assemblées mixtes, où
 » assistaient les grands de l'Etat; ainsi il ne faut
 » pas s'étonner si les laïques semblent y ordon-
 » ner sur le spirituel, et les ecclésiastiques sur
 » le temporel; mais ce mélange a produit dans
 » la suite de mauvais effets ². » Il ne s'agit point

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, 3^e Discours, n° 9. Voyez aussi tom. XIX, 7^e Discours, n° 4.

² Fleury, *Nouveaux Opuscules*, pag. 193.

ici d'examiner quels ont été les résultats de ce mélange ; nous croyons avoir montré ailleurs qu'il n'a pas été aussi pernicieux que Fleury le suppose¹. Il suffit en ce moment de remarquer que, de son aveu, la présence des évêques dans les assemblées politiques était alors *plus utile que celle des autres seigneurs* ; et que le *mélange du spirituel et du temporel*, dans leurs décrets, s'explique naturellement par le concours des deux puissances.

176. — En vain prétendrait-on, après cela, prouver l'oubli des vrais principes, sur cette matière, par les entreprises réciproques des deux puissances, qui occasionnèrent quelquefois entre elles de si funestes divisions. On a vu de tout temps de semblables entreprises, même dans les siècles les plus éclairés, et où les vrais principes sur la distinction et l'indépendance réciproque des deux puissances étaient mieux connus. On a vu des empereurs chrétiens, dans les plus beaux siècles de l'Eglise, publier, malgré ses réclamations, des réglemens sur les matières ecclésiastiques, et même sur la doctrine, pour favoriser les hérésies.

¹ Voyez plus haut, chap. 2, art. 1, § 2. Voyez aussi le § 3 du chapitre suivant.

sies ¹. On a vu dans le dernier siècle, et on voit encore de nos jours, des souverains et des magistrats s'attribuer le droit de régler ce qu'il y a de plus spirituel dans la religion. Les innovations de Joseph II en Allemagne, les prétentions des parlements et la *Constitution civile du clergé* en France, offrent, en ce genre, des exemples assez remarquables. Tout ce qu'on peut conclure de ces abus, c'est que, de tout temps, on a vu des souverains, comme de simples particuliers, contredire, dans la pratique, les principes qu'ils n'osaient contester en spéculation, et même ceux dont ils faisaient ouvertement profession.

177. — Concluons de ces observations : 1^o que les erreurs du moyen âge, sur le sujet qui nous occupe, ne sont pas, à beaucoup près, aussi considérables qu'on l'a souvent prétendu ; 2^o qu'on ne peut tirer de ces erreurs aucune difficulté contre l'autorité de l'Eglise et du saint Siège, en matière de doctrine ; 3^o enfin, que dans le temps même où l'on employait, avec plus de confiance,

¹ Rien n'est plus célèbre, dans l'histoire de l'Eglise, que les troubles occasionnés par les édits de Constance en faveur des Ariens, l'*Hénotique* de Zénon en faveur des Eutychiens, l'*Ecthèse* d'Héraclius, le *Type* de Constant en faveur des Ménothélites, etc.

en faveur du pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège, des raisonnements sujets à contestation, ce pouvoir était déjà établi sur le plus solide fondement, c'est-à-dire, sur *le Droit public alors en vigueur*, et universellement reconnu des princes et des peuples. Tout ce qu'on peut conclure des erreurs du moyen âge sur ce point, c'est qu'alors, comme dans tous les temps, on a fait quelquefois de mauvais raisonnements, pour établir une vérité d'ailleurs incontestable.



CHAPITRE III.

RÉSULTATS DU DROIT PUBLIC DONT IL S'AGIT.

- 178.—Inconvénients prétendus de ce *Droit public*.
179.—Ces inconvénients visiblement exagérés par plusieurs auteurs.
180.—Ces inconvénients doivent être bien plus imputés à la puissance temporelle qu'à la spirituelle.
181.—Caractère de l'empereur Henri IV, déposé par Grégoire VII.
182.—La conduite de ce pontife et de ses successeurs envers les princes, justifiée par Senckenberg.
183.—Les prétendus inconvénients du *Droit public* dont il s'agit, bien compensés par ses avantages.
184.—Autorités à l'appui de cette assertion : l'abbé Pluquet.
185.—M. Raoul Rochette.
186.—M. Ancillon.
187.—M. Coquerel.
188.—M. Voigt.

178. — On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, des inconvénients de cette prodigieuse autorité que les maximes du moyen âge attribuaient à la puissance spirituelle. On a prétendu que ces maximes avaient été une source féconde de désordres; qu'en obscurcissant les vrais principes sur la distinction et les limites

respectives des deux puissances, elles avaient occasionné entre elles cette lutte violente et opiniâtre, dont les suites ont été si funestes au bien de la religion et au repos des Etats ¹.

Nous sommes bien éloignés de prétendre que les maximes dont il s'agit n'aient eu aucun inconvénient. Tel est, ici-bas, le sort des meilleures institutions, d'être l'occasion ou le prétexte de bien des abus. Mais nous croyons pouvoir avancer avec confiance : 1° que ceux dont il est ici question, ont été visiblement exagérés par un grand nombre d'auteurs modernes; 2° que la plupart de ces abus doivent être bien plus imputés à la puissance temporelle qu'à la spirituelle; 3° qu'ils ont été bien compensés par les avantages que la religion et la société ont retirés de cette grande autorité dont la puissance spirituelle a été si longtemps investie.

479. — 1. Il est certain que ces abus ont été visiblement exagérés par un grand nombre d'auteurs modernes. A entendre ces auteurs, le prin-

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* tom. XIII, 3^e Discours, n° 9, 10, 18; tom. XIX, 7^e Discours, n° 5; et *alibi passim*. — Ferrand, *Esprit de l'Histoire*, lettres 35, 41, 42, etc. — Hallam, *L'Europe au moyen âge*, tom. III, pag. 339, etc. — *Annales du moyen âge*, tom. IV, pag. 225; tom. V, pag. 462-464; et *alibi passim*.

cipe de la distinction des deux puissances était tombé, pendant le moyen âge, et principalement depuis Grégoire VII, dans un entier oubli; on ignorait absolument leurs limites respectives; elles empiétaient continuellement l'une sur l'autre; et le chef de l'Eglise était érigé en monarque universel dont tous les autres dépendaient ¹.

Nous avouerons sans peine, que, dans ces anciens temps, on a souvent porté beaucoup trop loin le pouvoir temporel de l'Eglise; et qu'en voulant établir ce pouvoir par le *Droit divin* et par le *Droit naturel*, on a mis en avant des principes difficiles à concilier avec ceux de l'antiquité, sur la distinction et l'indépendance mutuelle des deux puissances ². Il est vrai que, dans les principes de l'antiquité, la puissance temporelle est subordonnée à la spirituelle, même de *Droit divin* et de *Droit naturel*, en ce sens que la seconde est plus excellente que la première, et que celle-ci est chargée d'*éclairer et de diriger la conscience des princes et des peuples*, en matière temporelle aussi bien qu'en toute autre matière ³. Mais il ne paraît pas que,

¹ Voyez les auteurs cités dans la note précédente.

² Voyez les auteurs cités plus haut, chap. 2, art. 3, n^{os} 160 et 163, notes.

³ Voyez à ce sujet les observations que nous avons

dans ces premiers temps, on ait reconnu la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, en ce sens que les princes et les magistrats séculiers puissent être dépouillés, par l'Eglise, de leurs dignités et de leurs droits temporels. Ce n'est que dans le moyen âge qu'on a essayé d'établir par le *Droit divin* et par le *Droit naturel* cette subordination, alors autorisée par le *Droit commun* de tous les Etats catholiques de l'Europe.

Mais quelles qu'aient pu être sur ce point les erreurs du moyen âge, il résulte clairement des observations que nous avons faites sur ce sujet, dans le chapitre précédent (art. 3), que ces erreurs ont été visiblement exagérées par un grand nombre d'auteurs modernes. Il résulte en effet, des témoignages et des faits que nous avons rapportés, que, dans le temps même où l'on a porté plus loin le pouvoir temporel de l'Eglise et du saint Siège, le principe de la distinction des deux puissances était universellement professé; que leurs limites naturelles étaient également reconnues;

faites dans le chap. 2, art. 3, n° 162, pag. 144. Voyez aussi le développement de la doctrine du pape Gélase, dans l'ouvrage de Bossuet, *Défens. Declar.* lib. 1, sect. 2, cap. 33, etc.

enfin que les erreurs du moyen âge, en cette matière, étaient purement spéculatives, et se bornaient à quelques mauvais raisonnements, employés à l'appui d'un pouvoir d'ailleurs incontestable, et déjà établi sur les plus solides fondements.

180. — II. Il est également certain que les inconvénients qui ont pu résulter des maximes du moyen âge, sur ce sujet, doivent être bien plus imputés à la puissance temporelle qu'à la spirituelle. En effet, le principal de ces inconvénients consiste sans doute dans la lutte déplorable que ces maximes occasionnèrent quelquefois entre les deux puissances, particulièrement entre les papes et les empereurs d'Allemagne. Mais à qui doit-on imputer cette lutte si fâcheuse, et tous les troubles qui en furent la suite ? Qu'on en juge par le caractère et la conduite des souverains contre lesquels le saint Siège a fait usage du pouvoir extraordinaire que lui attribuaient les maximes dont il s'agit. C'étaient des princes coupables des excès les plus notoires, et les plus funestes au bien de la religion et des Etats ; c'étaient des princes concubinaires, simoniaques, parjures, oppresseurs des peuples, et persévérant opiniâtrement dans leurs désordres, malgré les avis et les remontrances réitérées du saint Siège. Tel est le

caractère que tous les historiens s'accordent à tracer de l'empereur Henri IV, déposé par Grégoire VII, de l'empereur Frédéric II, déposé par Innocent IV, et de la plupart des autres souverains qui ont été l'objet de pareilles sentences.

184. — Qu'on se rappelle en particulier le caractère de l'empereur Henri IV, tel que l'ont décrit, d'après les auteurs du temps, les écrivains modernes les moins suspects de partialité envers le saint Siège. « Le roi d'Allemagne, dit Fleury, » était déjà, à l'âge de dix-huit ans, un des plus » méchants de tous les hommes. Il avait deux ou » trois concubines à la fois; et de plus, quand il » entendait parler de la beauté de quelque fille » ou de quelque jeune femme, si on ne pouvait la » séduire, il se la faisait amener par violence. » Quelquefois il allait lui-même les chercher la » nuit, et il exposa sa vie en de telles occasions.... » Ces crimes l'engagèrent à plusieurs homicides, » pour se défaire des maris dont les femmes lui » plaisaient. Il devint cruel, même à ses plus » confidants. Les complices de ses crimes lui devenaient suspects; et il suffisait, pour les perdre, qu'ils témoignassent, d'une parole ou d'un » geste, désapprouver ses desseins..... Il donnait » les évêchés à ceux qui lui donnaient le plus

» d'argent, ou qui savaient le mieux flatter ses
 » vices; et, après avoir ainsi vendu un évêché, si
 » un autre lui en donnait plus ou louait plus ses
 » crimes, il faisait déposer le premier comme si-
 » moniaque, et ordonner l'autre à sa place; d'où
 » il arrivait que plusieurs villes avaient deux évê-
 » ques à la fois, tous deux indignes ¹. » Faut-il
 s'étonner que de pareils excès aient enflammé le
 zèle de Grégoire VII, et qu'il se soit armé d'une
 juste sévérité contre Henri, après avoir inutile-
 ment épuisé tous les moyens de douceur pour le
 ramener de ses désordres? Et bien loin de méri-
 ter les reproches injurieux qu'on lui a souvent
 prodigués à cette occasion, n'est-il pas évident
 qu'en procédant comme il fit contre l'Empereur,
 il ne fit que remplir un devoir de conscience?
 C'est ainsi qu'il se justifie lui-même, dans plu-
 sieurs de ses lettres, et particulièrement dans celle
 qu'il écrivit à l'archevêque de Mayence, qui lui
 avait représenté les dangers auxquels il s'exposait
 par une trop grande sévérité : « Vous m'apportez

¹ Fleury, *Hist. ecclés.* t. xiii, liv. 61, n° 31. — Ce por-
 trait de l'empereur Henri IV est très-conforme à celui
 que Voigt en a tracé, de nos jours, dans *l'Histoire de Gré-
 goire VII*. Voyez en particulier t. 1^{re}, p. 161, 194; et *alibi*
passim.

» dans vos lettres, lui dit-il, bien des raisons qui
» peuvent paraître de quelque valeur au jugement
» des hommes, et qui ne me sembleraient pas à
» mépriser, si elles pouvaient m'excuser au juge-
» ment de Dieu.... Mais si nous considérons com-
» bien les jugements de Dieu sont différents de
» ceux des hommes, nous ne trouvons presque
» rien qui puisse nous excuser de négliger le sa-
» lut des âmes, sous prétexte des dangers qui
» nous menacent.... Car le mercenaire diffère du
» pasteur en ce que le premier, aux approches
» du loup, craint plus pour lui-même que pour
» ses brebis, et, s'embarrassant peu de la disper-
» sion et du massacre de son troupeau, l'aban-
» donne et s'enfuit; tandis que le pasteur qui
» aime ses brebis, ne les abandonne pas à l'ap-
» proche du danger, et ne balance pas à exposer
» sa vie pour elles.... Si nous gardons le silence
» en voyant pécher nos frères, et si, les voyant
» errer, nous ne tâchons de les ramener, par nos
» avis, dans le bon chemin, ne péchons-nous pas
» nous-mêmes et n'imitons-nous pas leurs égare-
» ments? Ne sommes-nous pas coupables des
» fautes que nous négligeons de corriger ¹ ? »

¹ Grég. VII, *Epistol.* lib. 3, epist. 4.

182. — Les bornes qui nous sont prescrites ne nous permettent pas d'examiner ici en détail la conduite des successeurs de Grégoire VII qui ont imité sa fermeté à l'égard des souverains. Nous remarquerons seulement, avec un célèbre juriconsulte Protestant du dernier siècle, qu'on peut les justifier par de semblables motifs. « On peut » assurer à bon droit, dit Senckenberg, qu'il n'y » a pas, dans l'histoire, *un seul exemple* d'un Pape » qui ait procédé contre les souverains qui, se » contenant dans leurs droits, ne songeaient point » à les outre-passer ¹ » Peut-on blâmer les papes d'avoir attaqué avec vigueur de semblables désordres, et d'avoir fait usage pour cela du pouvoir que leur attribuaient les *maximes* et le *Droit public* de leur siècle? Ne doit-on pas plutôt admirer leur courage et leur fermeté inébranlables, dans cette

¹ « Jure affirmari poterit, *ne exemplum quidem esse*, in » omni rerum memoria, ubi pontifex processerit *adversus* » eos qui, juribus suis intenti, ultra limites vagari in api- » nam non induxerunt suum. » Senckenberg, *Methodus Jurisprud. additione 4, de Libert. Ecclesia German.* § 3. — Voyez, à l'appui de ces réflexions, de Montalembert, *Hist. de sainte Élisabeth de Hongrie*, Introd. p. xxxvj, etc. Voyez aussi les détails que nous avons donnés plus haut (chap. 1, art. 2, § 1, n^{os} 51 et 54; chap. 2, art. 1, § 2, n^o 136) sur la conduite de Philippe I^{er}, roi de France, et de Frédéric Barberousse, empereur d'Allemagne.

lutte qu'ils ont si longtemps soutenue pour l'intérêt de la religion et de la société ?

183. — III. Enfin on peut avancer avec confiance, que les inconvénients qui ont pu résulter des maximes du moyen âge, sur le sujet dont nous parlons, ont été bien compensés par les avantages que la religion et la société ont retirés de ces maximes. L'unité de la religion maintenue dans les Etats, le schisme et l'hérésie prévenus ou réprimés, l'indépendance rendue à l'Eglise dans le choix de ses ministres, et principalement dans l'élection des évêques et du souverain pontife lui-même, l'anarchie et le despotisme réprimés dans tous les Etats de l'Europe ; tels ont été les principaux résultats de ce grand pouvoir temporel, dont le saint Siége a été si longtemps investi ; résultats si manifestes, qu'ils sont aujourd'hui généralement reconnus, même par les auteurs les plus opposés aux maximes du moyen âge sur ce sujet, et par des auteurs Protestants, que leurs préjugés contre le saint Siége et contre l'Eglise catholique devaient naturellement porter à blâmer hautement ces maximes.

184. — Le développement des importantes questions que nous avons examinées dans les chapitres précédents, nous a déjà donné lieu de

citer, à l'appui de ces assertions, plusieurs témoignages remarquables ¹. Nous en ajouterons ici quelques-uns, qui ne sont pas moins dignes d'attention ².

Voici comment s'exprime, à ce sujet, l'auteur du *Dictionnaire des Hérésies*, généralement estimé pour son érudition et pour la justesse de ses vues : « On vit sur le siège de saint Pierre (dans la personne de Grégoire VII) un pontife d'une vertu et d'une fermeté extraordinaires, qui osa attaquer les désordres et le dérèglement dans la personne même des souverains. Grégoire VII jugea que les malheurs de l'Europe avaient leur

¹ Voyez plus haut, chap. 1, art. 1; chap. 2, art 1, § 2.

² Il serait aisé de multiplier bien davantage les citations sur cette matière. Nous nous bornerons à indiquer les auteurs suivants : *Entretiens sur la réunion des différentes communions chrétiennes*, par le baron de Starck, p. 396, etc. — Feller, *Catéchisme philos.* n° 510. — Bernardi, *De l'Origine et des Progrès de la Législation Française*, liv. 5, chap. 3, — Frayssinous, *Les Vrais principes de l'Église Gallic.* 2^e édit. p. 64, etc. — Jondot, *Tableau hist. des nations*, t. III, p. 296, etc. — De Saint-Victor, *Tableau hist. et pittor. de Paris*, édit. in-8, t. II, p. 593-597. — Châteaubriand, *Génie du Christian.* 4^e partie, chap. 11. — De Maistre, *Du Pape*, liv. 2. — Jager, *Introduction à l'Histoire de Grégoire VII*, p. xcviij, etc. — Lefranc, *Hist. du moyen âge*, liv. 4, chap. 6, § 1, vers la fin. — De Montalembert, *Hist. de sainte Élisabeth de Hongrie*, Introduction, p. xix-xxxv.

» source principalement dans la corruption des
» mœurs, dans les passions effrénées, dans l'abus
» de la puissance. Il forma le projet de soumettre
» cette puissance aux lois du christianisme, au
» chef visible de l'Eglise ; de combattre les pas-
» sions par les motifs les plus puissants qui puis-
» sent agir sur un chrétien, la crainte de l'enfer,
» la séparation d'avec l'Eglise, l'excommunication
» accompagnée de tout ce qui pouvait la rendre
» terrible. La pureté du motif qui l'animait, sa
» vertu même, ne lui permirent pas de prévoir que
» le chef de l'Eglise pût abuser du pouvoir im-
» mense dont il jetait les fondements : il ne vit
» dans ce pouvoir qu'un remède aux malheurs qui
» désolaient l'Europe..... Les papes (ses succes-
» seurs) s'opposèrent comme lui aux désordres,
» rappelèrent les souverains à la paix, et tâchèrent
» de tourner contre les usurpateurs, contre les
» oppresseurs des peuples, contre les infidèles, la
» passion alors si générale pour les armes et pour
» la guerre. C'est donc une injustice d'attribuer à
» l'ambition ou à l'avidité, les efforts que firent
» les papes pour étendre leur puissance, et pour
» resserrer celle des princes temporels. Leibnitz,
» qui avait étudié l'histoire en philosophe et en
» politique, et qui connaissait mieux que per-

» sonne l'état de l'Occident pendant ces siècles de
» désordre, reconnaît que cette puissance des
» papes a souvent épargné de grands maux..., et
» qu'il eût été à propos, pour le bien de la chré-
» tienté, qu'ils la conservassent ¹. »

185. — M. Raoul Rochette, un des membres les plus distingués de l'*Académie des inscriptions et belles-lettres*, s'exprime, à ce sujet, avec un ton de sagesse et de modération, bien capable d'en inspirer à tant d'écrivains de nos jours, qui, avec beaucoup moins de connaissances et d'érudition, se permettent des jugements si hardis et si tranchants sur la conduite des papes du moyen âge. « C'est un fait, dit-il, qui résultera de mes
» recherches, et que je crois pouvoir proclamer
» d'avance hautement, que, pendant la longue
» durée du moyen âge, l'influence des papes fut
» généralement plus utile que funeste à l'Europe,
» et que, tout pesé dans une exacte balance, la
» société dut plus de vertus et de bienfaits à la
» puissance pontificale, qu'elle n'en reçut de vices
» et de malheurs. Mais afin de rendre cette pro-
» position vraisemblable, même aux esprits les
» plus prévenus, je me hâte d'ajouter qu'il fallait

¹ Pluquet, *Dict. des hérésies*, *Disc. prélim.* onzième et douzième siècles, p. 232, 241, etc.

« un état de civilisation, ou, si l'on veut, de barbarie, précisément semblable à celui du moyen âge, pour que l'autorité des papes obtînt des résultats aussi favorables ¹. »

186. — Un auteur Protestant du dernier siècle s'exprime encore plus fortement sur ce point, dans un ouvrage qui lui a mérité un rang distingué parmi les historiens et les publicistes : « Dans le moyen âge, dit M. Ancillon, où il n'y avait point d'ordre social, la papauté seule sauva peut-être l'Europe d'une entière barbarie. Elle créa des rapports entre les nations les plus éloignées; elle fut un centre commun, un point de ralliement pour les Etats isolés..... Ce fut un tribunal suprême, élevé au milieu de l'anarchie universelle, et dont les arrêts furent quelquefois aussi respectables que respectés : elle prévint et arrêta le despotisme des empereurs, remplaça le défaut d'équilibre, et diminua les inconvénients du régime féodal ². »

¹ Raoul Rochette, *Discours sur les heureux effets de la puissance pontificale au moyen âge*; Paris, 1818, in-8°, p. 10. Remarquez aussi les p. 15, 28 - 30. Voyez le compte rendu de ce *Discours* dans l'*Ami de la Religion*, t. xv, p. 273.

² Ancillon, *Tableau des révolutions du système politique de l'Europe*, t. 1, *Introduction*, p. 133 et 157.

187. — « Le pouvoir papal, dit un écrivain plus récent, de la même communion, en disposant des couronnes, empêchait le despotisme de devenir atroce; aussi dans ces temps de ténèbres, ne voyons-nous aucun exemple de tyrannie comparable à celle des Domitien à Rome. Un Tibère était impossible; Rome l'eût écrasé. Les grands despotismes arrivent, quand les rois se persuadent qu'il n'y a rien au-dessus d'eux; c'est alors que l'ivresse d'un pouvoir illimité enfante les plus atroces forfaits ¹. »

188. — Nous terminerons cette liste de témoignages par celui d'un écrivain Protestant, qui paraît avoir étudié avec une application particulière l'histoire de Grégoire VII et de son siècle, d'après les meilleures sources, et que ses profondes études ont conduit à juger ce pontife avec une modération qu'on regrette de ne pas trouver dans un grand nombre d'auteurs catholiques. Voici le jugement que M. Voigt, professeur à l'Université de Hall, porte du caractère et de la conduite de Grégoire VII, dans la conclusion de son *Histoire* : « Il est impossible, dit-il, de porter sur ce pontife un jugement qui réunisse tous les suffrages. Sa grande idée, et il n'en avait

¹ Coquerel, *Essai sur l'Histoire du Christianisme*, p. 75.

» qu'une seule, était l'indépendance de l'Eglise.
» C'est autour de ce point que venaient se
» grouper, comme autant de rayons lumineux,
» toutes ses pensées, tous ses écrits et toutes ses
» actions. C'est dans cette idée qu'il puisait son
» activité prodigieuse : cette idée est comme l'a-
» brégé de sa vie, et l'âme de toutes ses opéra-
» tions. Le pouvoir politique tend naturellement
» à être un ; ainsi Grégoire voulut procurer à l'E-
» glise une parfaite unité, en l'élevant au-dessus
» de tout autre pouvoir..... Arriver à ce point, le
» consolider, le faire dominer dans tous les siècles
» et dans tous les pays ; tel était le but constant
» des efforts de Grégoire, et, selon son intime
» conviction, le devoir de sa charge..... En sup-
» posant qu'il ait eu, comme l'ancienne Rome,
» l'idée de dominer sur tous les peuples, oserait-
» on blâmer les moyens qu'il a employés, surtout
» quand on considère *qu'ils étaient dans l'intérêt des*
» *peuples ?*..... Pour bien juger ses actes, il faut
» considérer son but et ses intentions ; il faut
» examiner *ce qui était nécessaire de son temps*. Sans
» doute une généreuse indignation s'empare de
» l'Allemand, quand il voit (Henri IV) son Empe-
» reur humilié à Canosse ; ou du Français, quand
» il entend les sévères leçons données à son Roi

» (Philippe I^{er}) ¹. Mais l'historien, qui embrasse
 » les événements sous un point de vue général,
 » s'élève au-dessus de l'horizon étroit de l'Alle-
 » mand ou du Français, et trouve fort juste ce qui a
 » été fait, quoique les autres le blâment.... Les
 » ennemis mêmes de Grégoire sont obligés de con-
 » venir que l'idée dominante de ce pontife, l'indépen-
 » dance de l'Eglise, était indispensable pour le bien
 » de la religion et pour la réforme de la société; et
 » que pour cet effet, il fallait rompre tous les liens
 » qui jusqu'alors avaient enchaîné l'Eglise à l'Etat,
 » au grand détriment de la religion..... Il est dif-
 » ficile de donner au génie de Grégoire VII des
 » éloges exagérés; car il a jété partout les fonde-
 » ments d'une gloire solide; et chacun doit vou-
 » loir qu'on rende justice à qui elle est due.
 » Qu'on ne jette donc point la pierre à celui qui
 » est innocent; qu'on respecte et qu'on honore
 » un homme qui a travaillé pour son siècle, selon
 » des vues si grandes et si généreuses ². »

¹ Voyez à ce sujet les observations que nous avons faites plus haut, n° 180, etc.

² Voigt, *Histoire de Grégoire VII*, tom. II, Conclusion, p. 456, etc.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PREFACE.	v
INTRODUCTION.	1
1.—Prérogatives et pouvoir temporel du clergé au moyen âge.	<i>ib.</i>
2.—Pouvoir temporel du souverain pontife; avantages qu'il procure à la société.	3
3.—Décadence de ce pouvoir: reproches faits au clergé, à cette occasion.	4
4.—Opinions diverses des auteurs modernes sur ce point.	6
5.—Objet de cet ouvrage.	8
6.—Importance de cet objet.	9
7.—Plan de cet ouvrage; trois questions principales à examiner.	10

CHAPITRE PREMIER.

RÉALITÉ DU *Droit public de l'Europe au moyen âge* SUR LA SUBORDINATION DE LA PUISSANCE TEMPORELLE A LA PUISSANCE SPIRITUELLE.

8.—Comment se connaît <i>le Droit public ou privé</i> d'une société quelconque,	12
9.—Application des principes reçus, en cette matière, au <i>Droit public du moyen âge</i> sur la question présente,	14

ARTICLE PREMIER :

TÉMOIGNAGES ET AVEUX REMARQUABLES DES AUTEURS
MODERNES SUR LA QUESTION PRÉSENTE.

	Pages.
<u>10.—Témoignages nombreux et non suspects, sur cette matière.</u>	18
11.—Le sentiment de Fénelon particulièrement digne d'attention.	<i>ib.</i>
<u>12.—Comment il explique la déposition de Childeric, et celle de Louis le Débonnaire,</u>	19
<u>13.—Usages et maximes du moyen âge sur la déposition des princes.</u>	20
<u>14.—Pouvoir directif de l'Eglise et du Pape sur les souverains.</u>	23
<u>15.—La conduite des papes envers les souverains, au moyen âge, expliquée par ces principes.</u>	25
<u>16.—Sentiments de Bossuet, sur ce point, conformes à ceux de Fénelon.</u>	26
<u>17.—Le pouvoir directif de l'Eglise et du Pape admis par Bossuet.</u>	27
18.—Le droit de suzeraineté du saint Siège sur plusieurs États, et ses droits particuliers sur l'Empire, également reconnus par Bossuet.	32
19.—Le sentiment de Fénelon sur le <i>Droit public du moyen âge</i> , relativement à la déposition des princes temporels, ouvertement favorisé par Bossuet.	34
20.—Importance de ces aveux.	39
21.—Aveux non moins remarquables de l'abbé Fleury.	40
22.—Sentiment du docteur Lingard.	43
23.—Sentiment de M. Michaud.	45
24.—Sentiment des docteurs de Louvain.	47
25.—Aveux remarquables de plusieurs auteurs Protestants.	50
26.—Leibnitz.	51
27.—Pfeffel.	55

28.—Fréd. Eichorn.	57
29.—Réflexions sur ces témoignages.	60
30.—Aveux remarquables de Voltaire.	61
31.—Bolyngbroke.	62
32.—Conséquences qui résultent de ces témoignages.	63
33.—La coutume, même fondée sur une erreur, peut introduire une loi.	64

ARTICLE II.

EXPOSITION DES FAITS QUI ÉTABLISSENT *le Droit public*
DONT IL S'AGIT.

34.—Objet de ce second article.	65
---------------------------------	----

§ 1^{er}.—*Droit public de l'Europe, au moyen âge, sur les effets temporels de l'excommunication.*

35.—Effets temporels de l'excommunication, dès l'origine du christianisme.	69
36.—Confirmation des lois divines et ecclésiastiques par l'autorité des princes, depuis la conversion de Constantin.	71
37.—Effets temporels de la pénitence publique, depuis le quatrième siècle.	72
38.—Semblables effets attachés à l'excommunication, depuis la décadence de la pénitence publique.	73
39.—Exemples remarquables de cette discipline, en France, depuis le sixième siècle.	74
40.—La même discipline s'établit insensiblement dans les autres États de l'Europe.	77
41.—Concours des souverains dans l'établissement de cette discipline.	78
42.—Rigueur de cette discipline avant Grégoire VII.	79
43.—Cette rigueur tempérée par Grégoire VII.	81
44.—La privation de toute dignité, même temporelle, attachée à l'excommunication.	82
45.—Cette discipline longtemps autorisé par le Droit commun de l'Europe ; Droit Germauique.	83

	Page.
46.—Lois Anglaises.	86
47.—L'ancien usage de la France conforme, sur ce point, à celui des autres États.	87
48.—Ordonnance de saint Louis sur ce point.	89
49.—Circonstances favorables à l'établissement de cette discipline.	91
50.—Conséquences de cette discipline par rapport aux souverains.	ib.
51.—Ces conséquences reconnues en Angleterre, au douzième siècle.	93
52.—Témoignages remarquables à ce sujet.	97
53.—Les mêmes conséquences reconnues en France, sous la seconde race de nos rois, et au commencement de la troisième.	99
54.—Preuve de ce fait, par la conduite de Grégoire VII envers le roi de France, Philippe I ^{er} .	100
55.—Le même fait prouvé par la conduite du pape Urbain II.	104
56.—Le même fait prouvé par le témoignage d'Ives de Chartres.	107
57.—Examen de quelques difficultés qu'on oppose à ce témoignage.	110
58.—Le <i>Droit public</i> dont il s'agit, reconnu en France longtemps après Philippe I ^{er} .	112
59.—Difficulté contre ce <i>Droit public</i> , tirée de la conduite de quelques souverains.	ib.
60.—Cette difficulté résolue par quelques observations générales.	113
61.—Les exemples de Philippe I ^{er} et de Frédéric Barberousse ne prouvent rien contre le <i>Droit public</i> dont il s'agit.	116
§ II. — <i>Droit public de l'Europe, au moyen âge, sur les effets temporels de l'hérésie.</i>	
62.—Les effets temporels de l'hérésie naturellement amenés par ceux de l'excommunication.	121

63.—Effets temporels de l'hérésie établis par le <i>Droit Romain</i> .	122
64.—La peine de déposition décernée contre les princes hérétiques par le <i>Droit commun</i> de l'Europe catholique, au moyen âge.	124
65.—Preuves de ce <i>Droit commun</i> par le troisième concile général de Latran.	126
66.—Autre preuve, tirée du quatrième concile général de Latran.	129
67.—Concours des deux puissances dans la publication de ces décrets.	132
68.—Ces décrets confirmés par les ordonnances des princes, et par divers conciles ou assemblées mixtes.	134

§ III. — *Droit public de la France, sur la subordination de la puissance temporelle envers la spirituelle, sous la première et la seconde race de nos rois.*

69.—Témoignage remarquable de saint Grégoire le Grand, sur ce point.	<i>ib.</i>
70.—L'authenticité de ce témoignage contestée mal à propos par plusieurs critiques.	138
71.—Diverses explications données à ce passage.	139
72.—La difficulté levée par le consentement des princes Français au décret de saint Grégoire.	141
73.—Les monarques Français généralement regardés comme <i>justiciables du concile</i> , sous la seconde race de nos rois.	143
74.—Ce fait expressément reconnu par nos plus célèbres historiens.	146
75.—Cette persuasion générale n'était point une erreur.	147
76.—On ne saurait prouver que cette persuasion ait été introduite par la politique de Pepin et de ses successeurs.	151

§ IV. — *Droit public de l'Espagne pendant le sixième siècle.*

- 77.—Conditions apposées à l'élection des rois d'Espagne, dans le sixième concile de Tolède. 153
78.—Légitimité de ces conditions. 155
79.—Elles continuent d'être en vigueur en Espagne, dans la suite du moyen âge. 156

§ V. — *Droit public de l'Angleterre depuis le dixième siècle.*

- 80.—Le Roi rebelle envers Dieu et envers l'Église, privé de son titre de roi par une loi de saint Édouard. 161
81.—Conséquences remarquables de cette loi. 161

§ VI. — *Droits de suzeraineté du saint Siège sur plusieurs États de l'Europe.*

- 82.—Plusieurs souverains se déclarent librement feudataires du saint Siège, depuis le dixième siècle. 162
83.—Serment de fidélité prêté au Pape par Robert Guiscard, en 1059. 163
84.—Droits de suzeraineté du saint Siège sur plusieurs États, longtemps avant Grégoire VII. 166
85.—Nouveaux droits du même genre acquis par le saint Siège depuis Grégoire VII. 167
86.—Tous ces droits hautement reconnus par les souverains. 168
87.—Le roi de France, et quelques autres souverains, exempts de cette dépendance féodale. 170

§ VII. — *Droits particuliers du saint Siège sur l'Empire d'Occident.*

- 88.—Trois preuves principales de ces droits. 173
89.—Première preuve, tirée de l'ancien Droit Germanique. *ib.*

	PAGES.
90.— <i>Subordination</i> de la puissance temporelle envers la spirituelle, selon ce <i>Droit</i> .	174
91.— <i>Disposition</i> du même <i>Droit</i> sur l'élection de l'Empereur.	177
92.—Trois cas déterminés par ce <i>Droit</i> , où l'Empereur peut être excommunié par le Pape.	178
93.— <i>Conséquences</i> de cette excommunication, d'après les anciennes lois de l'Empire.	179
94.—La peine de déposition prononcée par les mêmes lois contre les princes hérétiques.	181
95.— <i>Conséquences</i> de ces dispositions.	183
96.— <i>Deuxième</i> preuve, tirée de la persuasion générale des princes et des peuples.	ib.
97.—En quel sens l'Empire était regardé comme un fief du saint Siège.	184
98.—Le pouvoir du Pape sur l'Empereur, reconnu par les seigneurs Allemands, sous Grégoire VII.	186
99.—Divers témoignages à l'appui de ce pouvoir : Godefroi de Viterbe ; Arnould, évêque de Lisieux.	188
100.—Gervais de Tilbury.	189
101.—Ludolphe, évêque de Bamberg.	193
102.—Les mêmes principes généralement reconnus en France pendant plusieurs siècles.	195
103.—La persuasion générale, sur ce point, partagée par les souverains eux-mêmes.	197
104.— <i>Troisième</i> preuve, tirée de la conduite et des propres aveux des empereurs.	200
105.—Ils ne prenaient le titre et les insignes de leur dignité, qu'après avoir été reconnus et couronnés par le Pape.	ib.
106.— <i>Serment</i> de fidélité prêté au Pape par les empereurs.	205
107.—Formule de ce serment, au neuvième siècle.	206
108.— <i>Serment</i> prêté par Othon I ^{er} , en 960.	210
109.— <i>Serment</i> de l'empereur Henri II, en 1014.	212
110.—Formule de serment dressée par Grégoire VII.	ib.

	Pages.
111.—Discussion entre Frédéric I ^{er} et Adrien IV, sur la dépendance de l'Empire à l'égard du saint Siège.	213
112.— <u>Discussion sur le même sujet, entre l'empereur Henri VII et le pape Clément V.</u>	217
113.—Aveu remarquable de l'empereur Henri IV, sur le droit qu'avait le Pape de le déposer.	220
114.—Semblables aveux de l'empereur Frédéric II.	221

§ VIII.—*Conséquences remarquables des faits que nous venons d'exposer.*

115.— <u>Première conséquence. Le Droit public dont il s'agit, clairement établi par les faits.</u>	223
116.— <u>Deuxième conséquence. Ce Droit public bien antérieur à Grégoire VII.</u>	224
117.—Injustice des reproches faits à ce pontife et à ses successeurs.	ib.

§ IX.—*Combien de temps a duré cet ancien Droit public.*

118.— <u>Vestiges de cet ancien Droit, depuis le quinzième siècle, dans l'Empire d'Allemagne.</u>	226
119.— <u>Vestiges en Angleterre, sous le règne d'Élisabeth.</u>	229
120.— <u>Vestiges en Espagne, sous Philippell.</u>	231
121.— <u>Vestiges en France, sous Henri IV.</u>	232

CHAPITRE II.

ORIGINE ET FONDEMENT DU *Droit public*, DONT IL S'AGIT.

122.—Opinions diverses des auteurs modernes sur ce point.	236
123.—Plan de cette discussion.	237

ARTICLE PREMIER.

ORIGINE ET FONDEMENTS DU *Droit public* DONT IL S'AGIT,
DANS LES DIVERS ÉTATS DE L'EUROPE.

124.—Deux fondements ou causes principales de ce
Droit public. 237

§ I^{er}. — *Premier fondement : la nature des gouverne-*
ments de l'Europe au moyen âge.

125.—Gouvernement électif des monarchies du moyen
âge. 238

126.—L'autorité du souverain modérée par l'assem-
blée générale de la nation. 240

127.—Le clergé, premier corps de l'État. *ib.*

128.—Influence naturelle du clergé dans les affaires
publiques, sous un tel gouvernement 241

129.—Son influence dans l'élection des souverains. 242

130.—Son influence dans leur déposition. 244

131.—L'influence du Pape dans le gouvernement des
États, suite naturelle des mêmes circonstances. 245

132.—Autres causes de l'intervention du Pape dans le
gouvernement des États. 247

§ II. — *Second fondement du Droit public dont il s'agit :*
l'intérêt général de la société.

133.—État de la société au moyen âge. 249

134.—Caractère des peuples barbares qui se parta-
gèrent l'Empire Romain en Occident. 250

135.—Ignorance et barbarie du moyen âge. 251

136.—Désordres de la société, au temps de Gré-
goire VII. 252

137.—Le respect pour la religion et ses ministres, tou-
jours subsistant au milieu de ces désordres. 258

	Page.
138.—Lumières et vertus du clergé, surtout dans les monastères.	259
139.—Spectacle édifiant des ordres monastiques.	262
140.—Le clergé et les ordres religieux, toujours distingués par les lumières et les vertus.	263
141.—Ce fait important, reconnu par les auteurs modernes les moins suspects.	264
142.—Témoignage de Hallam.	264
143.—Aveux remarquables de Voltaire.	268
144.—L'influence du clergé dans les affaires temporelles, au moyen âge, réclamée par l'intérêt général de la société.	272
145.—L'origine des seigneuries ecclésiastiques, expliquée par ce principe.	274
146.—L'influence du Pape dans le gouvernement des États, expliquée par la même cause.	276
147.—Les droits de suzeraineté du saint Siège sur plusieurs États, expliqués par la même cause.	277
148.—Autorités à l'appui de ces explications.	279
149.—Autorité de Bossuet.	ib.
150.—Autorité de M. Bernardi.	282
151.—Autorité de M. Michaud.	283
152.—Cet auteur et plusieurs autres, peu d'accord avec eux-mêmes.	286

ARTICLE II.

ORIGINE ET FONDEMENT DES DROITS PARTICULIERS DU
SAINT SIÈGE SUR L'EMPIRE D'OCCIDENT.

153.—Divers fondements de ces droits.	287
154.—Charlemagne ne dut son titre d'Empereur qu'à l'élection du Pape.	288
155.—Le Pape ne renonça point alors, pour l'avenir, à son droit d'élection : preuve tirée du testament de Charlemagne.	290

156.—Cette difficulté ignorée ou mal résolue par plusieurs auteurs.	292
157.—Autres faits à l'appui des droits du saint Siège sur l'Empire.	293
158.—Conséquences de ces faits.	294

ARTICLE III.

DE QUELQUES AUTRES FONDEMENTS DE CE *Droit public*
DONT IL S'AGIT, ASSIGNÉS PAR LES AUTEURS DU MOYEN
ÂGE.

159.—1 ^{er} <i>fondement</i> : la donation de Constantin.	296
160.—2 ^e <i>fondement</i> : le Droit divin et le Droit naturel.	297
161.—Observations importantes pour l'intelligence des auteurs du moyen âge ; distinction du <i>pouvoir de juridiction</i> et du <i>pouvoir directif</i> .	298
162.—Le <i>pouvoir directif</i> de l'Eglise et du Pape, sur le temporel, généralement admis.	300
163.—Plusieurs auteurs du moyen âge expliqués en ce sens.	301
164.—Les erreurs du moyen âge, sur ce point, n'ont pas donné lieu au <i>Droit public</i> dont il s'agit.	304
165.—Les véritables fondements de ce <i>Droit public</i> souvent invoqués par les auteurs du moyen âge.	ib.
166.—Il n'existe aucune <i>définition</i> ou <i>décret de foi</i> sur le pouvoir de l'Eglise et du Pape dans l'ordre temporel.	305
167.—La distinction des deux puissances, et leurs limites respectives, constamment reconnues pendant le moyen âge.	307
168.—1 ^{re} <i>preuve</i> , tirée des témoignages des plus célèbres écrivains de cette époque.	308
169.—2 ^e <i>preuve</i> , tirée des actes de la législation de plusieurs Etats : Capitulaires.	310
170.—Droit Germanique.	312
171.—Divers conciles ou <i>assemblées mixtes</i> d'Angleterre et d'Espagne.	313

	Pages
<u>172.—3^e preuve, tirée des lettres et décrets des souverains pontifes : lettres de Grégoire VII.</u>	315
<u>173.—Décrétales d'Innocent III.</u>	316
<u>174.—Doctrines de Boniface VIII.</u>	317
<u>175.—Le mélange du spirituel et du temporel, dans les actes de la législation au moyen âge, expliqué par le concours des deux puissances.</u>	319
<u>176.—Les entreprises réciproques des deux puissances ne supposent pas l'ignorance des vrais principes.</u>	323
<u>177.—Conséquences de ces observations, pour l'explication des auteurs du moyen âge.</u>	324

CHAPITRE III.

RÉSULTATS DU Droit public DONT IL S'AGIT.

<u>178.—Inconvénients prétendus de ce Droit public.</u>	326
<u>179.—Ces inconvénients visiblement exagérés par plusieurs auteurs.</u>	327
<u>180.—Ces inconvénients doivent être bien plus imputés à la puissance temporelle qu'à la puissance spirituelle.</u>	330
<u>181.—Caractère de l'empereur Henri IV, déposé par Grégoire VII.</u>	331
<u>182.—La conduite de ce pontife et de ses successeurs envers les princes, justifiée par Senckenberg.</u>	334
<u>183.—Les prétendus inconvénients du Droit public dont il s'agit, bien compensés par ses avantages.</u>	336
<u>184.—Autorités à l'appui de cette assertion : l'abbé Pluquet.</u>	ib.
<u>185.—M. Raoul Rochette.</u>	338
<u>186.—M. Ancillon.</u>	339
<u>187.—M. Coquerel.</u>	340
<u>188.—M. Voigt.</u>	ib.

FIN DE LA TABLE.

3 47-501

5682785



